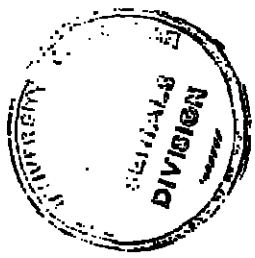


Guide Arts et Spectacles

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14424 - 6 F

JEUDI 13 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

Transition albanaise

LA formation, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, d'un gouvernement de coalition en Albanie est une nouvelle concession d'un Parti communiste qui, après avoir dirigé le pays d'une main de fer, accepte désormais tous les compromis pour sauvegarder un pouvoir qui lui échappe progressivement.

Suivant un scénario qui rappelle étrangement ce qui s'est passé en Bulgarie, les anciens maîtres de Tirana ont ainsi accompli, en l'espace de quelques mois, un chemin de croix qui les a menés d'une timide esquisse de démocratisation du Parti communiste à la reconnaissance du droit à l'existence des partis d'opposition, à l'organisation d'élections libres, à l'autorisation des cultes, à la volonté affichée de transformer radicalement les structures économiques. Bref, comme le reconnaît lui-même l'ancien premier ministre communiste, M. Fatos Nano, avec une belle - trop belle? - franchise, à faire entrer l'Albanie dans le groupe des nations « civilisées ».

Ces bouleversements n'ont pas été acceptés de gaieté de cœur par des communistes soudain touchés par la grâce et les vertus de la démocratie libérale et de l'économie de marché. De la « crise des ambassades » de juillet dernier à la récente grève générale, en passant par l'exil d'Ismaïl Kadare et les manifestations étudiantes de décembre, il aura toujours fallu des événements violents, proches du point de rupture, pour que le pouvoir accepte de négocier et de lâcher du lest. Et le congrès du Parti du travail (PTA), qui poursuit ses travaux à Tirana, montre que la résistance aux changements est encore vivace, que la vieille garde conservatrice n'a pas désarmé et qu'elle pourra longtemps, dans les administrations ou à la campagne, organiser une résistance passive à la libéralisation.

Le reste que la très nette victoire remportée par le PTA aux élections d'avril n'aura été qu'une victoire à la Pyrrhus : tout semble indiquer que la prochaine consultation électorale, prévue pour le printemps 1992, se traduira par un succès d'une opposition qui aura eu, cette fois, le temps de se préparer à l'échéance et, notamment, de mener une campagne plus active auprès des paysans.

Le gouvernement de coalition de M. Ylli Bufi est donc, aussi et surtout, un gouvernement de transition. Il aura pourtant à prendre des décisions rapides, tant la situation économique et sociale de l'Albanie se dégrade : sans une aide alimentaire d'urgence de la communauté internationale, certaines régions du pays, dans le nord notamment, risquent de connaître la famine. Le gouvernement devra aussi tenter de rétablir un semblant d'ordre dans des villes comme Shkoder qui, depuis les élections d'avril, ne veulent plus reconnaître aucune autorité aux dirigeants du PTA.

Il s'agit enfin d'empêcher un nouvel exode des jeunes Albanais qui, à l'approche de l'été, sont de nouveau tentés par l'exil. Quitte à s'embarquer sur des radeaux de fortune. La tâche de tout Albanais responsable est aujourd'hui de rendre un semblant d'espoir à un peuple qui n'en finit pas de sortir de son grand hiver.

Lire nos informations page 3

M0147 - 06130 - 6.00 F



Une initiative controversée de M. Mitterrand

Prague accueille les Assises de la confédération européenne

Le chef de l'Etat tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, devait inaugurer, mercredi 12 juin à Prague, les premières Assises de la confédération européenne. Elles rassemblent pendant trois jours environ cent cinquante personnalités venant de tous les pays du continent, et qui ont en commun de n'exercer aucune fonction gouvernementale. Les débats porteront notamment sur les domaines de coopération possible tels que l'environnement, l'énergie, la communication et la culture. L'organisation de ces assises est une initiative - controversée - de M. François Mitterrand, qui participera, vendredi, à la clôture des travaux.

par Claire Tréon

Les rencontres entre personnalités de l'Est et de l'Ouest n'ont pas manqué ces dernières années en Europe, mais aucune n'a encore eu l'ampleur de celle que Prague accueille du mercredi 12 juin au vendredi 14, en vertu d'une initiative de M. François Mitterrand endossée par M. Vaclav Havel en septembre dernier, lors d'une visite du chef de l'Etat français en Tchécoslovaquie.

Cette manifestation, politiquement aussi inoffensive qu'un colloque à la Sorbonne, s'intitule cependant très solennellement Assises de la Confédération euro-

péenne. Il s'agit de livrer à la réflexion d'une assemblée prestigieuse de cent cinquante représentants des arts et des lettres, de la grande industrie, de la banque, de la presse, et aussi de la politique, à condition qu'ils n'exercent actuellement aucune responsabilité gouvernementale, une idée qui n'a jusqu'ici rencontré auprès des gouvernants qu'indifférence ou hostilité.

A l'origine, ce n'était qu'un mot. Le mur de Berlin venait de s'ouvrir, toute l'Europe de l'Est était en mouvement quand M. François Mitterrand prononça son message de vœux télévisé du 31 décembre 1989.

Lire la suite page 7

Pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale

Le gouvernement relève de 0,9 % la cotisation d'assurance-maladie

Afin d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, le conseil des ministres, réuni mercredi 12 juin, a annoncé un relèvement de la cotisation d'assurance-maladie de 0,9 point ainsi que des mesures d'économies dans les dépenses de santé.

La hausse de la cotisation ne portera que sur la part salariale. Les dispositions sur les économies seront détaillées ultérieurement. Elles concerneront directement les assurés

sociaux ainsi que les professions de santé, et ce sont les intentions du gouvernement sur ce sujet qui ont provoqué la manifestation nationale qui, le 11 juin, a rassemblé à Paris plus de 60 000 participants selon la police et au moins 150 000 selon les organisateurs.

Le plan de redressement prévoit d'accroître les recettes de 22,5 milliards de francs en année pleine et dégager 9 milliards d'économies d'ici à la fin de 1992.

Masqué durant la période de forte croissance économique, le déséquilibre des comptes de la Sécurité sociale nécessite de nouveau un traitement d'urgence. Alors que le débat sur les retraites, à peine engagé, ne fera pas l'objet de décisions avant plusieurs mois, c'est le déficit de l'assurance-maladie qui contraint aujourd'hui le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, à prendre une série de décisions qui ne seront « agréables pour personne ».

Le remède que s'approprie à prescrire le nouveau gouvernement s'inspire d'une médecine traditionnelle. La contribution sociale généralisée (CSG) que M. Michel Rocard était parvenu non sans mal

à faire aboutir n'a pas été jugée comme l'instrument adapté à la situation. Contrairement à l'augmentation de la cotisation salariale d'assurance-maladie, une modification du taux de la CSG devrait être votée par l'Assemblée nationale avec tous les risques politiques que cela comporterait. A contrario, la formule qui a été adoptée aboutit à ne solliciter que les revenus « d'activité ». Les retraites imposables ou les revenus du capital ne sont donc pas concernés. Choix par défaut qui suscite des réactions négatives parmi les députés socialistes.

Quant aux économies - diminution des remboursements de médicaments et relèvement substantiel

du forfait hospitalier, - elles n'ont rien d'original mais elles sont apparues comme le seul moyen permettant de peser sur la consommation médicale. Malgré la réussite de leur manifestation du 11 juin, les professions de santé ne passeront pas au travers des mailles du filet. Radiologues, pharmaciens et kinésithérapeutes ainsi que représentants de l'industrie pharmaceutique devront consentir quelques sacrifices. Cependant, il n'est plus question - comme l'avait tenté le précédent gouvernement sans pour autant y parvenir - de faire peser sur elles l'essentiel des ajustements.

Lire en page 29 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

L'aéronautique exposée

Le 39^e Salon international du Bourget s'ouvre dans un climat de très forte concurrence

par Jacques Isnard

Entre ce salon, que M. François Mitterrand inaugure jeudi 13 juin au Bourget, et le précédent, il y a deux ans presque jour pour jour, deux faits majeurs sont intervenus qui ont radicalement modifié l'activité de cette industrie de haute technologie.

D'une part, la chute du mur de Berlin et ses suites : le délitement du pacte de Varsovie, l'effondrement économique de l'URSS et la diminution de la tension sur le continent européen, au profit d'une recherche de la coopération

entre les deux anciens « blocs ».

D'autre part, la guerre du Golfe de 1991 et ses conséquences : l'effacement d'une Europe de l'Ouest relativement déunie, la démonstration grandeur nature du savoir-faire des Etats-Unis, les efforts des uns et des autres pour donner l'illusion d'un consensus qui aboutirait à davantage canaliser, après coup, le flux de leurs exportations d'armes.

Pour les industriels de l'aéronautique, ces deux événements ont eu des effets qui vont dans le même sens, à savoir une exacerbation de leur confrontation

technologique et commerciale dans le monde. Ce durcissement de la compétition internationale entre les principales puissances industrielles est d'autant plus évident qu'il se produit à un moment où les marchés, qu'ils soient civils ou militaires, se contraignent - comme peu de chagrin - sous le contrecoup de la récession économique un peu partout sur la planète.

Dans l'ordre des commandes de matériels par la clientèle, les perspectives internationales sont médiocres.

Lire la suite page 32

Le chef de l'Etat en Champagne-Ardenne

LA VIOLENCE EST... HIP HOP... CONDAMNABLE !



Lire page 9, les déclarations de M. Mitterrand et l'article d'ANNE CHAUSSEBOURG : « Réveiller les Français »

Vercors, écrivain malgré lui

L'auteur du « Silence de la mer » est mort lundi 10 juin à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans

par Gilles Plazy

Vercors n'aspirait pas à la gloire. Elle le surprit, à quarante ans, là où il l'attendait le moins : elle le flatta et lui fit payer le prix de ses paillettes : il ne fut plus jamais le Jean Bruller qu'il avait été. Obligé, pendant un demi-siècle, de se battre pour survivre au Silence de la mer. L'écrivain-symbole de la Résistance a souffert d'être affublé d'un costume qui n'était pas taillé pour lui. Tandis que le dessinateur perdait le goût de l'encre et de l'aquarelle, l'écrivain se laissait prendre au piège d'une renommée démesurée qui l'obligeait à écrire pour mériter des lauriers très généreusement décernés et qui empêchaient qu'on lui simplement ses ouvrages suivants.

Singulier destin que celui d'un écrivain auquel l'histoire n'a jamais bien pardonné de prendre

de l'âge ; dans le cas contraire, elle l'aurait alors volontiers consacré à l'égal d'un Alain-Fournier. En 1940, le jeune officier de réserve, pour s'être cassé la jambe en grandes manœuvres, fit la guerre au dépôt de Romans et à la tête d'une bande d'écloups à peine armés. Quand les Allemands menacèrent de passer l'Isère, il savait qu'il serait vain de les affronter.

Lire la suite page 12

EDUCATION • CAMPUS

L'inquiétante anarchie

des formations à la gestion. Foisonnement des diplômes, insuffisante adaptation aux besoins des entreprises, dramatique pénurie d'enseignants : les formations de cadres de gestion ont besoin d'une refonte en profondeur.

pages 13 à 16

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 85 p.; Irlande, 200 IR; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRN; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 3 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Islam

Le monde musulman et la politique

par Maxime Rodinson

DES questions fusent de partout à l'égard de l'islam ou plutôt du monde des musulmans. On ne permet pas de préciser en quelques points mes idées réelles sur un problème, en effet cardinal.

1) Le noyau originel du monde musulman, la communauté groupée autour du prophète Mohammad à Médine entre 622 et 632 de l'ère chrétienne n'est pas « le monde musulman ». Les quelques Califes qui suivaient Jésus de Nazareth étaient-ils « le monde chrétien » ?

2) La confusion du pouvoir politique et du pouvoir idéologique qui caractérise ce petit groupe humain – comme bien d'autres d'autrefois – n'a pas duré dans l'univers historiquement issu de ce noyau primitif ; notre monde physique de galaxies n'est pas identique à celui qui suivit immédiatement le Big Bang. Les deux pouvoirs ont été distincts et même opposés la plupart du temps.

3) Certes, dans le monde musulman classique, la soumission au pouvoir politique est prêchée par les instances du pouvoir idéologique (l'appelle ainsi, sans connotation péjorative, le pouvoir résultant de la spécialisation dans le maniement des concepts, qu'ils soient religieux ou non). Mais il en est tout à fait de même dans le monde chrétien classique.

Pourtant, le monde soumis en principe aux idées musulmanes sur l'univers de l'Au-delà n'est pas identique au monde qui est avoir pour guide, en ce domaine très général, les idées chrétiennes. Dans la sphère politico-sociale notamment, les forces de contestation (il y en a toujours et partout) peuvent tirer parti d'arguments idéologiques religieux plus aigüés que dans le monde chrétien. Elles ont pu plus facilement s'en servir pour construire des utopies mobilisatrices (le veut dire par « utopies » des plans de société future sans en prononcer sur leurs possibilités de réalisation). Elles se sont effectivement servi de ces « utopies » pour des révolutions multiples qui aboutissent à porter de nouvelles équipes au pouvoir politique. Il faut constater, historiquement, que ces nouveaux pouvoirs ne changèrent pas fondamentalement les structures de la société ni ne mirent en pratique de recettes efficaces pour les changer.

Cependant, on conserva l'idée que des recettes de ce genre (des recettes

« utopiques ») existaient, au moins implicitement, dans le Message qu'avait apporté le Prophète. Il n'avait, lui, à la différence de Jésus, jamais établi une distinction entre le domaine de Dieu et celui de César, jamais proclamé que le royaume de Dieu n'était pas de ce monde. Il avait pris des décisions politiques, jugé et légiféré au moins pour la communauté de Médine. Le Message divin transmis par lui, et les avis particuliers inspirés par la divinité qu'il communiquait, pouvaient et devaient, pensait-on, servir de guide à ceux qui étaient appelés à gouverner les croyants.

Déceptions cumulées

4) La communauté (*oumma*), idéalement formée par les croyants, devait constituer le lieu de la mobilisation pour la réalisation de l'utopie en même temps que pour le service de Dieu, pour la manifestation organisée du respect, de la dévotion qui lui sont dus. Elle devait aussi en fournir les cadres.

En théorie, elle doit en permanence mobiliser pour la réalisation terrestre de l'utopie, puis pour le soutien de l'utopie quand celle-ci est supposée réalisée. Elle constitue comme une armée, en principe mobilisée dans sa totalité. Il n'est pas question d'accorder un statut tout à fait particulier à une corporation en elle-même sacrée (comme le clergé chrétien ou les Parfaits musulmans) ni d'établir un clivage entre des cellules monacales appliquant strictement la doctrine et des masses de sympathisants laïcs comme (en principe) dans le bouddhisme.

5) A l'époque contemporaine, depuis le dix-neuvième siècle, les déceptions cumulées des masses et des élites musulmanes sur les régimes traditionnels, ajoutées à leur humiliation et à leur envie à l'égard du modèle occidental, devenu à leur hégémonie et séduisant, ont conduit à l'adoption très large des recettes politico-sociales élaborées dans le cadre de ce monde occidental, des recettes de gouvernement des hommes censées faciliter la domination sur les choses. Selon le processus habituel, ces recettes systématiquement idéologisées (en deux vagues : libéralisme, puis socialisme) ont été élaborées en panacées. Cela n'empêchait pas la persistance de la fidélité envers les recettes traditionnelles sur le plan existentiel, celui

des rapports « verticaux » entre l'homme et l'Au-delà.

Plus récemment, la déception à l'égard de ces recettes politiques sociales occidentales s'est généralisée. Leur adoption, partielle ou non, « authentique » ou non, n'avait visiblement pas eu les résultats fantastiques qu'on en attendait. Ne devaient-elles pas d'ailleurs tout autant les pays où elles avaient été conçues ? Cette déception, jointe à l'exacerbation du patriotisme de communauté devant les effets de domination durement subis, gonflait les rangs des organisations qui avaient toujours prêché le retour à la panacée islamique traditionnelle.

6) Il n'y a pas d'explication simple des situations actuelles dans le monde musulman par les textes, les idées, les structures inaugurées par le Prophète, développées dans le noyau originel ou sa floraison médiévale non sans de multiples combinaisons avec des idées et des structures d'une tout autre origine – beaucoup plus présentes qu'on le pense ordinairement – dans le complexe culturel qu'on peut appeler culture musulmane traditionnelle, avec ses multiples facettes.

La diffusion, dans le monde où la religion musulmane est en position dominante, des régimes autoritaires et des tyrannies plus ou moins sanguinaires et tortionnaires ne vient pas du Message du Prophète dans ses diverses versions. Elle découle des mêmes causes que dans le tiers-monde non musulman. On peut seulement opposer à ceux qui mettent en avant la panacée musulmane que ledit Message n'a pas empêché, ni plus ni moins que les divers messages idéologiques (fussent-ils en eux-mêmes des plus admirables) n'ont empêché les luttes pour le pouvoir (politique ou/et idéologique), les compétitions féroces pour l'accumulation des richesses, avec leur abusif et ordinaire sur des tyrannies.

La diffusion de tels régimes est facilitée – dans le monde musulman comme ailleurs – par le patriotisme de communauté comme par les patriotisme ethniques et nationaux, tous passant aisément au nationalisme exacerbé et au chauvinisme.

De même, cette diffusion est aidée par le concept universel et tenace de l'existence d'une panacée suprême pour tous les maux sociaux. Une panacée supposée garantie par des facteurs supra-humains, qu'il s'agisse d'une divinité omnipotente ou de

lois de l'histoire supposées non moins omnipotentes.

Dans le monde musulman, il faut seulement noter que la panacée de type religieux s'impose plus efficacement aux esprits qu'ailleurs du fait de la liaison étroite, dans l'idéologie musulmane traditionnelle, entre les recettes temporelles idéales (l'utopie) et les recettes existentielles avec leur mythologie merveilleuse et le soulagement qu'elles apportent aux détreffés, à l'égarement de l'humanité.

« Désenchantement » du monde

7) Le monde musulman n'a pas échappé au « désenchantement » (*Entzauberung*) du monde si bien analysé par Max Weber. On peut discuter des causes de ce phénomène qui ne coïncide pas absolument avec le qu'on entend généralement par « sécularisation » ou, en France, « laïcité ». La diffusion des mécanismes techniques et de la compréhension de leur causalité en parait la principale cause. Mais, en Occident, le phénomène, plus précoce et plus intense, a été la décadence de l'idéologie religieuse traditionnelle comme aux organisations qui la représentaient. Dans le monde musulman, la croyance aux mécanismes surnaturels s'est trouvée relayée par le patriotisme de communauté pour assurer la fidélité au moins aux formes extérieures de la croyance traditionnelle. Dieu n'y est pas mort. Mais la croyance profonde en Dieu a été largement remplacée (dans les faits quoique non dans les mots) par la croyance en l'islam.

8) En conclusion, il est absurde et vain de chercher à expliquer les attitudes des gouvernants, des masses et des élites du monde musulman par tel élément structurel de la dogmatique musulmane ou par telle phrase du Coran et de la tradition, fussent-ils interprétés avec éloquence et poésie ou encore avec des développements métaphysiques – supérieurs de filigranes profonds, tel comme ailleurs fonctionnent les mécanismes universels et permanents de la dynamique habituelle des sociétés humaines. Il faut tenir grand compte des particularités culturelles et de l'histoire particulière de ces sociétés-là. Mais tout cela n'aboutit aucunement à l'effacement de la normalité sociale humaine.

► Maxime Rodinson est historien.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Le Maghreb

L'ÉTAT DU MAGHREB.
572 pages, 179 francs.
Éditions La Découverte.

Il y avait urgence à « dépasser les discours plus ou moins passionnels tenus au nord et au sud de la Méditerranée », expliquent Carilla et Yves Lacoste, en préface au volume, intitulé *L'État du Maghreb*, à la rédaction duquel ont contribué, sous leur direction, plus de cent quinze auteurs. « Ce livre paraît, soulignent-ils, dans le contexte d'une grave crise entre les nations du Maghreb et la France », suite à la guerre du Golfe.

Cet ouvrage de quelque six cents pages, les Lacoste l'ont voulu « pondéré ». Pas question d'y retrouver le « catastrophisme que d'aucuns cultivent ». A les en croire, les problèmes du Maghreb sont « graves et complexes mais pas si désastreux qu'ils ne puissent trouver de solutions ». Tout, au fil de ce livre de référence, est déséquilibré, sous différents thèmes, depuis les problèmes de civilisation jusqu'à ceux de la vie quotidienne, de l'économie et du travail.

Rien de rébarbatif dans ces quelques deux cents analyses rédigées « en termes simples ».

mais sans concession ». Celles-ci sont, en effet, publiées sous forme d'articles courts et clairs, signés par des spécialistes – géographes, historiens, ethnologues, économistes, écrivains, journalistes, etc. – dont la moitié sont maghrébins.

Au hasard de ces multiples contributions, celles, par exemple, de Benjamin Stora, qui évoque la « glorieuse d'Algérie », la plus dure guerre de colonisation du siècle, de Rachid Mémouni, qui décrit le Maghreb, « zone de confiance », à la « mèche des eaux », de Mohammed Naciri, qui raconte une journée dans la vie d'une famille d'un bidonville de Casablanca...

Données de base, cartes, tableaux, index et, surtout, bibliographies complètent cet ouvrage de référence. Coopération originale : les éditions La Découverte ont conclu des accords avec trois éditeurs maghrébins qui imprimeront et diffuseront ce livre simultanément en Algérie, au Maroc et en Tunisie. L'ambition de Carilla et d'Yves Lacoste, qui n'est pas vaine, est d'aider ainsi à combler le fossé d'ignorance qui sépare les habitants des deux rives de la Méditerranée.

JACQUES DE BARRIN

COURRIER

Quelle « victoire » ?

J'ai été très étonné de lire dans vos colonnes (le Monde daté dimanche 9 et lundi 10 juin) que le report des élections législatives représentait, pour les islamistes, une « importante victoire ».

En tant qu'Algérienne, je suis très heureuse qu'un délai de six mois nous ait été accordé « d'en haut » pour que tous ceux qui luttent pour leurs libertés et leurs droits sur le sol de leur pays puissent se préparer, d'une manière plus adéquate, à cette échéance électorale.

Qu'un parti comme le Front islamique du salut (FIS) à vocation totalitaire veuille remplacer au pouvoir le FLN, un autre parti unique, ne laisse rien augurer de très démocratique.

Dans ces conditions, beaucoup de mes compatriotes ne préféreraient

ils pas demeurer dans le statu quo ? Ceux qui cherchent l'intérêt de l'Algérie et de son peuple pensent tout à fait à fortifier sa nouvelle politique d'ouverture économique et à favoriser les investissements étrangers pour donner du travail aux jeunes désespérés. Le FIS n'a qu'une seule ambition, celle d'établir un Etat islamique pour étrangler la liberté dans un pays où, pendant des siècles, la répression de l'islam contre les femmes et la colonisation française contre la société arabe en général ont fait de nous des émigrés et des exilés.

Ceux qui, aujourd'hui, sont en droit de crier victoire, ce sont les gens lucides qui ne se sont soumis ni à cette répression ni à cette colonisation. Je veux dire des citoyens et des citoyennes à part entière qui ont lutté pour la liberté de leur pays, une Algérie indépendante et démocratique qui attend de s'affir-

mer et d'être aimée. Je crois que je fais partie de ceux qui nous souvenons d'un grand espoir pour l'Algérie et qui, sans peur, se disent libres de tout préjugé.

NAFISSA BOUDALIA
poétesse algérienne

Un nouveau rendez-vous

Comment les « fils de l'Algérie » que sont toujours, contre vents et marées, les deux millions de pieds-noirs et de harkis pourrissent-ils rester indifférents au drame qui semble irrémédiablement se nouer à quelques encablures de Marseille ?

Que trente ans après l'agonie de l'Algérie française, l'histoire, dont l'habitude n'est pourtant pas de « repenser les mêmes plaies », nous offre à travers les multiples reportages télévisés les images d'un Alger déchiré par l'émeute, quadrillé par les chars, assourdi par une nuit de youyou, clamés par les partisans du FIS à de quoi laisser rêver !

La fronde algéroise, nourrie par tant de déceptions, de mensonges et de trahison, vient de donner une fois de plus la vedette à cette ville et à cette Algérie qui semblent être condamnées par une fatalité diabolique à rouler éternellement, tel Sisyphe, un rocher qui déferlera ensuite des sommets, où l'espérance de ces populations l'avaient pourtant élevée.

Pourtant tout devrait concourir à donner à cette terre d'Algérie bénie des dieux le bonheur qu'elle mérite. Malgré les souffrances endurées par la perte de notre petite patrie et les conditions dramatiques qui ont entouré notre exode, nous nous souvenons à ce point si peu de ressentiment, de haine ou de rancune que nous sommes catastrophés d'assister impuissants à une telle dérive.

Depuis de longues années, nous n'avons cessé de plaider pour que la France, l'Europe, jouent auprès du Maghreb le jeu d'une saine et efficace coopération pour aider au décollage économique de ces pays en tourment dans la dignité répro-

que la page d'un passé cruel.

Aurons-nous été assez forts pour pallier les graves carences générées par le système socio-économique bureaucratique et collectiviste algériens ? Rien n'est moins sûr ! Mais ce qui est en revanche évident et désespérant c'est qu'à l'inverse des pays de l'Ouest où l'effondrement du communisme a été accompagné d'un vent de liberté et d'un retour à la démocratie, le rejet de ce type de système par les Algériens est récupéré par un mouvement religieux fanatisé et obscurantiste dont l'histoire est la dégradation même de la liberté et de la démocratie. Ainsi l'Algérie, si elle ne se ressaisit pas très vite, sera-t-elle condamnée à tomber de Charybde en Scylla, les Algériens à subir une nouvelle forme de dictature au regard de laquelle les « rigueurs » des trente ans du pouvoir FLN, des cent trente ans de la colonisation française, des siècles de domination turque, arabe, vandale ou romaine, feront peu être pâle figure.

Tout doit être accompli tout au long des six mois qui nous séparent de l'échéance électorale pour bien faire comprendre aux Algériens combien le « choix d'Allah » et d'une « charia pervertie » n'est pas forcément le bon et que tourner ainsi le dos à la modernité ne résoudra pas plus les problèmes de leur pays que ceux de leurs communes ne l'ont été par les nouvelles municipalités du FIS.

Ainsi, tout en respectant les décisions profondes que les Algériens prendront, pouvons-nous, compte tenu des rapports étroits et des amitiés multiples entretenues avec eux, les sensibiliser sur les risques encourus par les choix extrêmes.

A la nouvelle équipe dirigeante d'Algérie de savoir offrir une alternative cohérente aux rêves sacrifiés par les « barbus » et les fous d'Allah. A la France de relever le défi du Sud et de ne pas « klouper » ce nouveau rendez-vous de l'histoire.

JACQUES ROSEAU
porte-parole du Recours-France

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Soit
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

LE MONDE
diplomatique

Juin 1991

• L'ÉLECTRONIQUE EUROPÉENNE DANS LA TOURMENTE : Quand le dogme de la libéralisation provoque des ravages, par Bernard Cassen. — Une filière dominée par les « puces » japonaises, par Hervé Le Tellier et Olivier Languepin.

• MAGHREB : Une économie affectée par la guerre du Golfe, par Zakya Daoud. — Fin de quelques tabous culturels en Algérie, par Claire Arsenault-Leers.

• TIERS-MONDES : Frontières, par Ignacio Ramonet. — Dramas naturels, drames sociaux au Bangladesh, par Gérard Viratelle. — Le flot montant des réfugiés déferle, les efforts de solidarité, par Roland-Pierre Paringaux. — Famines et guerres en Afrique subsaharienne, par Claire Brisset.

En vente chez votre marchand de journaux

هكمانه الأمل

ÉTRANGER

Nouveau « geste » de Washington à l'égard de M. Gorbatchev

Les Etats-Unis accordent à l'URSS une garantie de crédit de 1,5 milliard de dollars

Des petits cadeaux qui entraînent l'amitié, mais certainement pas le magot dont rêve M. Gorbatchev : la Maison Blanche a annoncé, mardi 11 juin, l'octroi à l'URSS d'une garantie de crédit à hauteur de 1,5 milliard de dollars, pour l'achat de céréales et autres produits alimentaires américains.

WASHINGTON

de notre correspondant

Une première garantie de crédit, pour un milliard de dollars, avait été accordée en décembre 1990, et le président Bush avait prorogé la semaine dernière les dispositions permettant à Moscou d'obtenir désormais de telles garanties (suspension de l'amendement dit Jackson-Vanik). En langage officiel, celui du porte-parole de la Maison Blanche, « la décision du président reflète le désir de l'administration de promouvoir une évolution positive continue des relations américano-soviétiques ».

M. Gorbatchev obtient donc ce qu'il avait demandé il y a plusieurs mois et M. Bush a surmonté ses réticences initiales. En avril, le président américain laissait entendre qu'il serait très difficile de le satisfaire, la loi américaine ne permettant plus à l'administration de garantir des prêts à un pays dont la solvabilité est douteuse. Aujourd'hui, le porte-parole de la Maison Blanche, invoquant l'avis d'experts consultés par le président, estime que l'URSS est solvable, et souligne au passage que les Soviétiques « n'ont jamais fait défaut » pour le remboursement d'une dette « officielle » aux Etats-Unis — ce qui est une manière de fermer les yeux sur les désagréments récemment subis par des prêteurs européens.

Les garanties de crédit seront accordées en trois étapes, réparties sur une période de neuf mois. Et, surtout, les responsables américains

affirment avoir reçu l'assurance que les produits alimentaires acquis grâce aux sommes prêtées seraient « distribués de façon juste parmi les Républiques soviétiques et les pays baltes ». Il s'agit de répondre par avance aux critiques des congressistes qui estiment que Washington n'utilise pas suffisamment ses moyens de pression, désormais considérables, pour aider les pays baltes.

En faisant ce nouveau « geste » à la veille de l'élection au poste de président russe, où se présente le

grand rival de M. Gorbatchev, M. Boris Eltsine, le président américain montre qu'il n'a pas varié sur un point essentiel : le soutien à Mikhaïl Gorbatchev. Mais c'est désormais un soutien sans enthousiasme, et accordé à un homme plutôt qu'à une politique considérée comme brumeuse et peu convaincante. M. Bush s'est fait tirer l'oreille avant d'accepter la venue de M. Gorbatchev à Londres en marge du sommet des sept pays les plus industrialisés ; et l'administration

avertit à l'avance qu'il ne saurait être question, à ce stade, d'aide massive à l'URSS. Les Etats-Unis veulent faire preuve de bonne volonté, d'autant que le président soviétique a, en principe, encore les moyens de renvoyer l'ascenseur — ce qui se soit dans le domaine des négociations de désarmement, au Proche-Orient, ou ailleurs. On mise donc toujours sur Mikhaïl Gorbatchev, mais on mise petit.

JAN KRAUZE

POLOGNE : grèves et revendications salariales

M. Lech Walesa demande des pouvoirs spéciaux pour le gouvernement

Devant faire face à une multiplication des mouvements sociaux et des revendications salariales, le président Lech Walesa a demandé, mardi 11 juin, au Parlement de conférer des pouvoirs spéciaux au gouvernement, afin de lui permettre d'accélérer les réformes économiques par décret (nos dernières éditions du 12 juin).

Le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, ainsi que son adjoint aux finances, M. Leszek Balcerowicz, s'étaient plaints le mois dernier de ce que le Parlement bloquait tous leurs projets de réforme économique. Mardi, M. Walesa demandait à son premier ministre de présenter au Parlement un projet d'amendement constitutionnel « habilitant le conseil des ministres, pendant un an, à régler les affaires économiques en publiant des ordonnances ayant force de loi ». Dans une lettre dis-

tinette, le président polonais demande au président de la Diète (Chambre basse), M. Mikolaj Kozakiewicz, « d'entamer des procédures qui donneront forme rapide à l'initiative du gouvernement ».

Le porte-parole présidentiel, M. Andrzej Drzyzinski, a précisé que les secteurs-clés comme le budget ou les privatisations sont de la compétence du Parlement. Cela ne suffira pas nécessairement pour que M. Walesa obtienne le feu vert de la Diète avec laquelle il est déjà en conflit ouvert sur la loi électorale : il lui a opposé son veto, la jugeant « discriminatoire » envers les neuf jours de vote qu'elle interdit de faire campagne dans les lieux de culte.

Pour limiter que soient ces pouvoirs spéciaux, la requête de M. Walesa montre toutefois qu'il a conscience d'affronter la plus grave crise de sa présidence. C'est ainsi que, pour la première fois, la visite de neuf jours de Jean-Paul II dans son pays natal et,

son appel à la « paix sociale » n'ont pas empêché le déclenchement de nombreuses grèves, notamment dans les écoles, les hôpitaux et dans plusieurs entreprises d'Etat, grèves qui viennent s'ajouter à celle des contrôleurs aériens. Tous réclament de substantielles augmentations, alors que les salaires sont bloqués dans le secteur public, conformément à la politique d'austérité appliquée sous la houlette du FMI.

M. Lech Walesa devait recevoir, mercredi 12 juin, les dirigeants de Solidarnosc, ainsi que les représentants des contrôleurs aériens qui n'ont fait que « suspendre » lundi leur grève nationale, en échange de la promesse de cette rencontre. La presse, de son côté, fait état d'un possible remaniement du gouvernement Bielecki, qui pourrait s'ouvrir aux partisans de l'adversaire d'hier, l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. — (AFP, Reuters)...

ALBANIE

Formation du premier cabinet de coalition depuis la seconde guerre mondiale

Le premier ministre, M. Vili Buri, a annoncé, mardi 11 juin, la composition du nouveau gouvernement albanais, où pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, les communistes partagent le pouvoir avec l'opposition.

Formé après une semaine de difficiles négociations entre les communistes et l'opposition, le nouveau gouvernement comprend des personnalités présentes par le Parti du travail (PTA, communiste) et quatre formations d'opposition, les Partis démocratique, républicain, social-démocrate et agraire.

M. Buri, un ingénieur chimiste de quarante-deux ans, appartenant au courant « modéré » du PTA, avait été nommé le 5 juin, après la chute du gouvernement de M. Fatos Nano, qui n'avait pas été en mesure de faire face à une grève générale animée par les syndicats indépendants.

Purges

des rangs communistes

Un des leaders du Parti démocratique, M. Gramoz Pashko, devient vice-premier ministre chargé de l'économie, et un autre responsable de l'opposition, M. Zydril Pepa, sera chargé de la défense. Le Parti du travail garde les portefeuilles des affaires étrangères (M. Muhammet Kapllani), de la sécurité publique (M. Bajram Yzeiri) et du commerce extérieur (M. Fatos Nano).

Le congrès du Parti du travail, qui poursuit ses travaux à Tirana, a procédé pour sa part à une première élection en exaltant de ses rangs un certain nombre d'anciens adjoints d'En-

ver Hodja, le fondateur de l'Albanie socialiste. Le secrétaire du Comité central, M. Xhelil Dioni, a lancé un appel à l'épuration du parti à tous les échelons. Il a aussi fait voter le changement de nom du PTA, qui s'est transformé en Parti socialiste.

Les congressistes ont pour suivi leur autocritique : le président de la République, M. Ramiz Alia, a ainsi reconnu avoir laissé « régner la médiocrité et l'incapacité au sein de la direction ». Il a critiqué certains aspects de la politique d'Enver Hodja, notamment la violation des droits de l'homme, la « fébrilité de l'industrie lourde » et la centralisation excessive. La veuve de l'ancien dirigeant a estimé que les diverses critiques adressées à son mari « n'étaient pas entièrement justifiées ». « Enver Hodja était un réaliste et non un dogmatique, il était uniquement préoccupé par l'indépendance de l'Albanie », a déclaré M. Nexhmije Hodja, qui est âgée de soixante et onze ans.

L'un des principaux représentants du courant réformiste, l'écrivain Dritero Agolli, a été vivement contesté alors qu'il a dénoncé à la tribune « la dictature d'Enver Hodja » et « la lutte féroce contre les droits de l'homme menée par la police secrète ». Interrompu pendant plusieurs minutes par la majorité des délégués, qui se sont levés pour scander les slogans traditionnels « Parti-Enver », M. Agolli a dû quitter la tribune sans pouvoir terminer son discours. — (AFP)

ESPAGNE : le procès des deux policiers qui auraient organisé le GAL

La belle assurance de Jose Amedo

Le procès des deux policiers espagnols soupçonnés d'avoir organisé le GAL, le Groupe antiterroriste de libération, qui a assassiné vingt-deux sympathisants de l'ETA en territoire français (le Monde du 11 juin), a démarré en fanfare, mardi 11 juin à Madrid, avec l'interrogatoire du principal accusé, le sous-commissaire Jose Amedo. Ce procès durera plusieurs semaines, au cours desquelles environ cent vingt témoins seront entendus.

MADRID

de notre correspondant

Le sous-commissaire Amedo a tenu à corroborer la réputation de « dur » et de « macho ibérique » que lui a forgée depuis le début de l'affaire la presse locale. Alter, haussant, catégorique, c'est sans une défaillance qu'il a répondu durant trois heures aux questions posées successivement par le procureur et les deux premiers représentants de la partie civile.

Se thèse est simple : le GAL, il n'en a jamais entendu parler qu'à travers la presse. Il n'en sait rien de plus. Se spécialisant à lui, en tant que membre de la Brigade d'information de Bilbao, comme il le répète tout au long des interrogatoires, c'est la lutte contre l'ETA au Pays basque espagnol. Ce qui se passe au Pays basque français, ajoute-t-il très sérieusement, la police espagnole n'a bien évidemment aucune raison de le savoir.

Pourquoi tant de mercenaires du GAL arrêtés ont-ils donc reconnu sur les photographies qu'ils ont été présentés ? Un pur montage, assure le sous-commissaire, qui voit la main des thuriféraires de l'ETA. Et de citer l'exemple d'une de ses anciennes compagnes qui a assuré avoir vu Amedo transporter la bombe qui allait déchaîner peu après à Hendaye, en juillet 1987, le corps du Basque Juan Carlos Garcia Goena : le sous-commissaire accuse la

jeune femme d'agir par déception sentimentale et de s'être laissée entraîner dans un complot ourdi contre lui par l'avocat Txema Montero, dirigeant de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA.

Et le fameux voyage effectué à Lisbonne en janvier et février 1986, lors duquel il est accusé d'avoir recruté des mercenaires portugais et de les avoir emmenés, via Bilbao, au Pays basque français pour y perpétrer deux attentats, les mitrillages des bars Batzoki et Consolation ? Amedo reconnaît qu'il s'est en effet bien rendu à cette date dans la capitale portugaise, avec l'accord de ses supérieurs, mais pour tout autre chose. Un de ses informateurs habituels, ancien membre de l'ETA, avait promis, assure-t-il, de l'y mettre en contact avec un trafiquant d'armes fournisseur habituel des séparatistes basques. C'est avec lui, et non avec des « recruteurs » du GAL, que le sous-commissaire se serait entretenu à Lisbonne. Et le soir il aurait dîné non pas avec les mercenaires qu'il venait d'engager, comme, l'assure l'accusation, mais avec des amis portugais.

Etonnante mansuétude

Il marque ensuite un point, en affirmant qu'à la date où, selon l'accusation, il était à l'un, attendant le retour des mercenaires portugais une fois leur « travail » effectué, il se trouvait en fait en Galice, dans un village proche de Lugo, afin d'assister à l'enterrement de sa grand-mère. Une révélation qu'il avait tue jusqu'ici. Malgré son assurance, Amedo n'aura pas toutefois réponse à tout. Ainsi il ne pourra expliquer pourquoi il s'est refusé à prêter un test graphologique qui aurait permis de déterminer s'il a réellement signé les faux papiers d'identité remis à l'un des mercenaires portugais. Ou pourquoi il s'est refusé, en profitant de l'émotionnisme pénitentiaire, à laisser prendre ses empreintes digitales.

THIERRY MALINIAC

BELGIQUE : conséquence de la libération des otages du « Silco »

L'« affaire Khaled » empoisonne le climat politique

Prolongement de celle du Silco, l'affaire Walid Khaled colle aux semelles du chef de la diplomatie belge, M. Mark Eyskens, mal à l'aise dans une intrigue où Courteline l'emporte de plus en plus fâcheusement sur Le Carré. Un nouveau chapitre s'est ouvert.

BRUXELLES

de notre correspondant

Le Silco, c'était ce navire arraisonné fin 1987 à quelque part en Méditerranée orientale par des hommes d'Abou Nidal qui s'emparaient de son étrange équipage franco-belge. Après que l'aventure de M. Jacqueline Valente eut défrayé la chronique en France, l'heure de la libération arriva aussi, au bout d'un an et demi, pour M. Emmanuel Houdekens, son épouse Godolève Kets et leurs deux enfants. Contrepartie : l'élargissement du terroriste palestinien Nasser Saïd, auteur d'un attentat à la grenade contre des enfants juifs à Anvers. « Ce ne fut pas une décision facile à prendre, mais il faut savoir ce qu'on veut. Faire le contraire, c'était risquer de condamner à perpétuité la famille Houdekens », déclare à l'époque M. Eyskens. L'opinion publique parut comprendre cette forme de raison d'Etat, tandis que la famille libérée, tenue en main par les autorités, avait le bon goût de se faire oublier par son silence.

Un silence qui dure jusqu'au 16 janvier. Ce jour-là éclate, pour une fois au sens figuré, la « bombe » Walid Khaled, ce porteparole du Fatah-Conseil révolutionnaire (le groupe des ravisseurs) qui, avant d'être expulsé, s'était offert une promenade dans Bruxelles avec un visa en règle délivré sur ordre du ministère des affaires étrangères. Il voulait, paraît-il, s'entretenir du « suivi du dossier Silco » avec certains responsables belges et accessoirement avec quelques camarades basés à Bruxelles. En pleine guerre du Golfe. Un passant avait reconnu l'étrange touriste près de la Grand-Place et alerté la police. Il se murmure que le rôle attribué à ce grand physionomiste ne fait pas la part assez belle à certains agents de l'Etat espérés de devoir garder un tel secret pour eux !

Des têtes tombent alors au ministère des affaires étrangères, notamment celle du directeur des

affaires politiques, M. Jan Hollants van Loocke. Selon M. Wilfried Martens, premier ministre, il avait « volontairement dissimulé » la venue de Walid Khaled dans « une longue chronologie » dont il savait que M. Eyskens ne prendrait pas le temps de la lire ! Au sein du gouvernement de coalition nationale, on évite d'accuser nommément mais les épithètes pleuvent sur les responsables non désignés du scandale : « déments », « inconscients », etc. La démission imposée à M. Hollants et à deux autres « fusibles » cause un trouble profond parmi le personnel diplomatique.

C'est toutefois au secrétaire général du ministère des affaires étrangères qu'est confiée la rédaction d'un rapport d'enquête après l'audition des différentes parties. Le premier ministre et les cinq vice-premiers ministres reçoivent ce document le 19 avril, ainsi que huit membres de la commission parlementaire chargée de l'étudier, sans être véritablement une commission d'enquête. La confiance ne régnant pas, chacune des copies est parcourue d'erreurs volontaires — dites « fautes-codes » — pour confondre tout auteur de fuites !

« Belle blonde »

Malgré ces précautions, la presse mentionne des faits consignés dans ce rapport et amenant à s'interroger sur la première version officielle de l'affaire Khaled. Loin d'être solitaire, le Palestinien aurait été accueilli à l'aéroport de Bruxelles par une femme que M. Eyskens aurait qualifiée de « belle blonde » devant le rapporteur, sans pouvoir en dire davantage. Selon le journal flamand De Morgen, il s'agirait de la femme du colonel Rondot, le Français qui a œuvré à la libération des otages du Silco. S'il n'avait pas été démasqué à Bruxelles, le Palestinien serait, paraît-il, passé par Paris avant de regagner son Proche-Orient.

Connaissance

L'INCONSCIENT

Collection dirigée par J.-B. Pontalis

Œuvres de Sigmund Freud

Traductions nouvelles

Treize titres parus

Dernières publications :

Sur la psychanalyse

Sur l'histoire du mouvement psychanalytique

GALLIMARD

ASIE

INDE : le Parti du Congrès en quête d'un nouveau souffle

La bataille fait rage parmi les prétendants au poste de premier ministre

Pour la première fois depuis sa création il y a cent six ans, le vieux Parti du Congrès doit chercher un candidat au poste de premier ministre ailleurs que dans le «village» de la dynastie des Nehru-Gandhi. Les luttes d'influence entre les prétendants dévoilent aussi les profondes scléroses d'un parti confiné dans le rôle d'instrument du pouvoir au service d'une famille.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Il y a quatre ans, si l'on peut dire, par leur commune ambition de récupérer l'héritage de la dynastie éteinte, avec un œil fixé sur la «veuve», au cas où M^{me} Sonia Gandhi déciderait, malgré tout, de rallumer le flambeau familial. Conscients que leur rivalité constitue un risque électoral, ils ont récemment scellé un pacte, pour que le moins contesté d'entre eux, M. Narasimha Rao (de l'Inde du 31 mai), devienne président du parti. Il était temps! Déjà, les adversaires du Congrès (Indira), après avoir raillé ces efforts pour forcer la main de «Sonia», quelques heures à peine après la création du corps de Rajiv, paraissent de bagarres dans les rangs du plus vieux parti de l'Inde.

Il n'avaient pas tort : ce vide ne fait qu'illustrer d'autres vacances, et une profonde sclérose. Les quatre prétendants l'ont partie de la «vieille garde», celle que l'on oppose à la «coterie» des conseillers qui entourent Rajiv Gandhi, les uns soutenus par une puissante assise régio-

nale, d'autres par la seule force de leurs intrigues. Ils se trouvent devant une occasion historique : briser la fonction de premier ministre qui a échappé à la dynastie.

Chaque même campagne pour élargir sa «base». Le futur premier ministre sera le chef de la majorité parlementaire et, en prévision de cette échéance, chaque prétendant doit s'attacher des loyautés. Tous les coups sont permis. Trois «barons» - MM. Sharad Pawar, D. T. Tiwari et Arjun Singh - ont rendu public, samedi 8 juin, une sorte de démenti qui fait sourire la classe politique : c'est sans leur «consentement» que leur nom a été cité comme «premier ministre», d'autant que le Congrès est «une dernière le nouveau président».

Les «prétendants» ont cependant conscience que, au-delà de leurs ambitions personnelles, le Congrès se trouve à un tournant de son histoire. Son drame est qu'il a toujours été identifié à une famille. Le couple Congrès-Nehru-Gandhi était indissociable. Pendant des décennies, les responsables du parti se sont abstenus d'agir par eux-mêmes puisque les Gandhi étaient là pour guider le Congrès, et l'Inde. Un processus de défection s'est peu à peu formé.

«L'Inde, c'est Indira!»

Qui, aujourd'hui, peut se permettre de critiquer Jawahar Nehru, père-fondateur de l'Inde indépendante, en dépit de ses échecs? Qui oserait remettre en cause Indira, sa fille, devenue, par un curieux transfert, «Mother India» (la «Mère Indes») elle-même. On disait alors d'elle : «L'Inde, c'est Indira!»

Et demain Rajiv qui, à son tour, a «sacré» sa vie pour son pays? M. Narasimha Rao affirme : «Nous ne permettrons pas que les rêves de Rajiv disparaissent avec lui.» Nehru vivait en le temps de former sa fille, Indira son fils Sanjay, tué dans un accident d'avion. Elle s'était alors tournée vers Rajiv, trop vite entré en politique. Rajiv est mort, et la relève, en principe, n'existe pas. Le Congrès n'était pas préparé à une telle mésaventure. D'autant que les Gandhi avaient pris soin d'écarter politiquement les «barons» qui relevaient la tête. La manière de gouverner des Gandhi était fondamentalement autocratique. Elle consistait à faire le vide autour de la «famille», à parler sans cesse de «démocratie interne» au sein du parti, en l'oubliant toujours. M. Devi Lal, le flamboyant vice-premier ministre, qui a fait de son fief de l'Haryana une sorte de bien personnel, avait cette explication : «Qu'y a-t-il de mal dans les successions familiales? Le fils d'un forgeron ne devient-il pas forgeron? Pourquoi le fils du ministre en chef Devi Lal ne deviendrait-il pas ministre en chef?»

Les Gandhi, avec plus d'élégance, n'ont pas adopté une attitude défective. Mais la famille est aujourd'hui décapitée, et le Congrès, momentanément,

aussi. Cela représente un sérieux handicap face à MM. Chandrabab Naidu, dirigeant du Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite) et V. P. Singh, chef du Janata Dal et ancien chef du gouvernement, connus dans toute l'Inde.

Une vague de sympathie

Aucun des prétendants actuels du Congrès ne peut en dire autant. D'où la stratégie consistant à faire fructifier l'image du disparu, à tenter de convaincre la famille de Rajiv de se lancer dans l'arène, pour déclencher cette «vague de sympathie» censée permettre au parti de revenir au pouvoir. Tel était le calcul de la «coterie». Celle-ci est également composée de quatre proches de Rajiv, qui tentent à distance les «barons» et faisaient écran entre lui et le parti, donc avec l'Inde profonde. MM. R. K. Dhanraj, M. L. Fotedar, Ghulam Nabi Azad et Saish Sharma sont à l'origine de ce sorte de coup d'État interne qui voulait imposer M^{me} Sonia Gandhi pour la succession de son mari.

M. V. P. Singh n'a pas tort de parler de «commercialisation politique d'une tragédie nationale». La toujours puissante machine électorale du Congrès s'est mise en route pour apitoyer les foules sur l'image de la famille meurtrie, et pour l'inciter à voter pour le Congrès. Celui-ci leur rideau de fer, mais donne une force de la politique indienne : hors du Congrès, garant de la stabilité et de l'unité, point de salut. Les dix-

huit mois - il est vrai chaotiques - des gouvernements non congressistes ne le montrent-ils pas?

Il est difficile de prévoir l'impact de cette fameuse «vague». Le Congrès demeure présent dans tous les villages de l'Inde. Mais peut-être M. Advani a-t-il raison quand il dit qu'il y a une immense sympathie pour la femme et les enfants de Rajiv Gandhi, mais cette sympathie ne s'est pas transférée sur le Congrès.

L'alchimie prendra-t-elle? Dans l'affirmative, le Congrès pourra-t-il faire l'économie d'une remise à plat de convictions devenues incertaines? Pendant longtemps, il s'est borné à se référer aux idées de Nehru : «socialisme», non-alignement, désarmement nucléaire et paix mondiale, des concepts (au moins les deux premiers) qui ne veulent plus dire grand-chose.

Le monde a changé, et le parti, comme l'Inde, semble parfois l'avoir ignoré. L'économie de marché, l'option libérale, la libre concurrence, sont la règle. A terme, il faudra briser cette interdépendance entre politique et économie, qui voyait les causes du Congrès alimentées par des industriels féroces, peu soucieux de changer les règles du jeu économique et politique.

La mort de Rajiv représente une «chance» historique pour le Congrès. S'il la saisit, il peut prétendre continuer à dominer la politique indienne. S'il se contente de gérer une éventuelle victoire, son avenir est incertain. Et le Congrès, disait-on, c'est l'Inde.

LAURENT ZECCHINI

On l'appelle Priyanka

NEW-DELHI

de notre correspondant

Elle a un prénom : Priyanka. Et un nom : Gandhi. En Inde, cela suffit pour pouvoir rêver à un bel avenir politique. Seulement elle n'a que dix-neuf ans et la Constitution fixe à vingt-six l'âge électif. Elle a donc le temps. Priyanka est une «création» de la presse indienne et surtout internationale, qui trouve commode d'avoir une énigme «suite» au feuilleton dynastique.

Elle a les cheveux courts, le menton volontaire et, dit-on, le «caractère» de sa grand-mère, Indira, à qui elle ressemble. Elle serait la nouvelle «homme fort» de la famille Gandhi. Ce qui est un compliment pour elle, moins pour son frère Rahul, qui a la réputation d'avoir hérité de son père Rajiv et de son grand-père Feroze un goût pour la mécanique...

La rumeur - elle reprendrait le flambeau familial refusé par sa mère - est venue de petits riens. Cela fait déjà deux campagnes électorales qu'elle par-

court, avec sa mère, la circonscription familiale d'Amethi, dans l'Uttar-Pradesh. Et qu'elle pose les bonnes questions aux conseillers de son père.

Lors de la création de Rajiv, on l'a vu soutenir, physiquement et moralement, sa mère. Elle aurait réglé aussi bien des détails pratiques avec le parti et le président. Certains lui prêtent l'idée de pousser sa mère à se présenter à Amethi, pour lui «chauffer» la place. Des «barons» du Congrès voudraient qu'elle préside, en attendant, l'organisation de jeunesse du parti.

Tout cela est peut-être prématuré, même si M^{me} Benazir Bhutto, l'ancien premier ministre du Pakistan, a vu en elle un «devenir potentiel pour l'Inde» et si la presse multiplie les articles sur la «nouvelle héroïne de l'Inde». En espérant que la famille Gandhi se sacrifiera encore pour le pays? Priyanka, pour le moment, est inscrite au Collège Jésus-et-Marie de New-Delhi.

L. Z.

46 morts à Srinagar, au Cachemire. - De violents combats de rue opposant des militants indépendantistes musulmans aux forces de sécurité indiennes durant la nuit de mardi 11 à mercredi

12 juin ont fait quarante-six morts à Srinagar, au Cachemire, a annoncé un porte-parole gouvernemental. Un couvre-feu a été imposé dans la ville. - (AFP.)

AFRIQUE

MADAGASCAR : pour réclamer l'abrogation de la Constitution socialiste de 1975

Cent mille personnes ont manifesté dans la capitale

C'est une véritable marée humaine qui a envahi, mardi 11 juin, la place du 13-Mai, en plein centre d'Antananarivo, pour réclamer l'abrogation de la Constitution socialiste de 1975 (date de l'arrivée au pouvoir du président Didier Ratsiraka) et la tenue d'une conférence nationale. Selon les journalistes sur place, les manifestants étaient près de cent mille, soit dix fois plus nombreux que la veille. Par précaution, la plupart des commerçants avaient baissé leur rideau de fer, mais aucun incident n'a été signalé et la manifestation s'est dispersée dans le calme, en fin d'après-midi.

La vague de contestation qui secoue, depuis plusieurs semaines, la capitale malgache, n'a suscité, à ce jour, aucune réponse ni officielle de la part des autorités.

Le président Ratsiraka est d'ailleurs absent du pays. Selon le quotidien officiel la Tribune, le chef de l'État, après quelques jours de vacances en France, se trouverait actuellement à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord. Ce mutisme nonchalant, affiché par le pouvoir, tranche singulièrement avec le mécontentement grandissant de la population. Le projet gouvernemental de révision de la Constitution déposé le 31 mai devant l'Assemblée nationale, semble en tout cas très loin de satisfaire l'opposition.

Pour cette dernière, seule une conférence nationale réunissant les représentants du pouvoir mais aussi ceux de la société civile (partis d'opposition, syndicats, associations civiles et religieuses), est en mesure d'élaborer cette nouvelle

Constitution et d'ouvrir réellement le pays au changement démocratique. Un «ultimatum» en ce sens avait été posé, le 1^{er} mai, l'opposition demandant un mois au régime pour réunir cette conférence. Devant le silence des autorités, un mot d'ordre de grève générale était lancé, lundi. L'affluence des manifestants témoigne de son succès, notamment chez les fonctionnaires et les lycéens. Selon le Comité national d'observation des élections (CNOE-éducation des citoyens), association de défense des droits civiques créée début 1989, le projet gouvernemental «est difficilement recevable» car, loin de représenter un tournant, il ne fait que confirmer la «propension à l'autoritarisme» du régime, en concentrant «tous les pouvoirs dans les

maines du seul président de la République».

En outre, «si certaines dispositions de la Constitution actuelle, fondées sur la pensée marxiste, ont été modifiées - et les termes «socialistes» ou «socialisme» systématiquement supprimés dans le corps du texte, - la coloration idéologique du projet n'en a pas pour autant été abolie». Ainsi, note encore l'association, «le terme «tolon-plovoana» (révolution) est maintenu dans la devise de la République dite démocratique». Et, malgré le «changement d'étiquette» de l'ex-«Conseil suprême de la Révolution», transformé en «Conseil supérieur de la République», rien ne change sur le fond - les structures de l'État ne subissant «aucune modification».

C. S.

Revue d'études Palestiniennes

AUSOMMAIRE DU N° 40

Entretiens

FAYSAL HUSSEINI

Un seul peuple, un seul représentant

CLAUDE CHEYSSON

Une nouvelle approche coloniale

WALID KHALIDI

La question palestinienne après la guerre du Golfe

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU

L'ONU devant la guerre : l'esprit et la lettre

Rencontre

SERGE DANEY

Avant et après l'image

JOOST R. HILTMANN

L'immigration soviétique et la mainmise sur Jérusalem

BRUNO ÉTIENNE

Remarques agnostiques sur les causes passées

autant qu'enfouies d'un conflit du non-dit

SERENE SHAHID

Souvenirs de Palestine

Le N° 68 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 220 F

Étudiants (sur justificatif), 180 F

Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes

Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

MALI : selon Amnesty International

Plusieurs dizaines de civils touaregs ont été sommairement exécutés par l'armée

Au moins trente-cinq civils, appartenant en majorité à l'ethnie touareg, ont été assassinés par l'armée, à la fin du mois de mai, dans le nord du pays, en représailles à des attaques d'opposants contre des villes et des villages de la région, a affirmé Amnesty International, dans un communiqué publié, mardi 11 juin, à Londres. Ces exécutions sommaires ont lieu dans la région de Léré, à 250 kilomètres au sud-ouest de Tombouctou. Selon les informations recueillies par l'organisation, la plupart des victimes - commerçants et dirigeants de la communauté tou-

reg - n'étaient pas impliqués dans les attaques et n'ont été exécutés qu'en raison de leur origine ethnique. Amnesty a demandé aux autorités maliennes d'ouvrir une enquête indépendante, afin que soient rapidement jugés les responsables. S'agissant de l'arrestation récente d'une trentaine de Touaregs, emprisonnés dans un camp militaire de Tombouctou, l'organisation a rappelé que, dans le passé, «des prisonniers politiques ont été soumis à des tortures et à des mauvais traitements de la part des militaires».

- (AFP, AP, Reuters.)

Le prix Kadhafi des droits de l'homme décerné aux Indiens d'Amérique

Une délégation de vingt et un Indiens d'Amérique s'est vu décerner, mardi 11 juin, à Tipoff, le prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme, attribué chaque année par le colonel Kadhafi. La délégation, en costume traditionnel, a reçu 250 000 dollars lors d'une cérémonie de deux heures, qui avait débuté par la lecture du Coran. Selon l'agence de presse libyenne, ce prix constitue un hommage à «la nation indienne, qui subit une

invasion il y a cinq cents ans et qui est aujourd'hui victime d'oppression et d'une tentative de gommer son identité». Prié de dire s'il n'était pas embarrassé d'être récompensé par un pays accusé de persécuter le terrorisme international, un délégué de la tribu mohawk a répondu : «Si Dieu en personne nous donnait le prix, il y aurait encore quelqu'un pour nous condamner!» - (Reuters.)

EN BREF

■ CAMBODGE : M. Chea Sim reçu par M. Roland Dumas. - M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale et «homme fort» du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, a été reçu mardi 11 juin par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. M. Chea Sim a qualifié cette rencontre de «très fructueuse» (voir le Monde du 12 juin).

■ NIGERIA : arrestation de deux cents étudiants. - Quelque deux cents étudiants ont été arrêtés pour leur participation à des manifestations au cours de la récente crise étudiante, a-t-on appris, mardi 11 juin, à Lagos. - (AFP.)

■ SOUDAN : le pont aérien de secours aux réfugiés toujours bloqué. - Deux organisations humanitaires, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies et la Fédération mondiale luthérienne, n'avaient toujours pas reçu, mercredi 12 juin, le feu vert des autorités de Khartoum pour larguer des colis de secours à 400 000 réfugiés soudanais chassés par les récents combats en Éthiopie (AFP, Reuters).

■ Vague de chaleur et inondations en Afghanistan et au Pakistan : au moins mille morts. - Au moins mille personnes sont mortes en Afghanistan et au Pakistan au cours des dix derniers jours, à la suite des pluies diluviennes et d'une vague de chaleur qui se sont abattues sur la région, a-t-on appris de source officielle à Islamabad mardi 11 juin. - (AFP.)

■ TCHAD : dissolution du FROLINAT. - L'ancien dirigeant tchadien Goukouni Oueddei a annoncé, mardi 11 juin, à Alger, la dissolution du Front de libération national du Tchad (FROLINAT) et la prochaine formation d'un parti politique destiné à «conforter le processus démocratique» engagé par le régime du président Idriss Déby. - (AFP, AP.)

■ TOGO : rencontre entre l'opposition et le président Eyadéma. - Le calme est revenu à Lomé, mardi 11 juin, après que de violents affrontements ont opposé militaires et manifestants hostiles au président Eyadéma, au pouvoir depuis vingt-quatre ans. La capitale reste en grande partie paralysée depuis la grève générale illimitée lancée, jeudi dernier, par l'opposition. Celle-ci a accepté de rencontrer, mercredi, le chef de l'État. - (AFP.)

Centre formation professionnelle avocat.

C.F.P.A.

Préparation intensive 4 semaines, à partir fin août

80 % à 90 % DE RECUS chaque année

CEPES

32, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre

Tél : 47-45-09-19 et 47-22-04-94

مكتبة الأمل

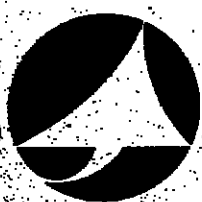
Sans ailes, la France n'aurait pas tout à fait la même envergure.



Le plus grand salon mondial de l'aéronautique et de l'espace s'ouvre sur une confrontation de taille: la concurrence plus forte que jamais des Etats-Unis et, dans une certaine mesure, de l'URSS, avec l'omniprésence de leurs matériels les plus performants. La France a les moyens de relever le défi et de rester dans le peloton de tête, grâce à la volonté déployée par 120 000 hommes et femmes qui donnent tant de talent et d'audace à l'industrie aéronautique et spatiale française. Ce secteur est le premier exportateur industriel français avec 37 milliards de francs de soldes positifs dans la balance commerciale de la France. Pôle majeur de développement, grâce à un effort

soutenu de 27% du chiffre d'affaires en Recherche et Développement, de nombreuses retombées profitent à d'autres activités comme l'informatique, l'automobile ou la recherche médicale. Leader européen avec de grands programmes menés en coopération internationale, la France se propose aujourd'hui au rang de troisième puissance aéronautique et spatiale mondiale. Ensemble, avec le soutien de toute la collectivité nationale, nos quelque 200 entreprises ont à cœur de poursuivre ce rôle d'initiateur, gage de la défense et de l'indépendance de la France. Pour que demain, son élan lui donne une envergure propre à affirmer une présence toujours plus forte sur la scène internationale.

GIFAS



L'industrie aéronautique et spatiale française. L'élan vers l'avenir.

C.F.P.A.

CEPES

Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales - 4, rue Gallée - 75782 Paris Cedex 16 - France - Tél. (1) 47 23 55 56 - Télex 630 615 - Télécopie (1) 40 70 91 41 - Minitel 34.16 Gifas

AMÉRIQUES

NICARAGUA : remous autour des expropriations de biens par les sandinistes

Le Mexique demande la restitution de villas confisquées à ses ressortissants

Profitant de leurs derniers mois au pouvoir, les dirigeants sandinistes, le président Daniel Ortega en tête, ont confisqué des villas pour leur usage personnel. Leurs anciens propriétaires réclament leur restitution. D'autre part, le ministre de l'Intérieur a annoncé mardi 11 juin la découverte d'un complot - sans doute d'origine conservatrice - pour assassiner la présidente Violeta Chamorro, le ministre à la présidence Antonio Lacayo, le général Humberto Ortega, le ministre de la défense et lui-même.

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

Les sandinistes sont en état de choc : le Mexique, un de leurs alliés les plus fidèles depuis plus de dix ans, a pris position, par l'entremise de son ambassadeur à Managua, contre l'ancien président du Nicaragua, le commandant Daniel Ortega, dans le litige qui oppose ce dernier au propriétaire de la résidence confisquée à la famille d'un banquier marié à une Mexicaine. Après quelques hésitations, les sandinistes ont finalement décliné « l'ingérence » de leurs anciens amis « dans les affaires intérieures » du Nicaragua.

L'ancien vice-président de la République, M. Sergio Ramirez, qui occupe lui aussi une maison confisquée, est monté au créneau pour dénoncer le « manque de tact diplomatique » de l'ambassadeur du Mexique et lui rappeler que le conflit portait sur la maison de M. Ortega, était une « revanche politique » de la part des nouveaux dirigeants du Nicaragua.

En fait, les sandinistes sont d'autant plus agacés qu'ils ont constaté, au cours des derniers mois, un virage très net du Mexique en faveur du gouvernement de la présidente Violeta Chamorro, qui a notamment obtenu un traitement exceptionnel dans le cadre

du remboursement de la dette bilatérale. L'organe du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), *Barricada*, a emboîté le pas en publiant les déclarations de l'ex-ministre adjoint des affaires étrangères, M. José Talavera, qui a souligné que la chancellerie et la résidence mexicaines étaient elles aussi installées dans des locaux confisqués à des officiers de la garde nationale du général Somoza, renversé en 1979.

« Le gouvernement mexicain avait occupé ces deux résidences offertes par la révolution et confisquées sur les mêmes bases que la maison occupée par Daniel Ortega », insiste M. Talavera, qui a été récemment mis en cause dans la presse antisandiniste pour sa participation au pillage des biens de l'État et des exilés. On lui reproche notamment de s'être approprié une maison à Managua et une villa dans la station balnéaire la plus huppée du Nicaragua, San-Juan-del-Sur.

Comme MM. Ortega et Talavera, des centaines d'autres membres de la nomenclature sandiniste sont confrontés aujourd'hui aux réclamations de l'Association des confisqués - créée le mois dernier - qui veulent récupérer leurs maisons, leurs terres et leurs entreprises. Selon l'association, sept mille personnes ont déjà entamé des démarches auprès de la commission nationale de révision des confisications, formée par le gouvernement de M. Chamorro et dont les bureaux se trouvent dans une maison confisquée.

La commission s'est déjà prononcée sur un millier de dossiers en faveur des personnes victimes de confisications mais n'a pas réussi, dans la plupart des cas, à faire appliquer ses décisions car la justice et la police sont toujours contrôlées par les sandinistes. Cette situation a permis à plusieurs incidents, en particulier dans les entreprises dont les syndicats sandinistes se sont emparés.

Le dépôt, par un des partis de la majorité, d'une proposition de loi visant à annuler les dispositions qui avaient permis au gouvernement sandiniste de distribuer des milliers de propriétés à leurs partisans a mis le feu aux poudres.

Au cours d'une manifestation organisée, le 23 mai, dans la capitale par le FSLN, l'ancien président Ortega a appelé ses partisans à « défendre les conquêtes révolutionnaires » et menacé de déclencher une « insurrection civique » si cette proposition n'était pas retirée.

Selon les sandinistes, « la remise en question des confisications reviendrait à détruire les bases de la stabilité sociopolitique du pays et provoquerait une explosion sociale aux conséquences imprévisibles ». En fait, répondent les partisans du gouvernement, « les déclarations de M. Talavera ne sont que des arguments pour protéger leur butin et savent parfaitement que nous n'avons pas l'intention de déloger les dizaines de milliers de pauvres qui ont reçu un petit bout de terre pour construire une misérable bicoque ».

1 400 dollars pour la villa de M. Ortega

Le président de l'Assemblée nationale, M. Alfredo Cesar, a confirmé que, conformément aux « accords de transition » signés entre le gouvernement sortant et le gouvernement entrant, la commission parlementaire sur la propriété ne remettrait pas en question les biens attribués avant la chute des sandinistes aux élections du 25 février 1990. « En revanche, a-t-il ajouté, la commission corrigera les abus commis par ceux qui se sont appropriés illégalement des biens entre le 25 février et le 25 avril », date de la prise de fonctions de M. Chamorro.

N'ayant absolument pas envisagé la possibilité d'une défaite, les sandinistes se sont emparés de tout ce qu'ils ont pu au cours de ces deux mois et ont transmis sous prétexte comme « l'a dit M. Ortega lui-même - qu'ils s'étaient « sacrifiés pendant dix ans en recevant des salaires misérables ». Le commandant Ortega, devenu propriétaire de la maison qu'il occupait depuis 1979... le 24 avril 1990. Selon les documents rendus publics par le banquier Jaime Morales, qui évalue son ancienne résidence à près de 1 million de dollars, y compris les meubles et les tableaux de Dali, l'ancien président de la République l'a acquise pour... 1 400 dollars.

M. Morales dément avoir appuyé l'ancienne dictature de Somoza, comme l'en accusent les sandinistes. Il rappelle d'ailleurs qu'on ne lui a pas appliqué la loi sur la confiscation des biens mais plutôt celle permettant de saisir les biens de toute personne qui s'absentait plus de six mois du pays. Mais surtout, ajoute-t-il, « c'est moi qui ai donné ma femme qui est mexicaine ».

D'où l'intervention de l'ambassadeur du Mexique qui s'est déjà occupé, avec succès, d'une autre affaire délicate puisqu'il s'agissait de récupérer une maison appartenant à un membre - sandiniste - de la famille Chamorro. Dans les deux cas, celle-ci est intervenue personnellement en faveur des confisqués, allant même jusqu'à interpellé l'ancien président Ortega pour qu'il abandonne volontairement les lieux pour prouver « son honnêteté ».

BERTRAND DE LA GRANGE

■ CHILI : découverte de onze cadavres. - Onze cadavres enterrés ont été découverts par des ouvriers près d'Iquique, à 1 460 kilomètres au nord de Santiago, a annoncé mardi 11 juin la police. Dans cette même région, où l'armée avait installé un camp de prisonniers pendant la dictature du général Pinochet, une vingtaine de cadavres de personnes fusillées avaient été découverts il y a un an. - (AFP.)

■ CUBA : le Congrès américain restaure les fonds de TV Martí. - Une commission de la Chambre des représentants américaine a restauré mardi 11 juin les fonds destinés à TV Martí, station de télévision anti-castiste financée par Washington. Ces crédits, d'un montant de quatorze millions de dollars, avaient été supprimés la semaine dernière par une sous-commission de la Chambre. - (AFP.)

■ Prochain congrès du PC cubain en octobre. - Le 4^e congrès du PC cubain se réunira à Santiago de Cuba le 10 octobre prochain, dans l'« austérité et la modestie qui exigent les circonstances », a annoncé mardi 11 juin l'agence officielle AIN. Ce congrès, qui devrait initialement avoir lieu au printemps de 1990 et qui avait été à plusieurs reprises reporté, sera un « moment culminant du processus de réflexion et de préparation du parti et de toute la société pour la défense de la patrie et de la révolution » pour « affronter des difficultés encore plus grandes ». - (AFP.)

MARCEL NIEDERGAH

COLOMBIE : prison « cinq étoiles » pour le chef du cartel de Medellín

En attendant Pablo...

BOGOTÁ

correspondance

Il ne manque plus que Pablo Escobar. Tout est prêt à Envigado, où le patron du cartel de Medellín a passé une partie de son enfance, pour une reddition honorable et sans doute discrète. Mais le loup hésite encore à sortir de sa tanière. Il médite, consulte amis et avocats, réclame de nouvelles « garanties de sécurité ». Il a reçu, pour la troisième fois en un mois, le Père Rafael Garcia Herreros, qui a repris son bâton de médiateur en soutane. « J'espère, a dit le prêtre avant de quitter Bogotá, l'espérer de tout mon cœur pouvoir le ramener. Mais rien n'est encore sûr... »

On a donné mardi 11 juin le dernier coup de pinceau aux locaux où don Pablo devrait être incarcéré. Certains ironisent sur ce qu'ils appellent l'« Envigado-Plaza » et sur une cellule « cinq étoiles ». A 18 kilomètres au sud de Medellín, au bout d'une route étroite et sinueuse, les bâtisses blanches et plates au sommet d'une colline verdoyante évoquent plutôt une résidence de campagne. Ironie : ce devait être un centre de réhabilitation pour drogués. Le Père Rafael veut en faire une « université de la paix », où Pablo Escobar pourrait apprendre le droit. « J'avais le cœur serré, dit-il, en pensant qu'il pourrait être confiné dans un horrible cachot. »

Dieu merci, ce ne serait pas le cas. Longues fenêtres, portes en bois sculptés, toit de tuiles rouges : l'ensemble est plaisant. La vue est agréable sur la vallée et le site est stratégique. C'est, assure-t-on, don Pablo lui-même qui l'a choisie. Sécurité oblige : la quarantaine de gardiens spécialement affectés pourront aisément surveiller les environs depuis leurs guérites équipées de projecteurs puissants.

D'autre part, 150 militaires seront chargés de la protection

extérieure, au-delà du grillage plutôt léger qui entoure la propriété. A l'intérieur sont prévus un terrain de football, un gymnase et une salle de billard pour les temps de pluie.

On dit aussi que Pablo Escobar aurait exigé qu'un « comité de sécurité », choisi par lui, puisse examiner les dossiers de ces gardiens et militaires. Rumeur, bien sûr. Mais aucun des membres des forces de l'ordre n'est tout ces origines. La vendetta sanglante entre les cartels de Medellín et de Cali a fait trop de victimes pour que l'homme le plus recherché par toutes les polices de Colombie et d'ailleurs ne prenne pas ses précautions.

Rumeur encore, Pablo Escobar aurait exigé le limogeage du chef du DAS, le général Maza Marquez, son ennemi nié. On ne sait pas si cela est vrai, mais il est certain que les supérieurs de la police. Le gouvernement a démenti par un communiqué qui n'a guère convaincu. Escobar, lui, a protesté qu'il demandait seulement « que sa vie ne soit pas menacée ». Pour sa protection rapprochée il compte, semble-t-il, sur ses principaux gardes du corps, qui pourraient se livrer en même temps ou avant leur patron.

Celui-ci peut en tout cas méditer sur la mésaventure de Ramon Maya Toro, un narcotrafiquant assassiné la semaine dernière à Medellín. Il s'était livré le 9 mai dernier à la justice pour bénéficier des conditions accordées par le gouvernement : non-extradition aux États-Unis et réduction de peine. Il avait été libéré « faute de preuves » par un juge « sans visage », nommé par les autorités dans le cadre des nouvelles dispositions qui prévoient pour les trafiquants des jugements équitables et pour les magistrats un anonymat devant les tribunaux de possibles représailles.

MARCEL NIEDERGAH

DIPLOMATIE

La réunion de l'Internationale socialiste à Istanbul

Le dialogue entre les travaillistes israéliens et les délégués palestiniens a tourné court

Le dialogue engagé à huis clos sur la question palestinienne par les délégués du Parti travailliste israélien et les représentants de l'OLP a tourné court. Les propos tenus par M. Shimon Pérès devant le conseil de l'Internationale socialiste réunie en séance publique, mardi matin 11 juin, ont produit l'effet d'une douche froide après les échanges positifs qui avaient eu lieu la veille au sein du comité restreint chargé de préparer les débats et qui avaient conduit le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, à accentuer ses critiques contre « l'intransigeance » du gouvernement de M. Itzhak Shamir et de la droite israélienne.

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le chef du parti travailliste israélien, M. Shimon Pérès, a campé publiquement sur ses positions. En réponse au chef du Parti socialiste italien, M. Bettino Craxi, qui venait d'insister sur la représentativité de l'OLP, il a affirmé d'emblée que « la question de l'OLP n'est pas celle de sa représentativité mais celle de sa représentativité sur le terrain du terrorisme ».

Il a mis en avant des considérations de politique intérieure. « Aussi longtemps que les Palestiniens essayeront de gagner par la force, il sera difficile de convaincre notre peuple de négocier avec eux, a-t-il déclaré, nous ne pouvons pas accepter une OLP de

terreur et de violence. Nous voulons bien accepter un compromis mais eux aussi doivent faire un compromis. »

C'est une dirigeante des socialistes belges, M^{me} Anne-Marie Lizin, qui donna aussitôt la réplique à M. Pérès en évoquant la situation dans les territoires occupés. « On ne peut pas, Shimon, dit-elle à l'adresse de M. Pérès, assimiler des actes de désespoir à des actes de terrorisme. Il faut que nous évitions de nous tenir à nous-mêmes des propos hypocrites. N'ayez pas peur d'être courageux ! Il faut être courageux à temps... »

L'Internationale socialiste a permis aux délégués de l'OLP de répondre directement à M. Pérès, mardi en début d'après-midi, mais, entre-temps, le porte-parole des Palestiniens des territoires occupés, M. Fayçal Hussein, avait quitté la Turquie avec le sentiment de s'être fait quelque peu piéger par les travaillistes israéliens qui l'avaient plutôt encouragé à faire ce déplacement.

« Un réel pas en avant »

En son absence, c'est un représentant de la communauté palestinienne de Jérusalem, M. Hanna Siniora, qui a regretté que les arguments de M. Pérès aient dissipé les bonnes impressions initiales : « Nous sommes venus ici pour parler avec les membres de l'Internationale socialiste, y compris avec les socialistes d'Israël, afin de pouvoir créer un avenir constructif, nous avons ressenti une chance mais nous avons, nous aussi, nos propres

contraintes politiques, et si nous voulons faire preuve de souplesse, nous ne voulons pas que d'autres arrangent notre avenir pour nous. » La parenthèse du dialogue ouvert lundi était en tout cas refermée.

La résolution adoptée ensuite à la quasi-unanimité par le conseil de l'Internationale socialiste (1) mentionne certes qu'un « réel pas en avant a été fait » dans la bonne direction « avec la participation commune aux travaux du comité Proche-Orient des délégués des partis israéliens et des invités jordaniens et palestiniens ». Elle met aussi en parallèle « le droit à l'existence et à la sécurité de l'État d'Israël », et « les droits légitimes des Palestiniens, sans exclure l'établissement de leur propre État indépendant, d'une confédération jordanio-palestinienne ou toute autre solution selon leur choix ».

Elle annonce également que l'Internationale socialiste va créer, sur proposition des travaillistes israéliens, « un groupe d'étude qui élaborera une structure sociale et économique pour la région du Proche et Moyen-Orient à la satisfaction de tous les pays de cette région ».

ALAIN ROLLAT

(1) Deux délégués bulgares ont voté contre parce qu'ils jugeaient la résolution trop molle sur la défense de la cause palestinienne.

BIBLIOGRAPHIE

« Le refus d'assumer son passé historique » de Michael Harsgor et Maurice Stroun

L'Histoire en face

« L'assomption que l'on peut glisser avec impunité à travers l'histoire fait partie de l'ontogénèse des idées folles. » Traitant du conflit israélo-palestinien, Michael Harsgor et Maurice Stroun ne pouvaient choisir meilleur exergue que ce propos de Vladimir Havel. Tant il est vrai que cet intenable drame s'explique d'abord, de part et d'autre, par « le refus d'assumer son passé historique ». De ce rapproche, amplement partagé, ils ont fait le titre de leur ouvrage.

La thèse des auteurs est aussi simple que cruciale : Israéliens et Palestiniens, présentent-ils, ne pourront vivre en paix tant qu'ils n'auront pas regardé en face leur propre histoire - en même temps que celle de l'adversaire - balayé mythes et chimères, démolé droits et souvenirs. Car on ne peut partager l'avenir en niant le passé commun.

A la droite au pouvoir à Jérusalem, championne du « grand Israël », les auteurs rappellent

que l'Empire britannique ne promit jamais un « foyer juif » dans toute la Palestine, mais seulement « en » Palestine ; qu'il est aussi légitime pour la diaspora palestinienne de vouloir aujourd'hui forcer le destin, que pour l'Agence juive hier ; que les sionistes doivent reconnaître à leurs ennemis le droit à l'État-nation pour lequel eux-mêmes ont tant lutté ; que prétendre priver du droit de vote les Arabes de Jérusalem reviendrait à l'accorder à tous les citoyens français sauf... aux Parisiens.

Michael Harsgor et Maurice Stroun demandent aux Palestiniens de se souvenir qu'ils ont subi - avant celle d'Israël - neuf siècles d'occupation étrangère ; que leur pays ne fut jamais indépendant, mais régi de Damas, de Bagdad ou du Caire ; que des Juifs y ont toujours vécu, d'abord en petit nombre, puis majoritaires à partir de 1910 ; que leur objectif politique fut longtemps de jeter les Israéliens

à la mer pour que cette terre devienne « purement arabe », ce qu'elle n'a jamais été.

Tout cela suppose une reconnaissance mutuelle des droits et des torts, des erreurs et des injustices. Chacun des deux peuples doit renoncer à vouloir définir l'identité et les besoins de l'autre. Nul n'ayant reçu, par un décret de Dieu ou de l'Histoire, le droit - sinon imaginaire - de dominer la Palestine tout entière, il leur reste deux droits partiels, voués, sur cette terre trop promise, à se compléter plus qu'à s'affronter. A condition que tous abdiquent cette funeste « part du rêve » - venin de l'Histoire - qui a trop excité leurs ambitions et noué leurs malheurs communs.

JEAN-PIERRE LANGELEUR
► Le Refus d'assumer son passé historique ou l'imbricolage israélo-palestinien, de Michael Harsgor et Maurice Stroun. Éditions Métropolis. Genève. Diffusion Distique. 160 pages. 96 F.

Première visite du ministre français de la coopération en Afrique

M^{me} Avicé exclut toute « ingérence » dans les affaires intérieures » de la Côte-d'Ivoire

C'est dans un climat social tendu que le ministre français de la coopération, M^{me} Edwige Avicé, a achevé, mardi 11 juin, sa première visite officielle en Côte-d'Ivoire.

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

Débâcle économique, grèves, manifestations... Les Ivoiriens s'approprieraient-ils à revivre la période agitée du printemps de 1990, comme si, en un an, rien ne s'était passé ? L'instauration du multipartisme et la tenue d'élec-

tions libres n'ont pas satisfait l'opposition. Selon cette dernière, le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ex-parti unique du président Félix Houphouët-Boigny, continue, quoiqu'on en dise, à garder bien en main les rênes du pouvoir.

L'intervention brutale de l'armée sur le campus de Yopougon, dans la nuit du 17 au 18 mai, a mis le feu aux poudres. Grèves des enseignants, marches de protestation, échauffourées entre étudiants et forces de l'ordre se succèdent, sans que le gouvernement semble vouloir lâcher du lest.

C'est dans ce climat social plutôt tendu que le ministre fran-

çais de la coopération a achevé mardi sa première visite officielle de quarante-huit heures en Côte-d'Ivoire. Se gardant de tout commentaire, M^{me} Avicé a rappelé qu'il n'était pas question pour Paris de « s'ingérer dans les affaires intérieures » ivoiriennes.

Le séjour du ministre à Abidjan a été essentiellement consacré aux problèmes d'insécurité et aux questions économiques. M^{me} Avicé, dont c'est la première visite en Afrique depuis sa nomination le mois dernier, est arrivée mardi soir au Sénégal, d'où elle partira, jeudi, le Gabon.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les membres... tendent mainte...

La nouvelle les Asies... fédération européenne

مكتبة

DIPLOMATIE

Aux Nations unies

Les membres occidentaux du Conseil de sécurité entendent maintenir les sanctions à l'encontre de Bagdad

Alors que des rapports sur le risque d'attaques des forces de Bagdad contre des centaines de milliers de chûtes irakiennes dans le sud-est de ce pays parviennent à l'ONU, les pays occidentaux, membres du Conseil de sécurité des Nations unies - qui était réuni à huis clos mardi 11 juin à New-York - entendent maintenir les sanctions à l'encontre de Bagdad.

NEW-YORK
(Nations unies)
Correspondance

Les quinze membres du Conseil ont réexaminé la manière dont l'Irak applique la résolution 687 relative au cessez-le-feu. Selon les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, l'Irak ne respecte pas toutes les stipulations de cette résolution et l'embargo doit être maintenu. Toutefois, l'Union soviétique, la Chine ainsi que plusieurs pays non alignés estiment que l'Irak respecte au moins partiellement les dispositions, et que

les sanctions doivent être en partie levées. Résumant la position des pays membres, un diplomate français a expliqué : « Il y a une petite majorité au Conseil qui veut laisser les choses comme elles sont, tandis que les autres voudraient faire au moins un petit geste en faveur de Bagdad. » Un responsable soviétique estime que pour sa part, l'Irak a coopéré et coopère sur certaines questions et il y a une acceptation satisfaisante des résolutions, même si cette acceptation n'est pas complète.

Tant que Saddam Hussein sera en place

Les Anglais ont dressé une longue liste de ce qu'ils considèrent comme des violations par l'Irak. L'ambassadeur britannique, Sir David Hannay, a notamment cité le cas des trois mille Koweïtiens toujours incarcérés et les listes incomplètes des armes de destruction. En ce qui concerne la coopération irakienne avec la Commission du désarmement, le représentant britannique a déclaré : « Ils ont caché autant de sites d'armes qu'ils en ont mon-

tré. » Sir David Hannay a aussi demandé que soient libérés deux Britanniques, Douglas Brad et Brian Richer, détenus en Irak. De même, des biens volés au Koweït n'ont toujours pas été restitués, et l'Irak n'a pas publiquement renoncé au terrorisme. « On s'attend que le gouvernement de Bagdad informe le Conseil de sécurité qu'il ne commettra pas d'actes de terrorisme », a cepen-

dant indiqué le représentant britannique aux membres du Conseil de sécurité. Finalement, le maintien au pouvoir de Saddam Hussein continue - selon les Anglais et les Américains - à poser problème. Certains diplomates occidentaux estiment, comme l'avait indiqué le président George Bush, que les sanctions demeureront tant que Saddam Hussein sera en place.

Les accusations de Téhéran

Washington n'a « aucune preuve d'escalade militaire » dans le sud de l'Irak

Le gouvernement américain a fait savoir, mardi 11 juin, par l'intermédiaire du porte-parole du département à la défense, M. Richard Boucher, qu'il n'avait « aucune preuve d'escalade de l'activité militaire irakienne dans le sud du pays (...) ou de déclenchement d'une offensive d'envergure » contre les chûtes réfugiés dans les marais du sud-est de l'Irak. Radio-

Téhéran avait rapporté, mardi, que l'aviation irakienne bombardait les réfugiés chûtes et avait ajouté que Bagdad s'apprêtait à lancer l'offensive finale dans les marais. L'Iran a par ailleurs demandé au secrétaire général et au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre des mesures immédiates pour empêcher Bagdad de massacrer les opposants chûtes. (Reuters)

Se référant au paragraphe 21 de la résolution 687 qui demande le réexamen tous les deux mois des « pratiques et politiques » du gouvernement de Bagdad, le diplomate britannique a estimé que, depuis le cessez-le-feu, les actions de ce gouvernement envers sa population civile ont été « répréhensibles ». Faisant allusion aux allégations sur la répression des chûtes, il demande que l'ONU enquête. « Si l'Irak estime que ces rapports sont des accusations sans fondement ».

Par ailleurs, Cuba et le Yémen, les deux pays membres du Conseil qui ont plaidé avec le plus de vigueur en faveur d'une levée partielle des sanctions, considèrent qu'il devrait y avoir un débat public sur l'embargo. « Cela serait très embarrassant pour quelques membres permanents d'expliquer pourquoi ils veulent affaiblir tout un peuple », a estimé l'ambassadeur cubain M. Ricardo Alarón, qui a cité un rapport de l'université Harvard, selon lequel cent cinquante mille enfants de moins de cinq ans mourraient en raison des sanctions n'étaient pas levées.

AFSANE BASSIR POUR

Amnesty International réclame l'arrêt des procès de « collaborateurs » au Koweït

Amnesty International a condamné, mardi 11 juin, les procès « iniques » au Koweït de personnes accusées de « collaboration avec l'Irak » et a réclame l'arrêt des procédures judiciaires engagées jusqu'à ce qu'elles soient conformes au droit international. « Jusqu'à présent, les procédures ont été déficientes dans toutes les phases critiques : avant, pendant et après les audiences, déniant aux accusés le droit de faire appel devant une instance supérieure », affirme l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué publié à Londres.

Amnesty International « appelle les autorités koweïtienes à mettre fin aux poursuites judiciaires tant que tous les accusés ne pourront pas bénéficier d'un procès équitable ». La semaine dernière, un homme accusé de collaboration avec les forces irakiennes a été, pour la première fois, condamné à la peine de mort. Amnesty demande que la sentence soit commuée en peine de prison.

Plus de 850 prisonniers

« Les procès iniques sont déjà assez graves dans les cas où les accusés risquent une peine d'emprisonnement, mais ils sont absolument intolérables quand la sentence est la mort », souligne Amnesty qui ajoute : les autorités koweïtienes « ne semblent pas avoir pris des mesures efficaces pour mettre un terme aux arrestations arbitraires, aux disparitions, à la torture et aux morts suspectes dans les prisons ». Les prisonniers, affirme Amnesty, sont complètement isolés du monde extérieur. La plupart n'ont pas accès à leurs familles, aux avocats et à des médecins indépendants.

L'organisation a reçu une liste officielle de plus de 850 prisonniers. La plupart sont détenus dans la prison militaire et la prison de sécurité d'Etat du Koweït. (AFP)

Prague accueille les Assises de la confédération européenne

Suite de la première page

M. Mitterrand salua la décade qui s'ouvrait comme celle de la « confédération européenne ». Etonnement dans les chancelleries : qu'avait-il donc en tête ? Rien de précis encore, rien que sa vieille idée selon laquelle il faudrait bien qu'un jour l'Europe retrace politiquement dans les frontières de son Histoire et de sa géographie et que ce continent prenne collectivement en mains ses destinées.

L'expression connaît pendant quelques mois une certaine fortune à l'Est. Elle faisait concurrence à celle, aussi peu explicite, de la « maison commune » dont les nouvelles démocraties se méfiaient comme de tout ce qui vient de Moscou. Elle semblait impliquer un lien institutionnel fort avec l'Europe occidentale et y réintégrer de droit des pays que quarante ans de joug communiste en avaient fait sortir.

Et puis l'onde d'écho. L'idée de la confédération restait floue. Le durcissement en URSS, les énormes difficultés auxquelles avait à faire face l'Europe centrale et orientale n'autorisaient plus un optimisme réveur ; les pays de l'Est réclamaient des solutions concrètes, urgentes, radicales et se tournaient vers ce qui existe : la CEE et l'OTAN.

En acceptant en septembre d'accueillir les Assises de la confédération, M. Vaclav Havel n'avait apparemment pas encore compris ce qu'était le projet français, lequel d'ailleurs évoluait. Il s'aperçut que c'était un moyen, non certes de retarder l'entrée de son pays et de quelques autres dans la CEE, mais d'occuper utilement, par une coopération sectorielle, ce temps d'attente avant l'intégration que M. Mitterrand estime à dix ou quinze ans, ce que lui juge trop long. Déception donc.

Il découvrit aussi tardivement les implications de l'autre dimension du projet : l'idée d'ébaucher une structure institutionnelle paneuropéenne avec l'URSS, mais sans les Américains. Les pays d'Europe de l'Est ont moins de raisons que jamais de couper les ponts avec les Etats-Unis, qu'ils se placent du point de vue politique, économique ou de celui de leur sécurité, même s'ils ont désormais renoncé à l'idée d'intégrer l'OTAN.

Cette divergence sur l'objectif final de la confédération dégenère, semble-t-il, en vrai différend, lorsque M. Vaclav Havel vint en mars dernier à Paris pour préparer les assises. Il obtint que soient invitées

à cette manifestation des représentants des Etats-Unis, du Canada et du Japon, pays qui participent à la banque de reconstruction pour l'Europe de l'Est (BERD), ce qui n'était initialement pas envisagé par l'Elysée.

Le mémorandum que le quai d'Orsay a récemment fait parvenir à toutes les capitales européennes décrit sous le vocable « confédération » ces deux entreprises disjointes. Il s'agit d'une part de « rassembler l'Europe autour de projets concrets » dans tous les secteurs où il y a une logique de la géographie : environnement, transports, communications, énergie - et dans le domaine culturel, selon une

instance de concertation sur les sujets d'intérêt commun et de définition des stratégies, ainsi que des réunions des ministres des affaires étrangères. Les sommets auraient lieu « en alternance avec ceux de la CEE », autrement dit une fois avec les Américains, une fois sans eux. C'est le volet institutionnel et politique de l'affaire qui n'a à ce jour recueilli l'adhésion d'aucun gouvernement ni à l'Est ni à l'Ouest.

Parmi les partenaires les plus proches de la France, les pays membres de la Communauté, l'Allemagne n'est pas la seule hostile à ce projet, mais à elle seule elle le compromet. Les Allemands ont déclaré à l'Est qu'ils déclarent la guerre aux Américains », dit un diplomate allemand. Après l'épreuve de force franco-américaine qui vient d'avoir lieu dans l'OTAN à propos de la défense européenne et qui a mis Bonn dans l'embarras, ni le



méthode très souple de participation volontaire en économie ouverte, qui a fait ses preuves avec Euréka. C'est l'aspect le moins contesté du projet.

Mais, ajoute-t-on à Paris, « sans impulsion politique les réunions de ministres techniques ne débouchent pas sur grand-chose ». Les projets doivent donc être définis au sommet, « la caution politique de la confédération doit leur faciliter l'accès aux financements, notamment ceux de la BERD ». « Les entreprises américaines, précisons-t-on aussi au Quai d'Orsay, pouront participer à la réalisation de ces projets, mais c'est l'Europe qui les définira ».

Le mémorandum propose d'autre part des sommets réguliers des chefs d'Etat et de gouvernement de la grande Europe, qui seront l'

chancelier ni son ministre des affaires étrangères ne sont prêts à emboîter le pas à M. Mitterrand. Ils font valoir que des instances paneuropéennes existent déjà : celles de la CEE, qui englobe toute l'Europe plus les Etats-Unis et le Canada. Ils ne se laissent pas fléchir par l'argument français selon lequel la CEE, où la règle du consensus prévaut à toute décision, n'est pas l'instrument adapté.

Ils priment d'autre part une entrée rapide de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie dans la Communauté européenne. « M. Mitterrand dit quinze ans, nous disons la moitié ou moins », poursuit le diplomate allemand. Surcroît, non dénuée peut-être de démagogie, qui ne laisse pas insensibles les pays auxquels elle s'adresse. M. Genscher avait très fermement exprimé publiquement ses réserves lors de l'une de ses dernières rencontres avec M. Roland Dumas à Weimar. Cela étant fait, on revient comme toujours à un ton plus conciliant et on prête une oreille plus réceptive à la partie concrète du projet.

De la même manière, les autorités tchécoslovaques, ayant fait connaître les limites qu'elles ne voulaient pas franchir, accueillent aujourd'hui sans réserves les Assises de Prague. Tout s'y passera bien, et de ce forum pourraient naître quelques idées fructueuses de coopérations concrètes qui n'auront pas besoin de s'appeler « confédérales ».

CLAIRE TRÉAN

Une assemblée très hétéroclite

L'histoire ne dira évidemment jamais comment furent sélectionnées les invités à ce colloque d'un genre un peu particulier. Prague a fait ses propositions, Paris les siennes après avoir consulté ses ambassades dans tous les pays d'Europe ; on a discuté et on est arrivé à une liste hétéroclite d'environ cent cinquante personnalités dont il est bien difficile de dresser la typologie.

Dans la délégation française (1), dont la composition fut concoctée à l'Elysée, sont représentés la grande entreprise, le droit, la francophonie, les amitiés du président, l'opposition jugée respectable (en la très européenne personne de M. Simone Veil) et l'Université.

On a visiblement veillé à ne pas sur-représenter la catégorie « intellectuels », travers qui quette ce genre de manifestations typiquement mitterrandiennes et dont M. Vaclav Havel, encaissé, courtois, hâcé par le parisianisme alors qu'il a bien d'autres chats à fouetter, devait sans doute se méfier.

Outre les rumeurs sur le rejet par l'Elysée de tel ou telle proposition par les Tchèques, il est de notoriété publique que Prague a fait, sur la composition de la délégation soviétique, des concessions à Paris, qui ne voulait pas heurter M. Gorbatchev.

La perestroïka est très dignement représentée par M. Alexandre Iakovlev, son idéologue, actuellement « conseiller principal » du président soviétique, et des écrivains et journalistes très réformateurs seront présents : Vitali Tretjakov, le rédacteur en chef du journal indépendant, le Biélorusse Alas Adamovitch, ou même un ancien commentateur de la Pravda, Fedor Bourlenski, aujourd'hui député, qui a milité pour faire passer dernièrement la loi sur les voyages à l'étranger.

Prestige politico-moral

M. Chavardnadze, présent, n'avait pas encore donné sa réponse en début de semaine. La liste ne comprend pas de conservateur avéré. Elle est cependant d'une extrême prudence dans la représentation de la « périphérie ». Seules les Républiques baltes auront des délégués et encore, sans provocation, puisqu'il s'agit de M. Prunskiene, ancien premier ministre, contesté en Lituanie, où elle apparaît comme l'adversaire de M. Landsbergis, et d'Indrek Toome, ancien premier ministre communiste d'Estonie.

La choix est moins sujet à caution pour les pays d'Europe centrale et orientale, pour lesquels on a fait appel à des

hommes dont le prestige politico-moral n'est plus à démontrer (de l'ancien ministre des affaires étrangères de Dubcek, M. Jiri Hajek, à l'écrivain hongrois Gyorgy Konrad, en passant par M. Bronislaw Geresmek, le prêtre roumain de Transylvanie Lazlo Tokes, et d'autres). Pour éviter d'avoir à faire un savant dosage entre différents courants politiques, on a pué beaucoup parmi les écrivains, artistes et intellectuels des pays de l'Est.

Enfin, l'idée étant de rassembler des personnalités ayant une expérience de la grande Europe, la catégorie des émigrés ou des dissidents de l'extérieur se trouve passablement sur-représentée.

A la fois prestigieux et assez convenu

A l'Ouest, de grands noms de la banque et de l'industrie (dont M. Gianni Agnelli) côtoient des patrons de presse (MM. Robert Maxwell et Eugenio Scalfari), d'anciens responsables politiques (MM. Karl Carstens, Walter Scheel et Patrick Hillery) ou d'anciens commissaires européens (Lord Jenkins, Sir Ralf Dahrendorf, M. Etienne Davignon).

A noter que la Société générale de Belgique sera représentée par trois participants (ob le pouvoir intellectuel va-t-il se nicher en Belgique ?) ; que la délégation allemande paraît avoir été assez difficile à constituer : MM. Schmidt, Brandt, Reuter (de Mercedes), et Tetschik (ancien conseiller du chancelier Kohl) ont décliné l'invitation ; que les Etats-Unis ne sont représentés par aucune figure du monde économique, mais par le journaliste Jim Hoagland, le politologue Stanley Hoffmann et M. Kirkpatrick, ancien ambassadeur à l'ONU ; que, enfin, si l'on met bout à bout les noms de Melina Mercouri, Andrzej Wajda, Ismail Kadare, Mario Botta et quelques autres, tout cela paraît à la fois prestigieux et assez convenu.

C. T.

(1) M. Simone Veil (ancien ministre) et Sylvie Germain (écrivain) ; M. Georges Berthoin (président européen de la Commission universitaire), Edgar Morin (sociologue), Daniel Soulez-Lavigne (avocat), Loïc Le Floch-Prigent (président d'EIF-Aquitaine), Antoine Ribaud (président de BSN), Alain Decaux (ancien ministre), Robert Badinter (président du Conseil constitutionnel) et Maurice Faure (ancien ministre).

Révélation des chercheurs suisses

Les obsédés de la chevelure

BALE - En France, les personnes affligées d'un problème de chute des cheveux sont en nombre impressionnant.

Beaucoup d'entre elles risquent d'être reconnues comme des victimes de la chevelure.

Une occasion peut-être unique est à la portée de leur main aujourd'hui. Il arrive des laboratoires d'une société de Bâle (Cosphor), siège reconnu des colosses de la chimie, une préparation cosmétique à base de Nicotimil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique) qui semble en mesure de prévenir la chute des cheveux.

Cette nouveauté a été testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elmigen. C'est en défilant une petite partie du cuir chevelu des volontaires soumis aux tests par un tatouage de petits points définis qu'il a pu constater, en faisant la moyenne du nombre total de cheveux décomptés par trois personnes différentes, que la chute était ralentie à la fin des applications par rapport au début.

En un peu plus de trois mois sur plus de la moitié des cas, la chute des cheveux était diminuée.

Cette nouveauté commercialisée sous le nom de Labo est en train d'arriver aussi dans les pharmacies françaises, après l'accueil très positif que lui ont réservé les pharmacies suisses.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

Plus qu'un Institut, une Institution

- HEC-ESCP 2^e année entrée directe
- E.N.M. - C.F.P.A.
- DROIT-SCIENCES ECO

D.E.U.G. et 3^e année

STAGES INTENSIFS ET PRÉPAS ANNUELLES

6, avenue Léo-Hugot, 75016 PARIS (16) - 42.74.10.72 - 45.85.59.35

SUCCÈS CONFIRMÉS

POLITIQUE

Les économies budgétaires à l'Assemblée nationale

L'opposition déposera une motion de censure si M^{me} Cresson engage la responsabilité de son gouvernement

Les députés ont commencé, mardi 11 juin, l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Ce texte, qui doit permettre au gouvernement de réaliser près de 11 milliards de francs d'économies, devrait avoir besoin du 49-3 (engagement de responsabilité du gouvernement) pour pallier l'absence de majorité. L'opposition UDF-UDC-RPR a

annoncé, dans cette hypothèse, son intention de déposer, en riposte, une motion de censure, la première depuis la constitution du gouvernement Cresson. Elle pourrait être discutée lundi prochain. Le groupe communiste n'ayant pas l'intention de s'associer, elle ne devrait pas aboutir. L'opposition n'a pas manqué de faire remarquer que ce 49-3 était à usage interne, compte tenu des

conflits entre le gouvernement et la majorité sur certains aspects du projet (le Monde du 12 juin).

Les débats ont été interrompus en début d'après-midi pour qu'un hommage soit rendu à la mémoire de Marie-Christine Baillet, l'officier de police décédé dimanche à Mantes-la-Jolie.

L'opposition a vivement reproché au gouvernement de s'être refusé à présenter au Parlement un collectif budgétaire, préférant lui soumettre un projet plus obscur portant diverses dispositions économiques et financières. Ce «*maneuver d'Arlequin*», pour reprendre la formule du rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), a été perçu comme une véritable «*tenue de camouflage*» par l'opposition, qui a estimé que le gouvernement cherchait ainsi à masquer ses erreurs d'appréciation lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1991 qui avait été adopté à l'automne 1990.

«*De quoi avez-vous peur ?* s'est interrogé M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire). Craignez-vous de faire apparaître sur la place publique les erreurs commises à l'au-

tomne 1990 ? (...) Car enfin, vous vous engagez à faire rentrer de l'argent, en invoquant les motifs les plus divers, par les procédés les plus inventifs, et selon des méthodes souvent contestables.

Jugeant ce projet contraire à la Constitution, M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) a accusé le gouvernement de «*détournement de procédure*». Pour ce député UDF, le collectif budgétaire s'imposait dans la mesure où le gouvernement reconnaît, avec le dépôt de ce texte, que l'équilibre budgétaire a été rompu. «*Face à un texte qui contient pour les deux tiers des dispositions fiscales, il y a quelque chose de choquant à perdre de vue que si les lois de finances n'ont pas le monopole de la matière fiscale, il y a du moins l'esprit d'un texte qui faisait au gouvernement un devoir*

de présenter une loi de finances rectificative». Son exception d'irrecevabilité a été rejetée (266 voix contre 274), tout comme la question préalable (265 voix contre 274), grâce au groupe communiste, qui ne les a pas votées.

M. Philippe Auberger (RPR) a condamné «*un texte de circonstance qui est largement un aveu d'impuissance*. En effet, la baisse de la conjoncture a été très mal prévue, très mal anticipée par le gouvernement, qui se trouve dès lors complètement dépassé et doit faire face à un déséquilibre aggravé des finances publiques». Les orateurs de la droite, du centre et du groupe communiste ont donc dénoncé l'attitude d'un gouvernement réduit à «*tracasser les fonds de tiroir*», pour reprendre l'expression de M. Alphandéry (UDC) et Thémis (PCF).

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, n'a rien vu là qui puisse lui poser problème : «*Eh bien oui, je les revendique, ces économies de fonds de tiroir*». Qui reprocherait à une entreprise de mobiliser l'argent qui dort plutôt que de l'employer ou de faire appel à ses actionnaires ? Il s'agit là de mesures élémentaires de bonne gestion.

M. Bérégovoy :
pas de changement de cap

Quant au collectif budgétaire, il a été jugé «*préjudiciable*» par M. Charasse, compte tenu de l'incertitude qui pèse encore sur l'économie internationale, et tout particulièrement sur la date d'une reprise économique, annoncée un peu vite pour l'immédiat après-guerre du Golfe. «*Blasphème*, un collectif de ce genre, dans une situation restant défavorable. Il fautive de nouvelles mesures sans attendre la fin de l'année. Mais, pour l'instant, personne ne peut dire où nous en serons au début de l'automne», a expliqué le ministre. Pour sa part, M. Alain Richard a rappelé que, traditionnellement, un collectif de ce genre se plaçait plus facilement dans une logique d'augmentation des dépenses ou éventuellement à un revirement de politique économique consécutif à un changement de président de la République ou de majorité qu'à des réductions de crédits.

Pour le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, l'objectif prioritaire reste de combler le déficit budgétaire pour ne pas être contraint demain à augmenter les impôts. Il a défendu ce projet en plaçant pour une gestion fine du manque à gagner auquel l'Etat est actuellement confronté. Dans le contexte actuel, le budget se devait donc d'être, selon lui, «*adapté*», afin de compenser l'insuffisance des

recettes fiscales sans pour autant déboucher sur un collectif budgétaire qui aurait risqué de souffrir de «*données conjoncturelles encore incertaines*».

Il s'est également employé à rassurer ses amis socialistes, qui craignent que les mesures gouvernementales ne conduisent à terme à une remise en cause de priorités budgétaires. «*Laissez croire le déficit ne nous donnerait aucun avantage immédiat, mais entrainerait notre action à long terme*. C'est ce que le gouvernement veut éviter. Il sait que les déficits financiers finissent toujours par provoquer un déficit social», a-t-il dit en rappelant que la lutte contre le chômage était au cœur de cette politique.

Quant à une augmentation des impôts, elle serait de nature, selon lui, à «*casser*» le dynamisme de l'économie à la veille d'une reprise espérée. En réponse à M. Fabien Thémis (PCF), qui avait une nouvelle fois dénoncé la «*politique d'austérité*» et avait accusé le gouvernement de se laisser à nouveau «*emporter*» dans une logique fautive, la part trop belle à la «*spéculation financière*», M. Bérégovoy n'a pas laissé planer aucune ambiguïté.

«*Nous n'envisageons pas changer le cap de notre politique économique*», a-t-il insisté, en rappelant qu'elle avait été définie par le chef de l'Etat, appliquée dans un premier temps par M. Michel Rocard, qu'il a cité à plusieurs reprises, et aujourd'hui par M. Cresson. Il a également affirmé sa détermination, à la tête de son ministère renforcé, de «*mobiliser tout le pays pour réussir la construction d'une Europe économique et monétaire, dans la cohésion sociale doit sortir enfin renforcée*».

M. Edmond Alphandéry (UDC) s'est félicité, pour sa part, des nombreuses dispositions concernant «*l'harmonisation européenne et la modernisation des marchés financiers*». Toutefois, cela ne lui a pas paru suffisant pour apporter son soutien à ce projet, et il a exprimé le désir de son groupe de voter contre. Il a notamment reproché à M. Bérégovoy de jouer un peu trop avec l'Europe : «*Lorsque vous voulez faire avaler à votre propre majorité une baisse des impôts, vous dites : "C'est à cause de l'Europe", et lorsque vous devez combler les trous de votre budget en aggravant la fiscalité, vous dites à nouveau au pays : "C'est la faute à l'Europe"*. Tout cela n'est pas sain. Je crains que vous ne desserviez la cause européenne par ce genre de pratiques.

PIERRE SERVET

Le coup de colère des amis de M. Poperen

Il s'est furié et angoissé et il a pleuré, le week-end dernier, ont raconté les amis de M. Jean Poperen, les résultats électoraux sont catastrophiques, observe M. Durand. Par ailleurs, à cause de la droite, qui n'augmente pas beaucoup. Mais nous, nous piquons du nez et les votes écologistes ne se reportent même plus sur nos candidats au second tour.

Les amis de M. Poperen estiment donc qu'il est plus que temps de «*donner enfin des contreparties à notre électorat, qui en a marre d'entendre parler de rigueur et d'être le premier à la pelle*», MM. Douyère et Vidalies souhaitent notamment interpellé le gouvernement sur trois points : les bas salaires et le SMIC, le recours à la Contribution sociale généralisée (CSG) pour combler le déficit de la Sécurité sociale et une compensation de la hausse de la CSG par une réduction du pouvoir d'achat des retraités. Les amis de M. Poperen ont rencontré, sur ces trois priorités, l'assentiment de la majorité du groupe et de son président, qui s'est, lui aussi, prononcé en faveur d'une augmentation de la CSG plutôt que d'une hausse, plus forte, des cotisations sociales.

Autre satisfaction pour les députés protestataires, le gouvernement a finalement renoncé à réduire la taxe locale sur l'électricité et a accepté un compromis sur l'abaissement du 1 % logement, porté à 0,55 % (au lieu du 0,45 % souhaité par M. Charasse) et compensé par une participation accrue des organismes collecteurs au financement du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et à celui des lois Beson et Delabarre sur le logement social et la ville.

Mais ces ultimes concessions n'ont pas suffi à rassurer les députés populistes, qui attendent, comme M. Durand, de voir enfin le nouveau ministre, tant promis par le premier ministre, se tenir dans la réalité. Pour l'instant, derrière le discours, il n'y a pas grand-chose.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le retour de M. Chevènement

L'ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, élu dimanche député de la 2^e circonscription du Territoire de Belfort, a fait une entrée remarquée, mardi 11 juin, à l'Assemblée nationale et a annoncé qu'il siégerait à la commission des affaires étrangères. «*Je vais reprendre ma place à la commission des affaires étrangères. Les affaires étrangères sont le prolongement naturel de la défense, qui soutient la politique étrangère*», a-t-il indiqué, avant de gagner l'hémicycle en compagnie du président du groupe socialiste, M. Jean Auroux.

Les députés socialistes avaient accueilli M. Chevènement, quelques minutes plus tôt, par des applaudissements, lors de leur réunion hebdomadaire. «*Pour beaucoup de raisons, nous sommes très heureux de*

retrouver notre ami, a déclaré M. Auroux. C'est une situation nouvelle pour lui, car il est pour la première fois député de la majorité présidentielle. Nous comptons sur lui pour participer loyalement et républicainement aux débats.

Elu député pour la première fois en 1973, et réélu depuis à chaque élection, M. Chevènement n'a pas siégé à l'Assemblée nationale depuis 1988, date de sa nomination au poste de ministre de la défense. Il avait occupé ce poste de député de 1986 à 1988, pendant la cohabitation. Ministre dès 1981, il avait démissionné du gouvernement en 1983, mais n'avait pas provoqué d'élection partielle pour retrouver son siège. Il était redevenu ministre, de 1984 à 1986, dans le gouvernement Fabius.

L'échec du premier ministre «*discreditera les femmes*»

affirme M. Pasqua

A l'issue de la réunion qui a réuni les députés et les sénateurs RPR dans un grand hôtel parisien, mardi 11 juin, le président du groupe sénatorial, M. Charles Pasqua, a reproché au gouvernement son «*incapacité*» à prendre les «*mesures nécessaires*» pour répondre au mal des banlieues et à la violence qui s'y est manifestée ces dernières semaines. Il a mis en cause le «*dogme des pouvoirs publics*» face à l'insécurité et à la délinquance.

M. Roger Bambuck candidat aux élections régionales en Guadeloupe. L'ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, a annoncé, lundi 10 juin, à Pointe-à-Pitre, sa candidature aux élections régionales en Guadeloupe.

M. Jacques Médecin souhaite de nouvelles élections à Nice. L'ancien maire (RPR) de Nice, M. Jacques Médecin, réfugié depuis le mois de septembre 1990 en Uruguay, a souhaité, mardi 11 juin, lors de l'émission «*Ciel mon mardi*» sur TF1, de nouvelles élections municipales dans sa ville pour permettre à un «*peuple de Nice*» de lui choisir un successeur.

GILLES PARIS

Une TVA sur les droits d'auteur

Le mécontentement des éditeurs

Le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier prévoit la création d'une TVA sur les droits d'auteur. Au Syndicat national de l'édition comme à la Société des gens de lettres, on se montre désagréablement surpris tant par la teneur de ce projet que par l'absence totale de concertation entre les services du ministère des finances et les organisations professionnelles intéressées. C'est en effet par la presse que le SNE et la SGDL ont appris l'existence de ce texte et sa mise en discussion parlementaire.

Sur le fond, les éditeurs affirment que l'application de la TVA aux droits d'auteur ne rapportera pas un centime à l'Etat, mais qu'elle aura pour effet de compliquer singulièrement la comptabilité des maisons d'édition et d'obliger les auteurs à des opérations commerciales auxquelles ils ne sont pas préparés.

Un certain nombre d'auteurs — ceux dont les droits annuels sont supérieurs à 245 000 F — vont donc être considérés comme les fournisseurs des éditeurs, au même titre que les imprimeurs ou les marchands de papiers. Les autres, la grande majorité continueront à être des collaborateurs temporaires de

l'éditeur rémunérés contractuellement, et comme tous les salariés, non soumis à la perception de la TVA.

Le SNE et la SGDL ont décidé d'envoyer une lettre commune à M. Bérégovoy. Ils comptent également profiter du temps que leur offrent les navettes parlementaires avant l'adoption définitive pour faire admettre quelques amendements au projet. Il s'agit d'obtenir le réajustement à 500 000 F par an (au lieu de 245 000 F) du plancher à partir duquel s'applique la TVA, le report à deux ans de l'application des nouvelles mesures afin de permettre aux maisons d'édition d'adapter leur comptabilité.

Les éditeurs font également remarquer que l'application des nouvelles dispositions ne fera qu'augmenter les créances de TVA, déjà importantes, que l'Etat doit aux maisons d'édition. Ils demandent en conséquence, si la TVA s'applique désormais aux droits d'auteur, qu'un mécanisme de remboursement accéléré des créances de TVA soit accordé aux éditeurs, comme il l'est déjà à d'autres professions. Faute de quoi, certaines entreprises d'édition pourraient connaître des problèmes de trésorerie.

P. L.

Au Sénat

La droite et les communistes s'opposent au projet de réforme de l'administration territoriale

Les sénateurs ont commencé, mardi 11 juin, la discussion générale du projet de loi réformant l'administration territoriale de la République. Comme à l'Assemblée nationale, le texte proposé par le gouvernement, soutenu par le seul groupe socialiste, s'est heurté à l'hostilité de la droite sénatoriale et du groupe communiste.

C'est à M. Jean-Pierre Sœur, nouveau secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, en l'absence du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, qui assistait aux obsèques de la jeune femme policière décédée au cours du week-end à Mantes-la-Jolie (Yvelines), qu'est revenue la tâche de présenter les trois objectifs du texte : la déconcentration des services de l'Etat, la démocratie locale, et la coopération intercommunale et intercommunale. A entendre les réactions suscitées par sa péroraison, M. Sœur a été rapidement fixé sur les dispositions de la droite sénatoriale devant ce projet.

Après que M. Paul Graziani

(RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des lois, eut dévoilé le dispositif concocté par la majorité sénatoriale (le Monde du 12 juin), qui supprime des pans entiers du projet, M. Jacques Larché (RPR, Ind. Seine-et-Marne) n'y est pas allé par quatre chemins. Après avoir daubé sur «*le tour de prestidigitateur*» et «*l'acrobatie*» que constituait l'adoption du projet, à l'Assemblée nationale, à une seule voix de majorité, M. Larché a vivement regretté que le texte n'ait pas été déposé en première lecture sur le bureau du Sénat. Adossé à «*la mission constitutionnelle*» du Sénat, qui est d'assurer la représentation des collectivités territoriales», M. Larché s'est même étonné que le projet du gouvernement puisse oser prévoir la création d'un institut qui leur soit consacré. «*Cet institut existe déjà, c'est le Sénat*», a-t-il lancé.

Cette intervention a donné le ton à la discussion. M. Christian Poncet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, en écho à M. Paul Girod (Rass. dém. Aisne), rapporteur pour avis de la commission pour les dispositions financières du texte, a condamné la «*discrimina-*

tion» dont était victime, selon lui, le Sénat. A propos du texte proprement dit, il a aussi jugé «*contestable*» les mécanismes d'indication à la coopération intercommunale.

M. Jean François-Poncet (Rass. dém., Lot-et-Garonne), président de la commission des affaires économiques, a été lui aussi critique, mais il a évité la polémique en insistant sur l'aménagement du territoire nourrie des conclusions d'une mission sénatoriale, dont il fut le président, consacrée à ce dossier. «*Deux effets pervers de la décentralisation sont à corriger. Elle renvoie les collectivités à leurs ressources, les pauvres à leur pauvreté, les riches à leur richesse, et dans le même temps, l'Etat se désengage de ses responsabilités en matière d'aménagement du territoire*», a-t-il souligné.

Battu en brèche par la majorité sénatoriale, le projet du gouvernement n'a reçu aucun soutien sur les bancs communistes, où l'on s'est montré attentif à défendre «*l'autonomie communale*» et où l'on a dénoncé par avance un article inséré à l'Assemblée nationale «*qui met en*

cause le monopole d'EDF-GDF» (le Monde du 20 avril). M. Charles Lederman (Val-de-Marne) et M. Jacqueline Frayse-Cazalis (Hauts-de-Seine) ont ainsi défendu successivement deux motions de procédure (l'irrecevabilité, qui indique que le projet est contraire à la Constitution, et la question préalable, qui dispose qu'il n'y a pas lieu de débattre) dans l'espoir de mettre immédiatement fin à la discussion.

Combattus par M. Guy Allouche (PS, Nord), qui a regretté au passage, songeant sans doute aux expériences associant des étrangers à la gestion municipale, que les dispositions relatives à la démocratie locale «*ne concernent que les électeurs et non tous les habitants de la commune*», et par M. René Régnaud (PS, Côtes-d'Armor), qui a assuré que «*le projet n'est pas révolutionnaire*», les deux motions ont été repoussées, mais elles ont montré que le gouvernement, sur le fond, ne serait soutenu au Sénat que par le seul groupe socialiste.

GILLES PARIS

Mitterrand plaide et assure la police

M. Mitterrand a plaidé pour la police et assuré la police. Il a dit que la police est le pilier de la démocratie et qu'elle doit être soutenue. Il a également souligné l'importance de la coopération entre la police et la justice.

Les déclarations

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Mitterrand ont été largement relayées par les médias. Elles ont été perçues comme un message fort de la part du chef de l'Etat.

POLITIQUE

Le voyage du chef de l'Etat dans la région Champagne-Ardenne

M. Mitterrand plaide pour la formation par l'alternance et assure la police du soutien de la population

Le président de la République a renoué, mardi 11 juin en Champagne-Ardenne, avec les visites officielles en province. Il a apporté son soutien à M. Cresson sur l'apprentissage (nos dernières éditions du 12 juin), évoqué les violences dans les banlieues et le dernier drame de Mantes-la-Jolie, qui a fait deux morts, dont une femme policière (la page 10).

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand a effectué, mardi 11 juin, un déplacement en Champagne-Ardenne qui aurait

mérité d'être qualifié de « régional » s'il n'avait manqué au programme la Haute-Marne, l'un des quatre départements de cette région, et sa capitale Châlons-sur-Marne. Deux des trois étapes de ce périple ont été consacrées à un thème spécifique : Troyes (Aube) pour l'apprentissage ; Charleville-Mézières (Ardennes) pour la police, les jeunes et la ville.

La troisième, à Vitry-le-François (Marne) a été l'occasion pour le chef de l'Etat de visiter une entreprise performante (Nobel-Plastiques, spécialiste de tuyaux) et de profiter d'un accueil chaleureux. Devant la mairie, que dirige M. Jean-Pierre Bouquet, député socialiste (fabriquant), plusieurs centaines de personnes ont fait la fête à « leur » président, certains lui demandant d'aller plus à gauche, d'autres le

remerciant « pour tout ce qu'il fait », tandis que l'un d'eux, M. Louis, lui confiait qu'il était militant socialiste depuis 1930.

Cette ambiance bon enfant tranchait avec celle, infiniment plus mitigée, de Troyes. Des militants CGT recommandaient par banderoles à « l'autorité » de « faire payer les riches » ou encore l'abrogation de la CSG et la revalorisation des allocations vieillesse. Le PC proclamait quant à lui l'urgence de « répondre aux revendications » et de « revenir à gauche ». Il assurait aussi que « l'alliance avec la droite même au pire ». Traversant à pied le centre-ville, entre l'hôtel de ville - où l'avait accueilli le maire et député RPR, M. René Gellay - et la Maison de l'outil et de la pensée ouvrière, M. Mitterrand s'est fait vigoureusement apostropher d'un

« Père, si la police est en deuil, c'est à cause de toi ». Les applaudissements ont été, à plusieurs reprises, couverts par des slogans du style « Dix ans, ça suffit ! ».

Après la visite des différentes classes du centre de formation d'apprentis de Troyes-Pont-Sainte-Marie, le chef de l'Etat a rencontré, à huis clos, des responsables d'associations et des travailleurs sociaux du quartier Manchester, qui entre dans le plan des DSQ (développement social des quartiers) à Charleville-Mézières. Ses interlocuteurs lui ont fait part de leurs préoccupations sur la lenteur des procédures administratives et leurs difficultés à garder le contact avec des jeunes malgré la multiplication des structures associatives.

A. Ch.

Réveiller les Français

par Anne Chaussebourg

QUAND François Mitterrand, un bras à plat sur le pupitre derrière lequel il s'exprime, l'autre à la verticale la main repliée sous le menton, commence à parler plus grave, plus bas, plus profond, il provoque inmanquablement la réminiscence de ses innombrables discours de campagne électorale. L'attitude s'était faite plus rare. Elle est réapparue le 31 mai à Granville, et plus encore en Champagne-Ardenne, le 11 juin, impassible devant les affluents et les slogans hostiles, souriant aux applaudissements favorables, prodigue de poignées de main, le président de la République a, avec une joie évidente, renoué avec le contact populaire.

Il y a dix jours, le chef de l'Etat souhaitait « un dialogue fraccassant ». La mollesse du débat politique, l'effacement de la défense des valeurs et des convictions, la recherche un peu à l'importance quel

prix du consensus lui semblaient, lui semblaient, dangereux. Oui, reconnaît-il, le pays donne l'impression d'aller à l'arrière, « où le courent les porcs ». Cela ne le satisfait pas. Non pas qu'il s'avoue d'un optimisme béat. Mais, dit-il, il y a des raisons de satisfaction dans un climat que l'on dit morose, la France a des atouts.

Réveiller les Français, leur donner - ou leur redonner - confiance, pour mieux les mobiliser sur les chemins prioritaires dont la réalisation sera déterminante non seulement à l'heure des échéances électorales mais aussi de l'ouverture du marché unique : tel est l'objectif.

M. Mitterrand a cru sortir l'opinion de son endormissement en nommant M^{me} Edith Cresson. L'effet a été de courte durée. Il n'a en tous les cas pas suffi à déclencher l'« élan ». Le « nouveau départ » qu'appelle de ses vœux le chef de l'Etat. Les trois priorités (école, formation, ville) qu'il a répétées répon-

dant à des urgences. Au passage, le président de la République a donné raison à son premier ministre sur l'apprentissage en renvoyant dans les cordes ceux qui se demandent si le débat « doit ou non être engagé ». « Il l'est », il est même tranché puisque M. Mitterrand espère l'« aide » du Parlement pour le projet de loi qui assurera que « la formation par alternance est l'une des composantes à part entière » du système éducatif, affirmation de nature à rassurer l'éducation nationale et son ministre de tutelle, M. Lionel Jospin.

Sur le malaise des banlieues, M. Mitterrand a équilibré, là aussi, son propos entre la défense et le soutien aux forces de l'ordre, dès lors que la mission de sécurité publique s'exerce dans « le respect du droit » et celui de la jeunesse qui ne doit pas se sentir « victime de suspicion permanente ». Qui ne souscrirait ce souhait d'une « compréhension mutuelle » entre jeunes et policiers, à ce refus de la « ségrégation » ?

Qui contesterait les conseils de M. Mitterrand à M. Galley, qui, préoccupé par la disparition de l'industrie textile, s'est entendu dire qu'il faut « aller vers des industries les plus modernes, en avance sur leur temps » ? Qui s'inscrirait en faux quand le président de la République se plaint de la « désaffection » à l'égard des métiers manuels ? Qui nierait la nécessité de rendre la société « plus mobile » ?

Le discours de M. Mitterrand est parfaitement accordé avec celui de son premier ministre, à qui il ne manque pas une occasion de délivrer un soutien « sans réserve ». Mais ce n'est qu'un discours.

Les déclarations du président de la République

M. Mitterrand a évoqué, au cours des quatre interventions qu'il a ponctuées son voyage, les thèmes suivants :

□ Apprentissage : « Il faut choisir le meilleur modèle pour généraliser l'expérience sans abandonner les raisons pour lesquelles l'éducation a son rôle déterminant au cours des années. (...) Il ne s'agit pas de substituer l'apprentissage à l'école mais d'harmoniser les deux systèmes pour que chacun apporte le meilleur de ce qu'il peut apporter. (...) C'est le modèle de l'enseignement par l'alternance qui doit être privilégié. (...) La question n'est pas de savoir si un débat doit être ou non engagé (...); il l'a été, par une voix très autorisée, celle de M^{me} le premier ministre. (...) Il faut renforcer le lien entre l'école et l'entreprise ; c'est une des clés pour l'emploi des jeunes. (...) Les conséquences de ce rapprochement sont que le système de formation par l'alternance sera plus attractif (et qu'il favorisera) une adaptation plus rapide de la formation aux nouvelles technologies et aux nouveaux besoins du marché du travail. (...) La formation des jeunes en entreprise nécessite un encadrement qui n'est pas suffisamment développé en France. (...) La formation par l'alternance doit permettre à ceux qui se sont engagés dans la formation technique de trouver des moyens de leur promotion et de leur insertion au sein des entreprises, quelle que soit leur taille. »

□ Artisanat : « Il a permis le développement de nos sociétés industrielles, plus qu'elles ne veulent bien le reconnaître. C'est un élément de cohésion sociale. (...) Si des métiers ont disparu, il serait aussi urgent d'en réinstaller d'autres qui correspondent aux exigences du moment. (...) Il faut faire pour assurer la pérennité de l'entreprise artisanale consiste à favoriser la transmission. (...) Il faut respecter dans ce domaine la règle de : à cotisations égales, prestations égales. (...) L'artisanat est une voie pour l'insertion des jeunes. »

□ Crise : C'est « le retard pris à adapter une société beaucoup trop lourde aux nouvelles sciences et aux nouvelles techniques ». « Je me sens si proche des exclus et si triste de ne pouvoir toujours répondre à leur attente, à leur demande. »

□ Jeunes : « Il ne faut pas que les jeunes - quelle que soit leur classe - soient tous écartés devant la loi, tous fassent partie de notre communauté, aucun n'est à rejeter - se sentent victimes d'une sorte de suspicion permanente, mais l'objet de la même attention que les autres ; d'où le devoir des forces de l'ordre, public et privé, de comprendre qu'il y a une République. Les jeunes gens qui entrent dans la police ou dans la gendarmerie respectent la République. (...) S'il en est qui pensent autrement, ils peuvent aller ailleurs. Le respect du droit, c'est la signature de la République. Il faut que le plus grand soin soit apporté pour que la jeunesse, et spécialement celle issue

de l'immigration, devenue française dans la plupart des cas, se sente respectée, l'ajoutons même aimée. (...) Si, d'un côté, il y a les forces de l'ordre et, de l'autre, une partie de la jeunesse et rien entre les deux, on arrive aux pires excès. (...) Le chef de l'Etat s'est déclaré partisan de l'« élan », en souhaitant que les forces de l'ordre soient, à l'intérieur des quartiers en difficulté, « chargées non plus de servir mais de comprendre. (...) Il faut aussi que les jeunes puissent prendre part au développement de leurs quartiers. (...) Pourquoi accélérerait-il pas eux-mêmes aux forces de respect de la loi ? Il ne faut pas de ségrégation (mais) de la compréhension mutuelle. »

Autorité de l'Etat « en tout lieu »

□ Métiers d'art : « Je souhaite la création d'une fondation nationale des métiers d'art, qui mobiliserait le mécénat, qui servirait de point d'appui à un système de bourses en faveur des formateurs et des jeunes, qui sensibiliserait les enfants en âge scolaire par la création de classes-ateliers. »

□ Pessimisme : « Arrière, les pessimistes, qui croient toujours que la société se dirige vers le précipice alors qu'elle change ! »

□ Police : « Il y a assez souvent, trop souvent, des désordres et parfois des crimes qui se passent dans des populations privées de tout encadrement, de toute espérance, de tout

avenir. (...) Tout cela est lié à l'emploi. (...) Après avoir évoqué les événements de Mantes-la-Jolie, de Sertrouville et de Veaux-en-Velin, M. Mitterrand a déclaré : « La police se sent trop peu soutenue, un peu montrée du doigt, comme étant pas capable de maintenir l'ordre, comme coupable de sévices. (...) On ne peut adopter cette attitude d'esprit qui fait que celui qui a la charge de l'ordre public soit considéré comme devant s'expliquer ou se faire pardonner, alors que cette police républicaine ne fait généralement, dans la quasi-totalité des cas, que son devoir. Je sais les conditions difficiles dans lesquelles les policiers exercent leur métier, qui est de protéger et de rassurer les citoyens. (...) Il faut qu'ils sachent que le gouvernement et l'ensemble des Français les comprennent et les soutiennent. »

□ Les agents de l'Etat chargés de l'ordre public ne doivent pas se sentir isolés mais associés au maintien de la sécurité dans la nation. Cette paix publique vous touche tous. L'Etat républicain doit en être le garant. J'entends que cette paix est assurée partout dans les banlieues comme ailleurs. Sans la paix publique, croyez-vous qu'il y aurait une démocratie ? La paix publique protège d'abord les plus faibles, les plus jeunes, les personnes âgées ; elle est reconnue par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; elle est le fondement d'un droit fondamental, celui d'aller et venir ; chacun en ressent la nécessité. L'autorité de

l'Etat doit s'exercer en permanence en tout lieu. Il n'y a pas de zones interdites pour le respect de la loi. En dépit de ce que je lis et de ce que j'entends, les instructions les plus fermes sont données par le ministre de l'intérieur pour combattre, pour faire reculer la violence.

□ Le sacrifice de Marie-Christine Bailet rappelle que chaque jour, chaque nuit des policiers assurent leur mission au péril de leur vie. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (disposant que la force publique est instituée pour l'avantage de tous. Au nom de l'intérêt général, policiers et gendarmes prennent des risques graves. C'est la grandeur et la servitude de leur métier, qui exige de la nation reconnaissance et soutien. Et je veux leur apporter le témoignage de notre reconnaissance et de notre soutien. »

□ Taux d'apprentissage : « Ni le mode de perception ni le mode de répartition ne sont satisfaisants. »

□ Ville : « La ville, réceptacle de toutes les populations errantes, mal fixées, sans emploi, doit aménager la situation des jeunes qui commencent à être marginalisés et qui finissent par être exclus par un mouvement naturel redoutable. »

□ Volonté : « J'appelle à la volonté clairvoyante et au sentiment que l'on gagne quand on veut, à la volonté des Français pour qu'ils dominent leurs propres problèmes, à cette volonté favorisée par l'espérance, le désir de bien faire et la foi dans notre patrie. »

Réunion publique du RPR et de l'UDF à Dunkerque

« Sans l'union, nous nous planterons... »

affirme M. Alain Juppé

L'UDF, qui rassemble les formations de l'opposition, a organisé, mardi 11 juin à Dunkerque, sa première réunion publique nationale. Le texte de l'accord conclu entre l'UDF et le RPR pour la présentation d'un candidat unique à l'élection présidentielle et pour des candidats communs aux régionales et aux législatives devait être signé mercredi.

TÉTEGHEM (NORD)

de notre envoyé spécial

Tétégheem, six mille habitants, commune du département du Nord située à 1 mètre au-dessous du niveau de la mer et dirigée par le plus jeune maire des villes de plus de deux mille cinq cents habitants - M. Franck Diersin (UDF-PR), vingt-huit ans, - a accueilli, mardi 11 juin dans la soirée, le premier meeting national de l'Union pour la France (UPF). Pendant deux heures, MM. Alain Juppé et Nicolas Sarkozy pour le RPR, ainsi que MM. François Bayrou et Alain Madelin pour l'UDF, ont tenu à convaincre plusieurs centaines de personnes de la pertinence, de la nécessité et de la nécessité du récent accord scellé entre les deux formations de l'opposition parlementaire en vue des prochaines échéances électorales. Le texte prévoit l'organisation d'« primaires » pour l'élection présidentielle et la présentation de candidats communs aux régionales et

aux législatives (le Monde du 12 avril). Il devait être ratifié mercredi 12 juin à Paris.

A entendre les questions de l'auditoire, il sautait aux oreilles que les électeurs de droite ont besoin d'être rassurés, car ils doutent. « J'ai la conviction absolue que si nous repartons aux prochaines batailles électorales sans avoir construit une véritable union, nous nous planterons, comme nous nous sommes plantés en 1981 et 1988 », a dit M. Juppé, secrétaire général du RPR. « Cette union-là, on ne la laissera pas se défaire », a précisé son adjoint, M. Sarkozy. « L'union est une condition indispensable de la victoire de l'opposition. Il faut la faire vivre à la base. Le seul espoir des socialistes de se maintenir au pouvoir était de jouer sur les divisions de l'opposition ; eh bien ! cet espoir est vain », a affirmé M. Madelin, vice-président du PR.

Diminuer le train de vie de l'Etat

N'ayant pas ménagé leurs efforts pour démontrer leur attachement à cette union, les orateurs ont eu à répondre à l'inévitable interrogation sur l'alliance avec le Front national. « C'est une question tranchée », a répondu M. Bayrou, député général de l'UDF, en rappelant que l'article 7 de la charte de l'UPF exclu toute alliance avec le parti d'extrême droite. M. Juppé, pour sa part, a conseillé aux auditeurs de « penser à autre chose », avant de souligner : « Nous avons pris notre décision, nous ne la changerons pas. »

En matière d'immigration, le

secrétaire général du RPR s'est élevé contre « les démagogues de tout poil » qui sont partisans de « la technique du coup de pied au cul ». « Les étrangers, qui sont chez nous parfois depuis longtemps, qui respectent nos lois, nos us et coutumes, resteront s'ils le souhaitent, a dit M. Juppé. Notre devoir est d'essayer de les assimiler, de les intégrer, de les accueillir. » En contrepartie, l'ancien ministre a prôné la mise en œuvre d'une « politique des flux migratoires ». Il s'est prononcé pour un « renforcement des contrôles aux frontières », pour « le rétablissement des contrôles sur le territoire », pour « le rétablissement de la loi Pasqua-Pandraud sur les reconduites à la frontière » et pour « la réforme du droit d'asile ».

Sur le plan de la fiscalité, M. Madelin a affirmé que M^{me} Edith Cresson sera « le premier ministre de la relance des prélèvements obligatoires » et il lui a reproché « son langage archaïque sur l'Etat ». « Nous ne supprimons pas les impôts », a assuré le dirigeant du PR en s'engageant toutefois à les diminuer si l'opposition revient au pouvoir, car, selon lui et les économistes libéraux, une baisse des impôts, en « libérant » l'initiative, entraîne une augmentation des recettes fiscales. Partisan d'une « réduction des interventions de l'Etat », l'ancien ministre a lancé : « Nous devons diminuer le train de vie de l'Etat pour augmenter le train de vie des Français. »

OLIVIER BIFFAUD

EBEL
BOUTIQUES

PARIS
2, place Vendôme

Bijoux Alessandra Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL. Montre 1911.

LONDON MILANO NEW-YORK GRANS-SUR-SIERRE ST-TROPEZ MONCHEN
17, New Bond Street 11, Via Montenapoleone 71, Madison Avenue 10, Place de la République 1, Avenue de la Croix-Rouge 1, Place de la Croix-Rouge 1, Place de la Croix-Rouge 1

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant les assises de l'Isère

Le crime cauchemardeux d'un employé exemplaire

Eric Parpillon, trente-deux ans, a été condamné, mardi 11 juin, à six ans de réclusion par la cour d'assises de l'Isère pour avoir étranglé son épouse Marguerite, le 26 octobre 1989, dans leur pavillon d'Oxyer-Saint-Obas, un village proche de Vienne (Isère). Employé modeste, il avait reconnu les faits après avoir organisé une macabre mise en scène tendant à accablée la mort de sa femme et de son fils Julien, deux ans, au cours d'une équipée sauvage.

LYON

de notre bureau régional

«Très serviable, toujours de bonne humeur, calme, pondéré, consciencieux, très gentil avec ses enfants, agent exemplaire, bon garçon, brave type...», ce genre de qualificatifs stéréotypés n'a rien d'original dans un procès où un certain conformisme verbal s'impose à tous. Se rapportant à un meurtrier, pour le moins dissimulé, qui, après avoir été saisi d'une «décharge brutale» de violence — que l'expert psychiatrie est tenté de classer dans un registre «hystéro-phobique» — s'est projeté dans une affabulation romanesque, façon Patricia Highsmith, ce florilège surprend davantage.

Le 26 octobre 1989 au matin, en arrivant dans le pavillon du Clos des Gerennes que les Parpillon ont fait construire, en 1987, c'est à une agression sauvage et capiteuse que les gendarmes se sont confrontés. Dans le séjour, le père, torse nu, pieds nus, ensanglanté, hagard, qui a réussi à se traîner jusqu'au téléphone pour composer — avec le nez — le numéro de sa voisine. Celle-ci a dû prendre un coup de téléphone pour le libérer de liens «très serrés». Au premier étage, sur un même lit, la mère, étranglée par une cordelette de nylon enroulée quatre fois autour de son cou, et son petit dernier, Julien, reposant sur le ventre, le visage cyanosé. Les deux autres enfants, Cécile, cinq ans, et Mathieu, quatre ans, qui se réveillent en pleine horreur, sont réconfortés par des voisins. Dans la chambre un réveil brisé marque 4 heures. L'heure du crime?

Malgré son état de choc, Eric fournira sur le pseudo-trio

d'agresseurs «cagoulés et armés de nombreux détails», pas seulement vestimentaires — «le plus grand avait un fort accent maghrébin», — mais, dans la soirée, confronté à trop d'incohérences, cet employé modeste exposera une autre version : «Julien s'est réveillé, je l'ai réconforté puis je l'ai porté dans notre lit, contre l'avis de ma femme. Nous nous sommes rendormis. Et puis vers deux heures et demi, il a pleuré de nouveau. J'ai vu Maguy qui criait «tais-toi, tais-toi», qui lui mettait un oreiller sur la tête. J'ai pris une cordelette qui traînait là et puis j'ai dû serrer... Ensuite, réalisant mon geste, je suis resté prostré, sans me préoccuper de Julien, avant d'échafauder toute cette histoire.» Eric a été secouru, puis secouriste : s'entraîner, s'infliger des blessures légères, il sait faire.

Macabre mise en scène

Au cours du procès, Parpillon est apparu comme un homme faible, inhibé, à l'évidence soumis naguère à une épouse «autoritaire, voire dominatrice». Il hésitait avant de «confirmer» que, la nuit du drame, celle-ci «avait, à une ou deux reprises, frappé Julien avec une marteau qu'elle conservait près d'elle». Délicatesse posthume? Cette circonstance capitale n'a pas été formellement établie, malgré les traces d'hématomes relevées par le légiste sur la tête du bébé. Sa mort, par étouffement, aurait pu survenir, «accidentellement», durant la lutte de ses parents...

Le doute, l'ambiguïté, un certain malaise domineront les débats. Surtout après qu'une certaine Maryse, collègue de travail de Parpillon devenue sa maîtresse trois mois avant le meurtre, fut venue dire à la barre : «Nous avions effectivement des projets avec Eric, mais il n'y avait pas d'urgence...» L'avocat général n'hésita pas sur cette faiblesse, et assez peu sur la macabre mise en scène, mais, en l'estimant «indirectement responsable de trois décès» — (Maguy était enceinte au moment des faits, — il réclama douze ans de réclusion contre l'accusé. M. François La Phuong développe la thèse du «pepa poule» poussé au crime pour défendre son enfant et jura sur le fait que la famille de la victime ne s'était pas constituée partie civile.

ROBERT BELLERET

Après un sondage d'opinion et une enquête auprès des magistrats

Un rapport du Sénat dénonce l'«abandon» de l'institution judiciaire par le pouvoir exécutif

Le garde des sceaux et le ministre délégué à la justice, MM. Henri Nallet et Michel Sapin, ont présenté au conseil des ministres du mercredi 12 juin une communication sur la modernisation de la justice. La veille, la commission de contrôle du Sénat, créée en décembre 1990 et présidée par M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), a rendu public son rapport qui dénonce l'«abandon» de l'institution judiciaire par le pouvoir exécutif.

Dégradation du statut social des magistrats, manque d'effectifs dans les juridictions, mauvais état du parc immobilier, organisation obsolète de l'administration : la commission sénatoriale dresse un constat sévère de la justice française. Au fil des trois cents pages d'un rapport qui se veut la «chronique d'un sinistre annoncé», crises et insuffisances sont longuement détaillées. Les sénateurs évoquent une «logique de sous-administration».

«L'organisation de la justice n'a pas suivi les évolutions administratives, économiques et contentieuses, note le rapport. Les moyens, tant matériels qu'humains, sont nettement insuffisants et inadaptés mais aucun instrument de mesure fiable et précis ne semble aujourd'hui à même de permettre l'appréciation exacte des besoins.»

Le rapport rappelle la faiblesse du budget de la justice (1,4 % du budget de l'Etat en 1991), l'accroissement continu des contentieux, les «archaïsmes» de la gestion du personnel, l'«incohérence» de la politique d'information, et surtout le malaise des magistrats, actuellement en proie, estime le rapport, à une «interrogation existentielle». Des reproches connus, et longuement débattus lors des trois journées d'action menées par les professions de justice en 1990.

Plus nouvelles, sans doute, sont les deux enquêtes commandées par les sénateurs lors de la création de la commission. La première est un sondage d'opinion réalisé en avril 1991, la seconde, plus inattendue, est une enquête approfondie réalisée auprès d'un échantillon de trois cents magistrats (1). Le rapprochement des réponses fournies par les deux groupes est souvent édifiant. Un seul point d'accord : la justice est une institution à réformer «en priorité» pour 60 % des Français et 70 % des magistrats.

Sur les autres questions, les constats divergent, ne serait-ce que sur l'appréciation globale du fonctionnement de l'institution judiciaire : 78 % des Français la placent au premier rang des institutions qui «ne remplissent pas bien leur rôle», devant les syndicats, l'administration, l'école, et même les partis politiques. Les magistrats, faut-il s'en étonner, sont nettement plus indulgents : 54 % estiment que l'institution judiciaire fonctionne bien. «Les Français, dans leur ensemble, n'ont pas tout à fait la même perception de la crise que les magistrats, notent les sénateurs. Un peu comme s'il y avait deux crises dans la justice».

La crise vue par les Français se résumerait en quelques mots : lenteur des procédures, difficultés d'accès, traitement différencié des pauvres et des riches, soumission au pouvoir politique. Sur ces questions, les reproches sont nets : toutes ces opinions sont partagées par plus de 80 % des Français. Les magistrats, eux, se montrent plus cléments : s'ils admettent la lenteur (75 %) et la difficulté d'accès (64 %) de la justice, ils refusent clairement deux des reproches qui leur sont adressés : 61 % estiment que riches et pauvres sont traités de la même manière, et 50 % que la justice n'est pas trop soumise au pouvoir politique. Sur ce problème de l'indépendance, l'optimisme des magistrats est sans doute

fondé sur leur expérience personnelle : 81 % d'entre eux affirment n'avoir jamais fait l'objet de pressions de la part du pouvoir politique.

L'image des magistrats auprès de l'opinion publique est elle aussi intéressante : le premier qualificatif qui vient à l'esprit des Français lorsqu'ils parlent des juges est... «débordés». Viennent ensuite, une nouvelle fois, la soumission au pouvoir politique, la politisation, et enfin, loin derrière, la compétence. Une vision bien différente de celle des magistrats sur eux-mêmes, qui se disent «compétents», «débordés», et surtout «honnêtes», ce dernier qualificatif se plaçant sans mal en tête de liste avec 92 % des suffrages.

Pas de «missions sociales» pour les juges

Les «deux crises» évoquées par le rapport sont là, esquissées au fil des questions : alors que les Français critiquent la qualité de leur justice, les magistrats déclarent avoir tout une crise financière : 98 % d'entre eux estiment que la Place Vendôme ne dispose pas de moyens matériels suffisants. Dans les réformes à réaliser en priorité, l'accroissement des moyens vient d'ailleurs nettement en tête des préoccupations des magistrats, qui citent le budget avant la réforme du statut de la magistrature ou les problèmes de réinsertion des condamnés. A cette même question sur les réformes prioritaires, les Français interrogés par la SOFRES, le premier thème de l'actualité du jugement des affaires, du renforcement de l'aide juridique, et de l'indemnisation des victimes.

Que faire face à cette crise? Le rapport de la commission sénatoriale détaille plusieurs types de mesures, qui vont du «recentrage» de la mission du juge à la programmation pluri-annuelle des crédits d'équipement. Le rapport plaide notamment en faveur du rattachement de la police judiciaire à la chancellerie, du maintien du principe de l'opportunité des poursuites, et d'une départementalisation de l'organisation judiciaire, qui fait d'ailleurs l'objet d'une communication au conseil des ministres du mercredi 12 juin.

Le ton est ferme, parfois offensif, mais le rapport ne contient pas de propositions véritablement nouvelles : certaines sont périodiquement réaffirmées, d'autres sont en

cours d'examen. Le rapport esquisse également quelques suggestions au sujet de la réforme du conseil supérieur de la magistrature : les sénateurs, qui mettent les magistrats en garde contre les «tentations du corporatisme», proposent d'y associer six magistrats tirés au sort à des personnalités «compétentes» désignées par le président de la République, l'Assemblée nationale ou le Sénat.

Le rapport reprend enfin une idée chère à l'opposition, rappelée la semaine dernière par M. Valéry Giscard d'Estaing : le danger des «missions sociales» confiées aux juges. «Les évolutions récentes qui ont tendu à faire du juge le régulateur ultime, à transformer la justice en réceptacle de tous les dysfonctionnements sociaux doivent être enrégimées, note le rapport. Le juge (...) n'a pas à se substituer à l'Etat-providence et aux solidarités privées pour assumer des missions qui ne relèvent pas de sa compétence.» Champ juridique et champ social, conclut la commission, doivent donc être clairement distingués.

ANNE CHEMIN

(1) Ces deux enquêtes ont été réalisées par la SOFRES, la première auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, la seconde auprès d'un échantillon de trois cents magistrats.

o L'intersyndicale des professions de justice demande à rencontrer M^{me} Edith Cresson. — Dans une lettre adressée au premier ministre, l'intersyndicale qui regroupe les syndicats des professions de justice affirme craindre que le projet de budget en cours de préparation place Vendôme «ne soit pas à la hauteur des ambitions» formulées par Mme Cresson lors de sa déclaration de politique générale. Rappelant les engagements d'accroissement budgétaire pris le 30 novembre par M. Mitterrand et le 2 décembre par M. Rocard, l'intersyndicale demande à rencontrer personnellement M^{me} Cresson afin de discuter des modalités qui seraient utilisées «pour concrétiser les engagements» pris par le président de la République et son ancien premier ministre.

Escroquerie à jugement pour des œufs à la saumonelle

RENNES

de notre correspondant

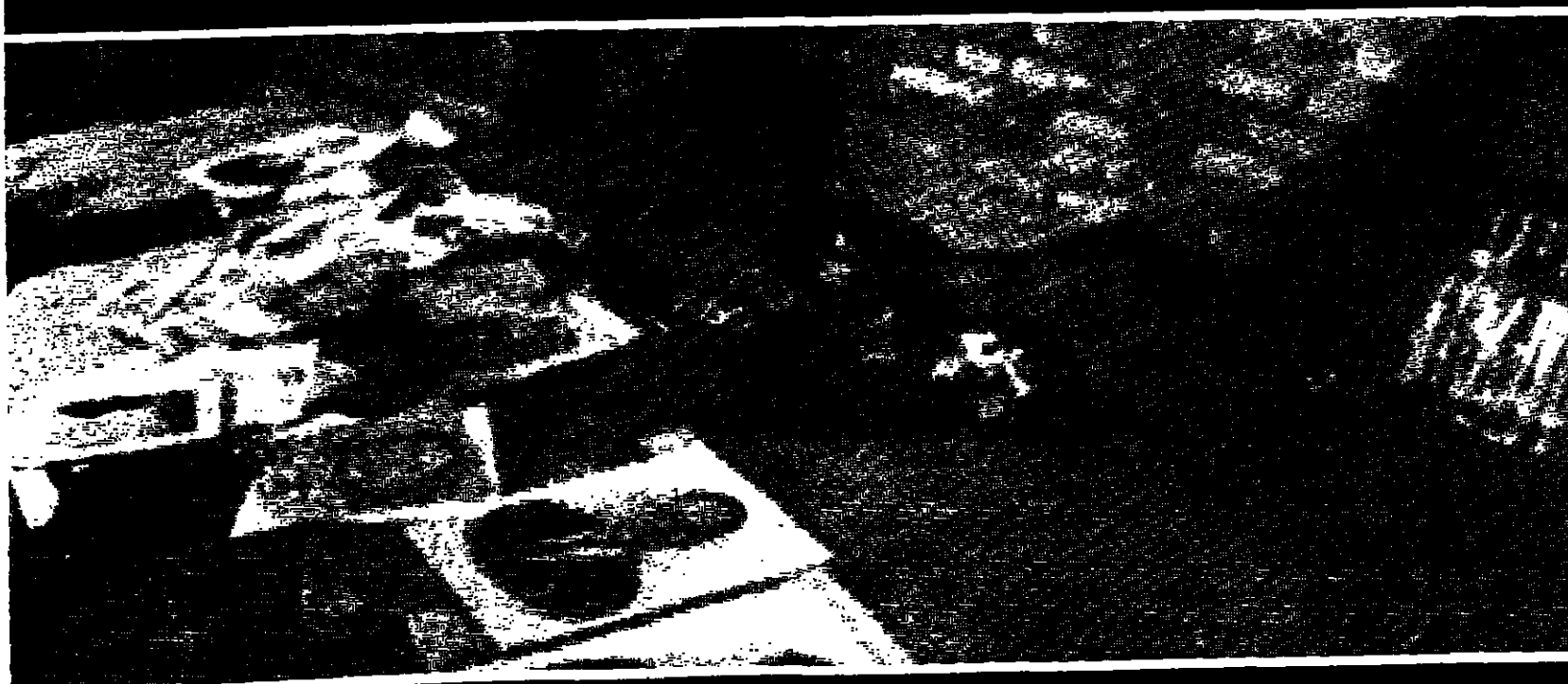
Inculpé d'escroquerie à jugement, M. Jean-Claude Amice, quarante-six ans, responsable d'une entreprise d'accoupage, qui emploie deux cents personnes à Laureles (Côtes-d'Armor) a été écroué vendredi 7 juin à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Le président du tribunal de commerce de Saint-Brieuc, M. René Pisto, a été placé en garde à vue mardi 11 juin.

En août 1988, la présence de salmonella typhimurium était observée dans des œufs de dinde de la société Amice-Soquet, qui, le 16 août 1988, assignait en référé devant le tribunal de commerce de Saint-Brieuc l'un de ses fournisseurs, la société Helloco-Uzel (Côtes-d'Armor). Le 10 avril 1989, le tribunal de commerce de Saint-Brieuc retenait la responsabilité de la société Helloco-Uzel pour un préjudice évalué à 6 millions de francs. Le 15 mai dernier, la seconde chambre de la cour d'appel de Rennes prononçait un sursis à statuer.

L'enquête de police a révélé que le tribunal de commerce de Saint-Brieuc avait jugé en s'appuyant sur des documents incomplets ou falsifiés, notamment des rapports d'expertise.

CHRISTIAN TUAL

ENQUETE SUR LA MAFIA SOVIETIQUE AU CŒUR MEME DU KREMLIN.



CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

LA MAFIA ROUGE,
LE SAMEDI 15 JUIN
A 12 H 35, EN CLAIR.
SUR CANAL+

Aveux, témoignages,
documents inédits.
Jamais des journa-
listes occidentaux
n'étaient parvenus à
remonter aussi loin
les filières de la
mafia. Mais pourquoi
le Kremlin s'agite-t-il
comme ça? Enquête.

Le choléra frappe
la partie amazonienne

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

L'inquiétante anarchie des formations à la gestion

Foisonnement des diplômes, insuffisante adaptation aux besoins des entreprises, dramatique pénurie d'enseignants. Les formations de cadres de gestion ont besoin d'une refonte en profondeur

Il peut paraître paradoxal de se pencher, aujourd'hui, sur le sort des formations supérieures à la gestion. N'ont-elles pas connu depuis une trentaine d'années une croissance spectaculaire ? Leur fleuron le plus prestigieux, HEC, n'est-il pas entré dans le cercle magique des institutions qui, comme Polytechnique, l'Ecole normale supérieure ou l'Ecole nationale d'administration, garantissent les carrières les plus brillantes aux meilleurs élèves d'une génération ? Le développement des activités tertiaires, financières et de service de l'économie française et internationale ne leur assure-t-il pas un avenir confortable, voire triomphal ?

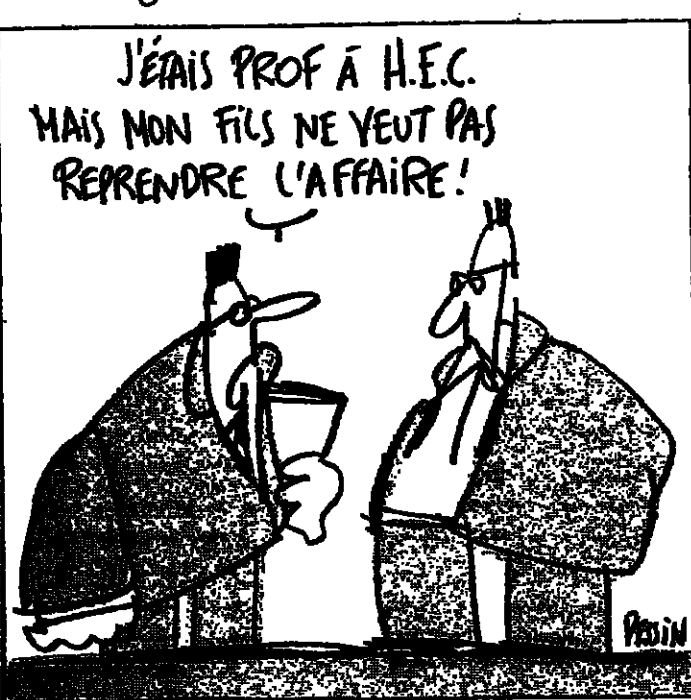
Loin de céder à cette grisaille, c'est pourtant à un diagnostic sans complaisance que vient de conclure un rapport dressé depuis un an à la demande des ministres de l'éducation et de l'industrie et du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique. Et piloté par trois personnalités que l'on ne peut guère soupçonner d'amateurisme : MM. Georges Chacornac, ancien membre du cabinet de M. Fauroux au ministère de l'Industrie et auteur, l'an dernier, d'un rapport remarqué sur l'adaptation des formations supérieures à l'emploi ; M. Bernard Decamps, président du Haut Comité éducation-économie, et dont le rapport, en 1989, sur les formations d'ingénieurs a conduit à la création de nouvelles formations d'ingénieurs, notamment par la voie de la formation continue ; enfin M. Christian Vuillier, directeur de l'enseignement à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, par ailleurs, à ce titre, d'institution comme HEC, l'Ecole supérieure de commerce de Paris ou l'EAP, et dont l'autorité est indéniable dans tout le réseau du haut enseignement commercial consulaire.

Un peu paradoxal de se pencher, aujourd'hui, sur le sort des formations supérieures à la gestion. N'ont-elles pas connu depuis une trentaine d'années une croissance spectaculaire ? Leur fleuron le plus prestigieux, HEC, n'est-il pas entré dans le cercle magique des institutions qui, comme Polytechnique, l'Ecole normale supérieure ou l'Ecole nationale d'administration, garantissent les carrières les plus brillantes aux meilleurs élèves d'une génération ? Le développement des activités tertiaires, financières et de service de l'économie française et internationale ne leur assure-t-il pas un avenir confortable, voire triomphal ?

Une maîtrise professionnelle de gestion

Cette « nébuleuse de diplômes, sans cohérence institutionnelle », qui place la France dans une situation « atypique et préoccupante » par rapport à ses voisins européens, rend extrêmement délicate l'analyse de la situation. « Suivant les définitions retenues, le nombre annuel des diplômés à bac + 4 destinés à occuper un emploi de gestion ou susceptible d'y prétendre varie du simple au triple », souligne le rapport. Dans l'acception étroite, voire restrictive, le nombre de diplômés spécialement préparés à ces emplois est de l'ordre de 11 000 par an (dont la moitié venant des grandes écoles, un millier des instituts d'études politiques, plus de 2 000 des MSG et MST, et autant des DESS).

Si l'on y ajoute les formations universitaires longues spécialisées (maîtrise de sciences économiques ou de droit des affaires), le flux annuel monte à environ 16 000 diplômés. Les quelque 5 000 recrutements précoces d'ingénieurs portan-



tent le total à 21 000. Enfin, si l'on englobe de façon extensive les titulaires de maîtrises de droit ou d'économie, réputées non spécialisées, l'on atteint un flux total de l'ordre de 30 000 diplômés chaque année. Mais avec des disparités de profil, de formation et plus encore de prestige qui compliquent sérieusement la réponse aux besoins des entreprises.

Car c'est bien le problème. Privilegeant les diplômés les plus huppés et les mieux reconnus, notamment ceux des grandes écoles de com-

merce, les responsables des grandes entreprises peinent en priorité dans le vivier étroit et se plaignent d'une pénurie très coûteuse. Le salaire d'embauche des diplômés des grandes écoles, qui a augmenté d'environ 25 % en francs constants en moyenne au cours des dix dernières années, est là pour l'attester. Quant aux patrons de PME, ils rechignent, pour des raisons financières autant que culturelles, à embaucher des lauréats des grandes écoles et ne trouvent guère les cadres polyvalents et plus modestes

qu'ils recherchent. « Or cette rareté, souligne le rapport, n'a ni l'ampleur ni les caractères qu'on lui prête. » Certes, il convient de faire face, à échéance de dix ans, « au doublement prévisible des flux annuels de diplômés de l'enseignement supérieur long » capables de fournir les 400 000 nouveaux cadres de gestion dont les entreprises auront besoin à l'horizon de l'an 2000. Et cette demande implique un sérieux accroissement de la capacité d'accueil des écoles et des filières universitaires spécialisées. Mais pour MM. Chacornac, Decamps et Vuillier, ce défi quantitatif, déjà pris en compte par les filières de formation, n'est pas l'essentiel. A leurs yeux, « la pénurie dont souffre le système français de formations supérieures aux métiers de la gestion est moins une pénurie de capacité qu'une pénurie d'adaptation. Le fait générateur de la rareté des « bonnes formations » n'est pas le sous-dimensionnement du système éducatif considéré dans l'ensemble de ses composantes (écoles et universités). C'est la sous-professionnalisation d'une fraction majoritaire des formations offertes ». Autrement dit, « l'engouement spéculatif » pour une petite partie des diplômés, notamment ceux des écoles, résulte pour une bonne part de la reconnaissance médiocre, sur le marché de l'emploi, d'une grande partie des diplômés, en particulier ceux de l'Université.

Remédier à ce dysfonctionnement suppose, pour les rapporteurs, « une refonte » des formations universitaires afin de mieux les adapter aux besoins des entreprises. Et ils distinguent trois profils. Celui, tout d'abord, du gestionnaire « polyvalent » recherché par les PME.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 16

Un théoricien au charbon

Gérard Malgaive, chargé de la formation des responsables d'IUFM, a mené une expérience décapante : prof de physique pendant un an

RARES sont les théoriciens qui, atteignant la cinquantaine, vont tâter le terrain pour éprouver leurs principes. M. Gérard Malgaive, responsable du Centre de formation des formateurs du Centre national des arts et métiers (CNAM), s'est vu confier une mission délicate par le ministère de l'éducation nationale : organiser la formation des responsables des fameux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), qui doivent accueillir à partir de la rentrée prochaine tous les candidats aux métiers de l'enseignement.

Chercheur en sciences de l'éducation et spécialiste de la formation professionnelle des adultes, il hésite. La culture du milieu ensei-

gnant ne lui est pas familière. Il décide donc d'aller enseigner la physique à une classe de troisième pour mieux connaître les réalités du métier. « Déontologiquement et intellectuellement, je ne pouvais pas organiser la formation de ceux qui vont former les futurs maîtres sans savoir moi-même ce qu'est cette pratique », explique Gérard Malgaive.

En septembre 1990, il entre pour la première fois dans une classe de troisième, dite « faible », d'un lycée parisien. Avec des émotions de débutant. « Sans être véritablement angoissé, j'étais très préoccupé. Comme je n'ai jamais enseigné de ma vie et que le n'ai pas d'enfant, je ne savais pas quelle attitude adopter devant cette bande de gamins. » La « fermeté chaleureuse » lui semble être un bon compromis.

Première mesure pour éveiller les enfants à la science : abandonner le manuel, trop déprimant. « Pour les intéresser, j'étais prêt à leur raconter des histoires, à montrer comment la science parle des choses réelles », raconte-t-il. Devant cette liberté rare qui leur est offerte, les « gamins » prennent l'habitude de discuter entre eux, « font tout sauf des sciences, à mon grand regret ». L'anarchie guette. Les collègues ricangent. Le « brevet blanc » met un point final à l'expérience : « Les notes ont été catastrophiques. C'était inadmissible, puisque l'épreuve de physique avait déjà été

préparée en classe. A ce moment, j'ai décidé de « rattraper » la classe. D'abord en écrivant un cours au tableau et en notant les élèves de façon plus sévère. » Mais, à l'approche du dernier conseil de classe de l'année, Gérard Malgaive constate son échec : « Je dois avouer que je n'ai pas réussi à les intéresser. »

« Tout cela s'apprend »

Mais cette déstabilisation le conforte dans son idée de départ. La formation professionnelle des enseignants doit partir, comme c'est le cas pour des formations technologiques, des expériences concrètes, faire alterner séquences de travail de groupe et stages dans les classes. C'est devenu pour lui une certitude. « Il faut imaginer la panique que doit éprouver un jeune certifié, titulaire d'une maîtrise de physique, se disant, face aux gamins : « Quel rapport y a-t-il entre ce que je viens d'apprendre et ce que je dois leur enseigner ? » Lui qui s'est improvisé professeur aurait aimé faire part à des collègues de ses interrogations. « Il ne faut pas laisser les enseignants seuls devant leurs difficultés quotidiennes, en se contentant des hasards heureux qui font que certains professeurs sont naturellement captivants, pédagogues, équilibrés... Tout cela s'apprend. »

Pendant cette même période, à l'autre bout de la chaîne, Gérard

Malgaive tente de faire passer le message aux futurs responsables d'IUFM. Mais les stagiaires, eux-mêmes anciens enseignants, ne l'ont pas entendu de cette oreille.

« Les idées développées dans mon premier séminaire ont aussitôt provoqué un tollé que j'ai mis trois jours à calmer, raconte-t-il. J'ai eu beau sortir la théorie, citer d'éminents sociologues faire venir un collègue du centre de formation des formateurs du CNAM, ils n'ont pas été convaincus. »

« Je sais à présent que l'idée même de professionnalisation est antinomique avec la manière dont les enseignants se perçoivent. Ils n'ont pas l'impression d'exercer un « métier », mais plutôt de faire don de leur culture pour élever le niveau de ceux qu'ils doivent cultiver. » Une logique de l'infiniment plus haut, plus loin... du terrain.

VALÉRIE COLLET
(Zélig)

10 000 ou 30 000 diplômés par an ?

S'il obéissait, à l'origine, à de subtils équilibres diplomatiques, cet assemblage de compétences et d'expériences n'apparaît pas inutile, aujourd'hui, tant le paysage et l'évolution des formations supérieures à la gestion se révèlent complexes et aléatoires. Car c'est le premier constat dressé par le rapport : « Dispersé et foisonnant, le développement de ces formations n'est pas à l'échelle des besoins et à la mesure des attentes des entreprises. Mal connue, parfois mal reconnue, l'offre de diplômés, de titre, de certificats demeure illisible pour nos voisins de la CEE et même pour le marché national. » Bref, ces formations ont connu une « croissance anarchique ».

Il est vrai que l'inventaire laisse révéler. Formations courtes (BTS ou DUT en deux ou trois ans après le baccalauréat) ou formations longues en quatre ou cinq ans, grandes écoles principalement consulaires et filières universitaires, maîtrises spécialisées de sciences de gestion (MSG) ou maîtrises de sciences économiques portant la mention économie de l'entreprise, instituts d'administration des entreprises, DESS (3^e cycle) de sciences écono-

Films X

S'il y a bien une chose que l'on n'enseigne pas à Polytechnique, c'est l'art et la manière de se dévoiler en public. Comme une trentaine de leurs camarades avant eux, huit élèves de la prestigieuse école en ont fait l'expérience, parfois rude, samedi 1^{er} juin, dans un studio parisien de la société TV31.

Ils étaient pourtant volontaires pour participer à cette journée intensive d'entraînement à la communication. Mais lorsqu'on est polytechnicien, bardi d'assurance et de concours, portant son intelligence en bandoulière et nourri depuis si longtemps du sentiment d'appartenir à l'élite de la nation, il est plutôt agaçant de devoir tomber l'uniforme pour se soumettre, devant trois caméras et quelques micros, à des exercices sans pitié : présentation personnelle en deux minutes, simulation d'entretien d'embauche, exposé en une minute de sa passion dominante etc.

Car les commentaires pleuvent plus dru que lors d'un oral de concours. Une queue de cheval qui pendouille, des chaussettes qui partent en quenouille ou un pantalon qui godaillie, une voix pâteuse ou une intonation un peu cassante, un enthousiasme factice ou une tirade trop bien apprise : rien n'échappe à Marc Gilles, l'animateur, qui multiplie questions indiscrètes et notations sans appel. Au point de lâcher, devant un dérive de l'X décidément sourd aux allusions plus diplomatiques : « Vous ne trouvez pas que vous êtes si gauche ? » Et d'ajouter, paternel, comme pour adoucir un peu le jeu de massacre : « Ne cherchez pas à composer un personnage. Vous n'en avez ni l'âge ni l'emploi. Soyez vous-mêmes. C'est le plus sûr moyen de captiver les interlocuteurs les plus réfractaires. »

Il faut bien cela pour percer les carapaces. Dix ans d'équations préparent mal aux jeux de la séduction et du hasard. Olivier Cardon, qui a pris l'initiative d'organiser ces séances de media training et s'est démené pour trouver des entreprises intéressées par l'expérience (l'UAP et Gaz de France), le reconnaît volontiers. « La communication a une image assez déformée à Polytechnique. Pour beaucoup d'élèves, c'est une affaire de beaux parleurs, ou même de baratiniers. »

La plupart l'admettent, pourtant, mezza voce : ils sont venus parce qu'ils ont « la pétache devant un micro. On sait bien en réalité que la communication sera un atout nécessaire dans notre vie professionnelle. Il faut au moins que nous connaissions nos défauts pour pouvoir les corriger ». Sérieux, studieux et organisés. les X. Même devant une caméra !

G. C.

IRLANDE AVEC JUMBO

3220 F.*

pour un séjour de 10 jours (breakfast inclus) pour 2 personnes

Lyon: 78.37.15.89

Bourges: 48.70.27.36

Et toutes agences de voyages.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence

Ingénierat en Informatique

option Electronique et Informatique Industrielle

option Génie Informatique

12 mois de formation ouverte aux maîtres scientifiques et diplômés équivalents ayant ou non une expérience professionnelle.

- Formation de spécialité pré-professionnelle : avec des compléments scientifiques et techniques importants, associés à des contacts entreprises multiples : stages, projet industriel.

- Formation générale d'ingénieurs : langue, communication, connaissance de l'entreprise, méthodologie.

- Retenue : 16 septembre 1991.

Ecrire ou téléphoner : **ISMEA**

IMT - Technopôle du Château-Gombert 13451 MARSEILLE CEDEX 13

Tél. : 91.05.44.37.

PARIS-DUELAN

1290 F.*

pour un séjour de 10 jours (breakfast inclus) pour 2 personnes

3615 CHARTER

Tours: 47.66.52.58

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

ALLEMAGNE. Le département d'études germaniques de l'université Paris-VIII vient de mettre sur pied une nouvelle formation doctorale (DEA d'études germaniques) consacrée notamment aux questions d'intégration des deux États allemands après la réunification et aux crises de l'identité nationale allemande.

► Renseignements : université Paris-VIII, Saint-Denis département d'études germaniques. Tél. : (1) 49-40-70-71.

APPRENTISSAGE. Dépendant de l'Institut de gestion sociale (IGS), le Centre intégré de formation et de développement (CIFOD), qui a été inauguré le 4 juin, accueillera pour des formations au management, commerce, distribution, bureautique et micro-informatique, mille deux cents élèves dont une centaine d'étrangers. Le CIFOD a pour ambition de rassembler sur le même campus - avec des possibilités de passerelles d'une formation à l'autre - des jeunes préparant des diplômes allant du niveau bac-2 (CAP, BEP) à des niveaux bac+6 (diplômes de troisième cycle et MBA). Priorité devrait être donnée aux formations par alternance, à l'apprentissage (quatre cents stagiaires auront le statut d'apprenti) et au partenariat avec les entreprises.

► Rens. : CIFOD, 25, rue François-1^{er}, 75008-Paris.

COMITÉ SCIENTIFIQUE. Le comité scientifique, créé en 1989 auprès du ministre de l'éducation nationale et présidé par M. Jean-Marie Lehn, a tenu du 7 au 9 juin sa quatrième session et examiné plusieurs aspects de la politique de recherche universitaire. Il a notamment réitéré son souhait de voir se développer des « écoles doctorales », y compris par regroupement de DEA (2^e cycle) de différents domaines pour favoriser les professeurs d'université « actifs en recherche », il a recommandé la réduction de leurs obligations d'enseignement magistral à trois heures par semaine.

ÉLUS ÉTUDIANTS. L'UNEF-Indépendante et démocratique s'est

maintenue largement en tête aux dernières élections des représentants étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), organisme paritaire consultatif, chargé des questions de gestion et de structures pédagogiques. Selon les résultats de ce scrutin, l'UNEF-ID obtiendrait 32 % des suffrages (soit 4 sièges), la FAGE (corpos) 21 % (2 sièges), tandis que l'UNEF (proche du PC) et l'UNI seraient à égalité avec 18 % (2 sièges). Le CELF (Cercle des étudiants libéraux de France), avec 4 %, obtiendrait le dernier siège.

Les récentes élections au Conseil national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), le 23 mai dernier, accentuent ces évolutions. La CELF, avec 3,2 % des voix, perd son siège. La FAGE dans le même temps en gagne 1 avec 20,1 % et deux élus. L'UNEF-ID, toujours en tête avec 28,6 % des voix, accuse dans ce scrutin un net recul de 9 points et perd 1 des 3 sièges qu'elle occupait. L'UNEF enregistre une progression avec 26 % des suffrages et 2 élus. Tandis que l'UNI reste stable avec 22,7 % des suffrages et 2 sièges.

EUROPE. Les Instituts nationaux des sciences appliquées (Lyon, Rennes, Rouen et Toulouse) ont décidé de développer un premier cycle européen, baptisé « Eurinsa ». Celui-ci sera effectif dès la rentrée 1991 à Lyon et accueillera des étudiants aussi bien français qu'étrangers. Les élèves issus du premier cycle pourront rejoindre la première année du cycle ingénieur dans un des INSA ou intégrer l'une des formations en ingénierie des établissements européens.

FORMATION CONTINUE. A l'occasion du vingtième anniversaire de la loi 1971, aura lieu, les 19 et 20 juin à Grenoble, un colloque consacré à « Vingt Ans de formation continue universitaire ». Ce colloque s'adresse non seulement aux universitaires, mais aussi aux entreprises, aux régions, aux administrations et aux universités étrangères.

► Rens. : GUIDEP. Tél. : 76-43-03-84.

Nouvelle-Calédonie : les mirages du bac pro

Le territoire doit concilier deux impératifs : la hausse des qualifications et leur adaptation aux réalités économiques, culturelles et sociales

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

EFFECTUANT, sans le savoir, son dernier voyage officiel en Nouvelle-Calédonie fin avril, l'ancien secrétaire d'État à l'Enseignement technique, M. Robert Chapuis, s'est trouvé confronté à un cas d'espèce peu banal au lycée polyvalent Jules-Garnier de Nouméa. Un élève de seconde lui a fait part de son mécontentement : le conseil de classe l'avait orienté, contre son gré, en classe de seconde technique alors qu'il souhaitait fermement aller... en brevet d'enseignement professionnel (BEP).

Le monde à l'envers. « On vous donne la chance de pouvoir obtenir à terme un baccalauréat technologique, une qualification plus élevée. S'est écrit le ministre, et vous souhaitez vous engager dans la filière professionnelle pour obtenir un diplôme de niveau moindre ! » L'élève eut beau élever ses notes, « déstabilisées » à ses yeux, et surtout sa volonté d'obtenir d'abord un BEP, « moins aléatoire et plus payant envers les entreprises », le plus haut représentant métropolitain des bacs professionnels et technologiques n'en démordit pas.

L'anecdote illustre la situation qui caractérise aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie en matière de formation (le Monde du 16 mai). Tout se passe comme si le territoire était sommé, au plus vite, de « tirer vers le haut » les qualifications en vue de l'échéance de 1998 (date du scrutin de l'autodétermination fixé par les accords de Matignon en août 1988).

D'où quelques tiraillements. Quand certains estiment qu'il est « illusoire » de lier la formation à l'emploi et préconisent un « modèle de pilotage » complété par des stages complémentaires d'initiative locale (vision ministérielle), d'autres évoquent la nécessité d'adapter

au mieux la formation initiale à l'emploi et aux réalités culturelles et sociales, quitte à prendre son temps (vision majoritaire en brousse).

Bien sûr, le vice-rectorat et le haut commissariat, les deux relais de l'Etat, se sont donné quelques atouts pour assurer, à terme, le développement de l'enseignement technique et professionnel dans le territoire.

Un comité éducation-économie, réunissant agents économiques et responsables éducatifs, avait été mis sur pied en juillet 1989 et un corps de quatorze conseillers a été créé en octobre 1990.

En outre, depuis 1988, la chambre des métiers et la chambre de commerce et d'industrie ont développé les formations par l'apprentissage. Empiriquement, une carte des formations a été établie pour définir les besoins : demande de formations en alternance dans le bâtiment et travaux publics (BTP), création de deux baccalauréats professionnels, maintenance industrielle et hôtellerie, développement des formations à l'encadrement pour les techniciens supérieurs, etc.

La structure originale des ALEP

Le comité éducation-économie a très vite mis le doigt sur les faiblesses du système : manque d'ouvriers de haut niveau (bacs technologiques), forte demande en niveau IV (baccalauréat) et inflation de bac G (tertiaire). Cependant, l'analyse ne peut pas faire abstraction d'une réalité : la Nouvelle-Calédonie vit toujours à deux vitesses. Si, sur Nouméa, le développement des nouvelles filières s'opère plutôt bien - mise en place accélérée de BEP renoués, ouverture de quatrièmes technologiques en 1989, lancement de quatre bacs professionnels en deux ans, ouverture de sections de techniciens supérieurs, la question du développement en brousse reste préoccupante.

Il y a dix ans, une structure originale d'annexe délocalisée de lycée d'enseignement professionnel (ALEP) avait été créée pour répondre aux besoins en formation de basse qualification.

Elle permettait aussi aux enfants en échec scolaire (essentiellement mélanésiens) d'accéder en quatre ans au CAP. Quatre « CAP au développement », à contenu pédagogique pluridisciplinaire, avaient été mis sur pied : activité familiale et artisanale, tourisme, construction et équipement du bâtiment, fabrication et équipement mécaniques.

Aujourd'hui, les ALEP représentent près d'un tiers de l'ensemble des effectifs de l'enseignement technique et professionnel. Bien que contestées par certaines formations politiques indépendantistes, elles semblent avoir joué un rôle social non négligeable.

Mais, à l'heure des bacs professionnels métropolitains, certains voudraient profiter de la récente suppression des classes de fin d'études dans le territoire (vingt ans après la métropole) pour balayer ces structures jugées « obsolètes » et passer ainsi « à la vitesse supérieure ».

Ce n'est pas l'avis de tous. « N'allons pas trop vite, prévient M. François Roubaud, proviseur du lycée expérimental de la province nord et des îles, et responsable, à ce titre, de huit ALEP.

En brousse, un CAP d'ajusteur-fraiseur ne sert à rien et oblige l'élève à chercher du travail dans le Sud. Ne faut-il pas plutôt conserver une formation polyvalente, moins pointue que les CAP traditionnels, mais qui réponde effectivement aux réalités économiques des villages de brousse, qui cherchent à conserver les jeunes parce qu'ils sont utiles à la tribu ? »

Alors que les autorités académiques s'interrogent sur le bien-fondé des ALEP, il est intéressant de noter que les autorités locales fidéliennes, confrontées à la ruralité d'une partie de la population, souhaitent la coopération calédonienne pour la mise en place à Fidji d'une structure de ce type.

Deux poids deux mesures

L'instauration d'une nouvelle répartition des compétences de gestion entre le territoire et les provinces n'a fait qu'aggraver le sentiment qu'il existe parfois deux poids deux mesures. Alors qu'il n'aura pas fallu plus de deux ans pour construire ex nihilo, à Nouméa, un lycée professionnel en annexe au lycée Jules-Garnier et un an pour procurer au lycée Laprousse des salles de chimie, les parents, enseignants et élèves de l'île d'Ouvéa ont dû dépenser beaucoup d'énergie pour construire... de leurs mains en pleine brousse deux cases pour équiper l'ALEP de Lékine.

Et encore a-t-on sollicité pour cette réalisation la bienveillance d'une main haute placée pour débiter en extrêmes des crédits d'équipement sur un autre budget.

Sans compter quelques situations particulières parfois rocambolesques. Le lycée professionnel expérimental du Nord et des îles, qui regroupe huit ALEP, s'est ainsi vu confier la gestion de six cent cinquante élèves et de plus de soixante-quinze enseignants, répartis sur un rectangle de 400 kilomètres.

tres de long et 100 kilomètres de large, à l'intérieur duquel il faut parfois au courrier plus de quinze jours pour circuler. Le proviseur, qui doit jongler d'un site à l'autre, attend toujours la construction d'un lycée de quatre cents élèves, dont l'édification en province nord avait été décrétée « urgente » en 1989 afin d'enrayer l'exode vers le Sud. Les problèmes fonciers coutumiers et politiques de rigueur une fois résolus, le lycée devrait voir le jour en 1993.

Même à Nouméa, les disparités sont éclatantes. Quand les élèves du lycée Jules-Garnier ont à leur disposition deux machines à commande numérique (aucune entreprise sur le territoire n'en est actuellement dotée), les enseignants du LEP Péro-Artiti en sont réduits, dans certaines matières comme la maçonnerie, à faire travailler plusieurs élèves, par roulement, sur le même poste.

Sans compter, pour ce lycée, d'importants retards de mise en conformité en matière de sécurité.

Reste que, pour jouer le jeu, « l'Etat, le territoire et les provinces ne peuvent suffire », confie le proviseur. Or, rappelle-t-il, la Nouvelle-Calédonie, « les entreprises ne sont même pas soumises à la taxe d'apprentissage ».

JEAN-MICHEL DUMAY

Les « entretiens de Bichat » de la FEN

Considérant, qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même et qu'il faut à tout prix combattre les idées reçues, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a décidé de montrer elle-même les initiatives prises par les enseignants, sur le terrain, « pour modifier en profondeur le système éducatif français ». Elle a donc organisé les 4 et 5 juin à la Cité des sciences à La Villette à Paris une exposition et un colloque intitulés « Vivre à l'école », afin de prouver par a+b que l'éducation nationale sait être « innovante, dynamique, inventive, performante ».

Décidé ex abrupto peu de temps après la dernière congrès de la FEN, en février à Clermont-Ferrand, ce colloque « vitrine » répondait également à une interrogation des dirigeants de la Fédération sur leurs propres modes d'action syndicale. « C'est indéniable », confie M. Yannick Simbron, alors secrétaire général de la FEN, « notre bouillotte souffre d'un important problème de communication ». D'où l'idée de ces quelques stands où étaient exposées des réalisations originales et de ces tables rondes organisées autour de quatre thèmes (cadre de vie : école, lieu de vie et de dialogue ; ergonomie des établissements ; réussite et qualification) destinées à l'avenir. Si les dirigeants syndicaux leur prêtent vie, ces rencontres pourraient à l'avenir se transformer en « entretiens de Bichat » de l'éducation.

Environ mille participants, enseignants, responsables de collectivités territoriales, d'associations scolaires et périscolaires ont ainsi pu juger sur pièces près de cent cinquante réalisations : réhabilitation de vieilles écoles dans le Gard ou en Savoie ; projets d'action éducative en lycée professionnel ; aménagements spécifiques de l'accueil des deux ans en maternelle ; travaux sur l'environnement, l'eau, l'éducation à la santé, etc.

Seul point noir pour l'opération « médiatique ». Les organisateurs avaient oublié que le 5 juin était le jour des premières épreuves du baccalauréat et que, ce jour-là, les sujets de philosophie monopolisaient l'attention.

J.-M. DY.

Collège sous haute tension

Les professeurs d'un collège de Bobigny se mettent en grève contre leurs propres élèves

DES conditions de travail intolérables, des structures scolaires inadéquates, des moyens insuffisants, la violence et l'agressivité quotidiennes, bref, un « climat insupportable » pour les professeurs du collège République de Bobigny (Seine-Saint-Denis), la coupe est pleine. Cinquante d'entre eux se sont mis en grève, lundi 10 juin, et ils occupent les locaux de l'établissement.

Comme les lycéens, il n'y a pas si longtemps, ces enseignants expérimentés expriment leur « ras-le-bol » devant

une situation qu'ils ne maîtrisent plus. Ils réclament, en vain, des surveillants et des moyens supplémentaires, le classement de ce collège de mille élèves en zone d'éducation prioritaire (ZEP) et l'accélération des travaux de réaménagement des locaux.

Les difficultés ne sont pas récentes dans ce collège construit il y a vingt ans, où l'échec scolaire, selon les professeurs, frappe près de 40 % des élèves. Depuis plusieurs années, l'établissement enregistre une rotation inquiétante de son personnel enseignant et de surveillance. Une tren-

taine de personnes sont, actuellement, en attente d'une mutation. Et l'arrivée, en septembre 1990, d'un nouveau principal, jusque-là directeur d'une tranquille école normale d'instituteurs de province, n'a sans doute pas arrangé les choses.

La situation a nettement empiré depuis la dernière rentrée. La description de M. Pastoukoff, enseignant, est apocalyptique : « Les couloirs ne sont que hurlements, raconte-t-elle. Les élèves se frappent entre eux, ils lancent des coups de pied dans les portes, ils nous crochent dessus. Et l'exclusion définitive de sept élèves, en décembre, n'a pas calmé le jeu ».

date des vacances scolaires. « Les élèves sont ravis, ils nous ont bien eus », constate avec amertume une enseignante résignée à ce moyen d'action assez paradoxal dans un collège miné par l'absentéisme des élèves. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) soutient le mouvement des enseignants du collège. Quant aux « parents de base », ils ne semblent pas, pour l'instant, s'être exprimés sur cette grève peu ordinaire qui oppose, finalement, des enseignants à leurs propres élèves. « De toute façon, ici, les parents, on ne les voit pas », justifie une enseignante.

La FCPE et le personnel du collège doivent décider ensemble des suites à donner au mouvement.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

Parents et élèves face aux profs

L'incident survenu le 3 juin a été la goutte d'eau fatale, comme le souligne M. Jean Lefort, professeur d'histoire-géographie. Parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec les décisions prises à leur égard par le conseil de classe, quatre élèves se sont, selon les enseignants, livrés à une détérioration minutieuse de la salle des professeurs. C'est d'ailleurs un fait nouveau et qui inquiète les enseignants : les élèves sont de plus en plus nombreux à contester violemment l'orientation ou le redoublement qui leur sont proposés. Et les parents, visiblement, ont leur part dans ce climat d'agressivité, devenu le « pain quotidien » des enseignants du collège République.

En grève reconductible depuis lundi, l'ensemble du personnel réclame des mesures concrètes et urgentes. L'établissement, martèlent les enseignants, doit « sortir du ghetto » dans lequel il est enfermé. Pour M. Norbert Russo, délégué du personnel au conseil d'administration depuis vingt ans et professeur de mathématiques, la grève pourrait durer jusqu'au 6 juillet,

UN DEA D'ÉTUDES EUROPÉENNES A L'UNIVERSITÉ PARIS-VIII

Directeur : Bernard CASSEN

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de langues et civilisations étrangères, économie, droit, science politique, sociologie, lettres, arts, philosophie, et vous avez une bonne connaissance de deux langues étrangères.

Le DEA Mutation des sociétés et cultures en Europe sera le cadre de vos recherches historiques et contemporaines sur les évolutions dans la vie intellectuelle, l'histoire des idées, les courants esthétiques, la formation, le cadre de vie, les relations du travail, la place de la science et de la technologie, la communication, l'audiovisuel, la participation des citoyens, etc.

Réunion d'information avec les candidats : JEUDI 27 JUIN à 14 h 30, salle C 336.

Candidatures et informations : Mireille AZZOUZ ou Bernard CASSEN, Études européennes. Tél. : 49-40-66-69 ou 49-40-66-70.

Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex.

ETUDES EN SUISSE

● Baccalauréat français, séries A, B, C, D
● Maturité suisse ● Informatique ● Traitement de texte ● Diplômes de commerce, secrétariat, secrétaire de direction ● Cours d'anglais tous niveaux ● Cours de français pour étrangers ● Aussi en internet

Ecole Lemania Lausanne

● Cours de vacances fin juin - septembre

Ecole Mémorial - 3, ch. de Prilly - CH 1001 Lausanne
Tél. 16-41/21/20 15 01 - Fax 16-41/21/21 67 00 - Téléc 420 070

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES EN UNIVERSITE USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus \$ 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre. 47.22.94.94 ou 47.45.09.19.

مكتبة الزمزم

**Pourquoi
notre curio-
sité est telle
qu'elle ne
connaît pas
de frontières.**



Il existe sur notre planète une multitude de tâches et de problèmes dont on ne peut venir à bout que grâce aux secteurs technologiques-clés.

Cela tient peut-être au fait que la curiosité est un trait de la nature humaine.

Cela tient peut-être au fait que nos expériences de collaboration avec diverses entreprises d'Europe et du monde entier nous insufflent des idées encore meilleures.

Cela tient peut-être au fait que nos travaux dans l'aéronautique, l'astronautique, les techniques d'armement et de propulsion nous font aborder pratiquement tous les domaines de la science.

Quel que soit le moteur de nos pensées ou de nos actes, au bout du compte, la seule chose qui nous intéresse, c'est de trouver des produits qui nous aident sur cette terre, à venir à bout d'une multitude de tâches et de problèmes, à notre manière: avec des technologies avancées.

Venez nous rendre visite à l'Aérosalon Paris - Le Bourget.



Deutsche Aerospace

Une entreprise du Groupe Daimler-Benz.

Deutsche Aerospace AG, Relations Publiques, B.P. 44 0320, D-8000 Munich 44

ARTS • SPECTACLES

Duras Song

C'ÉTAIT il y a quelques mois. *India Song* ressortait. Des souvenirs revenaient. Des souvenirs qui ne nous appartenaient pas, mais que l'on s'était appropriés parce qu'ils étaient devenus des images. Un piano à queue dans une grande salle de bal vide, une femme en noir avec les épaules nues. Des voix aussi revenaient, parlant à côté de leur bouche, et c'était beau. Pourquoi alors ne pas aller visiter Marguerite Duras, lui demander de parler d'*India Song*, de son cinéma si farouchement marié à sa littérature, et lié aussi amoureuxment à son théâtre, de parler un peu de tous ces ponts, gués, passerelles, passages qu'elle ne cesse de jeter entre elle et elle ?

Marguerite nous a reçus tout près de l'impasse des Deux-Anges et nous a offert de la grenadine. Beaucoup de douceur apparente, et quelques colères, parfois feintes, toujours très productives. Ce qui fut tout de suite très clair, c'est qu'elle avait envie de dire, presque autant que nous avions envie d'entendre. Cette conjonction délicate d'attention et de curiosité mutuelle s'appelle une conversation. Voilà, ce fut cela, beaucoup mieux qu'une interview, une conversation.

Et l'on parla évidemment de *l'Amant*. Son roman. Couvert d'honneurs et de lecteurs. Aimé. Quoi de plus naturel, elle avait projeté de l'adapter au cinéma. Elle écrivit donc un scénario. Mais ce n'est pas ce scénario-là qui sert de trame à *l'Amant*, la superproduction que Jean-Jacques Annaud achève de tourner en studio à Paris après plusieurs mois de prises de vue en extérieurs au Vietnam... Cela aurait pu déboucher sur de vaines et médiocres disputes. Heureusement, non. Il y aura bientôt un film d'Annaud, et il y a un nouveau livre de Duras, *l'Amant de la Chine du Nord*, qui sort en librairie le 13 juin. La dépossession de quelque chose, ou plutôt de quelqu'un, Annaud a permis à Duras de repartir aux boucles du Mékong, de recommencer à écrire un roman, un nouvel *Amant*... Tout cela et plusieurs autres choses sont dans la conversation. (Lire pages 18 et 19).

DANIEL HEYMANN



Les nouvelles salles conçues par Antoine Stinco.

GASTON BERGERET

L'INAUGURATION DU NOUVEAU JEU DE PAUME

Croisière vers l'Ouest

COUP de vent à l'Ouest, le nouveau Jeu de paume vient renforcer l'Armada qui se met en place le long de la Seine. Après le Musée d'Orsay, amarré près de la passerelle de Solferino, après le Grand Louvre et sa pyramide, le petit bâtiment vient tirer la flotte vers l'art contemporain. Désormais le piéton pourra tout naturellement circuler à travers l'histoire de l'art, de l'Égypte ancienne à l'impressionnisme, et pousser son exploration jusqu'à la création contemporaine. Dans quelques années, sa promenade sera d'autant plus agréable qu'il cheminera à travers les parterres et les bosquets du jardin des Tuileries redessiné.

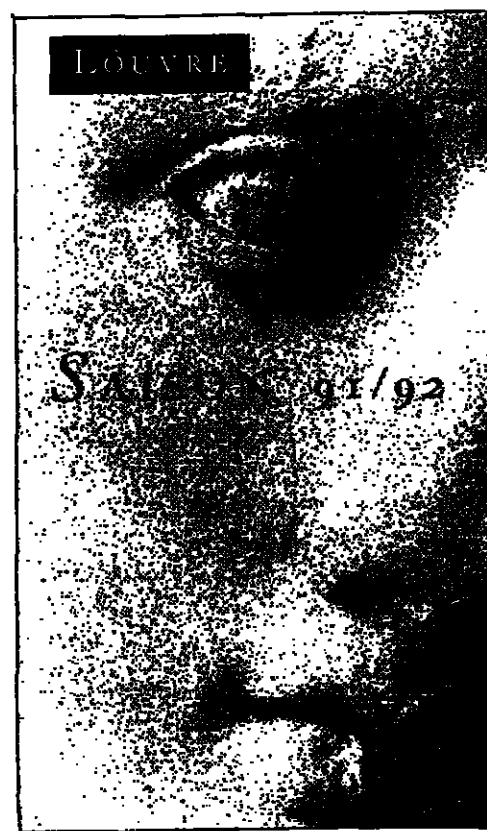
Le Jeu de paume remodelé est en effet devenu un

espace d'expositions temporaires voué aux trente dernières années. Le projet, né au temps de la cohabitation, est désormais achevé. Ainsi l'ancien « hall » de sport, qui hébergeait naguère Manet, Monet, Cézanne et leurs amis, retrouve sa vocation d'avant 1939 : présenter l'art vivant. Les nouvelles salles seront inaugurées par le président de la République lundi 17 juin et ouvertes au public le 20, avec les dernières œuvres de Jean Dubuffet.

Le Grand Palais devrait profiter de cette dynamique pour chasser ses derniers squatters et récupérer la totalité de sa surface pour les grandes manifestations culturelles, sa destination première. A l'Ouest encore, toujours le long de la Seine, Chaillot aimerait bien se

transformer en « colline inspirée ». Sur ses flancs, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris est désormais un pôle avec lequel il faut compter. Son voisin, le Palais de Tokyo, se consacre à la photo et au cinéma. A souffler dans la même direction, le vent ne risque-t-il pas de jouer un mauvais tour au paquebot encastré à Beaubourg ? Il faudrait une jolie brise pour relancer les galeries contemporaines du Centre Pompidou, qui ont une vocation analogue et la même capacité d'accueil que le Jeu de paume. (Lire notre dossier pages 20 à 22.)

GENEVIÈVE BREERETTE
et EMMANUEL DE ROUX



ALLEMAGNE
LES DEUX

RENCONTRE

MARGUERITE DURAS PARLE

« Vous faites une différence »



Marguerite Duras.

Aucun auteur n'a, comme Marguerite Duras, à la fois écrit des romans, des pièces, des scénarios, été adapté au théâtre et au cinéma, mis en scène lui-même pour la scène ou pour l'écran. Un mouvement incessant depuis *Barrage contre le Pacifique* en 1950, le scénario d'*Hiroshima mon amour* en 1958 et sa première réalisation, *la Musica*, en 1966. Au moment où Jean-Jacques Annaud achève le tournage de *l'Amant* et où elle publie une nouvelle version de son prix Goncourt, *l'Amant de la Chine du Nord* (Gallimard), Marguerite Duras parle d'écriture, de cinéma, de spectacle, et d'autres choses encore, en prenant « la grande autoroute de la parole... [sans s'] attarder sur rien en particulier... sans partir d'un point donné de connaissance ou d'ignorance... [pour] arriver au hasard, dans la cohue des paroles », comme elle le souhaitait dans *la Vie matérielle*.

« Quels souvenirs gardez-vous de l'adaptation au cinéma de vos romans par d'autres cinéastes, *Barrage contre le Pacifique* par René Clément, *Moderato Cantabile* par Peter Brook ?

— Le film de Clément était comme un journal, ça avait la couleur des journaux. C'était bien raconté, les événements étaient tous présents, à l'heure, mais l'écriture avait disparu. Et rien ne pouvait la remplacer. Quant à *Moderato Cantabile*, j'ai horreur de ce film dégoûtant. Peter Brook s'est trompé de sujet. Je n'aime presque rien de ce que les autres font avec mes livres, au cinéma ou au théâtre. Sauf Claude Régy.

— Vous n'avez pas aimé non plus l'adaptation cinématographique réalisée par Peter Handke d'après *la Maladie de la mort*, qui ne respectait pas les indications de mise en scène données par le livre ?

— Je n'aime pas le film. Pourtant j'aime beaucoup Peter Handke. J'étais embêtée, et triste, avec son film, je ne pouvais pas lui dire que je l'aimais. Je lui ai dit que la fille était très belle. Je ne lui ai pas dit que les robes étaient très belles.

— Un film peut être infidèle et réussir.

— Je ne pouvais pas rejoindre ce qu'en a fait Handke, je suis restée avec mon livre, coincée, enfermée dans la nudité de mon histoire, dans sa violence. On m'a aussi demandé *la Maladie de la mort* pour le théâtre, pour la Schaubühne, dans la traduction de Handke qui, elle, est merveilleuse. Peter Stein me l'a demandé et j'ai dit non. Luc Bondy me l'a demandé, je le lui ai donné, et puis j'ai télégraphié en demandant : « Rendez-le moi. » Et Joël Jouanneau devait le faire avec Delphine Seyrig... et moi, je n'ai pas voulu parce que j'avais peur qu'on y touche. Maintenant, j'accepte, je suis tellement malheureuse de ne pas l'avoir laissé à Delphine. Elle m'avait supplié et j'ai

refusé. Je ne savais pas qu'elle allait mourir... Finalement, c'est Bob Wilson qui va le faire, à la Schaubühne. J'ai dit à l'agent de Wilson — il s'appelle Fabius ! — que je ne voulais pas qu'il touche au texte. Mais même si Wilson se trompe, ce sera intéressant, il sait manier le silence... Moi, je sais trop écrire la maladie de la mort pour la montrer.

— On vous demande souvent vos textes pour des adaptations ?

— Tous les jours, du monde entier. C'est très difficile à vivre. Je ne réponds plus. Des jeunes acteurs sont venus jouer *Tes peut-être et Shaga*, ici, chez moi. C'est le meilleur du théâtre, une lecture. Jouer dans la lecture elle-même, sans la gesticulation théâtrale qui est toujours de trop.

— Jouanneau veut adapter un extrait de *l'Est 80*. Il me dit « tu me le donnes, je le fais tout de suite » ; je lui dis « du calme » ; il me dit « je veux ta voix » ; je lui dis « mais écoute-la » il me dit « justement ». J'ai refusé. Je suis allée au-delà de la mort, vous savez (1) ? Est-ce que ma voix a beaucoup changé ?

— Didier Bezace m'a aussi demandé le *Square*. J'aimerais bien, avec Gérard et Elisabeth Depardieu. Mais j'hésite à laisser l'histoire de l'empoisonnement du chien, ça me fait horreur.

— Et l'adaptation de *l'Amant* par Jean-Jacques Annaud ?

— Il est entre ses mains.

— Vous le lui laissez ?

— Oui. Le film n'aura rien à voir avec *l'Amant de la Chine du Nord*, qui maintenant est pour moi le véritable *Amant*. J'ai écrit quatre scénarios d'après le premier livre, pour recouvrer ma liberté.

— Mais l'adaptation d'Annaud, vous l'autorisez ?

— C'est pour le film.

— C'est rentable ?

— Il faut que je laisse de l'argent à mes enfants. J'en ai, mais pas assez. C'est vraiment pour le film.

— Vous n'êtes pas curieuse du résultat ?

— Je sais d'avance comment ce sera. Lorsque nous nous sommes rencontrés, Annaud était essentiellement préoccupé de détails matériels, historiques. Il veut faire une biographie de moi, alors que *l'Amant* n'est pas un récit autobiographique, c'est une traduction. Il a demandé des renseignements à Lindon (2). Qu'est-ce qu'il en sait Lindon ? Il ne vient pas chez moi. Annaud est aussi allé chez le Chinois, qui est mort maintenant, mais il a retrouvé la maison, son nom, sa tombe. Ça me fait plaisir de voir les photos, bien sûr. Mais qui autour de moi aurait fait une indiscrétion pareille ?

— J'ai demandé à voir les acteurs du film, je n'ai pas eu le droit. Je crois que l'actrice qui a été choisie est trop jolie. Dans mon livre, j'ai mis une note : « Si la petite fille est trop jolie elle ne regardera rien, elle se laissera regarder ». Ce n'est pas Annaud qui m'inquiète, c'est le cinéma, ses limites.

— Pour faire le film, Jean-Jacques Annaud a fait le tour de la terre. Moi, quand j'écrivais mon propre scénario d'après *l'Amant*, j'avais proposé de le tourner aux boucles de la Marne. Ça n'était pas la peine d'aller au Vietnam. Claude Berri (3) a beaucoup ri, il a dit : « Oui, mais on a tellement d'argent... ». Je ne comprends pas pourquoi ça vous fait rigoler. C'est un fleuve. *India Song* a été tourné à Saint-Cloud, sur la Seine. Michael Lonsdale raconte que beaucoup de gens lui ont dit : « C'est bien d'avoir tourné *India Song*, vous avez fait un beau voyage ». Il répondait : « Oui, je suis allé à Saint-Cloud ».

— Ça vous dérange que *l'Amant* soit tourné en anglais ?

— Je m'en fiche. Mais le contrat est toujours là. Berri ne me lâchera jamais. J'ai tout de même obtenu un droit de remake au bout de deux ans. Mais il est attachant, Claude Berri, très généreux. Il m'a fait une sorte de cadeau que jamais je n'ai eu dans ma vie, il m'a dit : « Tu peux amener tous les gens que tu veux, tes proches, ta famille, dans un grand restaurant, chez Le Duc. Tu y vas quand tu veux, ton nom est donné, tu ne payes rien ». L'autre jour on y est allé, il était là : « Marguerite ! » J'ai beaucoup d'affection pour lui. Il est intelligent. Je suis folle de la grâce qu'il y avait dans ses premiers films, *le Mariage*, *le Cinéma de papa*... Un jour, il m'a dit : « Je n'ai pas osé te le demander, mais j'aurais voulu faire *l'Amant* ». Je l'ai insulté, je lui ai dit : « Tu es un fumeur, tu savais très bien que je le désirais aussi ». Il aurait fait un *Amant* bien.

— Enfin maintenant, *l'Amant*, je l'ai réécrit.

— Vous vous en sentez dépossédée ?

— On ne peut pas s'en déposséder, mais je l'ai repris, c'est vrai. J'ai tout recommencé, tout commencé. Comme si c'était la première fois. Dans le premier *Amant*, je jouais beaucoup entre le présent de l'histoire et le présent d'aujourd'hui, il y avait un côté exercice de style. Je jouais plus de cartes, mais elles avaient moins de valeur. Dans *l'Amant de la Chine du Nord*, on ne va rien retrouver du film. Alors que ce nouveau livre est parti du scénario que j'avais écrit pour le film.

— D'ailleurs le livre contient beaucoup de références à un film possible.

— Je n'ai pas pu m'empêcher. Mais je ne sais pas si le cinéma peut traduire, par exemple, la scène de la déformation. C'est l'écriture qui permet de dire qu'après, la rue passe par la chambre. *l'Amant de la Chine du Nord* est une réappropriation. C'est pourquoi j'ai écrit dans la préface que j'étais redevenue un écrivain de romans. L'autre différence capitale, c'est qu'entre les deux livres, j'ai appris la mort de l'Amant chinois. Je l'ai apprise par Jean-Jacques Annaud.

— Je suis restée des semaines à tourner autour du manuscrit de *l'Amant de la Chine du Nord*, sans pouvoir le lâcher. Je suis capable de travailler huit jours sur un mot, qui est là, tout près. Je ne sais pas pourquoi j'ai cette passion autour de *l'Amant*.

— Écrire, c'est un plaisir ?

— Le premier jet est une corvée. La première relecture, c'est impossible, on défriche. Après, ce n'est pas du plaisir non plus, c'est impossible à qualifier, on ne sait plus qui écrit. Je ne sais pas ce que c'est qu'écrire. Il y a tellement de gens qui écrivent, c'est affreux. Robert Antelme aurait dû écrire (4), mais il a été complètement polarisé par la politique. Vous faites une différence entre mes livres et mes films ?

— Non.

— Moi non plus. J'ai quand même fait dix-neuf films. Sur un tournage, je n'ai jamais fait acte d'autorité ; il règne une telle cohésion ! Dans la littérature, je n'ai pas de famille, alors qu'au cinéma j'en ai une : les techniciens. *l'Amant*, je l'avais dédié à Bruno Nuytens (5), c'était pour lui. Parfois je me dis que ça doit exister de temps en temps, l'attente qu'il y avait entre lui et moi. Le cinéma, c'est agréable, on sort de chez soi et de la solitude. C'est fabuleux. Alors qu'on dit toujours qu'il faut être tout seul pour faire un film.

— Godard dit qu'il faut être deux.

— Il voudrait faire un film avec moi. Il prétend qu'il ne sait pas écrire. (*Rire*). Il dit toujours le mal pour qu'on dise le bien.

— Rien de ce que vous avez écrit et qui a été filmé par un autre ne vous laisse un bon souvenir ?

— *Hiroshima mon amour*. Alain Resnais a été très bien. On lui avait proposé Sagan, Beauvoir, il a voulu que ce soit moi, qui n'étais pas très connue à l'époque. Quand il m'a demandé d'écrire, je me suis dit qu'il fallait s'éloigner des images qu'on avait vues de la bombe. Encore aujourd'hui, Hiroshima reste insaisissable, je me demande comment un président peut donner cet ordre. Au moment où ça a eu lieu, j'étais dans une maison de déportés, avec mon mari qui marchait avec des béquilles, il sortait du camp. Je n'avais pas un sou. Ce jour-là, j'ai ouvert le journal, je n'ai pas pu le lire. Je me suis mise à pleurer. C'était un événement personnel. Il n'y a rien d'aussi violent, d'aussi horrible. Un paroxysme ressenti de manière collective et immédiate.

— Mais commencer un texte par « Tu n'as rien vu à Hiroshima », j'ai cru que Resnais n'accepterait jamais. Je lui ai donné la première séquence. Au bout de sept jours, il m'a dit : « Je ne change pas un mot, vous allez me raconter comment vous voyez le film ». Ensuite, il venait toutes les semaines, il n'était jamais contre ce que j'écrivais. Et moi je vivais complètement dedans. C'était très beau. Resnais me disait : « Vous allez écrire aussi les pancartes politiques ». J'ai écrit les pancartes. Je suis très docile, pourvu qu'on me laisse écrire. Et Resnais a respecté mon scénario à la virgule près. Après, ils ne m'ont pas payée... Le producteur, Anatole Dauman, m'a donné un million ancien, c'est tout... Mais j'aime bien le film. Ensuite, le très beau film de Robbe-Grillet (6) m'a paru une facette charmante.

— Vous étiez allée voir la représentation d'*Hiroshima* au Théâtre du Lacernaire ?

— L'adaptation de Michael Lonsdale ? J'aime assez, oui. A Berlin, l'année dernière, ils ont fait un succès énorme. C'était très fidèle, paraît-il... Des Japonais sont venus me voir, à trois, pour me demander de réécrire *Hiroshima*, au Japon. J'ai dit : « Mais je l'ai déjà écrit ». Ils m'ont répondu qu'ils voulaient un texte différent, ils m'ont dit : « Vous avez Platon, Shakespeare, Racine. Nous, nous avons Hiroshima. C'est notre classique ».

— *India Song* est ressorti récemment. Vous vous attendiez qu'il soit reçu autrement qu'à sa sortie en 1974 ?

— Pareil. C'est ça qui est difficile à dire, je ne veux rien. Je ne sais pas. Je trouve ça très beau, *India Song*, mais je ne sais pas comment j'ai fait. J'ai osé et puis c'est resté. Il y a un script, qui est toujours très méthodique, et puis il est prêt à être abandonné et je commence à tourner... Par exemple, j'aime beaucoup quand les personnages écoutent leur propre voix. Les gens me disaient : « Mais enfin ils ne se voient pas parler ! ». Mais qu'est-ce que ça veut dire « c'est pas synchronisé » ? Ils étaient tellement intelligents, Delphine et Michael.

— Quels souvenirs gardez-vous du tournage ?

— Ce que dit Michael Lonsdale : c'est un souvenir de bonheur. Il dit : « Marguerite coulait ». Je ne sais pas où il va chercher ces trucs, je n'ai jamais connu.

RENCONTRE

DE L'ÉCRITURE, DU CINÉMA, D'ELLE-MÊME

entre mes livres et mes films ? »

pendant le tournage ! Mais finalement ça traduit quelque chose de vrai. Les tournages sont des souvenirs de bonheur. Des voyages dans un inconnu.

— Mais le texte existe avant.

— L'écriture reste première. Encore que *la Pluie d'été* a été provoqué par le film *les Enfants*. Maintenant, j'ai envie de faire un nouveau film à partir du livre. Je vais de moi à moi. C'est ça le narcissisme.

— Avant *les Enfants*, il y avait déjà un texte.

— Qui s'appelait *Ah Ernesto* ! Jean-Marie Straub a fait un film là-dessus, *En rûchâchant*. On a crié au génie, mais je n'ai pas compris pourquoi. Les gens vont me croire méchante, mais je n'ai pas compris... Je ne suis pas de mauvaise foi. Je suis trop violente pour être de mauvaise foi. Jean-Marie a filmé l'anecdote. Moi, autour de cette anecdote, j'ai construit Vitry, l'autoroute, les rues des musiciens, la jeunesse de la mère dans les trains de l'Alaska, et les juifs



Sur le tournage d'*India Song* avec Delphine Seyrig et Claude Mann.



Le tournage de *l'Amant*, de Jean-Jacques Annaud, au Vietnam.

étaient là, depuis ceux de la Bible jusqu'à ceux d'Auschwitz. Ils étaient là en rond, à écouter le livre.

— Comment le livre, *la Pluie d'été*, a-t-il changé par rapport au film, *les Enfants* ?

— J'adore la mère dans *la Pluie d'été*, elle baise dans les trains. C'est ma vie, la mère. C'est pour ça que le livre est mieux que le film, où on ne voyait presque pas la mère. Dans *la Pluie d'été*, il y a un moment qui m'émeut, quand on va détruire l'autoroute, avec les ouvriers dans ces baraques avec les fauteuils dehors, ces fauteuils navrants. On aurait dû appeler le livre comme ça, « les Fauteuils navrants ». Mais l'essentiel, qui est dans le film et dans le livre, c'est Ernesto. C'est mon trésor Ernesto, et aussi Lol V. Stein. Ernesto c'est toute l'humanité.

— Vous disiez, à l'époque de *Lol V. Stein*, que les spectateurs de vos films étaient à peu près les mêmes que les lecteurs de vos livres. Et puis, il y a eu l'énorme succès public de *l'Amant*.

— *Moderato Cantabile* avait déjà été tiré à 500 000 exemplaires. Mais *l'Amant*... (Elle montre une grande photo accrochée au mur, représentant une foule de pingouins sur une plage.) Voilà, ce sont les lecteurs de *l'Amant*.

— Vos films n'ont jamais connu de succès équivalent. Vous l'auriez souhaité ?

— Je n'ai jamais voulu être héroïque, j'ai fait du cinéma de la manière qui m'était naturelle. Mais en sachant à qui je m'adressais, c'est un lien qui s'instaurait. Par exemple, quinze jours ou trois semaines après la sortie du *Camion*, il y avait toujours des gens qui restaient à la fin des projections pour parler entre eux. Le film créait une communauté, on se reconnaissait au minimum comme spectateur du *Camion*.

— J'ai commencé comme ça, avec mes livres comme avec mes films. Dans une sorte de clandestinité. Il y avait des gens, lecteurs ou spectateurs, qui restaient. Des brigands. L'unanimité je n'en voudrais pas, je ne pourrais pas. Je ne suis pas Colette, moi. J'aime bien le mot « contentieux ». Pareil pour les films. C'est sûr que j'étais une tueuse de cinéma. Je le déteste le cinéma.

— Tout le cinéma ?

— Non ! Huston j'aime tout. Et Chaplin.

— Le cinéma était moins détestable autrefois ?

— J'étais jeune. J'avais tous les bouquins, tous les films. Aller au cinéma, c'était une fête. On allait à Saïgon une fois tous les trois ou quatre mois. On ne peut pas comparer.

— Vous allez voir les films qui sortent ?

— Non. Je suis allée voir *les Gens de Dublin*, de Huston. J'avais beaucoup aimé le livre de Joyce, plus qu'*Ulysse*... Ce film, c'est ce que j'aime, rien n'annonce ce qui va se produire et, tout d'un coup, tout le monde descend l'escalier, pour s'en aller. Et le chant de la femme éclate et fait trembler le monde entier, et

on pleure sans plus rien savoir ni de soi, ni de Dieu, ni de la vie.

— Il y a un truc comme ça, dans *Son nom de Venise dans Calcutta désert*. Tout est vide partout, partout, c'est vide, vide. Et la voix de Delphine arrive, comme arrive l'été : « Qu'est-ce que vous faites ce soir ? » (elle imite la voix de Seyrig). Quel bonheur ça a été de tourner ça.

— Mais avec la plupart des films, l'écran est comme un papier collé, il est très rare de sentir quelque chose bouger derrière. L'aimé bien le *Grand Bleu*, bien que les justifications de la profondeur soient mauvaises. Besson aurait mieux fait de ne rien dire. Il ne doit pas être intelligent, mais il a des idées. L'intelligence, c'est s'en moquer que tout le public ne comprenne pas le film, c'est se retirer du film, au lieu de « sursigner » comme tout le monde fait aujourd'hui. Il n'y a pas de vie, pas d'air. Il y a beaucoup d'air dans mes films. Il faut de l'air. On ne respire plus dans les films... moi j'ai ça (elle montre l'appareil qui lui trome la gorge).

— On sent un plaisir de filmer chez Luc Besson.

— Oui. On sent surtout un plaisir de mourir. On meurt dans l'eau fétale. C'est enfantin, aussi. Mais le cinéma est tellement exsangue que ce n'est pas obligatoire que ce soit aussi mauvais. C'est une injure faite aux peuples, et un mauvais calcul.

— Vous regardez les films à la télévision ?

— Je les suis rarement, pour passer le temps. Je ne suis jamais les titres. Toujours j'ai le sentiment d'un déjà vu ; c'est hallucinant. Ce n'est pas obligatoire que ce soit aussi mauvais. C'est une injure faite aux peuples, et un mauvais calcul.

— Pourtant, quel terrain commun, la télé ! Plus grand que l'Arabie. Je me réveille avec Dechavanne. C'est vrai, je l'aime beaucoup. Vous n'aimez pas Dechavanne ? La télévision m'a permis de sortir de l'hôpital dans un état mental relatif... Trois mois, je suis restée devant la télé. On a des relations personnelles avec la télé, mais elle devrait être lisse, elle devrait à peine se voir. Alors que c'est les gros sabots tout le temps.

— Vous avez envie que vos films ressortent ?

— Je me demande pourquoi on ne les sort pas. Il va y avoir une rétrospective à la Cinémathèque, je veux y aller avec Chantal Ackerman. Mais les intégrales, je m'en tape. C'est comme une marchandise. Pareil pour les livres sur moi, je ne suis pas curieuse de ce qu'ils contiennent.

— Claude Berri veut racheter mes films pour les sortir en vidéo. J'en suis très heureuse, même si c'est lui qui va gagner de l'argent. Moi je n'en ai jamais gagné avec mes films, aucun. Il y en a un que j'aimerais revoir, qui était dans le « classique », pas dans le « durassien », *Des journées entières dans les arbres*. Avec cet acteur que j'adore, Jean-Pierre Aumont. Et Bulle Ogier, quelle douceur. Et la mère, Madeleine

— Vous avez parlé un jour d'un scénario perdu de *Lol V. Stein*.

— Losey voulait le réaliser. Et puis je n'ai pas voulu le lui donner. Il est revenu à la charge plusieurs fois. Maintenant, j'ai un autre film dans la tête, dix minutes, peut-être une demi-heure : Lol V. Stein très âgée, peinturlurée, fardée comme une putain, qui parcourt les rues de Trouville dans une chaise à porteurs portée par des jeunes Chinois.

— Mais ce qui me plairait le plus, ce sont des films « accidentels ». On partirait à trois ou quatre comme ça, dans les rues, en appelant les gens au dernier moment, et on filmerait ; il faudrait une sorte de commando de cinéma. Et quelqu'un pour produire. Claude Berri le ferait. Quand j'ai tourné *les Mains négatives*, je ne savais pas ce que j'allais tourner, des détails, au hasard. Et puis l'équipe est arrivée, a fixé la caméra, et le texte est venu. Mais c'était d'abord des images. Les grottes près d'Altamira, sur la mer, avec des mains colorées sur les parois de pierre écartelée. Ces mains bleues ce sont des cris. Je ne peux pas voir ça sans pleurer.

— Oui, j'aimerais filmer « séance tenante », en réagissant à des endroits, à des situations, à des émotions, l'arbre d'Ernesto à Vitry, il est phénoménal. Dans *les Yeux verts* (8), j'avais écrit : « On cherche tout le temps des lieux pour le cinéma alors qu'il y a tellement de lieux qui cherchent une caméra. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON et DANIELE HEYMANN

(1) Début 1990, Marguerite Duras a passé plusieurs mois à l'hôpital, dont une longue période dans le coma, et a subi une trachéotomie.

(2) Jérôme Lindon, le patron des Éditions de Minuit, qui a publié *l'Amant*, et que Marguerite Duras a quitté pour retourner chez Gallimard publier *l'Amant de la Chine du Nord*.

(3) Producteur du film avec Jean-Jacques Annaud.

(4) Le mari, aujourd'hui décédé, de Marguerite Duras, est l'auteur d'un unique livre, *l'Espèce humaine* (Gallimard).

(5) Chef-opérateur de nombreux films de Marguerite Duras.

(6) *L'Année dernière à Marienbad* d'Alain Resnais, sur un scénario d'Alain Robbe-Grillet.

(7) Paul Orszakowsky-Laurens, éditeur de nombreux livres de Duras, dont *la Pluie d'été*.

(8) Recueil de textes et propos de Marguerite Duras sur le cinéma, publié par les Cahiers du cinéma.

OPERA
DE PARIS
GARNIER

DAVID PARSONS
WILLIAM FORSYTHE
JEROME ROBBINS
TWYLA THARP

THE ENVELOPE
Rossini - Parsons

IN THE MIDDLE... SOMEWHAT ELEVATED
Willems - Forsythe

IN THE NIGHT
Chopin - Robbins

PUSH COMES TO SHOVE
Haydn / Lamb - Tharp

Les Etoiles, les Premiers Danseurs
et le Ballet de l'Opéra de Paris

Orchestre National de l'Opéra de Paris
direction Jérôme Kaltenbach

du 20 au 29 juin

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
Prix des places : de 30 F. à 270 F.

JEU DE PAUME

L'ACTUALITÉ DE L'ART SUCCÈDE AUX IMPRESSIONNISTES

Bonne heure, bonne adresse

L'ancien Musée du Jeu de paume, réaménagé en galerie d'art contemporain, ouvre ses portes le 20 juin. Dubuffet est de la partie. On ne peut que s'en réjouir, comme de la suite du programme. Paris dispose enfin d'un lieu, inspiré par de prestigieux voisins européens, pour recevoir en souplesse les artistes de ce siècle.

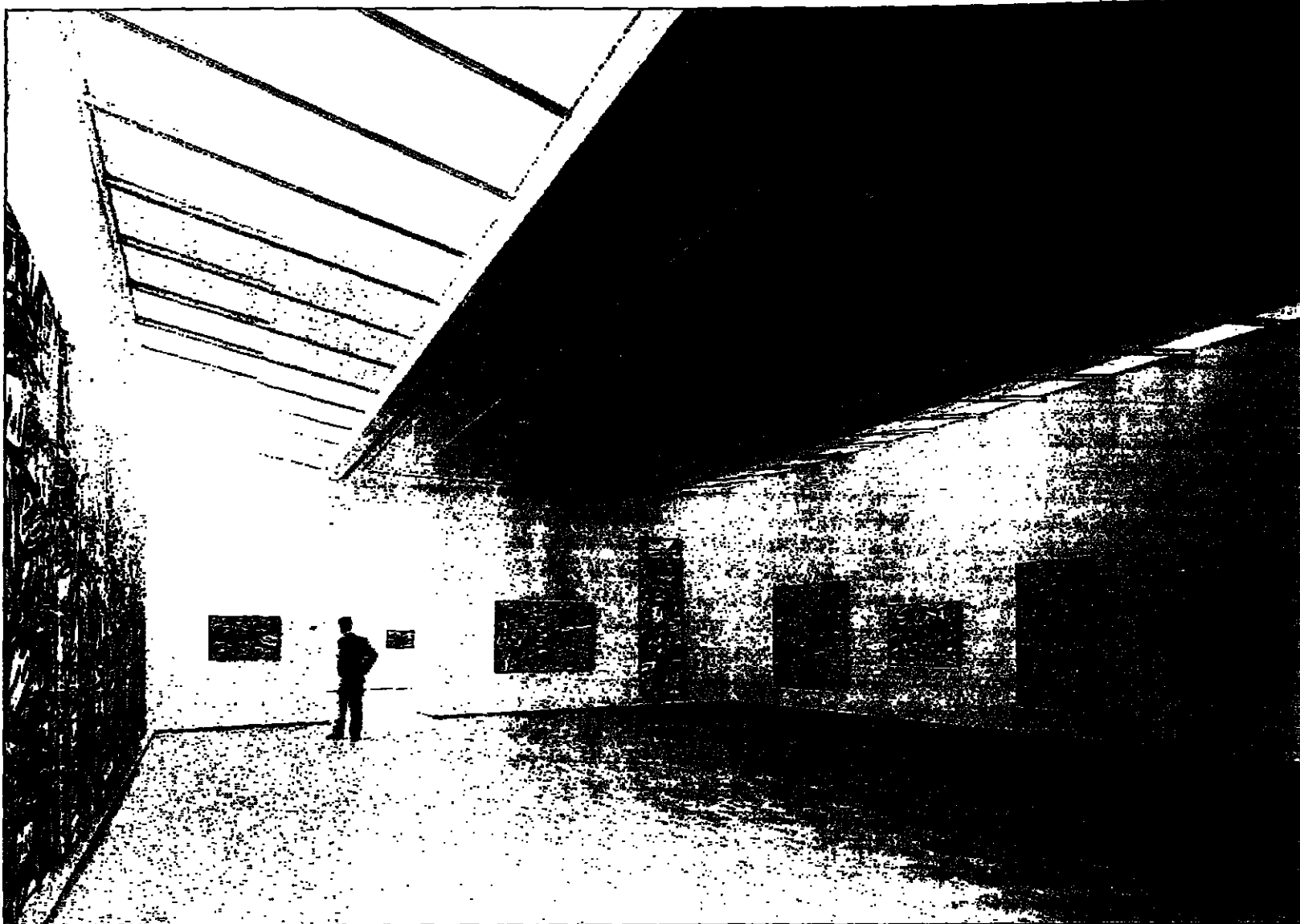
1986.

Les collections impressionnistes conservées au Jeu de paume sont transférées au Musée d'Orsay. En août, le bâtiment est fermé. Que va-t-on en faire? Certainement pas laisser à l'abandon pareil lieu chargé d'histoire sportive et culturelle, d'Histoire tout court; de plus, si bien placé, non seulement voisin de l'Orangerie et des Nymphéas de Monet (qu'il ne faudrait pas trop oublier), mais surtout à deux pas du Louvre, du Grand Palais et d'Orsay. La meilleure adresse du monde!

Recréer un musée au Jeu de paume? Trop petit. Et puis d'abord, quel musée? La direction des musées de France (DMF), qui dispose alors de l'affectation des salles, a son idée: proposer des expositions temporaires, historiques, du genre dossiers du Grand Louvre, ou du Musée d'Orsay. Dominique Bozo vient de quitter le Musée national d'art moderne pour la direction des arts plastiques (DAP), il a la sienne: créer une galerie d'art contemporain. Il est tenace et défend cette option auprès de son ministre de tutelle, François Léotard, qui acquiesce, et ne tarde pas à annoncer publiquement, à la FIAC 86, la nouvelle vocation de l'ancien musée des impressionnistes. Le second ministre Lang l'approuvera.

Il y avait bien des arguments pour faire pencher la balance en faveur de l'art contemporain. Le Musée d'Orsay, consacré au dix-neuvième siècle, avait prévu ses propres salles d'expositions (qui ne se révèlent pas idéales, mais c'est un autre problème), et le Louvre était en train d'en créer une quantité dans les parages de la Pyramide. Tant même qu'on se demande si, passée l'euphorie des années inaugurales, on réussira à tenir le rythme actuel des expositions temporaires (ce n'est peut-être pas un hasard si les présentations des acquisitions sont prolongées). Et quand les deux musées ont une grande manifestation à proposer, ils disposent des galeries du Grand Palais, comme d'ailleurs le Musée national d'art moderne (comme à Paris, le Musée national et le Musée municipal), disposent de structures indépendantes, libérées du poids des collections. L'espace de la White Chapel à Lon-

dres, les Kunsthalle en Allemagne ont donc servi de référence pour justifier la nouvelle vocation du Jeu de paume, une institution qui n'aurait pas de collections, qui pourrait se consacrer en toute indépendance à la production et à l'échange d'expositions d'art vivant.



Le nouveau Jeu de paume, une institution qui peut se consacrer en toute indépendance à la production et à l'échange d'expositions d'art vivant.

dre, les Kunsthalle en Allemagne ont donc servi de référence pour justifier la nouvelle vocation du Jeu de paume, une institution qui n'aurait pas de collections, qui pourrait se consacrer en toute indépendance à la production et à l'échange d'expositions d'art vivant. OÙ, et c'est un argument de plus en faveur du projet, l'art moderne, voire d'avant-garde, a été très présent à certains moments de son histoire, avant même que des générations défilent devant les œuvres impressionnistes (lire l'article d'Emmanuel de Roux ci-contre).

S'il y eut des voix pour s'élever contre la nouvelle affectation du Jeu de paume, elles n'ont guère freiné la mise en forme du projet au sein de la DAP. OÙ on a vite fait de définir le programme de rénovation ad hoc du bâtiment: notamment en demandant son ouverture sur la ville et les jardins, en insistant sur le besoin de salles disposant le plus possible de la

lumière du jour, de salles de gabarits différents, mais stables et hautement équipées, de sorte qu'on n'ait pas à réaménager les espaces à chaque exposition.

Juillet 1987, un concours d'architecture a été lancé. Le jury, présidé par Dominique Bozo, a choisi, entre sept, le projet Stinco (lire l'article de Frédéric Edelmann page suivante). Puis les travaux ont commencé, non sans que soit élaboré et peaufiné le statut de la nouvelle institution. Celle-ci est rattachée à la DAP, mais jouit de l'indépendance des associations, loi de 1901, moyennant un partenariat: ce sera l'UAP, qui fait à sa première percée dans le mécénat culturel (5 millions de francs par an pendant trois ans, soit environ un tiers du budget annuel - on pense à Casino partenaire du Musée d'art moderne de Saint-Etienne). L'équipe est nommée: Alfred Pacquement devient directeur de la galerie (lire l'encadré ci-des-

sous). Les projets d'expositions se précipitent... Sans remous majeurs (le Patrimoine a un peu tiqué sur les façades, les baies) les travaux s'achèvent, et l'inauguration aura bien lieu le 20 juin, comme prévu. Avec Jean Dubuffet, pour marquer le coup, le Dubuffet des dernières années, celui des *Psycho-sites*, des *Mires* et des *Non-Beux*. L'exposition, qui va tonner dans toutes les salles, est plus symptomatique de la qualité et du niveau international recherchés, que de l'orientation du programme des manifestations: elles porteront en principe sur des artistes moins célèbres, ou plus jeunes, mais pas trop jeunes, de ceux qui ont déjà une carrière derrière eux.

On ne peut jurer de rien, mais il se pourrait qu'on n'ait pas à se plaindre du nouveau Jeu de paume, il a été pensé comme il faut: pour une fois comme une institution à structure légère, à l'échelle humaine, indépendante (son statut associatif), qui responsabilise ceux qui la dirigent et l'animent, personnalise les choix. Ce dont on a bien besoin, la scène artistique étant ces temps-ci, et probablement pour un bon bout de temps, d'une totale confusion. OÙ l'on ne sait jamais qui propose quoi ni pourquoi. OÙ les musées peuvent faire des expositions de galeries, et les galeries sont fières de faire des expositions de musées. OÙ les musées ont comblé beaucoup trop vite et imprudemment le fossé qui naguère existait entre l'art vivant et l'art qu'ils consacraient. Jusqu'à perdre leur crédibilité.

Le programme concocté pour deux ans est de bon augure, ouvert, subtilement dosé (1). Qui entend jouer de l'alternance entre les générations opérant depuis les années 60, les tendances, les étrangers et les Français, les petites expositions portant sur un travail ou une période spécifiques (une installation vidéo de Raoul Ruiz, les années parisiennes d'Ellsworth Kelly) et les monographies (Marcel Broodthaers, Martial Rayssé). Pas facile. Les artistes annoncés, tels le Canadien Sam Douglas, le Français Pierre Dunoyer et l'Américain Robert Gober, ne sont pas forcément des vedettes, ou bien peuvent n'être célèbres que dans leur pays, comme Hélio Oiticica au Brésil. Et même un public averti peut ne pas les connaître. On s'en réjouit. Comme on se réjouit de percevoir à travers les choix opérés le risque pris de ne pas plaire, et la demande du droit à l'erreur. De quoi signifier le regard du visiteur et peut-être exercer son sens critique. Autant de bonnes choses qui peuvent s'ajouter au plaisir de la découverte, dont on est trop souvent frustré.

GENEVÈVE BREERETTE

(1) Alfred Pacquement a présenté ce programme dans un entretien qu'il a accordé au Monde (17-18 mars 1991).

Pacquement la nuance

Être le patron du nouveau Jeu de paume n'a évidemment rien de décevant. Alfred Pacquement, qui est aussi très fier d'être le plus jeune conservateur général des Musées de France, est un homme enviable. Il ne cache pas son bonheur d'avoir à conduire un bel outil, de bonne forme, léger, qu'il peut maîtriser complètement, après avoir connu certaine machine lourde à responsabilités diluées: le Musée national d'art moderne avant, pendant et après son installation dans le Centre Pompidou. OÙ il a été conservateur chargé des galeries contemporaines, et qu'il a quitté pour la délégation aux arts plastiques.

Non pas qu'il faisait un rejet de l'institution, pestait contre tout, comme d'autres conservateurs souffrant de mille maux depuis le jour où ils se sont retrouvés sur le plateau Beaubourg. Mais tout de même. Tout en reconnaissant avoir pleinement adhéré à l'aventure du Musée national de Pontus Hulten à Dominique Bozo (qu'il estime énormément), il avoue que les bureaux, au Centre, «ça use au bout d'un moment». Il est vrai qu'il y a passé dix bonnes années.

Alfred Pacquement est né à Paris, en 1948. Dans sa famille, on avait collectionné l'art impressionniste et postimpressionniste. Ce qui l'a aidé, dit-il, «à mesurer très tôt l'importance de l'objet d'art». Il a commencé des études d'histoire de l'art pile en 1968, à Nanterre, alors autrement plus branché art contemporain que l'Institut de la rue Michelet (ce n'est pas lui qui le dit), et où enseignait Marc Le Bot. Celui-ci avait la bonne idée de promener ses étudiants au Centre national d'art contemporain (CNAC) de Blaise Gauthier, et à l'ARC de Pierre Gaudibert: «Des gens stimulants».

Début des années 70: Alfred Pacquement s'active. Il donne un peu dans la critique (préfaces de

catalogues, articles pour Art Press, Ciniase, un livre sur Réquichot), contribue à l'élaboration de la Biennale de Paris (en 1971, à Vincennes), fait partie de l'équipe qui organise la fameuse exposition «72-72», dite «Expo Pompidou». Il est surtout chargé de mission au CNAC et associé à la plupart de ses expositions, notamment celles d'Ad Reinhardt et de Barnett Newman. Aussi, lorsque le Centre fusionne avec le Musée national d'art moderne, devient-il conservateur, chargé des expositions d'art contemporain.

Alfred Pacquement a donc fait partie des équipes fondatrices du grand Musée d'art moderne tant attendu dans le Centre Pompidou. Homme discret, tranquille, un rien flegmatique à l'anglaise, il ne s'y est pas mis en vedette et n'a pas particulièrement cherché à y faire valoir son penchant pour l'art abstrait, le minimal et ses suites, l'art de la génération Supports-Surfaces. Mais ce à quoi il croit, il le défend. Par exemple, la peinture de Pierre Dunoyer, qu'il va exposer au Jeu de paume.

L'exposition, souvent mal comprise et pourtant juste sur le fond, «L'époque, la mode, la morale, la passion» (1987), dont il était le commissaire, s'est assez bien déroulée. Il essayait - ce n'était pas commode - d'analyser le comment et le pourquoi des choix en art contemporain, juste avant qu'ils soient plus que jamais - et en France plus qu'ailleurs - pervertis par le mercantilisme et le jeu des surenchères éhontées. Alfred Pacquement est rigoureux, mais à le sens des nuances, aime le travail consciencieux et l'art plus que le pouvoir et l'argent (son côté protestant?). Et il entend honnêtement, en tant que responsable de la nouvelle institution, la dégager le plus possible de tout ce qui fait pression autour de l'art.



G. B. Le musée new-look a trouvé son patron.

JEU DE PAUME

DU SECOND EMPIRE A LA FIN DE CE SIÈCLE, CENT TRENTE ANS D'HISTOIRE

Expositions très particulières

On joue peu à la paume dans ce bâtiment construit sur mesure pour ce sport. Très vite, les tableaux remplacèrent filets, balles et raquettes. Proust y fait mourir un de ses personnages, au pied d'un vieux maître hollandais. Caverne d'Ali Baba pour le Grand Reich, Goering vient y choisir son butin. Temple de l'impressionnisme pour toute une génération, le Jeu de paume est remanié à nouveau et doit désormais servir l'art contemporain. Ultime avatar d'un édifice fragile, au sort incertain, à l'histoire oubliée.

Au seizième siècle, Catherine de Médicis enjambe la muraille de Charles V. Elle fait construire sa résidence à l'ouest des remparts. Devant le château des Tuileries, un jardin est planté. Sous Henri IV, il s'étendra jusqu'à l'actuelle place de la Concorde. Au bout d'une terrasse qui épouse la forme de celle des Feuillants que nous connaissons, il fait élever une Orangerie (1). Celle-ci n'abrite pas des arbres fruitiers mais des insectes – des vers – histoire de promouvoir une industrie naissante : celle de la soierie. « Sa Majesté fit construire une grande maison au bout de son jardin des Tuileries à Paris, accommodée de toutes choses nécessaires tant pour la nourriture des vers que pour les premiers usages de la soie », note Olivier de Serres dans son *Théâtre d'agriculture*.

En face, du côté de la Seine, on mène grand train à la garenne Regnard, rendez-vous des élégants pendant la Fronde. Mais en 1664, Le Nôtre donne au jardin la physionomie que nous lui connaissons. L'orangerie disparaît. Les mûriers et leurs hôtes aussi. Le terrain devient une promenade ouverte à tous sauf « aux soldats, aux laquais et aux gens en haillons ». En 1720, pour le jeune Louis XV, on construit en bordure du jardin un manège – il servait aujourd'hui rue de Rivoli, entre les rues de Castiglione et Cambon. Ses murs résonnaient du pas des chevaux, puis des discours des témoins de la Révolution. La salle du Manège servit à l'Assemblée constituante, dès 1789. La 1^{re} République y fut proclamée le 21 septembre 1792. La Convention y siégea jusqu'en 1793. Le Conseil des Cinq-Cents lui succéda. Sa carrière – brillante, en dépit d'une acoustique déplorable – tourna court sous le Premier Empire, qui n'aimait guère les orateurs. Elle fut rasée lors du percement de la rue de Rivoli.

AU BOUT DU JARDIN

Si le grand empereur n'aimait pas les discours, son neveu fut sensible à la requête des amateurs de paume. Ce jeu fit fureur pendant des siècles. Les rois eux-mêmes n'hésitaient pas à mouiller leur chemise sur le terrain. Au dix-neuvième siècle, la mode passait. Il ne restait plus à Paris qu'une seule salle vouée à cet ancêtre du tennis. La naissance du futur Opéra la condamne. Napoléon III accorde aux joueurs de paume le droit de bâtir une salle au bout du jardin des Tuileries à l'emplacement de la mûrserie d'Henri IV. Et à condition qu'elle répète, par souci de symétrie, les lignes du bâtiment parallèle – l'orangerie – établi sur la terrasse du Bord-de-l'Eau.

L'architecte Viraut s'acquitte de la tâche. Le 29 janvier 1862 la salle est inaugurée. Sa décoration est sobre. La grande salle est éclairée par de larges baies. Elle est précédée d'un vaste salon pour les spectateurs. Quatre chambres permettent aux joueurs de se changer. Il existe également un atelier pour la fabrication des balles et des raquettes et un bureau pour le directeur. En dépit de la construction d'une seconde salle dix-sept ans plus tard, dans le prolongement de la première, les joueurs sont toujours moins nombreux à Paris. Le tennis, venu d'Angleterre, détrône le vieux jeu de balle. L'Etat récupère l'édifice dans les toutes premières années du nouveau siècle.

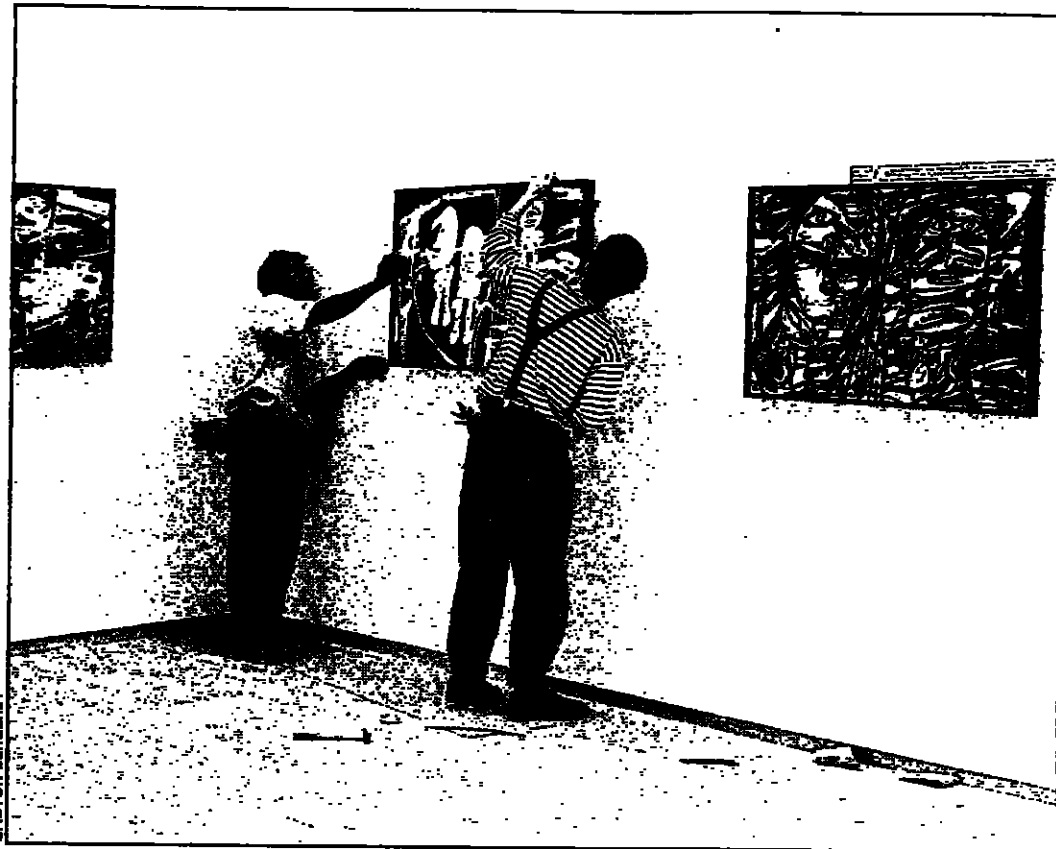
Comme son homologue de la terrasse du Bord-de-l'Eau, la salle du Jeu de paume est tout de suite vouée aux expositions. Son exceptionnelle situation géographique l'impose. La première (1909) est consacrée à « Cent portraits de femmes des écoles françaises et anglaises du dix-huitième siècle ». Le succès est grand. On songe à doubler la surface du bâtiment quand la guerre éclate : c'est l'administration des tickets de rationnement qui succède à Largillière et à Gainsborough. Après la paix, le programme artistique reprend. La rétrospective de 1921 – œuvres hollandaises – est restée célèbre. En mai de cette année-là, Marcel Proust quitte son domicile pour le Jeu de paume. L'écrivain, malade, calfeutré, achève *la Recherche*. Il veut revoir une toile admirée lors d'un voyage à La Haye : *la Vue de Delft*, de Vermeer. En franchissant le seuil de l'exposition, il est pris d'un malaise. Jean-Louis Vaudoyer, qui l'accompagne, le traîne devant le Vermeer. « Il remarqua pour la pre-

mière fois, nota-t-il, des petits personnages en bleu, que le sable était rose, et enfin la précieuse matière du tout petit pan de mur jaune. » Proust se souviendra de cette visite – sa dernière sortie. Il fait mourir Bergotte, le vieil écrivain de *la Recherche*, au pied du tableau, et cette ultime rencontre est l'une des clés de son roman. Lui-même s'éteindra un an plus tard.

Rendu à l'administration des Beaux-Arts, le bâtiment est transformé pour devenir une annexe du Musée du Luxembourg, temple désordonné de l'art contemporain. Les efforts pour transformer le capharnaüm en « palais de l'art vivant » ayant échoué, on se contente de faire prendre aux collections d'art étranger le chemin des Tuileries : 420 peintures et dessins, une soixantaine de sculptures gagnent le Jeu de paume. Les campagnes de travaux se succèdent pour améliorer la présentation de ce Musée des écoles étrangères contemporaines. Les expositions temporaires vont alterner avec le fond présenté par roulement. James Ensor succédera à l'Allemand Max Liebermann, qui provoque la fureur des anciens combattants. On peut y voir des œuvres dites de « l'école de Paris » : Picasso, Modigliani, Juan Gris, Zadkine, Van Dongen ou Chagall.

Le musée achète des œuvres. Klee, Kupka, De Chirico, Dali, Kandinsky, Gargallo entrent dans les collections. La muséographie nouvelle a du succès, mais les plus exigeants déplorent la séparation artificielle des écoles françaises et étrangères. Le Braque et le Picasso cubiste de 1912 ne peuvent coexister sous le même toit puisque l'un est espagnol et l'autre français... Le conservateur, André Dézarrois, poursuit sa politique d'expositions temporaires destinée à faire connaître l'art contemporain de nos voisins. La Suisse, la Belgique, l'Espagne et l'Italie se succèdent sur les cimaises. L'Exposition universelle de 1937 est l'occasion pour l'entrepreneur conservateur de monter une rétrospective au titre ambitieux : « Origines et développement de l'art contemporain ». Les « précurseurs » sont là, de Cézanne au Douanier Rousseau, de Gauguin à Seurat, à côté de leurs « héritiers » fauvistes, cubistes, dadaïstes, surréalistes, sans oublier les « cousins » primitifs. C'est un véritable événement mais la fréquentation reste modeste – cinq mille visiteurs en trois mois.

L'année suivante, en collaboration avec le tout jeune Musée d'art moderne (MOMA) de New-York, une autre exposition, « Trois siècles d'art américain », est montée ici. Trois cent quatre-vingts œuvres traversent l'Atlantique sur le paquebot *La Fayette* : Sargent, Whistler, Hopper, mais aussi Calder, Gorky et Man Ray sont du voyage. Innovation, la rétrospective est pluridisciplinaire : on trouve donc des photographes – Berenice Abbott, Muybridge, Stieglitz – et des cinéastes – Griffith (*Naissance d'une nation*), von Stroheim (*les Rapaces*), Chaplin (*l'Emigrant*) ou Buster Keaton (*le*



Derniers préparatifs, derniers accrochages sous la nouvelle nef de l'art contemporain. Ici, trois œuvres de Jean Dubuffet.

Mécano de la General – à côté de plasticiens. Et le catalogue est bilingue. Le succès est moyen, à l'aune de l'effort fourni. C'est la dernière grande exposition du Jeu de paume.

La guerre éclate. Paris est occupé et le bâtiment, dès octobre 1940, est réquisitionné par l'Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR) dirigée par Alfred Rosenberg, l'idéologue du parti nazi, chargée de récupérer des œuvres d'art dans les pays soumis à l'armée allemande. Les anciennes collections sont donc dispersées. A leur place s'entassent des centaines de tableaux, de sculptures, de meubles, de tapisseries et d'objets divers qui transitent vers le Reich, où doit se constituer un grand musée européen. Hermann Goering vient de temps en temps, en amateur éclairé, choisir quelques pièces pour sa collection personnelle. Des expositions « particulières » sont organisées pour lui dans des décors raffinés.

Goering affectionne particulièrement le dix-huitième siècle français. Main basse est d'abord faite chez les collectionneurs juifs. Les familles Rothschild, Bernheim, David-Weill, Reichenbach sont pillées. Suivies de beaucoup d'autres. En quatre ans, 21 000 œuvres dont 11 000 peintures transitent par cette gare de triage avant de gagner le Grand Reich par train spécial. Seuls sont abandonnés les spécimens d'art « dégénéré », cubistes, expressionnistes ou fauves. Le 27 juillet 1943, 500 à 600 d'entre elles, signées Max Ernst, Klee, Picasso, Masson ou Picasso, sont brûlées sur place.

LA CHASSE AUX BIENS PILLÉS

Cette activité serait mal connue sans Rose Valland, chargée de mission auprès d'André Dézarrois, qui reste à son poste pendant toute l'Occupation et note scrupuleusement tous les mouvements d'œuvres d'art. Après la Libération, une « commission de récupération artistique nationale », installée au Jeu de paume, va partir en chasse pour récupérer les biens pillés et les rendre à leurs propriétaires. Cette tâche accomplie, l'édifice retrouve sa vocation. En juin 1946, un choix de tableaux venus de la Tate Gallery de Londres marque sa réouverture.

Mais l'annexe « étrangère » du Musée du Luxembourg n'a plus lieu d'être depuis la création du Musée national d'art moderne. Aussi René Huyghe, conservateur en chef du département des peintures du Musée du Louvre, décide-t-il d'y installer les impressionnistes que l'Etat a pu engranger, souvent contre son gré, grâce à la générosité de divers donateurs. René Huyghe préface avec lyrisme le premier catalogue consacré à ces artistes. Il y célèbre le lieu « baigné de cette lumière vivante qui fut la découverte et la hanse de ces peintres, non pas la lumière trop égale et quelque peu solennelle des musées, mais une lumière tout émue encore d'avoir frôlé ces feuillages, ces gazons, ces bassins sur lesquels le Jeu de paume s'ouvre de toutes parts ».

En 1986, les impressionnistes quittent ce décor fait pour eux. Ils traversent la Seine pour retrouver la pompe d'Orsay, sa solennité et sa lumière muséale. Le Jeu de paume se prépare à son ultime mutation. Pour jouer son prochain rôle, qu'il connaît bien pour l'avoir déjà joué – celui de promoteur de l'art contemporain, – on lui a taillé des habits neufs, sur mesure.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Il ne faut pas confondre cette orangerie avec celle que nous connaissons aujourd'hui, construite au XIX^e siècle sur la terrasse du Bord-de-l'Eau.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Les Ailes de la renommée

d'Otakar Votavak, avec Peter O'Toole, Colin Firth, Maria Trintignant, Andrea Ferrel, Maria Becker, Gottfried John, Holländais (1 h 42). Une fable onirique et ironique sur la vanité de la renommée, à travers l'histoire d'une vedette de cinéma et de son assassin occis aussitôt le meurtre commis. Ils se retrouvent dans un paradis où l'on garde sa place tant que les vivants se souviennent de vous. Retrouver Peter O'Toole, retrouver Maria Trintignant sont, de toute façon, d'édéniques plaisirs.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 14 (40-26-12-12) ; Épée de Bois, 5 (43-37-37-47) ; Publicis Champs-Élysées, 14 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50).

Dieu vomit les têtes

de Robert Guediguian, avec Arlene Azar, Pierre Banderet, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Meylan, Français (1 h 40). Depuis plus de dix ans, Robert Guediguian suit une voie personnelle et exigeante, sous le signe de la fidélité à sa ville, Marseille, à quelques amis comédiens, à des idées dont l'air du temps ne se soucie plus guère. Son quatrième long-métrage continue dans le droit-fil de cette trajectoire, histoire sentimentale sur fond de luttes des classes.

Utopia, 5 (43-26-84-65).

L'Interrogatoire

de Ryszard Bugajski, avec Krzysztof Janda, Adam Ferency, Janusz Gajos, Agnieszka Holland, Anna Romanowska, Sessie Dyk, Polonais (1 h 58). Une chanteuse de cabaret est arrêtée par erreur. Mais cette police-là (la police polonaise de 1951) a besoin d'une coupable : l'interrogatoire, à travers le calvaire de la jeune femme retracé avec une sensibilité qui valut à Krzysztof Janda le prix d'interprétation à Cannes en 1990, décrit les mille rouages susceptibles de braver un individu pris par le système totalitaire.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-25) ; Pathe Haute-Faillie, handicapés, 5 (45-33-79-38) ; George-V, 5 (45-62-41-48).

Personne n'est parfaite

de Robert Taylor, avec Clint Lowe, Gail O'Grady, Patrick Breen, Kim Flowers, Robert Vaughn, Américain (1 h 30). Un brillant étudiant perd son latin et sa joie de vivre le jour où il tombe fou amoureux d'une jolie condisciple. Pour résoudre ce grave problème, il en est réduit à se désigner en fille. C'est une comédie, donc c'est pour faire rire.

VO : U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Normandie, 6 (45-63-15-16) ; VF : Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-25) ; Rex, handicapés, 2 (42-33-42-25) ; U.G.C. Montparnasse, 5 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette

Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistrat, handicapés, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Cluchy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-36).

Le Raccourci

de Giuliano Montaldo, avec Nicolas Cage, Ricky Tognazzi, Giancarlo Giannini, Patrice Fiora Prato, Franco-italien (1 h 50). Dans l'Afrique coloniale des années 30, les tribulations sexuelles et paranoïaques d'un lieutenant italien qui, après avoir couché avec une indigène, croit avoir attrapé la lèpre.

Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; George-V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathe Wepler II, 10 (45-22-47-94).

Scènes de ménage dans un centre commercial

de Paul Mazursky, avec Bette Midler, Woody Allen, Bill Irwin, Daren Frestone, Rebecca Nickels, Américain (1 h 28). Après seize ans de mariage heureux, un avocat et une psychiatre californiens se déchirent, se rabibochent et se redéchirent tout en faisant leurs courses dans un centre commercial. Le face-à-face Bette Midler-Woody Allen transforme en curiosité cette comédie de mœurs.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-25-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Mulka, 17 (40-83-00-16) ; VF : Gaumont Opéra, 12 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathe Cluchy, 18 (45-22-46-01).

La Vie des morts

d'Arnaud Desplechin, avec Thibault de Montalembert, Rosh Leibold, Marianna Denicot, Bernard Ballet, Suzel Goffe, Laurence Cote, Français (84 min). D'une réunion de famille à la suite de la tentative de suicide d'un adolescent, le jeune réalisateur Arnaud Desplechin fait la très sensible, très lumineuse et très subtile chronique d'un groupe humain en plein désarroi. Avec très peu de moyens et énormément de talent, un film vivant qui révèle un cinéaste.

Reflet Panthéon, handicapés, 5 (43-54-15-04) ; Élysées Lincoln, 5 (43-59-38-14).

Sélection

L'Allée des Osmantes

de Chen Kun-hou, avec Lou Shao-fen, Lin Shao-ling, Jen Tse-hou, Tchou Houa-kien, T'ou Taou-hou, Li Tche-tai, Chinois-Taiwan (1 h 52). En suivant la ligne de vie d'une jeune et jeune femme, le réalisateur Arnaud Desplechin fait la très sensible, très lumineuse et très subtile chronique d'un groupe humain en plein désarroi. Avec très peu de moyens et énormément de talent, un film vivant qui révèle un cinéaste.

Reflet Panthéon, handicapés, 5 (43-54-15-04) ; Élysées Lincoln, 5 (43-59-38-14).

An Angel at my Table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alexia Keogh, Karen Ferguson, Iris Churn, K.J. Wilson, Neozélandaise (2 h 38). En trois époques, l'enfance et l'adolescence de l'écrivain Janet Frame deviennent, par la simple magie du cinéma de Jane Campion, la plus intuitive, la plus touchante des évocations d'une existence dont on ignore tout et qui devient, de surcroît, infiniment proche, infiniment passionnante.

VO : Les Trois Luxembourg, 5 (46-33-97-77).

La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski, avec Irina Jacob, Halina Gryglaszewska, Aleksandra Bardot, Franco-polonaise (1 h 38). Verónica la Polonaise chante divinement, mais un mal inconnu lui mange le cœur. Véronique la Française enseigne le chant, et s'engage dans un curieux jeu de piste du cœur. Pas à pas, Kieslowski accompagne l'une, puis l'autre - toutes deux interprétées par Irina Jacob qui n'a pas volé son prix de meilleure actrice à Cannes. Et, tout doucement, l'auteur du *Dixième murmure* la chanson des liens secrets qui, par-delà les différences, unissent les gens.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 12 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 14 (43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Saint-Germain-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; La Poudre, 7 (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-45-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50) ; U.G.C. Maillet, 17 (40-83-00-16) ; VF : Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; Fauvette, handicapés, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-46-01).

Hors la vie

de Maroun Bagdad, avec Hippolyte Girardot, Rafic Ali Ahmad, Hussein Shalay, Habib Mahmoud, Megdi Machroufi, Franco-italo-belge (1 h 37). De la chronique méticuleuse de l'enlèvement à Beyrouth d'un photographe français (passionnément interprété par Hippolyte Girardot), Bagdad fait un portrait halluciné de l'état de destruction matérielle, mais surtout intellectuelle et morale, du Liban.

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Pathe Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-46-01).

Jacquot de Nantes

d'Agne Varda, avec Philippe Marion, Edouard Joubaud, Laurent Moutier, Brigitte de Villepoix, Daniel Dublet, Jacques Dery, Français, noir et blanc et couleurs (1 h 58). Il devient presque accessoire que *Jacquot de Nantes* retrace l'enfance de Jacques Dery, hommage ému de sa femme just avant la disparition du cinéaste. Le film de Varda est d'abord et surtout une formidable histoire, simple et belle, formidablement racontée, où le travail et les chansons, le cinéma et l'histoire, la famille et la lumière et la tendresse occupent leur très juste place.

Saint-André-des-Arts II, 6 (43-28-80-25) ; George-V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

Jungle Fever

de Spike Lee, avec Wesley Snipes, Annabella Sciorra, Spike Lee, Osa Davis, Ruby Dee, Samuel L. Jackson, Américain (2 h 01). Emploignant les stéréotypes non pour les opposer mais pour les confondre, les uns aux autres, le récit des ébats adultes entre un architecte noir et sa secrétaire italo-américaine est un implacable labyrinthe dont les sorties les plus apparentes mènent au crime ou à la drogue, dont les interrogations au rythme des musiques de Stevie Wonder continuent de déborder longtemps après la fin du film.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 12 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-87) ; Max Under Panoramix, 14 (48-24-89-89) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-25-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Blenheim Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

Rhapsodie en août

d'Akira Kurosawa, avec Sachiko Matsuoka, Hidetaka Yoshioka, Richard Gere, Tomoko Otakara, Miso Suzuki, Japonaise (1 h 38). La bombe atomique n'a pas seulement ravagé Hiroshima et Nagasaki, elle a virilisé toute une génération de Japonais, suggère Kurosawa. Délicatement, il renoue les fils par-dessus ce gouffre, en maître absolu des images. Lorsqu'il fait confiance au cinéma pour dire ce que les mots ne savent pas dire, il est le plus jeune, le plus audacieux des metteurs en scène.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-26) ; U.G.C. Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Élysées Lincoln, 5 (43-59-38-14) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

Robinson & Cie

de Jacques Colombat, avec les voix de Jacques François, Rotondo Faria, Julien Guimar, Gérard Hernandez, Français (1 h 40). Comédie comme une très sage adaptation du roman de Daniel Defoe, le dessin animé de Jacques Colombat défile vers la plus loufoque et la plus réjouissante des fables.

Latina, 4 (42-78-47-88) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 5 (43-26-58-00) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Madsen, Christopher McDonald, Stephen Tobolowsky.

Américain (2 h 08)

Renouant avec un intérêt pour ses personnages qu'on ne lui connaissait plus depuis *Duellistes*, Ridley Scott emballe la cavale de deux braves filles de l'Arkansas devenues *desperadas* au long de ce pamphlet spectaculaire contre la bêtise machiste. Et ses actrices sont impeccables.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 14 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; U.G.C. Odeon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; George-V, THX, 8 (45-62-41-48) ; U.G.C. Normandie, 8 (45-63-15-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistrat, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, handicapés, 17 (40-83-00-16) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Saint-Lazare-François, handicapés, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 12 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; U.G.C. Convention, 15 (45-22-46-01) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 19 (45-36-10-36).

Un cœur qui bat

de François Dupuyron, avec Dominique Fayssat, Thierry Fortinneau, Jean-Marie Winling, Christophe Pichon, Steve Kalfa, Coralie Fring, Français (1 h 40). De l'éclair d'un coup de foudre à l'installation d'une liaison amoureuse dans la durée d'une vie de couple, François Dupuyron raconte avec une attention tendre et cruelle deux ou trois choses essentielles des rythmes du cœur, au long d'une bien belle ballade dans les rues de Paris.

Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 12 (47-42-60-33) ; La Saint-Germain-des-Près, 14 (43-20-32-20).

regard, 8 (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, handicapés, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

Vincent et Théo

de Robert Altman, avec Tim Roth, Paul Rhys, Kitty Courbois, Jacques Combarieu, Adrian Brine, Nora Kretz, Franco-britannique (1 h 13). Sous couvert de raconter les dix dernières années de la vie de Van Gogh, Altman esquive l'ombre de la reconstitution historique pour peindre l'étrange portrait d'une folie à deux visages, celui de Vincent le fou et celui de Théo le sage.

George-V, 8 (45-62-41-48).

Festivals

Tour d'horizon polonais

Dans le cadre de la vaste rétrospective des pays de l'Est organisée à l'Entrepôt, la Pologne prend son tour avec treize titres récents, dont trois présentés au dernier Festival de Cannes, et le peu connu le *Diabliki* qui date de la période polonaise d'Andrzej Zulawski. Un panorama qui témoigne des forces vives de cette cinématographie. Il y a urgence : Wajda vient de s'inquiéter publiquement de l'occupation à 90 % des écrans polonais par les produits américains.

Du 12 au 25 juin à l'Entrepôt. 14. Tél. : 45-40-78-38.

Musique filmée

Une cinquantaine de documents, la plupart réalisés pour la télévision, évoquent le travail de trois grandes figures de la musique du vingtième siècle, Igor Stra-

vinsky, Arturo Toscanini et Pablo Casals, au travers de concerts, de reportages et de portraits filmés.

Du 13 au 23 juin à l'Auditorium du Louvre. Tél. : 40-20-52-29.

Reprise

Ariane

de Billy Wilder, avec Gary Cooper, Audrey Hepburn, Maurice Chevalier, Lise Bourdin, Américain, 1950, noir et blanc (2 h 09). Dans un Paris très hollywoodien, Audrey Hepburn, fille du détective Maurice Chevalier et soupriante du coureur Gary Cooper, cela fait une intrigue abracadabrante. Mais, sur la même trame que sa *Sabrina* réalisée trois ans plus tôt, c'est Wilder qui tire les ficelles avec toute la maestria joyeuse et sentimentale qu'on connaît au réalisateur de *Certains l'aiment chaud*.

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; Mac-Maton, 17 (43-29-79-89).

Séance spéciale

Florilège animé

L'Association française du cinéma d'animation présente un programme *all stars* du dessin animé mondial : cinq heures de courts-métrages des plus grands noms du genre, d'Emile Cohl à Yuri Norstein en passant par Paul Grinault, Tex Avery et Norman McLaren. Disney ? Non, pas de Disney.

Le 18 juin à 19 h 30 au Palais de Tokyo. 18. Tél. : 30-50-52-74.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Prodon.

**"Vous avez aimé Alice de Woody Allen
Vous allez adorer Woody Allen dans
Scènes de ménage"**

BETTE MIDLER **WOODY ALLEN**

THE MALL

PARLÉ PAR PAUL MAZURSKY

SCÈNES DE MENAGE
DANS UN CENTRE COMMERCIAL

TOUCHSTONE PICTURES PRESENTS A SILVER SCREEN PARTNERS IV PRODUCTION A FILM BY PAUL MAZURSKY "SCENES DE MENAGE" (SCENES FROM A MALL) CASTING BY MARC SHAIMAN COSTUME DESIGNER STUART PAPPE EXECUTIVE PRODUCERS PATO GIZMAN PATRICK MCCORMACK PRODUCED BY ROGER L. SIMON & PAUL MAZURSKY WRITTEN BY PAUL MAZURSKY

© 1991 TOUCHSTONE PICTURES DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (PARCOURRIEL) INC. TOUCHSTONE PICTURES

AUJOURD'HUI

VO : UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - 7 PARNASSIENS - FORUM HORIZON - 14 JUILLET ODEON - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - ESCURIAL - UGC MAILLOT - VF : GAUMONT OPÉRA - MIRAMAR - PATHE CLUCHY - NATION

CYRANO VERSAILLES - UGC VELIZY II - ARTEL CRETEIL - C2L ST-GERMAIN-EN-LAYE

Box-office Paris

Après l'effondrement de la semaine précédente (400 000 spectateurs dans les 450 salles de Paris et de sa banlieue, la plus basse depuis la semaine du 18 juillet 1990), légère remontée vers les 470 000 - rien de glorieux. Parmi les nouveautés, le seul artisan de cette amélioration est *Jungle Fever* qui, avec près de 35 000 amateurs dans dix salles, s'en tire bien. En revanche, *Le Note bleue* démarre en sourdine avec à peine 12 000 spectateurs devant onze écrans.

A défaut de succès fracassants, quelques films des semaines précédentes affichent un regain de santé. C'est le cas du numéro un, *Thelma et Louise*, qui augmente le

score de sa sortie pour totaliser 115 000 entrées en quinze jours. Joli parcours également de *La Double Vie de Véronique*, qui gagne des spectateurs de semaine en semaine pour approcher les 100 000... mais seulement en quatrième semaine. Sur la même durée, mais avec sensiblement plus de salles, *la Liste noire* atteint les 140 000 et se maintient bien.

Egalement sortie la semaine dernière, *The Two Jakes* décroît deux fois, en chutant d'un médiocre 18 000 à pire encore, 14 000. Alors qu'un cœur qui bat, après avoir très mollement démarré à 12 000, reste très irrégulier avec moins de 10 000 entrées.

MUSIQUES

Découvertes

Louré

Suite Short

Obituary

Le Pair pour les réconciliés

Scriabine

Sonates pour piano n° 6 et 9

Roslavets

Sonate pour piano

Nabokov

Sonate pour piano

Elena Varvara (piano)

C'est à une véritable résurrection que

s'emploie, en deux concerts, le pro-

gramme musical de Radio-France au

bénéfice de Nicolas Roslavets, musicien

ukrainien dont on ne savait rien avant

que Denisov et Boulez signaient son

importance à Claude Samuel, patron de

la musique dans la Maison ronde. Né à

la date présumée du 3 janvier 1881,

diplômé du conservatoire de Moscou, le

jeune directeur du conservatoire de Kar-

kov (à partir de 1922) fut, dit-on, en

même temps que Schoenberg, l'inven-

teur d'un système de composition qui

renouait aux sonorités tonales et traitait

à égalité les douze sons de la gamme

chromatique. Cette intuition dodécapho-

niste ne porta pas chance au jeune

compositeur dont les « déviances » moder-

nistes furent assimilées par le régime à

l'idéologie bourgeoise. Si le cas de Rosla-

vets est unique, à une époque qui ne

s'enthousiasmait pas de sculptures en

verses et de rythmes d'une manifestation

quotidienne. James Levine, le Music Director

de l'Orchestre de chambre de New York,

a écrit dans son livre *« The Music Director »*

qu'il n'est pas facile de se plonger avant ce

détail dans l'étude que Badura-Skoda a

consacrée à l'exécution de ces sonates de

Mozart. Le Viennois est musicien, c'est

vrai. Mais jamais dogmatique ni pontifiant.

L'écouter est toujours une

façon de vérifier que la science est la

meilleure garantie de l'originalité. Cette

intégrale est enregistrée chez Astrée.)

La 14, Maison de Radio-France, 18 h 30.

Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

Roslavets

Aux heures de la nouvelle lune

Concerto pour violon et orchestre

Louré

Sinfonia dilectica

Tatiana Grigorenko (violin),

Orchestre philharmonique de Radio-France,

Jean Kalfman (direction).

Lire notice ci-dessus

La 14, Maison de Radio-France, 20 h 30.

Tél. : 42-30-15-16. 50 F.

Verdi

Faust

Suzanne Murphy,

Nuccio Focia (soprano),

Claire Powell,

Walter Varco (mezzo-soprano),

Donald Maxwell,

Peter Brondel,

Paul Clark,

John Harris (ténors),

Geoffrey Moses (basse),

Bournemouth Symphony Orchestra,

Chœur lyrique national,

Serge Zolotarev (direction).

Faust, une découverte ? C'est vrai lors-

qu'il s'agit de la mise en scène que Peter

Stein réalise de l'ultime chef-d'œuvre de

Verdi à l'époque où le dramaturge alle-

mand était rattaché à l'Opéra de Cardiff

et qu'il y travaillait selon des méthodes

héritées du théâtre : celles du travail

d'équipe. Stein sera dès l'an prochain,

auprès de Gérard Mortier, l'homme-

théâtre du Festival de Salzbourg. A ce

titre, et à tous les autres, il ne faut man-

quer aucun de ses spectacles.

Les 15 et 17, Théâtre des Champs-Ély-

sées, 18 h 30 (et les 15, 21, 23 et 25

juin). Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Paris

Mercredi 12 juin

Mozart

Sonates pour piano n° 2, 3, 8, 11 et 16

Paul Badura-Skoda (piano), piano.

Le Festival de Paris à l'heure anti-

chienne, ou l'amorce d'une intégrale, en

quatre concerts, des sonates de Mozart,

sur piano-forte et, accidentellement (ce

12 juin), sur piano.

On n'est pas forcé de se plonger avant ce

détail dans l'étude que Badura-Skoda a

consacrée à l'exécution de ces sonates de

Mozart. Le Viennois est musicien, c'est

vrai. Mais jamais dogmatique ni pontifiant.

L'écouter est toujours une

façon de vérifier que la science est la

meilleure garantie de l'originalité. Cette

intégrale est enregistrée chez Astrée.)

Les 15 et 17, Théâtre des Champs-Ély-

sées, 18 h 30 (et les 15, 21, 23 et 25

juin). Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à

580 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-

05-07. De 40 F à 150 F.

Jeu 13

Albeniz

Iberia, cahiers III et IV

Chants d'Espagne

Roger Muraro (piano).

Tout fut contradiction chez Albeniz : ce

Catalan trouve dans le folklore andalou

l'inspiration de son chef-d'œuvre, le

cycle des quatre cahiers d'Iberia dont

Roger Muraro extrait ici les deux der-

niers ; ce touche-à-tout qui commutait

entre les œuvres lyriques dont il dénon-

çait lui-même les facilités, allait d'autre

part se révéler paradoxiquement, à l'issue

de sa courte vie (49 ans), l'inventeur

avec Ravel et Debussy du piano

moderne : impressionnisme et folklo-

re sublimés par l'héritage lizien de

la virtuosité et des recherches purement

formelles et coloristes de la première

abstraction française. « Jamais l'écrivain

du clavier n'a été poussé aussi loin »,

devait dire Messiaen d'Iberia, recueil de

douze pièces dans lesquelles peu de vir-

tueuses ont les moyens de s'aventurer et

pour lesquelles chacun convient qu'il

vautrait mieux trois mains que deux.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

Musée d'Orsay, 18 h 45. Accès avec le

billet d'entrée au musée.

supervisé un programme assuré par les

voix appropriées à ce style délicat et

péroratoire (résumé June Anderson, le 18).

Style dont la Petite Messe solennelle,

composée par un septuagénaire notoire-

ment atterré, signale bien l'ambiguïté.

Saint-Denis, Maison de la Légion d'Hon-

neur, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-87.

100 F.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Tél. : 42-43-30-87.

Zender

Furtin No Kyo

Höller

DE LA SEMAINE

Jazz

Ernie Watts Quartet
On vous dirait qu'il y a de passage à Paris un type de quarante-cinq ans qui a joué, encore collé, chez Count Basie ; qui est devenu l'un des requins de studio de L.A. (Californie) ; qui a accompagné Frank Zappa, Barbara Streisand ou les Rolling Stones (groupe rock des sixties) ; qui s'est joint au Los Angeles Philharmonic tout en faisant le sideman (l'homme d'été, celui qui accompagne) de Thelma Houston, de Clark Terry ou de Cannonball Adderley ; on vous dirait qu'il est baré (Grammy Award en 1982) mais qu'on peut aussi bien l'entendre avec cet anarchiste serin de Charlie Haden ; qu'il joue toute la famille des anches et des flûtes ainsi que d'improbables bidules électroniques ; on vous dirait cela, vous hausseriez les épaules avec une moue dubitative ou vous vous précipiteriez ? C'est un choix.

Les 12, 14 et 15. Alligators, 22 heures. Tél. : 42-94-11-27.

Orchestre national de Jazz
Attention, chef-d'œuvre en péril. L'Orchestre national de Jazz renouvelle son directeur, son chef, son animateur, tous les deux ans. C'est bien, c'est sain, c'est régulier. Claude Barthélemy achève son contrat. Il faut y croire. Il faut entendre cette gaieté. Cette joie de jouer. Cette amitié musicale, mais aussi la richesse des arrangements. Leur architecture. « Barthé » est un vrai musicien d'époque. Cherchez bien : ils ne sont pas si nombreux.

Le 18. Sartroville. Théâtre, 21 heures. Tél. : 39-14-23-77. De 40 F à 95 F.

Chanson

François Béranger
François Béranger, ex-chanteur militant et personnage singulier de l'après-68, est de retour. L'événement a lieu sur la scène du T.L.P. avec un régal construit à partir de son dernier album, *Dure mère* (chez Fnac Music).

Le 18. Dénor. T.L.P., 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. De 120 F à 140 F.

A Caen la paix
Pour la quatrième année consécutive, Caen organise son festival. Il est cette année dédié à la paix et à la fraternité dans le monde. Parmi les artistes, Marc Ogeret interprète des textes d'Argon, Ferrat, Kessel, Eluard... Enzo, ex-bassistes du groupe Lili Drop, qui poursuit avec succès sa carrière de chanteur en pratiquant le métissage musical, offrira au festival de Caen l'exclusivité de sa première scène en solo.

A Caen jusqu'au 21 juin. Marc Ogeret le 15 à 20 h 30 salle G. Bessans. Enzo du 17 au 21 à 20 h 30 salle G. Bessans. Entrée gratuite. Tél. : 31-50-32-30. Réservations : 31-30-76-20. De 40 F à 160 F.

Musiques du monde

Afrique musique 1991
A l'occasion de la quatrième édition d'Afrique Musique, la Grande Halle de la Villette accueille un des groupes ethniques les plus menacés de l'Afrique noire, les Pygmées. Ceux-ci viennent de la République centrafricaine. Leur musique, fondée essentiellement sur l'utilisation de la voix, qu'ils entendent intimement liée à la nature. A écouter également la sanza, un instrument traditionnel fait de bambou ou de fer, dont les Bays-Kara sont les maîtres incontestés. Pas de doute, la musique africaine est bien vivante et dans toute la splendeur de sa tradition.

Grande Halle de la Villette, 21 heures. Tél. : 42-49-77-22. De 20 F à 100 F. Les 12 et 14. Pygmées de Centrafrique. Les 13 et 15. Soirées Sanza.

Routes de la soie
C'est une très belle invitation au voyage qu'a lancée la Maison des cultures du monde le 23 mai dernier. Par l'entremise de la musique, de la danse et du chant, les artistes chinois, ouzbeks, japonais, parmi tant d'autres, dévoilent les richesses culturelles de

leurs pays. L'aventure de la Route de la soie s'achève le 25 juin, par la découverte du théâtre musical japonais. Du 12 au 14 juin, les Soviétiques des abords de la Volga présenteront un panoplie de chants polyphoniques avec un groupe de sept femmes mariés.

Jusqu'au 25 juin. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-41-42. De 70 F à 100 F.

Ismaël Lô
Pour ses débuts en France, le musicien sénégalais Ismaël Lô a choisi l'année dernière les scènes d'Angoulême et du New Morning. Depuis, il a signé chez Barclay pour son sixième album. Ce joueur de guitare et d'harmonica, admirateur de James Brown et d'Otis Redding, se déhanchait des percussions chères à la musique africaine, pour embarquer son public dans des ballades chantées en langue wolof. Ne ratez pas le prochain départ, prévu au Bataclan, après une apparition à la grande parade de SOS-Racisme la semaine passée...

Le 13. Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

DANSE

Ballet de Francfort William Forsythe
Limbo's Theory
The Vito Parody of Address
No Wild Ones
The Second Detail
Le diable de Francfort et sa troupe sont à Paris pour huit représentations, faites d'un signe de croix et précipitez-vous au Châtelet. Deux programmes : *Limbo's Theory*, déjà présenté ici en octobre dernier : frénésie et détachement, humour et tragédie, sous d'immenses OVNI dont la giration menace à tout instant les danseurs (1). *The Vito Parody of Address* et *The Second Detail*, dernier-œuvre de Forsythe récemment créé au Canada, encadrent *No Wild Ones*, chorégraphie de sa disciple (douce) et danseuse Amanda Miller (2).

Théâtre du Châtelet, (1) les 17, 18, 19 et 20 juin, (2) les 14 et 15, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 à 175 F.

Tanztheater de Wuppertal Pina Bausch
Palermo Palermo
La pille dame de Wuppertal est descendue l'an dernier vers le soleil : elle a passé avec sa troupe un mois à Palerme, avant de créer cette pièce qui lui avait été commandée par le Teatro Biondo. Le résultat est fascinant, comme toujours. « Ce que je fais, dit-elle, je regarde. Je n'ai jamais fait que regarder de gens. Je n'ai fait que voir, ou essayer de voir les rapports humains, afin d'en parler. Voilà ce qui m'intéresse. Je ne connais d'ailleurs rien de plus important... » Hélas, il n'y a plus de places depuis un mois. Il faudra essayer de se battre, le soir, autour des gens qui en revendront peut-être quelques-uns.

Théâtre de la Ville, du 12 au 29 juin, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 120 F et 175 F.

Lille
Compagnie Contre-Jour Odile Duboc
Repères
Ingénierusement enchaînées, trois pièces, un solo, un quatuor et un sextuor (*Overdances*, la *Valse* et *Villanelles*) composent *Repères*, récemment présenté au Théâtre de la Bastille avec grand succès. La rigueur et la tendresse de Duboc s'y épanouissent, de la méditation personnelle à la jubilation collective.

Opéra de Lille, le 15 juin, 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. 100 F.

La sélection « Musiques » et « Festivals étrangers » a été établie par Anne Rey
« Rock » : Thomas Sorinel
« Chansons »
et « Musiques du monde » : Véronique Martigne
« Danse » : Sylvie de Nassac.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Callas
de Jean-Yves Ploc,
d'après les interviews de Maria Callas,
mise en scène
de Dominique Lardoux,
avec Elisabeth Maccoco.
Reprise de ce spectacle qui réunit les fragments de nombreuses interviews de la plus grande soprano dramatique du siècle, Maria Callas, interprétée parfois avec un peu d'emphase par Elisabeth Maccoco. Mais l'émotion passe. Un grand succès des dernières années.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, 14. A partir du 14 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. De 110 F à 180 F.

Martin Luther King, Jr
mise en scène d'Hammou Graïa,
avec Ismaël Lô, Alex Descas,
Nicolas Dogué, Hammou Graïa et Robert Jaurès.
Une bande d'amis de théâtre tout courage, issus de la famille Nanterre-Amandiers, a décidé de rendre hommage au pacifiste noir américain, mort sous les balles du racisme, et d'entonner l'hymne de la tolérance.

La Cigale, 120, bd de Rochechouart, 10. A partir du 15 juin. Les lundi, mardi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 42-82-82-23. Durée : 1 h 35. 80 F et 120 F.

Le Pédant joué
de Cyrano de Bergerac,
mise en scène de Dominique Economidès,
avec Frédéric Aubry, Henri de Lorme, Dominique Economidès, Jean-Marie Vernez, Christian Galtch, Pierre Baux, Olivier Chéris, André Barthélemy, Maïre Vinoy et Joanne Gendin.
Dans le cadre du Festival du Pré Catelan dans le très beau jardin Shakespeare, au bois de Boulogne, cette œuvre jamais jouée de Cyrano de Bergerac qui vaut qu'on l'entende et la découvre. Une ode à la liberté.

Jardin Shakespeare, bois de Boulogne, route de Suresnes, Pré Catelan, 10. A partir du 15 juin. Du lundi au samedi à 20 h 15. Tél. : 45-70-79-84. 50 F et 80 F.

Paris
Avant la retraite

de Thomas Bernhard,
mise en scène de Claudia Stenicky,
avec Victor Garviter, Denise Gace et Suzel Goffin.
L'épouvantable histoire de ce commandant nazi, qui vit entre ses deux sœurs et célèbre chaque année l'anniversaire de Himmler, a été l'un des grands succès de la saison dernière. Une reprise, donc, à voir sans tarder.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïta-Brun, 20. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-65-43-60. Durée : 2 heures. 130 F.

Baye
d'Aziz Choukri,
mise en scène de Michèle Sigal,
avec Yveline Allaud.
Un joli texte dit par une actrice seule en scène, la nostalgie d'une période, le début des années 50, où l'on pouvait croire encore que la paix ne serait pas assassinée en Algérie.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 50 F à 120 F.

Eurydice
de Jean Anouilh,
mise en scène de Georges Wilson,
avec Delphine Forest, Laurent Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Maxence Melfort, Pierre Val, Elsa Steiner, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand, Bruno Balp et Robert Pary.
Créé au Havre par le nouveau directeur de la Maison de la culture, l'excellent Alain Milanti, ce texte écrit par Jean Genet pour dénoncer l'un des plus sombres moments de l'histoire du Proche-Orient dans la voix d'une actrice très émouvante.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 8. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 21 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. 45 F et 85 F.

La Société de chasse
de Thomas Bernhard,
mise en scène de Jean-Louis Tharin,
avec Eléonore Hirt, Fabrice Luchini, Jacques Desgamine, Vincent Solignac, Yan Brian, Michel Armin, François Pain, Annie Mercier et Ghislain Farnoux.

Une pièce d'Anouilh sciemment noire et méchante, écrite au crayon noir d'un auteur en rébellion et qui perd au passage en justesse et en importance. Delphine Forest a repris le rôle créé par Sophie Marceau.

Gaîté, 55, rue de Clichy, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 46-74-47-38. Durée : 2 heures. De 80 F à 290 F. Dernière représentation le 15 juin.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni
de Molière,
mise en scène de Jacques Lassalle,
avec Geneviève Casile, Alain Fralon, Gérard Grisol, Richard Fontana, Maria Mayetta et Jean-François Rémi.
Pour sa première mise en scène salle Richelieu, le nouvel administrateur de la Comédie-Française a réussi un coup de maître. Molière sur plus précis des tourments à la fois sentimentaux et tri-viaux qui agitent les protagonistes et la peinture superbe d'un personnage, Lelio, interprété par Richard Fontana, avec une conviction et une sincérité qu'il ne nous avait pas montrés depuis longtemps. Entrée dans la troupe du décorateur le plus doué de ces dernières années, Rudy Saboungui, qui signe une œuvre impeccable et belle.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les mercredi et samedi à 14 heures, les vendredi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Les Fourberies de Scapin
de Molière,
mise en scène de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Autuill, Laurence Cortadellas, Eric Elmesino, Manolo Gallard, Sophie Gourdin, Etienne Arbesier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hanicasse, Michel Favory, Jean-Pierre Michail, Isabelle Gardien, Olivier Dautrey et Toto Bissolati.
Le grand succès de l'année passée, repris dans le cadre peut-être un peu pesant de Mogador. Que ceux qui n'ont pas encore vu ce voyou de Scapin campé par Autuill, les décors biscautés de Chambas et la mise en scène vive et violente de Jean-Pierre Vincent n'hésitent pas. C'est à voir.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au vendredi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 50 F à 220 F.

Les Heures blanches
d'après le roman de Ferdinand Camon,
mise en scène de Didier Bezace,
avec Didier Bezace et Laurent Caillon.
Reprise par le Théâtre de l'Aquarium d'un de ses grands succès des dernières années. *Les Heures blanches* sont l'adaptation pour la scène - et la télévision - d'un roman de l'écrivain italien Ferdinando Camon, la *Maladie humaine* (Gallimard), qui raconte une psychanalyse. Dans le beau décor de Yannis Kokkos, Didier Bezace a trouvé le ton juste de la confidence.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route de Châtenay, 12. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-98-61. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

Le Malade imaginaire
de Molière,
mise en scène de Gilles Bourdet,
avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Vincent Vernet, Jean-Luc Bideau, Christian Blanc, Eric Frey, Philippe Torronet et Caroline Appré.
Ce travail n'est pas le meilleur qu'ait réalisé Gilles Bourdet au théâtre mais l'ex-directeur de la Salamandre soit soit de même de quoi il retourne chez Molière. Son *Malade* est donc une bonne introduction au répertoire pour celles et ceux qui ne sont pas encore familières avec lui.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Princeses
de Fatima Gallaire,
mise en scène de Jean-Pierre Vincent,
avec Anne Alvaro.
Dans le cadre d'un mois consacré par le Théâtre des Amandiers aux femmes algériennes, ce très grand spectacle écrit par Fatima Gallaire et mis en scène par Jean-Pierre Vincent dont l'actualité la plus récente rend la vision encore plus nécessaire et... indispensable. La condition des femmes de l'autre côté de la Méditerranée comme on la pressent mais comme l'Occidental ne la verra jamais dans la réalité. Sur le ton de la comédie d'abord, puis sur celui de la tragédie. Magnifique.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 2 h 40. De 50 F à 120 F. Dernière représentation le 16 juin.

Quatre heures à Chatila
de Jean Genet,
mise en scène d'Alain Milanti,
avec Claude Mollet.
Créé au Havre par le nouveau directeur de la Maison de la culture, l'excellent Alain Milanti, ce texte écrit par Jean Genet pour dénoncer l'un des plus sombres moments de l'histoire du Proche-Orient dans la voix d'une actrice très émouvante.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 8. Du mardi au dimanche à 18 h 30, le dimanche à 21 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. 45 F et 85 F.

La Société de chasse
de Thomas Bernhard,
mise en scène de Jean-Louis Tharin,
avec Eléonore Hirt, Fabrice Luchini, Jacques Desgamine, Vincent Solignac, Yan Brian, Michel Armin, François Pain, Annie Mercier et Ghislain Farnoux.

L'auteur le plus joué cette saison en France, chante du désenchantement le plus noir, à la ville comme à la scène, dont les charges violentes contre la société autrichienne portent avec la même force dans la société française déboussolée. Belle distribution pour cette production du directeur du Centre dramatique national de Bordeaux où s'affrontent Fabrice Luchini et Eléonore Hirt.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-08-49-24. Durée : 2 heures. De 120 F à 240 F.

Tous en ligne
d'après Macha Béranger,
mise en scène de Gad Marion,
avec Malala Nahr, Michel Didym, Christine Brichet, Nathan Kriza, Gad Marion, Dominique Raymond et Christine Wurms.
Superbe! Un groupe de jeunes acteurs vient présenter il y a deux ans l'équivalent de cette transposition de l'histoire de Macha Béranger sur France-Inter dans le cadre des APA, acteurs-producteurs-associés, en clair jeunes comédiens ou rupture du star-système qui règne au théâtre, privé et public. Ils la représentent complètement et proposent un spectacle à rire et à faire peur sur la société contemporaine. A ne pas manquer.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-58. Durée : 1 h 15. De 50 F à 120 F. Dernière représentation le 16 juin.

La Tragédie du roi Christophe
d'Aimé Césaire,
mise en scène d'Edouard Ouedraogo,
avec Catherine Samia, Alain Fralon, Dominique Rozan, Roland Barin, Marcel Bozonnet, Jean-François Rémi, Louis Arbesier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hanicasse, Michel Favory, Jean-Pierre Michail, Isabelle Gardien, Olivier Dautrey et Toto Bissolati.
L'un des plus grands poètes vivants entre au répertoire. Le maître-écrivain-homme politique de Fort-de-France, Aimé Césaire, méritait bien cet hommage qu'avait souhaité Antoine Vitez. C'est l'un de ses textes les plus importants, les plus passionnants qu'a choisis le comité de lecture du Français, cette tragédie qui nous propulse au début du dix-neuvième siècle à Haïti. Ecrite pour des acteurs noirs, la pièce est jouée par des acteurs blancs sous la direction d'un grand cinéaste africain qui fait ses premières armes au théâtre, Edouard Ouedraogo, réalisateur de *Yaaba et Tili*.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les lundi et mercredi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Le Vent du gouffre
de et avec Philippe Caubère.
Philippe Caubère n'en finit pas de raconter, avec talent, gros cœur et humour au couteau, la saga de sa vie d'artiste. Ce nouvel épisode n'a rien à envier à ceux qui l'ont précédé. En alternance avec la *Danse du diable*.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. Les lundi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. De 100 F à 300 F.

Montpellier
Le Haut-de-Forme
d'Edouard de Filippo,
mise en scène de Jacques Nichet,
avec Isabelle Candellier, Bernard Frey, Robert Lucibello, Chantal Newirth, Dominique Parent et Jean-Paul Roussillon.
La nouvelle production du Théâtre des Treize-Vents dirigé de main de maître

Régions

Montpellier
Le Haut-de-Forme
d'Edouard de Filippo,
mise en scène de Jacques Nichet,
avec Isabelle Candellier, Bernard Frey, Robert Lucibello, Chantal Newirth, Dominique Parent et Jean-Paul Roussillon.
La nouvelle production du Théâtre des Treize-Vents dirigé de main de maître

afrique ♦ musique 91
à la Grande Halle-la Villette - Métro Porte de Pantin
12 et 14 juin à 21 h. Les Pygmées pour la première fois hors de Centrafrique
13 et 15 juin à 21 h. Soirées Sanza avec des groupes du Cameroun, de Centrafrique, du Zaïre
Loc. 42 49 77 22, La Grande Halle, FNAC, Virgin Megastore, 3615 FNAC - 3615 THEA
la Villette la grande halle UTA NOVA RENAULT

SAISON TGP 91.92
LE GRAND CAHIER
Agota KRISTOF - Jeanne CHAMPAGNE
BETE DE STYLE
P.P. PASQUINI - Stanislas NORDEY
DANSE D'AUTOMNE
Karole ARMITAGE - Georges APPAIX - Francesca LATTUADA
AFRICOLOR 91
Festival de musique africaine urbaine, 3ème édition
CHUTES
Gregory MOTTON - Claude REGY
LE SANG CHAUD DE LA TERRE
Christophe HUYSMAN - Robert CANTARELLA - Philippe MINYANA
LA VIE PARISIENNE
OFFENBACH - Alain FRANCON
L'AFRIQUE FANTOME
d'après Michel LEIRIS - Thierry BEDARD
CHEF-LIEU
Alain GAUTRE - Jean-Claude FALL
ROMULUS LE GRAND
Friedrich DURRENMAT - Guy PAQUETTE
ENFANTILLAGES 92
Festival international de spectacles pour enfants, 3ème édition
RENSEIGNEMENTS / ABONNEMENTS / LOCATION : 42.43.17.17.
Pour recevoir la brochure détaillée de la saison 91-92, veuillez remplir et renvoyer ce coupon-volet au Théâtre Gérard Philipe Relations avec le public, 59 bd Jules Guesde 93207 Saint-Denis Cedex 1
Nom, Prénom
Adresse

ARTS

Nouvelles expositions

Nancy

La peinture vénitienne des XVII^e et XVIII^e siècles

Deux siècles de peinture vénitienne à travers les collections du Musée de Padoue. Peintures religieuses, « vedute », portraits, scènes de genre et fantasies, des héritiers du Titien à Tiepolo. Glissade de la grande manière baroque au goût rococo.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf lundi matin et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Du 15 juin au 15 septembre, 13 F.

Nice

Mark Di Suvero

Cet excellent sculpteur américain expose l'été dernier à Valence, dans la ville. Cette année, c'est le Musée d'art moderne de Nice qui l'accueille. Les pièces anciennes, en bois, sont présentes dans les salles ; les structures monumentales, en acier, hors les murs.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Du 14 juin au 15 septembre.

Paris

Affiches : le cirque

Plusieurs historiens d'art ont remarqué que l'affiche de cirque et l'œuvre de Chéret étaient une des sources de Seurat. La rétrospective du Grand Palais a donc suscité ce dossier constitué de cinquante affiches fin de siècle.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris-7. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet, 27 F (billet d'entrée du musée).

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq cents œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Galerie Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 août.

De Corot

aux Impressionnistes

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la fois, peintre, graveur, céramiste, historien d'art, et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon, qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes, et donna au Louvre.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-9. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet, 37 F.

Desains espagnols : maîtres des XVI^e et XVII^e siècles

Le Siècle d'or, de Berruguete à Velasquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San-Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet, 30 F (prix d'entrée du musée).

La Photographie belge

De Misonne à Christian Carz, en passant par Norbert Ghisland, Magritte, Dirk Braeckman et Trivier, avec Jean Jassé, mais sans Georges Thiry, Charles Leirens et François Hers : plus de trois cents œuvres conviennent à un vaste panorama d'une des photographies les plus inventives et les plus cohérentes d'Europe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-18^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 septembre, 25 F (entrée du musée).

René-Jacques

Fruits de sa donation à l'Etat, 180 instantanés (portrait, industrie, paysage, publicité) invitent à redécouvrir un photographe illustrateur, membre du groupe des XV, perfectionniste, lucide, anti-sentimental, et faussement humaniste. L'usage du gris, ce coloriste de l'atonie a su élever la sécheresse au rang de style.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-18^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 25 août, 25 F.

Seurat

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de froidure toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande-Jatte*? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-9. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août, 37 F, sam. 24 F.

Galleries

Jean Bazaine

Les peintures récentes et quelques dessins à la plume d'un vieux maître français de la peinture abstraite, méditée au fil des saisons, nourrie de sensations et d'émotions intimes en regard de la nature : paysages d'été, de landes, de plages.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Nancy Burson

Les intrigants portraits de cette Américaine sont générés par ordinateur et traduits sur Polaroid. Mutants surgis de l'inconnu, ils engendrent une morphologie fictionnelle, typologique, archétypale qui figure parmi les recherches les plus sidérantes et les plus originales de ces dix dernières années.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beau-bourg, Paris-3^e. Tél. : 42-78-08-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 juin.

John Chamberlain

Le champion américain de la toile froissée, de la ferraille comprimée, fortement rebaisée de couleurs. Qui, inamalgamablement, fait penser à notre César national et ses *Compressions*, et rappelle le temps du pop, bien qu'il y ait, chez Chamberlain, de beaux restes de l'expressionnisme abstrait.

Galerie Karsten Gröve, 5, rue Debel-hyems, Paris-3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 juin.

Jean Dubuffet

Une trentaine de *Psychoses*, *Mises et Non-Lieux*, soit quelques-uns des derniers travaux de Dubuffet, sont proposés « dans la perspective du *Desirer* », cette figure majeure du cycle de l'*Hourloupe* : un sage carté dans son fauteuil, l'artiste lui-même, le philosophe-métaphysicien.

Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris-6^e. Tél. : 43-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, lundi de 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Raoul Dufy

Peintures, aquarelles, dessins d'un artiste aimable, souvent léger, cependant moins insouciant qu'on croit. Et dont l'œuvre se gonfle et se dégonfle selon l'humour du temps. L'exposition accompagne la publication du premier volume du catalogue raisonné des dessins.

Galerie Fanny Guillou-Lafaille, 4, avenue de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Gérard Gasiorowski

Cet écorché vif, qui fut un temps proche des hyperréalistes, entreprit, dans les années 70, de batailler contre le milieu de l'art, contre les valeurs reconnues. Il n'y trouva la paix qu'après de longues années de solitude totale. C'est sa « Guerre » que présente la galerie Maeght : des images simples et cultivées, des grivoiseries, des « croûtes » à touche-touche. Profondément émouvant.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Merri, Paris-4^e. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Gillon

L'exposition réunit un ensemble de dessins de 1945-46, qui marquent le passage du sculpteur à l'abstraction. Ils sont mis en rapport avec ses dernières sculptures en inox : *Petit soleil*, *Espace ovale* ou *Viesse*, des pièces témoins de l'accomplissement d'une œuvre éprise de pureté.

Galerie Oline Vierny, 38, rue Jacob, Paris-6^e. Tél. : 42-60-23-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Henri Hayden

De 1911 à 1970, un choix de dessins, de gouaches et d'huiles sur papier.

Pour expliciter la trajectoire du peintre, un modeste qui, parlant de Cézanne et du cubisme, entreprit de dépouiller son art et se trouva bien pris, à l'heure de la plénitude, de basculer dans l'abstraction.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1^{er}. Tél. : 42-98-37-98. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Rebecca Horn

Un concert de machines à écrire, des papillons bleus qui battent de l'aile, une étrange machine duelle à réserve d'encre, un piano à queue suspendu au plafond qui baille, déglutit et se referme, monstrueux : quelques pièces récentes et inédites de Rebecca Horn. A ne pas manquer.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris-4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Jean Leppien

Jean Leppien est né en 1910, a peint son premier tableau abstrait en 1927, a été l'élève d'Albert, de Klee et de Kandinsky au Bauhaus, a fui l'Allemagne nazie, s'est fixé, au lendemain de la guerre, en France, où on le connaît sans le connaître à travers ses fantasmes constructifs.

Galerie Franke Bernot Bastille, 4, rue Saint-Sabin, Paris-11^e. Tél. : 43-55-31-93. Tous les jours sauf dimanche, lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Antonio Saura

De 1959 à 1964, les audaces libertaires d'un peintre espagnol dont un des pères est Goya. Qui brosse des images-chocs, de violence, de révolte, de mort.

Galerie Artcurial, 9, av. Maignon, Paris-8^e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 29 juin.

Boyd Webb

Graves, louloques ou factieux, les tableaux burlesques d'un ancien sculpteur venu à la photographie dans les années 70. Croisement des contraintes, vertiges topographiques, énigmes sans solution bâties sur des personnages et des situations toutes britanniques, inspirent cet artiste drôle et réfléchi.

OCO, 3, rue Houdart, Paris-20^e. Tél. : 43-66-90-93. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juillet.

Régions

Arc-et-Senans

Figurations de l'utopie

Voici enfin le Musée Ledoux, chez lui, à la Saline d'Arc-et-Senans, en France-Comté. L'occasion, donc, de découvrir l'un des plus spectaculaires monuments que le dix-huitième siècle ait légué à la France, et, en même temps, la vie et l'œuvre « en trois dimensions » (60 maquettes) de celui qui fut l'un des rénovateurs les plus radicaux de l'architecture classique.

Musée Ledoux, Saline royale, bâtiment de la Tournerie, 25610. Tél. : 81-54-45-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 mai 1992.

Avignon

Flore en Italie

L'exposition invite à repérer les différents modes de représentation de l'élément végétal dans les peintures du Moyen Age et de la Renaissance conservées au Petit Palais avignonnais. En prime des manuscrits enluminés, des ouvrages anciens de botanique, des planches gravées d'herbier.

Musée du Petit Palais, place du Palais-des-Papes, 84000. Tél. : 90-88-44-58. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 11 h 50 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Bordeaux

Buren

Bandes et miroirs pour déstabiliser, souligner, révéler les lieux : hall d'entrée du musée, couloirs, grande nef et galeries d'exposition, au second étage de l'entrepôt Lainé, A Bordeaux, pour l'été, le grand jeu de Daniel Buren. Il est accompagné d'un livre réunissant tous les textes de l'artiste depuis 1965.

Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 septembre, 20 F.

Colmar

Julius Bissier

D'abord marqué par Grünewald et Altdorfer, le peintre rhénan Julius Bissier (1893-1965) passa, vers 1930, à l'abstraction. Une abstraction portée par la calligraphie et la pensée de l'Extrême-Orient. Eacres de Chine, aquarelles, petits tableaux à la tempera, à l'huile et à l'œuf illustrent la quête spirituelle de ce représentant de la peinture lyrique et informelle.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 août, 25 F.

Grenoble

Marco Bagnoli, Remo Salvadori

Deux Italiens d'aujourd'hui qui, chacun à sa façon, traitent de la mesure de l'homme et de sa relation au monde. Bagnoli et Salvadori, qui inaugurent un programme de collaboration du Musée de Grenoble avec le Castello di Rivoli (Turin), ne sont pas toscans pour rien.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 juillet.

Lyon

André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions : en deux cents photographies, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine par un enchevêtrement d'images qui continuait à rester amateur toute sa vie.

Institut Lumière - Château Lumière, 28, rue de la République, 69008. Tél. : 78-00-55-68. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Meymac

Robert Jacobsen

Quarante ans de sculpture d'un Danois qui commença par tailler le bois, puis choisit le métal pour assembler rigoureusement ses formes, et gérer tout

naturellement les pleins et les vides. Cette rétrospective coïncide avec la mise en place à Meymac d'une commande publique passée à l'artiste.

Centre d'art contemporain, abbaye de Saint-André, 19250. Tél. : 55-55-23-50. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Tanlay

Pierre Bettencourt

Un marginal, ou, si l'on préfère, un irrégulier de l'art. Qui s'est lancé dans le haut relief d'images, avec incrustations de coquilles d'œuf ou de pierres, après un séjour à Chaillol, avec Jean Dubuffet, en 1953. Qui promène son angoisse entre érotisme et magie.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 59430. Tél. : 55-76-78-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre, 10 F.

Tulle

Ernest Pignon-Ernest

Esquisses, dessins, grandes sténographies (le corps de l'œuvre, pour les rues, la ville), photos : presque une rétrospective. Depuis les images commémoratives la Commune (1971) jusqu'aux travaux récents menés à Naples, autour du Caravage.

Musée du cloître et Eglise Saint-Pierre, 19000. Tél. : 55-26-32-25. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 août.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures-objets qui échappent à la narration, bien qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, orchestrée par Michel Enrici, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 juillet.

La sélection Arts a été établie par Geneviève Breccette. Sélection « Photo » : Patrick Raguier.

ABONNEZ-VOUS A PARIS

Une information complète, mensuelle sur les événements parisiens, reçue à domicile.
Des sorties originales dans la capitale.
Des réductions : conférences, musées, théâtres, concerts...
Et la possibilité de réserver son spectacle sans se déplacer.



LA CARTE DE L'OFFICE DU TOURISME DE PARIS

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom _____
Prénom _____ Tél. bureau _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

demande sa carte PARIS SÉLECTION valable 12 mois et joint un règlement de 260 F à l'ordre de l'OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE PARIS
127, Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 18 29
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ espèces (réservé au paiement sur place)

EXPOSITION
LUIS SEOANE
1910-1979
4 Juin au 6 Juillet
Entrée gratuite
CASA DE ESPAÑA
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL
7, rue Quentin Bauchart
75005 PARIS ☎ 40.90.92.92
(de mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30)

MIKLOS BOKOR
PEINTURES
GALERIE LAMBERT ROULAND
62, RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS
43 63 51 62 JUSQU'AU 27 JUILLET

XXXIV^e SALON DE MONTROUGE - 15 MAI - 16 JUIN
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc...
VICTOR BRAUNER
collection de l'Abbaye Sainte-Croix
"REGARD SUR LA JEUNE CRÉATION ALLEMANDE"
2, av. E. Boutroux (face Marlie) - 32, r. G. Péri - 10719 L.I.J.
Tél. : 46 55 79 31 - M^e Pte d'Orléans - bus 68 - 126 ou 128

TGP
DU 30 MAI AU 22 JUIN
Exécuteur 14
Texte et mise en scène
ADEL HAKIM
avec
Jean-Quentin CHATELAIN
42 43 17 17

JEANNE-BUCHER
53, rue de Seine - 75006 Paris
JEAN DUBUFFET
théâtre de la bastille
LE SÉJOUR
Mise en scène
Décor et Costumes
FRANÇOIS-MICHEL PESENTI
DU 5 AU 16 JUIN A 21 H
DIMANCHE A 17 H - RELACHE LUNDI
43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

LA SEMAINE

DISQUES

Thomps

HENRI D'OLYMP
du 18 dec au 3 jan
LOCATION 47 47 47
JERSEYS

مكتبة الأدب



**LE NOUVEAU
JEU DE PAUME
CONSISTE
À ATTRAPER
L'ART
PENDANT QU'IL
REBONDIT.**

UAP

L'UAP EST HEUREUSE DE SOUTENIR LES
ACTIONS DE LA GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME.

BDP

Jean Dubuffet - Dessin pour "Le Jeu de Paume" (1991) - © ADAP, Paris 1991.

مكتبة الأهل

colaire

31 Les négociations sur l'union économique et monétaire
Des allemands et des Français

32 Communication
33 La réforme des sicav monétaires

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Les pitiements de l'Europe monétaire

Un premier ministre britannique, M. John Major, qui affirme bien haut n'être prêt à aucune concession face à l'idée d'une monnaie unique en Europe, tout en étant plus proche qu'on ne croit de se rallier au plan Delors. Un futur directeur de banque centrale allemande, M. Hans Tietmeyer, qui déclare que «l'Allemagne unifiée peut perdre beaucoup dans le nouvel ordre monétaire européen»... Le débat sur l'Union économique et monétaire européenne (UEM) paraît s'être quelque peu enlisé, à quelques jours du sommet des chefs d'Etat de Luxembourg.

Il est clair depuis longtemps que l'instauration d'une monnaie unique chez les Douze ou la mise en place d'une banque centrale commune sont des thèmes avant tout politiques. Or l'avancée de l'union politique européenne suppose qu'il existe un consensus à l'intérieur des Etats. Or comment demander au gouvernement britannique de modifier officiellement sa conception de l'UEM à quelques mois de la tenue d'élections générales? Et comment espérer que l'Allemagne, actuellement confrontée aux très graves difficultés économiques qu'elle rencontre dans l'ancienne RDA, s'engage dans une union qui risquerait d'entacher sa «virtu» monétaire?

On comprend donc que Londres conserve son discours anti-monnaie unique, même si les négociateurs britanniques font actuellement preuve de davantage de souplesse à Bruxelles; on comprend aussi que Bonn tende la main à la Grande-Bretagne, dans le souci de ralentir la progression de l'union monétaire.

Plus les mois avancent, et plus le dossier de l'UEM paraît difficile à gérer. La période qui s'ouvre risque de rendre les avancées difficiles, en dehors même des considérations politiques, compte tenu de la détérioration de la conjoncture économique en Europe et de la nécessité pour l'Allemagne de maintenir des taux d'intérêt élevés. Dans son rapport publié cette semaine, la Banque des règlements internationaux évoque le «contrainte inopportune à l'activité économique» imposée par la politique monétaire allemande aux Etats participant au Système monétaire européen (SME). L'organisme de Bâle souligne les tensions apparues dans le système depuis la fin de l'an dernier.

Or c'est justement à partir du succès du SME que les partisans de l'UEM comptent mettre en circulation une monnaie unique. S'ils ne sont pas désemparés, ou pas en mesure, de trancher les grandes questions qui restent en suspens à propos de l'UEM, les dirigeants des Douze devront au moins veiller avec le plus grand soin à ce que le SME ne se dégrade pas.

FRANÇOISE LAZARE
(Lire également l'article de notre correspondant Dominique Dhombres, page 31.)

Des mesures préventives contre la sécheresse

Un certain nombre de départements risquent pour la troisième année consécutive d'être affectés par la sécheresse avec des conséquences particulièrement dommageables pour les agriculteurs.

Les départements touchés ne devraient pas être les mêmes qu'en 1989 et 1990. En effet le phénomène semble s'être déplacé vers l'est. La sécheresse au sol est plus forte que la normale en Lorraine, en Champagne-Ardenne et en Bourgogne.

D'autre part, il y a déjà plusieurs jours que les préfets du Loiret et du Loire-Cher ont pris des mesures préventives pour économiser l'eau. Le mardi 11 juin c'est le préfet du Calvados qui a interdit l'arrosage et les forages dans plusieurs zones du département.

Les comptes de la Sécurité sociale et les protestations des professions de santé

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris

Plus de 80 000 personnes selon la police (au moins 150 000 selon les organisateurs) ont manifesté mardi 11 juin à Paris. Le Centre national des professions de santé (CNPS) et Action santé, une coordination représentant le monde médical, protestaient contre les projets du gouvernement en matière de dépenses de santé.

Le libéralisme et la santé sont sournoisement menacés. Mardi, entre la place de Brotaud et la place de la Bastille, personne n'en doutait. «Disparition du secteur privé - listes d'attente», proclamait une pancarte dominant une foule de médecins généralistes et spécialistes, biologistes, radiologistes, pharmaciens, kinésithérapeutes ou infirmières libérales se groupant selon leur département d'origine. Les «blouses blanches», ce ne sont pas seulement des internes en Lacoste et lunettes de soleil. En car ou en train, un très fort contingent de salariés des cliniques privées est venu défendre «l'hospitalisation privée qui représente 150 000 emplois et du travail pour de nombreuses entreprises».

Avec cinquante de ses collègues et quelques médecins, Martine, infirmière à la clinique du Sacré-Cœur de Vannes, a pris le chemin de la capitale. «J'ai l'impression, dit-elle, que l'on a enlevé petit à petit la liberté de soigner et le libre choix des malades». D'où vient le danger? Après quelques hésitations, la jeune femme évoque les dangers que recèle le réajustement à la baisse du «forfait d'opération» qui risque, assure-t-elle, d'entraîner de procéder à des examens complémentaires sur certains malades.

Tout plus si le «libéralisme» tant menacé est d'un genre un peu particulier - c'est grâce aux remboursements de la Sécurité sociale qu'il existe, - il se porte comme un éternel et se décline à l'infini. Sans crainte de manier le paradoxe, ce radiologue du Var jurait que «le racket de cliniques par des groupes financiers et des mutuelles» constitue «une atteinte au libéralisme» au même titre que «l'introduction d'enveloppes globales qui mènent les petits établissements à la faillite».

Quant à M. Charles Mazzoni, président du Centre national des bio-

logistes, il considère que «le déficit de l'assurance-maladie n'est pas» et que «les pouvoirs publics n'ont pas à s'occuper des revenus des professions de santé». «Nous refusons de céder au rouleau compresseur qui représente l'idée d'une nécessaire baisse des dépenses de santé», renchérit M. Marie-Josée Augé-Caumont, présidente de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France. Plus loin, un petit groupe de religieuses de la maternité catholique de

inscrit sur sa vitrine, à toutes fins utiles, une pancarte précisant que son officine est «de garde mais solidaire», paraissent tout à fait superflues.

M. Alain Coulomb, président de l'Union hospitalière privée (UHP), signataire d'un accord - jugé «asé-lérat» par ses détracteurs - de régulation des dépenses des cliniques privées, se réjouit de la mobilisation du monde médical mais il avoue se méfier des «slo-



Bourgoin-Jallieu (Isère) affiche sa crainte face à «l'hospitalisation en danger».

Glissements politiques

Sans toujours pouvoir éviter des glissements sur le terrain politique - le gouvernement socialiste idéologique et non économique vous ponctue de plus en plus et vous rembourse de moins en moins - affirmait un tract non signé, alors qu'un autre invitait ceux qui «ont du défendre le libre choix de leur école» à «défendre le libre choix de leur médecine», - la manifestation ne s'en déroule pas moins dans une ambiance fort détendue. Boulevard Saint-Marcel, les précautions d'un pharmacien ayant

gans un peu trop réducteurs. «Ce n'est pas avec des grands principes que l'on règle les problèmes de l'assurance-maladie. De plus en plus de responsables médicaux prennent en compte la nécessité d'une maîtrise médicalisée des dépenses de santé mais, face à des décisions brutales, il leur est difficile de passer de la traditionnelle stratégie négative, qui consiste à gagner du temps, à une stratégie de proposition».

En attendant, les organisateurs n'ont pas l'intention d'en rester là. «Si nous ne sommes pas écoutés très rapidement, nous reviendrons et cette fois nous serons plus d'un million», ont-ils prévenu place de la Bastille.

J.-M. N.

Les répercussions de la grève des infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation

Hôpital en sommeil

La grève des infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation (ISAR), qui a débuté le 21 mai, perturbe le fonctionnement de certains hôpitaux publics où une partie des interventions non urgentes a dû être reportée. En Ile-de-France, le mouvement est suivi par 65 % des ISAR, selon leurs représentants, et près de 50 % selon l'Assistance publique. Le syndicat et la coordination nationale des infirmières-anesthésistes, qui réclament l'établissement d'une grille indiciaire spécifique, appellent à une manifestation nationale, de l'hôtel Matignon au ministère de la Santé, jeudi 13 juin, à 11 h 30.

Pas de chance : M. Yvonne P. est arrivée à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) un mauvais jour. C'est là que les infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation avaient choisi de se mettre en grève. Le 21 mai. Après trois jours d'attente déçue, M. P., quatre-vingt-deux ans, est repartie chez elle, cahin-caha, appuyée sur sa canne. Avec sa prothèse usée à la hanche. «On vous reconstruit», lui a-t-on dit.

Une semaine après, M. P. est retournée à l'hôpital. Quarante-huit heures plus tard, on lui refaisait une articulation toute neuve. «J'ai eu la chance de passer», estime-t-elle aujourd'hui, calée dans son grand fauteuil. Ce n'est pas le cas de tout le monde. Mardi 4 juin, toutes les interventions non urgentes ont été annulées jusqu'à nouvel ordre. Aujourd'hui, les opérations ont lieu au compte-gouttes.

«On tourne à peu près à 40 % de nos capacités, estime le doc-

teur Jean Pasteyer, chef du département d'anesthésie-réanimation. Etant donné la gravité des interventions, qui nécessitent parfois une transfusion, le pré-sence d'une infirmière spécialisée est justifiée dans quasiment 80 % des cas. Les huit salles du bloc, qui accueillent entre quinze et vingt interventions par jour, n'ont vu défilier, ce matin, qu'une arthroscopie, une prothèse de hanche et une reprise de panaris. Les deux premières semaines, le bloc a bien essayé de tenir la cadence. Les médecins anesthésistes-réanimateurs mettaient les bouchées doubles pour combler le vide laissé par les infirmières. Ils endormaient seuls, sans aide.

Ca n'a pas duré longtemps. «Au bout de quinze jours, on a commencé à avoir des problèmes de matériel, de stérilisation, explique l'un d'eux. Et puis, on s'est rendu compte que ce n'était pas vraiment raisonnable au niveau de la sécurité». Depuis, deux médecins sont présents dans chaque salle d'opération.

Malades en otage

«C'est inacceptable, les malades n'ont pas à être les otages d'une grève», s'exclame le professeur Alain Patel, chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologique. Ses quatre-vingt-trois lits qui, habituellement, ne désespèrent pas, ne sont qu'aux trois quarts occupés. Normalement, le mois de juin est un des plus remplis. Les commarçants, les artisans et les cadres choisissent de programmer leurs interventions d'orthopédie à cette époque. Ils font coïncider leurs vacances avec une réduction de la durée de leur séjour. Même chose pour les lycéens.

Lassé par un mouvement dont il ne voit pas l'issue, le professeur Patel a écrit au ministre de la Santé pour lui faire part de ses inquiétudes. «Je vous demande de bien vouloir étudier très vite la situation du personnel spécialisé, et particulièrement des ISAR, car la situation est de plus en plus préoccupante et nous ne pouvons plus opérer des malades qui souffrent», écrivait-il à M. Bruno Durieux, dans une lettre datée du 7 juin.

Après quelques trahissements, il a été décidé de réquisitionner deux ISAR chaque jour et de se mettre d'accord sur un programme minimum d'intervention en dehors des urgences. Les malades dont la situation professionnelle ou scolaire est particulièrement contraignante, ceux qui souffrent ou ceux qui doivent être opérés sous autotransfusion (on leur transfuse en cas de besoin leur propre sang pour éliminer tout risque de contamination) sont opérés en priorité.

Ce matin, dans la salle de repos, les ISAR sont quasiment au complet. Deux travaillent au bloc mais les autres se consacrent à d'autres urgences. L'une fait la tournée téléphonique des collègues d'Ile-de-France pour mesurer la mobilisation. D'autres glissent des tracts dans des enveloppes à l'adresse de maires, de députés ou de sénateurs. Une manière de garder le moral alors que débute la quatrième semaine de grève. «On joue notre profession et notre avenir. La qualification, ça se paye, lâche l'une d'elle. Il faut que le gouvernement réalise que les cornettes, c'est terminé. Si on n'obtient rien, je quitte le métier».

MARTINE LARONCHE

Le gouvernement décide une hausse de 0,9 % des cotisations d'assurance-maladie

Le conseil des ministres devait adopter mercredi 12 juin le dispositif destiné à équilibrer les comptes de la Sécurité sociale : hausse de 0,9 % de la cotisation d'assurance-maladie et des économies sur les dépenses. Le président de la République, a indiqué M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a «félicité» l'équipe gouvernementale pour son action.

Après deux années de répit, la participation des Français au financement de la Sécurité sociale va être de nouveau accrue. Alors que la dernière revalorisation (un point supplémentaire sur la cotisation d'assurance-vieillesse) remonte à janvier 1989, la cotisation d'assurance-maladie des actifs sera augmentée de 0,9 point au 1^{er} juillet.

Parallèlement, des mesures d'économie visant les dépenses de santé vont intervenir à l'issue de la consultation - purement formelle - des caisses nationales d'assurance-maladie. Parmi les décisions envisagées, figurent une forte augmentation du forfait hospitalier (qui devrait passer de 37 à 50 F) ou encore la mise en place d'un montant uniforme de 2 F non remboursable pour chaque boîte de médicament... Des décisions visant à mieux encadrer la rémunération des actes de certaines professions (radiologistes, kinésithérapeutes, pharmaciens) et limitant les prix de produits pharmaceutiques sont aussi prévues. Au total, les mesures d'économie permettront de dégager 9 milliards de francs d'ici à la fin 1992 alors que la hausse de la cotisation rapportera 22,5 milliards de francs en année pleine.

La CSG boudée

Dans ses grandes lignes, le dispositif présenté devant le conseil des ministres par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, est de facture fort classique. M. Bianco a assuré qu'il «ne s'agit pas d'un énième plan-séu» visant d'abord à répondre à une situation d'urgence (un déficit cumulé de 32 milliards de francs fin 1991 pour le régime général), il se veut également «structurel» mais risque ainsi d'apparaître en décalage par rapport aux tentatives réformatrices engagées par M. Michel Rocard et son ministre de la solidarité, M. Claude Evin.

Moins de six mois après son entrée en vigueur, la contribution sociale généralisée (CSG) a été ostensiblement boudée. Dès sa nomination à Matignon, M. Cresson avait pourtant rappelé son attachement à ce nouvel instrument dont l'objet est de ne plus faire exclusivement peser le financement de la protection sociale sur

les revenus d'activité. Des motifs essentiellement politiques expliquent qu'une augmentation de la CSG (dont le taux est actuellement de 1,1 %) ait été écartée.

Selon le gouvernement, cette contribution reste trop marquée par les épargnades - parlementaires et syndicales - qui ont ponctué son adoption. Un éventuel réajustement, qui nécessiterait un vote à l'Assemblée nationale, pourrait mettre en danger l'existence même du gouvernement... En outre, la CSG présenterait l'inconvénient de mettre à contribution les retraités imposables, une population électoralement sensible, alors que le recours à un relèvement de la cotisation d'assurance-maladie nécessite un simple décret et ne met pas les plus de soixante ans dont le taux de cotisation d'assurance-maladie (1 % sur la pension de base et 2,4 % sur celles servies par les caisses complémentaires) est inférieur à celui des actifs (qui va passer de 5,9 % à 6,8 %). Cette option implique aussi que les autres revenus non salariaux, notamment ceux du capital et de la propriété, seront épargnés.

En revanche, c'est par la force des choses que l'engagement du précédent gouvernement visant à concentrer la régulation des dépenses sur les professions de santé (dont certaines voient leur activité s'accroître fortement sous l'effet, notamment, d'une démographie médicale excessivement dynamique) a été mis de côté. Plusieurs professions médicales et para-médicales seront, certes, concernées par des décisions mais elles n'interviendront pour l'essentiel qu'en 1992 alors que M. Evin envisageait de dégager dix milliards de francs de cette année en rationalisant la rémunération d'actes médicaux sans toucher aux remboursements des assurés sociaux. Ce pari ayant échoué, M. Bianco n'a donc pu éviter de lancer un programme d'économies concernant les assurés sociaux.

Forcément impopulaire, ce nouveau plan de redressement pourrait par contre permettre au gouvernement de ne plus devoir se pencher sur les comptes de la «Séu» avant les prochaines élections législatives prévues au printemps 1993. Si la croissance continue de reprendre de la vigueur, cet autre pari pourra être tenu sans trop de difficultés et l'assurance-vieillesse, structurellement déficitaire, pourrait également profiter de cette amélioration de la situation financière (l'objectif déclaré est de dégager un excédent sur la branche maladie en 1992). Mais, paradoxalement, une embellie des comptes de l'assurance-maladie n'incitera pas les professions de santé à négocier des évolutions structurelles avec le gouvernement. Surtout après le succès de la manifestation du 11 juin.

JEAN-MICHEL NORMAND

La maîtrise de vos affaires dans l'environnement européen

Le droit des affaires dans les pays de la CEE
Le droit des affaires dans les pays de la CEE
Le droit des affaires dans les pays de la CEE

Droit communautaire
- Traité et accords
- Codes
- et commentaires
- Textes communautaires

Jurisprudence européenne
- CEE-TH
- CEE
- CECA
- Convention de Bruxelles

Collection JUPITER - Droit des affaires dans les pays de la CEE
Deux recueils à feuillets mobiles - 8 et 10 volumes mis à jour 6 à 8 fois par an

L.G.D.J.
26, rue Vercingétorix - 75014 Paris Tél. (1) 43.35.01.67 Fax (1) 43.20.07.42

ACTIONNAIRES DE MATRA

En 1990:

- Progression de 10 % du chiffre d'affaires
- Bonne tenue du résultat

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - Paris 8^e. (Tél.: 47 66 03 06) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (3616 MATRA).

Mesdames, Messieurs,

vous êtes conviés à participer ou à vous faire représenter à l'Assemblée Générale Annuelle

qui se tiendra:
le jeudi 27 juin 1991 à 10 heures
à la Cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris.

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée Générale: demande de carte d'admission, formulaire de pouvoir ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer à l'Assemblée Générale, adressez-vous à l'établissement financier (banque, société de bourse, intermédiaire financier...) auprès duquel vos actions sont inscrites en compte. Vous devez avoir fait déposer 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès du service titres MATRA.

ARJIL-SOCIÉTÉS 9, rue Beaujon 75008 Paris, tél.: 47.66.01.36, qui vous fera parvenir une carte d'admission.

MATRA

SLIGOS

SLIGOS POURSUIT SON EXPANSION EUROPÉENNE...

Déjà présent en Allemagne, Italie et Espagne, le Groupe SLIGOS renforce son implantation espagnole en prenant le contrôle de deux sociétés:

• MED INFORMATICA, dont le siège est à Barcelone et qui réalisera un chiffre d'affaires de 55 millions de francs en 1991.

• O'DATI, qui devrait réaliser un chiffre d'affaires de 60 millions de francs en 1991. O'DATI est implantée à Madrid (52 % de ses activités) et à Barcelone.

MED INFORMATICA et O'DATI représentent un effectif global de 330 personnes qui se consacrent à l'Ingénierie Informatique, essentiellement pour la clientèle bancaire.

Ces deux acquisitions illustrent la bonne réalisation du plan de croissance internationale du Groupe dans les domaines de l'Ingénierie Informatique et des Services Bancaires et Monétaires.

... ET DIVISE SON ACTION PAR DEUX

La division par deux du nominal de l'action SLIGOS a pour objectifs de faciliter l'accès au titre et de permettre ainsi à de nouveaux actionnaires d'accompagner le Groupe dans son expansion.

La nouvelle action, au nominal de 25 francs, est cotée depuis le 29 mai 1991 à la bourse de Paris.

SLIGOS - 4th SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE EUROPÉENNE

Financière Truffaut Groupe Worms & Cie

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de FINANCIÈRE TRUFFAUT, tenue le 10 juin 1991, sous la présidence de M. Edouard SILVY, a approuvé les comptes de la société pour l'exercice 1990 qui se solde par un bénéfice net de 29 MF contre 24,2 MF pour l'exercice précédent.

Il a été décidé de distribuer un dividende net de 5,50 F par action (8,25 F, avant fiscalité) contre 5 F par action pour l'exercice précédent. La distribution globale s'élève à 15 991 481 F, contre 14 537 185 F et sera mise en paiement à compter du 24 juin 1991.

FINANCIÈRE TRUFFAUT poursuit son recentrage dans l'activité du luxe. Après avoir porté sa participation dans KENZO de 5 % à 25 % en 1990, elle vient de racheter 20 % du capital de LANCEL, et de reclasser ses intérêts dans TF 1.

La valeur d'actif net réévalué de FINANCIÈRE TRUFFAUT ressort au 7 juin 1991 à environ 440 F par action.

Codetour

L'Assemblée générale, réunie sous la présidence de M. Henri CUCHET le 30 mai 1991 au nouveau siège social - Grand Ecran, 30, place d'Italie, 75013 PARIS - a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990 qui font apparaître un bénéfice de 17 400 000 F.

Elle a décidé de distribuer un dividende de 26 F par action, en augmentation de près de 11 % sur celui de l'exercice précédent, payable à compter du 11 juillet. Ainsi, en trois ans, le dividende aura progressé de 39 %, plaçant CODETOUR parmi les meilleures sociétés de son secteur.

Dans son allocution, le président a rappelé que le conseil d'administration, soucieux de réserver à la société la possibilité de transformer certains contrats de location simple de longue durée en contrats de crédit immobilier, a décidé d'opter pour le maintien du régime SICOMI jusqu'au 31 décembre 1995.

fnac

RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 1990/91

Le Conseil d'Administration de la Fnac s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Louis Pétrot le 6 juin 1991. Il a arrêté les comptes au 28/02/1991 qui se résument ainsi:

Groupe Fnac					
en millions de francs	28/2/90	% sur ventes	28/2/91	% sur ventes	Variation en %
CHIFFRE D'AFFAIRES HT	3606,3		4082		+ 13,2
RÉSULTAT COURANT	132,5	3,7	93,4	2,3	- 29,5
RÉSULTAT NET APRÈS I.S. ET PART. (part du Groupe)	53,3	1,5	39,8	1,0	- 25,3
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	144,9	4,0	161	3,9	+ 11,1

Dans un contexte de conjoncture défavorable constatée depuis le printemps 90, accentuée par la guerre du Golfe et ayant freiné la fréquentation des grands magasins et magasins spécialisés, le résultat net se situe à 39,8 MF soit 1 % du chiffre d'affaires, en retrait de 25,3 % sur l'exercice précédent, non compris la plus-value de cession de Wagram.

La Fnac durant cette période a néanmoins progressé plus vite que la concurrence et accru ses parts de marché. Par ailleurs, sa capacité d'autofinancement a progressé de 11,1 % lui permettant de poursuivre la politique de développement soutenu lancée conformément au plan à 3 ans.

Depuis septembre 1990 ont été réalisées les ouvertures de Paris - Bd des Italiens, Saint-Etienne et les extensions de Marseille, Clermont-Ferrand, Lyon, Paris - Forum.

Jusqu'en décembre 1991 sont prévues en France les ouvertures de Paris - Bd Saint-Germain, Lyon-Part-Dieu, Nancy, Pau, Paris-Etoile et à l'étranger celle de Berlin. Parallèlement, les extensions de Metz, Paris-Montparnasse et Anvers en Belgique seront menées à bien.

Au 30/6/1991, le résultat net sera très positivement influencé par la plus-value de cession de l'immeuble de Wagram venant compenser les frais exceptionnels d'ouvertures et de développements engagés durant l'exercice.

Le Groupe GAN invite ses actionnaires le lundi 24 juin

La Société Centrale du GAN informe ses actionnaires que son Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le:

Lundi 24 juin 1991 à 10 heures
à la Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint Dominique - PARIS 7^e

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister à cette assemblée.

Toutefois, seront admis à y participer, à voter par correspondance ou s'y faire représenter les actionnaires qui auront au préalable justifié de cette qualité:

- en ce qui concerne les propriétaires d'actions nominatives, par leur inscription en compte nominatif cinq jours au moins avant la date fixée pour cette assemblée;
- en ce qui concerne les propriétaires d'actions au porteur, par la remise, dans le même délai, d'un certificat établi par leur intermédiaire habilité, constatant l'immobilisation des actions jusqu'à la date de l'assemblée.

La demande de carte d'admission ou, le cas échéant, le renvoi du vote par correspondance ou par procuration doit s'effectuer:

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à la Société Centrale du GAN - Service Actionariat;
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à l'intermédiaire qui assure la gestion habituelle de leurs titres.

GROUPE gan

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social:
620 000 F
Principaux associés de la société:
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. 46-62-72-73 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LAM

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Gumbourg
94052 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALESIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-26
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Téléc: 206.806 F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 48-80-30-10
Téléc: 281.311 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMBOURG - PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales y compris CDE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____
Localité: _____ Pays: _____
Veuillez pour l'obtention d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

مكتبة الأمل

ÉCONOMIE

CEE

Tout en affichant officiellement une position inchangée

Londres s'apprête à accepter le « compromis Delors » sur la monnaie unique européenne

Dans les difficiles négociations autour de l'union monétaire européenne, M. John Major, premier ministre, s'apprête à accepter le « compromis Delors » sur une monnaie unique, mais pas avant le sommet européen de Maastricht (Pays-Bas) en décembre. La voie serait alors ouverte à des élections générales en Grande-Bretagne au printemps 1992.

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major est un véritable Anglais. Il est prêt à se défendre bec et ongles si on cherche à lui imposer de force et dans des conditions humiliantes une monnaie unique européenne dont il ne voudrait pas, mais il n'a rien contre une transaction honorable. Le gouvernement de Sa gracieuse Majesté s'apprête donc à accepter dans les mois qui viennent ce qu'on appelle ici le « compromis Delors ». Telle est la confiance que nous avons recueillie auprès d'un proche du premier ministre. L'événement pourrait avoir lieu dès décembre prochain, à Maastricht, lors du sommet des Douze qui clôturera la présidence néerlandaise.

Les Britanniques ont toujours considéré « le continent » avec méfiance. L'Europe a le grand défaut, vue d'ici, de ne pas avoir un Parlement digne de ce nom, et d'être dominée par un exécutif (la Commission) et des fonctionnaires trop bien payés, mal contrôlés et trop liés de leurs mouvements. Ce « déficit démocratique » a pris, aux yeux de nombreux Britanniques et pas seulement de M. Thatcher, la figure de M. Jacques Delors, qui a le tort d'être, dans l'ordre, français, socialiste, et... arrogant. Il n'en faut que plus de courage à M. Major pour tenter de faire accepter à son pays le compromis qui porte le nom de « l'ennemi ».

M. Delors propose que les Onze adoptent la monnaie unique européenne en convenant avec la Grande-Bretagne que celle-ci se joindra, le moment venu, à l'union monétaire ainsi réalisée. Cette formule a l'avantage de préserver l'unité des Douze, puisqu'elle affirme le principe même de la monnaie unique, tout en laissant à Londres plusieurs années de réflexion avant un engagement qui est déclinant.

La croisée abandonnée

Les convictions personnelles de M. Major à propos de la monnaie unique européenne restent un mystère. Mais le plus jeune premier ministre britannique de ce siècle a abandonné, dès son accession au pouvoir en novembre dernier, la croisée de M. Thatcher contre les institutions de Bruxelles. Il l'a fait à sa manière, douce et polie, et en employant des mots si gris et si ennuyeux qu'on ne remarquait parfois même pas le changement. Mais, à l'ère de près ses déclarations aux Communes, il est, au fond, davantage sur les positions jadis défendues par Sir Geoffrey Howe ou M. Nigel Lawson que sur celles martelées (et avec quel panache, surtout dans les mois qui ont précédé sa chute) par la « Dame de fer ».

La réunion des ministres des finances de la Communauté, le 10 juin à Luxembourg, a constitué un tournant décisif. M. Norman Lamont y a déclaré en substance que Londres acceptait le « compromis Delors ». Il allait de soi que le Chancelier de l'Échiquier souhaitait une certaine discrétion. Ce dernier point n'a pas été perçu par M. Bérégovoy, qui a aussitôt fait état du « changement » britannique. Une pénible opération a dû alors être engagée ici. M. Lamont s'est laborieusement expliqué devant les Communes. Il a dit, bien sûr, que la position britannique sur la monnaie unique était inchangée.

Le Groupe de Bruges, une organisation antifédéraliste, qui tire son nom du discours prononcé dans cette ville en septembre 1988 par M. Thatcher, et dont celle-ci est devenue la « présidente d'honneur », a jugé bon d'intervenir dans ce processus compliqué. M. Patrick Robertson, un étudiant en histoire âgé de vingt-trois ans, hyperactif secrétaire général du Groupe de Bruges, a remis à l'*Evening Standard*, qui l'a publié mardi 11 juin, un « memorandum » explosif concernant l'attitude du Parti conservateur à propos de l'Europe. Ce document affirme qu'une « scission » du parti est possible si M. Major ne mettrait pas publiquement son « veto » à l'adoption d'une monnaie européenne unique.

Les « brigistes » affirment que cent trente députés conservateurs suivent leurs consignes, mais en réalité cette petite rébellion ne mobiliserait qu'une vingtaine de députés autour de M. Nicholas Ridley, farouche anti-européen, qui avait dû démissionner en juillet 1990 de ses fonctions de ministre du commerce et de l'industrie parce qu'il avait dit trop de mal des Allemands et des Français au cours d'une interview.

M. Major a dû résister à la suite organisée par le Groupe de Bruges dans l'*Evening Standard*. Il a débi-

rément refusé d'employer le mot de « veto » et son entourage a expliqué qu'il s'agissait d'une « partie de poker » et qu'étaient ainsi la seule bonne carte dont on dispose était vraiment mal jouée.

M. Major a déclaré mardi soir qu'il « négocierait » avec ses partenaires européens en faveur de « ce qu'il estime être bon ». Il « appartiendrait ensuite à la Chambre des communes » d'accepter ou de refuser le compromis. Il n'est pas exclu cependant que le « contrôle démocratique » soit double. Rien ne pourra se faire bien sûr sans un vote, qui promet d'être difficile, du Parlement de Westminster. Mais un référendum n'est pas exclu, et pourrait même être souhaitable.

Le scénario, dans les mois qui viennent, sera le suivant. Les négociateurs britanniques continueront, de la conférence intergouvernementale en cours sur l'union économique et monétaire, de tenter de freiner la marche vers la monnaie unique. Les Allemands, conformément à la « nouvelle alliance » entre Londres et Bonn, participeront à cet effort de freinage. Rien de décisif ne se fera lors du sommet européen des 27 et 28 juin à Luxembourg. Si tout va bien, le « compromis Delors » (devenu alors un compromis britannique) conforme aux meilleures traditions est entré en décembre à Maastricht.

Les conditions seraient alors mûres pour des élections générales en Grande-Bretagne au printemps 1992. Les conservateurs pourraient se tourner vers leurs électeurs en leur affirmant qu'ils n'ont en rien compromis l'avenir, puisqu'ils n'ont encore rien signé et qu'ils ont obtenu l'essentiel : gagner du temps. La refonte du traité de Rome, qui comporterait désormais une clause de principe sur l'union monétaire des Douze, n'aurait évidemment lieu qu'après les élections britanniques.

DOMINIQUE DHOMBRES

INDUSTRIE

En contrepartie de sa présence dans l'ex-RDA

EDF accueille des électriciens allemands dans le capital d'une centrale nucléaire

EDF va ouvrir le capital de la centrale nucléaire de Civaux (Vienne) à des électriciens allemands. Il s'agit ainsi d'accorder à ceux-ci une contrepartie après la place de choix accordée au groupe français dans la reprise de la société de production et de transport d'électricité en ex-RDA.

En annonçant la nouvelle, le directeur général d'EDF, M. Jean Bérégovoy, qui participait aux travaux du vingt-deuxième congrès de l'UNIPED à Copenhague (le Monde du 11 juin), a toutefois

précisé mardi 11 juin que la participation des Allemands dans Civaux n'excéderait pas 25 %. Le tour de table de la compagnie chargée à l'avenir de fournir en énergie les provinces allemandes de l'Est va associer à des électriciens allemands majoritaires un consortium de compagnies étrangères contrôlé par EDF. Chef de file d'un pool de sociétés électriques réunissant le belge Electabel, le britannique Powergen, l'espagnol Endesa et vraisemblablement l'italien Enel, l'électricien français peut espérer 7,5 % du réseau allemand.

Soucieux d'obtenir une contrepartie, RWE, Bayernwerk et

Preussen Elektra, les trois majors de l'électricité en Allemagne, avaient d'abord réclamé une participation dans le capital de l'entreprise publique. Difficile à accorder. Pour des raisons politiques d'abord. Et parce que la taille d'EDF aurait réduit cette participation à la portion congrue. Depuis août dernier, l'entreprise publique française et ses interlocuteurs allemands négocient pied à pied. La solution a finalement été trouvée il y a quelques semaines. Les Allemands feront leur entrée dans la centrale de Civaux. L'accord définitif devrait être conclu d'ici à la fin de l'automne.

C. M.

Le CNPF propose des mesures pour renforcer les « fonds propres » des entreprises

Dans un document remis au premier ministre et à M. Pierre Bérégovoy, le CNPF souligne que le meilleur moyen d'aider les entreprises est de renforcer leurs fonds propres. Le CNPF préconise d'encourager l'épargne longue par la création d'un plan d'épargne en actions (PEA). Le PEA serait bloqué pour une durée de huit ans, les revenus et plus-values d'un portefeuille de 1,2 million de francs pour un couple seraient totalement exonérés d'impôt. Le CNPF propose, d'instaurer un seul taux d'imposition sur les sociétés à 33,3 % et une taxation des dividendes plafonnée à 18,1 % dans la limite de 150 000 francs. Le patronat suggère pour toute augmentation de capital d'au moins 25 % dans une limite de 10 millions de francs, que les investisseurs soient libres d'amortissement durant trois ans ou, deuxième possibilité, un abatement sur l'impôt sur les sociétés durant trois ans.

SOCIAL

M. Xavier Greffe dirigera la délégation pour le développement de l'apprentissage

M^{me} Edith Cresson, premier ministre, a annoncé le 11 juin la création d'une délégation pour le développement de l'apprentissage et des autres formations en alternance dirigée par M. Xavier Greffe. Placée sous l'autorité conjointe des ministres de l'éducation nationale et du travail, et du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, cette nouvelle délégation sera installée dans les locaux du ministère du travail. Six chargés de mission y seront affectés, trois venant de l'éducation nationale et trois du ministère du travail.

M. Xavier Greffe, recteur de l'académie de Poitiers, est l'auteur

de nombreux ouvrages consacrés à l'emploi. Il a notamment écrit un livre intitulé *Decentraliser l'emploi*, que M. Michel Rocard avait analysé dans un article publié dans nos colonnes, quelques jours avant d'être nommé premier ministre (le Monde du 10 mai 1988).

Cette nouvelle structure aura pour mission de « promouvoir les relations entre l'éducation nationale et les entreprises » afin de parvenir « à une meilleure prise en compte des aspirations des jeunes et de leurs familles » et de « mieux répondre aux besoins de l'économie ».

Elle devra respecter un calendrier extrêmement précis. Le communiqué de Matignon indique qu'elle « se mettra immédiatement au travail pour susciter des actions concrètes sur le terrain dès la rentrée de septembre ». Au 15 septembre, le délégué devra fournir un rapport d'étape « sur les actions concrètement engagées » qui sera soumis au Conseil national de la formation professionnelle, présidé par M^{me} Cresson. Une deuxième réunion, qui « précisera les mesures à mettre en œuvre », sera organisée avant la fin de l'année.

Contrairement à ce qui était envisagé, il semble maintenant que ces mesures pourront être adoptées par la voie réglementaire sans qu'il soit nécessaire de faire appel à la loi. Cela n'a toutefois pas empêché M. François Mitterrand, en visite à Troyes le 11 juin, d'espérer que « le Parlement aidera (le gouvernement) dans cette orientation ».

A. L.

Le bilan de la négociation collective

6 496 accords d'entreprise ont été signés en 1990

Le rapport annuel sur le bilan de la négociation collective réalisé par le ministère du travail recense la signature de 6 496 accords d'entreprise en 1990, « le meilleur niveau jamais atteint », soit une hausse de 12 % sur un an. Ce bilan sera présenté lors de la réunion de la Commission nationale de la négociation collective le 24 juin.

Dans le domaine des salaires, où le gouvernement avait invité, en juin dernier, les partenaires sociaux à engager des négociations afin de relever les minima hiérarchiques souvent inférieurs au niveau du SMIC, 349 accords sont intervenus, soit 20 de plus qu'en 1989. Bien que 64 branches (contre 35 l'année précédente) aient signé un accord sur les classifications, « les bas de grilles n'ont pas fait massivement l'objet de revalorisations spécifiques », souligne le rapport. Celui-ci observe que « la norme d'augmentation des minima hiérarchiques des seuls ouvriers non qualifiés, juste supérieure à celle relative à l'ensemble des catégories, ne rompt pas avec la tendance observée les années précédentes ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AFFAIRES

ÉTRANGER

Les compagnies américaines vont importer du pétrole iranien

La compagnie américaine Coastal Corp. a déclaré avoir reçu la permission du gouvernement américain d'importer 2,5 millions de barils de pétrole iranien, assure le *Wall Street Journal*. Ce sera la première fois depuis 1987 que l'Iran pourra vendre du pétrole directement aux États-Unis.

L'embargo décrété contre l'Iran par le président Carter après la révolution de 1979 avait été levé en 1981, après la libération des otages, puis imposé de nouveau en 1987 en raison des activités terroristes de la République islamique.

Depuis un an, les compagnies américaines avaient été autorisées ponctuellement à acheter du brut iranien, mais à la condition que ces cargaisons soient destinées à d'autres pays et que le produit de la vente soit versé sur un compte spécial destiné aux règlements des

litiges entre les deux pays. L'autorisation donnée à Coastal est un nouveau pas vers une normalisation des rapports entre les deux pays.

120 000 barils/jours début août

Par ailleurs, selon Reuters, le Koweït a repris sa production pour la première fois depuis sa libération et l'incendie de ses puits par l'Irak. Selon un cadre de la société nationale koweïtienne du pétrole, celle-ci a recommencé à pomper 25 000 barils/jour, un rythme très faible, qui devrait être porté à 120 000 barils/jour début août. Dans un premier temps, la production sera destinée aux besoins intérieurs, la réparation complète du secteur pétrolier devant prendre environ deux ans selon la même source.

ÉTATS-UNIS

Le sauvetage des caisses d'épargne exige 50 à 75 milliards de dollars supplémentaires

Le sauvetage des caisses d'épargne aux États-Unis coûtera, en 1992, 50 à 75 milliards de dollars supplémentaires (de 300 à 450 milliards de francs) aux contribuables américains. M. Charles Bowsher, directeur du General Accounting Office (GAO), service de contrôle des comptes au Congrès, a déclaré, le 11 juin, devant la commission bancaire du Sénat, que le coût total du rachat ou de la fermeture des caisses d'épargne défaillantes atteindrait 150 milliards de dollars à fin 1992. Quelque 85 milliards de dollars ont déjà été dépensés par la Resolution Trust Corp. (RTC), agence fédérale créée en 1989 pour mettre en œuvre le plan de restructuration des caisses d'épargne. L'objectif de la RTC est de prendre le contrôle de quelque sept cents établissements défaillants.

Excédent des paiements courants au premier trimestre

Les États-Unis ont annoncé, mardi 11 juin, avoir enregistré un excédent de leur balance des paiements courants au premier trimestre. Selon le département du Commerce, cet excédent de 10,2 milliards de dollars (61 milliards de francs) est attribuable principalement aux 22 milliards de dollars versés par plusieurs États (Arabie Saoudite, Allemagne et Japon principalement) comme contribution au financement du conflit arabo-israélien.

La guerre du Golfe devrait donc contribuer à améliorer sensiblement le solde des paiements courants cette année (il s'était élevé à 92 milliards de dollars en 1990).

Le solde négatif des échanges commerciaux s'est établi à 18,4 milliards de dollars au premier trimestre, contre 27,7 milliards au cours des trois mois précédents.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de Ciments Français, Actionnaires de Poliet, vous avez répondu OUI aux Offres Publiques de Paribas.

A la suite de ces OPE, Paribas détiendra 81 % du capital de Poliet, qui pour sa part, aura une participation de 86,6 % du capital des Ciments Français.

PARIBAS EST HEUREUX DE VOUS COMPTER PARMI SES ACTIONNAIRES

PARIBAS ACTIONNARIAT - Tél. : (1) 42 98 17 88



LE SALON DU BOURGET

L'aéronautique exposée

Suite de la première page

Les perspectives sont médiocres à court et à moyen terme, qu'il s'agisse du transport aérien civil (la capacité des compagnies à renouveler voire à renforcer leurs flottes) ou de la plupart des budgets de défense dans le monde (l'apogée des armées à moderniser leurs arsenaux). Seul, le marché de l'espace tire son épingle du jeu dans le domaine des satellites de télécommunications ou de télévision directe, pour lequel on s'attend à une explosion de la demande, et accessoirement dans celui des satellites dits scientifiques ou techniques, où la progression est plus modérée.

Une surproduction à résorber

Les deux secteurs-clés sur lesquels les industriels de l'aéronautique ont longtemps assis leur prospérité, le transport aérien et l'équipement militaire, se révèlent aujourd'hui d'une extrême fragilité. La détente en Europe et la guerre

du Golfe ont probablement accéléré le mouvement. Mais, ni le premier ni le second de ces deux événements ne doivent être l'arbre qui cache la forêt : en réalité, le creux de la vague avait commencé bien avant cette double crise.

C'est depuis 1986 que l'industrie aéronautique mondiale marque le pas. Davantage aux États-Unis et en France que dans le reste de l'Europe ou au Japon. Selon les dernières statistiques disponibles, la production outre-atlantique en 1989 a représenté quelque 120,6 milliards de dollars et, en France, un peu plus de 17,3 milliards. En revanche, l'Europe, avec 51,7 milliards de dollars, a plus que doublé ses résultats par rapport à 1983 et le Japon, avec 5,4 milliards, les a presque triplés. Le score des Européens tient en particulier à une ascension des Britanniques, des Allemands et des Italiens, quand les positions des Français auraient plutôt tendance à s'affaiblir un peu.

Au point que les administrations de tutelle de l'industrie aéronautique et spatiale en France, à com-

mencer par le ministère de la défense, commencent à évoquer la nécessité de revoir, ici ou là, l'ordonnement des capacités de production « qu'il conviendrait d'accompagner socialement », selon une expression de M. Pierre Joxe.

Si la récession économique explique que les perspectives en demi-teinte de ce secteur, l'effondrement du « choc » de l'est et la guerre du Golfe ont aussi contribué à en ralentir l'activité. A sa façon, le 39^e salon du Bourget en porte témoignage. Pour garder leurs parts de marché, les États-Unis sont prêts à faire feu de tout bois.

Ainsi, ils choisissent de consolider, par le détour des contrats du Pentagone, certains pôles de production plutôt que d'autres, où, de ce fait, le chômage et les licenciements se répandent. Ils incitent encore les entreprises à se redéploier vers le civil et, dans le même temps, ils jouent avec le dollar, qui sert de monnaie de référence, ou ils plaident la concurrence déloyale devant le GATT pour favoriser Boeing contre Airbus. Ils invitent, enfin, leurs vendeurs à inventer à l'avantage d'agressivité au Proche-Orient, en Asie et dans le Pacifique, en dépit de propositions pour un contrôle accru de ce commerce, qui, selon le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, n'exclut pas d'honorer les commandes de pays « amis ».

Un concurrent et un client

Face à cette offensive généralisée des Américains, qui doivent compenser par leurs exportations le manque à gagner dû aux compressions budgétaires décidées par le gouvernement fédéral, les Européens cherchent leur voie, comme le montre pratiquement ce 39^e salon.

De la guerre du Golfe, en effet, les constructeurs européens de l'aéronautique ont tiré la leçon que la CEE avait brillé par son inexistence politique. Un tel constat est une raison de plus pour accélérer le processus d'intégration économique au sein de la Communauté. D'où les annonces, qui se multiplient et qui se concrétiseront davantage encore au Bourget, de tous ces accords de rapprochement, de coopération et de fusion entre industriels européens autour de programmes nouveaux d'hélicoptères, d'avions civils ou militaires, de missiles, de satellites et de matériels électroniques. Tout un réseau d'alliances plus ou moins durables se met en place. Avec, parfois, l'apparence du désordre ou d'une relative improvisation quand deux entreprises d'un même pays, ou d'avions civils ou militaires, se partagent un marché européen, arrivent à composer deux groupes transnationaux distincts et concurrents.

L'identité de l'Europe et, du même coup, le maintien de sa technologie — comme la garantie de l'emploi — dans un secteur à forte valeur ajoutée sont peut-être à ce prix. Pour autant, la constitution de ces structures industrielles communes ne doit pas se traduire par l'édification d'une « forteresse » européenne, qui serait un repli sur soi.

Car, s'ils demeurent les principaux rivaux de l'Europe, les États-Unis sont aussi un client à conquérir en priorité. Pour ce faire, il faut, d'abord, ils sont le premier marché mondial par leurs besoins en matière aéronautique. Ensuite, ils sont un marché solvable. Et, par les temps qui courent, cette clientèle qui peut payer et qui offre le visage de la respectabilité se fait plutôt rare.

JACQUES ISNARD

► Du 13 au 23 juin, le 39^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace accueillera au Bourget, près de Paris, mille sept cent soixante-dix exposants venus de trente-sept pays. L'Europe, la Roumanie et l'Arabie saoudite participent pour la première fois à cette manifestation, au cours de laquelle seront présentés cent quatre-vingt avions et hélicoptères.

► Essentiellement destiné aux professionnels, le Salon est ouvert au public les 14, 15, 16, 22 et 23 juin de 9 h 30 à 18 heures. Prix d'entrée : 40 francs.

► Les Verts contre le Salon du Bourget. — Les députés Verts français au Parlement européen ont demandé, mardi 11 juin, dans une lettre adressée au président de la République, l'annulation du Salon du Bourget. Au lendemain de la guerre du Golfe, ils estiment que cette manifestation « constitue un véritable affront à l'humanité et aux peuples qui souffrent du sous-développement » et une « provocation à l'égard de tous ceux qui se sont engagés contre la guerre ». Dans un communiqué diffusé le même jour à Paris, le parti écologiste propose l'organisation d'un « salon mondial des transferts de technologies vers le sud ».

COMMUNICATION

Présentant son « plan stratégique pour les télévisions publiques »

M. Hervé Bourges envisage de regrouper A 2 et FR 3

M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR 3, devait présenter à la presse, mercredi 12 juin en fin de matinée, son « plan stratégique pour la télévision publique ». Ce plan en trois étapes — redressement, rapprochement, regroupement — prévoit un renforcement considérable des liens entre les deux chaînes et pose clairement le problème de leur fusion éventuelle. Sous l'œil attentif des pouvoirs publics et inquiet des syndicats.

Où va M. Hervé Bourges ? Où va le président commun d'Antenne 2 et de FR 3 ? Depuis quelques jours, ces questions sont sur toutes les lèvres. Personnels et syndicats des deux chaînes, gouvernement et pouvoirs publics s'interrogent sur ce fameux « plan stratégique pour la télévision publique » dont le PDG distille, avec un art consommé, les grandes lignes (Le Monde du 8 juin).

Apparemment, tout est clair. Le président commun satisfait à la demande de M. Michel Rocard du 3 avril dernier. En échange d'une aide financière considérable — 1,5 milliard de francs sur deux ans et l'autorisation de recourir à l'emprunt pour financer des déficits cumulés extravagants — l'ancien premier ministre avait exigé des mesures d'économies drastiques : une réduction des charges structurelles de 150 millions de francs par an pour Antenne 2 et de 280 millions pour FR 3. Pour faire bonne mesure, un plan de développement devait accompagner le plan de reconstruction.

M. Bourges présente donc aujourd'hui, un « plan de redressement et de relance » susceptible d'assurer l'avenir de l'audiovisuel public. Un projet « pragmatique », dit-il, ne prévoyant « pas de ressources miraculeuses, ou de formules permettant de distinguer la bonne télévision — publique — des autres ». Un projet « où les démarches d'assainissement, de redressement et de réorganisation interne, menées dans l'une et l'autre société, sont essentielles à l'équilibre de l'ensemble ».

Aux chaînes qui doivent impérativement renouer avec l'équilibre d'exploitation à l'an prochain, M. Bourges demande d'abord un effort considérable de productivité. « Pas 1 franc investi par la collectivité dans la télévision publique ne doit être dépensé de façon impropre », lance-t-il, avant de constater que cet effort réclame « nécessairement l'ajustement du potentiel humain et de son organisation, la

redéfinition des effectifs strictement nécessaires, l'assouplissement des méthodes de travail afin d'organiser une véritable flexibilité de l'emploi ». Le nombre des suppressions d'emplois envisagées n'est pas indiqué, mais leur nécessité est plus que jamais proclamée. La réforme a d'abord un coût social.

Elle s'accompagne ensuite d'une remise à plat du fond de commerce de l'audiovisuel public. Renouant avec de vieux creus, M. Bourges veut faire d'Antenne 2 « une chaîne populaire de qualité », et de FR 3 « une télévision « de découverte et de différence ». Comme son prédécesseur, M. Philippe Guilhaume, le nouveau président souhaite harmoniser ses deux programmes et reconstruire l'audience en jouant de leur complémentarité. Eposant le « ven de l'ancien ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca, il annonce l'adoption d'une marque commerciale commune à Antenne 2 et FR 3, « identifiant l'entreprise télévision publique ».

Mais M. Bourges sait aussi se faire plus précis. Et nettement plus innovateur. C'est ainsi qu'il annonce la mise en place, dès 1991, de directions centrales (études, développement, action internationale) et la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) pour servir de structure juridique et comptable commune à A 2 et FR 3. Il projette le regroupement — à titre expérimental — de la production et des achats de programmes sportifs et pour la jeunesse. Une filiale d'Antenne 2 — EVA 2 — regroupera les équipes commerciales des deux chaînes tandis que le GIE d'ingénierie TVT 3 sera ouvert à Antenne 2. En région, la production sera, comme il était prévisible, constituée en filière autonome et regroupée.

Une vraie révolution

Conséquence sans doute des « doublages » de la guerre du Golfe, le PDG étudie dès maintenant la fusion des rédactions nationales d'Antenne 2 et de FR 3. Un coordinateur sera bientôt nommé, avec pour mission de définir la politique éditoriale des deux chaînes, d'imbriquer leurs réseaux de correspondants à l'étranger, de hâter la mise en place de services (politique, économie, etc.) communs à Paris et de préparer le lancement d'une agence d'images. En région, la priorité sera donnée, comme le souhaite le directeur général de FR 3, M^{me} Dominique Alduy, à l'information de proximité et à la coopération transfrontalière.

Une vraie révolution dans la vie des 1 000 journalistes, 220 équipes

de reportage, 8 bureaux à l'étranger que rassemblent les deux sociétés. Une révolution que M. Bourges justifie en expliquant que « l'existence — et le maintien — de deux rédactions distinctes au sein de la télévision publique n'est pas un élément déterminant pour l'expression du pluralisme et la formation de l'opinion des gens que le pluralisme est garanti par la loi, par l'autorité du Conseil supérieur de l'audiovisuel et par la diversité des sources d'information télévisées ».

Dès 1992, la gestion des télévisions des deux sociétés sera centralisée et une société spécialisée sera créée pour le financement des coproductions de programmes et de films. Pour parachever cette réforme radicale de l'audiovisuel public, M. Bourges souhaite le déménagement des deux chaînes dans un immeuble commun et exige des pouvoirs publics de contrôler les régies publicitaires d'Antenne 2 et de FR 3, de faire entrer Antenne 2 aux côtés de FR 3 dans le capital de la SEPT et d'assouplir la réglementation publicitaire.

Que M. Hervé Bourges réussisse et le visage de la télévision publique sera méconnaissable. A des fins même de la simple création d'une présidence commune aux deux chaînes, votée pourtant au printemps 1989 du bout des doigts par un Parlement réticent. Que deviennent les garanties d'autonomie et d'identité des chaînes réclamées sur tous les bancs de l'Assemblée ? « Ce rapprochement progressif », reconnaît le PDG, peut conduire à proposer à terme une fusion totale ou partielle des deux sociétés. (...) Mais une telle mesure ne relève pas de la responsabilité propre des entreprises et il appartient à l'Etat actionnaire d'apprécier quelles conclusions s'imposent ».

Aux angouilles des organisations syndicales et des personnels qui s'inquiètent des suppressions d'emplois, s'ajoutent donc les interrogations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui n'a pas été consulté par le PDG qu'il a pourtant désigné. Interrogations de certains cercles politiques. Franchement nommé, le ministre de la communication, M. Georges Kiejman, prend encore la mesure du défi qui lui est soumis. Son collègue de la culture, M. Jack Lang, ne dit mot mais a déjà prouvé dans le passé qu'il était prêt à intervenir pour protéger les intérêts du cinéma. Ailleurs on se félicite surtout des mesures d'économies. En rappelant toutefois que l'Etat pourra toujours faire entendre sa voix. Jusqu'où M. Bourges peut-il aller tout seul ?

PIERRE-ANGEL GAY

Les « vedettes » de l'exposition

Parmi les nouveautés qui seront exposées au Bourget, on peut citer notamment les matériels suivants :

• L'avion de combat Rafale (France). Bistatut d'une masse au décollage de 19,5 tonnes. En matériaux composites (carbone, kevlar, titane et aluminium). Emport de 8 tonnes de charge militaire (missiles à tête classique ou nucléaire, roquettes, bombes). Vitesse supérieure à deux fois celle du son. Aptitude à la « furtivité », c'est-à-dire à la moindre détection radar et infrarouge.

• L'hélicoptère de combat Tigre (France et Allemagne). Bistatut d'une masse de 5 tonnes. Plate-forme de tir de missiles anti-chars et anti-hélicoptères. Capacité tous temps, jour et nuit. Vitesse de 280 kilomètres à l'heure. Autonomie de vol supérieure à 2 h 30.

• L'avion de combat F 117 A (Etats-Unis). Bistatut d'une masse au décollage de 24 tonnes. Formes, équipements et matériaux retenus pour leur aptitude à la « furtivité ». Emport de missiles guidés avec précision et de bombes. Vitesse de 1 100 kilomètres à l'heure. Rayon d'action de 650 kilomètres sans ravitaillement en vol. Déjà utilisé au Panama, puis dans le Golfe pour des bombardements nocturnes au Bagdad.

• Le réacteur GE-90 (Etats-Unis et France). Poussée entre 34 et 45 tonnes, selon les versions. Destiné à propulser le Boeing 777 ou des modèles dérivés de l'Airbus A 330, du Douglas MD 11 et du Boeing 747.

• L'avion de combat Mig 31 (Union soviétique). Bistatut d'une masse maximum au décollage de 46 tonnes. Armé principalement de quatre missiles d'interception air-air à 110 kilomètres de distance ou de huit missiles à portée moindre. Vitesse de l'ordre de 2 600 kilomètres à l'heure.

• L'avion de transport civil Tupolev TU-204 (Union soviétique). Long-courrier d'une charge marchande maximum de 25,2 tonnes. Bistatut. Distance maximum franchissable de 7 180 kilomètres. Vitesse de croisière de 850 kilomètres à l'heure. Entre 190 et 214 places.

• L'avion de surveillance et de recherche Albatros A-40 (Union soviétique). Bistatut amphibie destiné à la recherche et au sauvetage en mer. Équipé de blocs chirurgicaux et de réanimation pour embarquer jusqu'à 60 personnes.

• La station spatiale Freedom (Etats-Unis). Maquette grandeur nature d'un module de la future station américaine. En fait, un hybride, mélange du module habitant et du module laboratoire, grâce auquel les visiteurs pourront se faire une idée de l'environnement de vie et de travail en orbite des astronautes à la fin du siècle.

• L'avion spatial Hermès (Europe). Maquette grandeur nature du futur avion spatial Hermès dans la configuration définie actuellement pour les dernières versions du projet. Une autre maquette (de même taille) en position d'amarrage avec un module à l'échelle 1 du futur module habitable Columbus.

(Publicité)

VILLE DE PARIS

XV^e arrondissement

APPEL D'OFFRES

pour l'acquisition des droits de construire relatifs à un terrain situé dans la ZAC Duplex

La SEMEA XV, Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e arrondissement, lance un appel d'offres en vue de la cession, en pleine propriété, des droits de construire relatifs à un terrain situé à l'angle de la rue Desaix et d'une voie nouvelle à créer destinée à relier la rue Desaix à la place Duplex, dans le périmètre de la ZAC Duplex à Paris XV^e arrondissement.

Cette consultation s'adresse aux professionnels de l'immobilier, promoteurs et investisseurs. Ceux-ci devront toutefois être notoirement qualifiés pour la réalisation d'immenses d'habitation de grande qualité comportant des logements de catégorie non aidée.

La présente consultation porte principalement sur le montant du prix d'acquisition des droits de construire relatifs à ce bâtiment.

Programme : Les droits de construire cédés comportent la propriété d'un terrain d'environ 1 980 m² assortie de l'obligation d'y réaliser un bâtiment d'une surface de l'ordre de 8 000 m² HON de plancher, comprenant environ :

- 76 logements non aidés,
- des locaux commerciaux en rez-de-chaussée,
- des places de stationnement en sous-sol.

L'architecte qui assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération a d'ores et déjà été désigné par la Ville de Paris.

Déroulement de la consultation :

- date de mise à disposition du dossier : le jeudi 20 juin 1991.
- Il est demandé aux futurs candidats de bien vouloir faire part à la SEMEA XV, le plus rapidement possible, de leur intention de retirer un dossier.

- date limite de remise des propositions : le mercredi 31 juillet 1991.
- Les retraits des dossiers (1) et la remise des propositions se feront auprès de :

SEMEA XV

55, quai de Grenelle, 75015 Paris.

Tél. : 45-77-09-00

(1) moyennant la somme de 2 500 F TTC pour participation aux frais.

SCIENCES

Huit lauréats pour le prix scientifique Philip-Morris 1991

Le jury du prix scientifique Philip-Morris, présidé par M. Yves Coppens (Académie des sciences et Collège de France), a proclamé, lundi 10 juin, ses lauréats pour 1991.

► Mathématiques : Patrick Flaudrin (CNRS) et Jean-Michel Morel (et son équipe de Paris-Dauphine), qui se partagent 150 000 francs ;

► Sciences de la vie : Claude Combes (et son équipe de l'Université de Perpignan), Philippe Cury et Claude Rey (ORSTOM), qui se partagent 150 000 francs ;

► Sciences de l'homme : Jean-Pierre Adolphe (et son équipe de Paris-VI) et Luc Robbiola (CNRS), qui se partagent 150 000 francs.

Une mention spéciale de 50 000 francs a été attribuée à Annie Caubet (musée du Louvre, département des antiquités orientales)

M. François Gros élu secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences

M. François Gros a été élu, lundi 10 juin, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences pour la division des sciences chimiques, naturelles, biologiques et médicales et leurs applications. Il succède à ce poste à Alfred Jost, décédé le 3 février de cette année. L'autre secrétaire perpétuel de l'Académie est M. Paul Germain, élu en 1975. Il est responsable de la division des sciences mathématiques et physiques et leurs applications.

Déjà le 24 avril 1925 à Paris, M. François Gros, membre de l'Académie (1979), a consacré l'ensemble de ses recherches à la biologie moléculaire. Après avoir été successivement attaché, chargé, maître et directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (1945-1968), il devient professeur à la faculté des sciences de Paris (1968-1972). A partir de cette date, il entre à l'Institut Pasteur, où il occupe le poste de chef du service de biochimie. Un an plus tard, il est nommé professeur au Collège de France (chaire de biochimie cellulaire) et, en 1976, prend la fonction de directeur général de l'Institut Pasteur. Poste qu'il quitte en 1981 pour celui de conseiller du premier ministre (1981-1983).

EN BREF

► Les députés veulent limiter à cinq ans la diffusion terrestre de la chaîne culturelle européenne. — La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a adopté un amendement de M. Bernard Schreiner (PS) proposant de limiter à cinq ans la diffusion terrestre de la chaîne culturelle européenne qui doit remplacer la SEPT dans quelques mois. Cette diffusion terrestre provisoire, nécessaire pour équilibrer les publics de la chaîne de chaque côté du Rhin, cesserait quand la télévision par câble aura atteint une audience suffisante en France.

► Passerelle entre les réseaux télématiques français et espagnol. — Les 5,7 millions de minitel installés en France auront désormais accès (par le 36 15) aux 300 services, essentiellement professionnels, du réseau télématique espagnol Ibertex ouvert depuis 1989. Réciproquement, les 120 000 utilisateurs d'Ibertex pourront consulter les 15 000 services français. Cette nouvelle passerelle télématique complétera l'ouverture du réseau français, déjà connecté en Europe avec l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Luxembourg.

► Grenoble renonce à son Festival de bande dessinée. — Pour des raisons financières, la ville de Grenoble renonce à son Festival de bande dessinée, créé en 1989. La ville avait passé en 1990, après la dernière édition, un accord avec Angoulême pour organiser ce festival en alternance une année sur deux. Mais, alors qu'Angoulême a trouvé de nouveaux financements, Grenoble a décidé d'économiser les 7 millions de francs du festival, dont les droits d'entrée ne couvrent que 15 %. Le Festival de BD est la troisième manifestation abandonnée par la ville d'Alain Carignon pour raisons budgétaires, après le Festival du polar, qui avait duré cinq ans, et le Zigzag, festival du rire, qui n'a vécu qu'une année.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ENSTIM ALÈS, DOUAI
ESC LA ROCHELLE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS								
1^{er} ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 81 m², 1 ^{er} étage	24, rue Cambon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 125 + 884 7 290	3 PIÈCES 89 m², 6 ^e étage Cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	7 100 + 692 5 062	2-3 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4 268 + 636
5^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 86 m², 8 ^e étage Cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	10 100 + 859 7 187	4 PIÈCES, imm. neuf 94 m², 2 ^e étage balcon 16 m²	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	13 000 + 1 286 10 150
2 PIÈCES 50 m², 5 ^e étage terrasse 14 m², Park.	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	6 548 + 884 4 669	4 PIÈCES 108 m², 9-10 ^e étage Cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	14 500 + 1 084 10 318	2 PIÈCES 18 m², 8 ^e étage	COURBEVOIE 333, bd Saint-Claude CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	1 300 + 110 1 152
8^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 73 m², 3 ^e ét., balcon possibilité parking	GARCHES 6, rue du Regard CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 550 + 700 4 266
2 PIÈCES 53 m², 5 ^e étage Possibilité park.	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 800 + 926 4 896	3 PIÈCES 71 m², 2 ^e étage	3, rue Edmond-Roger SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 700 + 1 185 4 104	5 PIÈCES, imm. neuf 106 m², 1 ^{er} étage parking	MEUDON 68, rue de la République SAGGEL - 48-08-96-55 Frais de commission	8 300 + 1 200 5 976
5 PIÈCES 196 m², 2 ^e étage Possibilité park.	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	28 000 + 3 444 20 160	16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 68 m², 4 ^e étage balcon possibilité parking	NEUILLY 222, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 968 5 403
9^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 59 m², 3 ^e étage	4-6, rue Charles-Dickens SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 932 3 466	4 PIÈCES 95 m², 6 ^e étage balcon possibilité parking	NEUILLY 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	10 500 + 900 7 560
STUDIO 34 m², 4 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	2 531 + 531	2 PIÈCES 54 m², 5 ^e étage	51, avenue Bugeaud AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	7 371 + 788 5 245	4 PIÈCES 99 m², 3 ^e étage cave, parking	NEUILLY AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	13 030 + 1 470 8 019
11^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage Park.	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 067 + 1 050 9 450	2 PIÈCES 51 m², rez-de-ch. cave, parking	PUTEAUX 1, rue Voite AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	4 071 + 420 2 896
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 826	5 PCES DUPLEX 132 m², 5-6 ^e étage parking	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 553 + 1 593 15 065	STUDIO		
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	17^e ARRONDISSEMENT			41 m² rez-de-chaussée	SAINT-CLOUD 5, place du Moustier SAGGEL - 48-08-96-55 Frais de commission	3 850 + 400 2 772
13^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 75 m², 2 ^e étage balcon, parking	19, rue Saligny LOC INTER - 47-45-16-09	7 631 + 640	4 PIÈCES 96 m², rez-de-ch. terrasse, parking	SURESNES 40, rue J.-J. Rousseau CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 600 + 900 5 022
2 PIÈCES 48 m², 1 ^{er} étage parking	26, rue du Banquier SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	3 900 + 700 2 808	19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 88 m², 2 ^e étage cave, parking	SURESNES 18, rue S.-de-Rothschild AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	6 960 + 1 300 4 945
2 PIÈCES 54 m², 5 ^e étage Terrasse 28 m², Park.	16, rue des Frères d'Asper-de-la-Vigierie AGIFRANCE - 49-03-43-03 Frais de commission	4 500 + 668 3 522	3 PIÈCES, imm. neuf 73 m², 1 ^{er} étage parking	191-193, av. Jean-Jaurès SAGGEL - 42-56-61-05 Frais de commission	5 935 + 728 4 273	94 - VAL-DE-MARNE		
14^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage parking	CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-15-84	6 074 + 1 116
STUDIO 40 m², 4 ^e étage parking	13, rue Jean-Zey SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	3 800 + 562 2 592	STUDIO, imm. neuf 33 m², rez-de-ch. parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 000 + 430 3 400	3 PIÈCES 73 m², 1 ^{er} étage parking	NOGENT 37, rue du Port SAGGEL - 42-68-61-05 Frais de commission	4 750 + 655 3 420
STUDIO 37 m², 8 ^e étage parking	96, avenue du Maine AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	3 700 + 475 3 027	3 PIÈCES 82 m², 1 ^{er} étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09	6 500 + 650	2 PIÈCES 52 m², 2 ^e étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 25-27, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	4 879 + 591
STUDIO 32 m², 8 ^e étage Cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	4 400 + 320 3 131	STUDIO 27 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	2 335 + 338			
2 PIÈCES 52 m², 1 ^{er} étage Cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 40-44-91-37 Frais de commission	5 200 + 519 3 700						

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX
GESTION**
AGF GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

CIGIMO
GROUPE GTF

**RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA**

LOC INTER
Transactions Tél. : 47-45.19.97

**sagel venlôme
GROUPE UAP**

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

Annoncée par le ministre de l'économie

La réforme des sicav monétaires inquiète les investisseurs

La réforme de la réglementation des sicav monétaires est toujours en cours d'élaboration, a indiqué mardi 11 juin le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy.

Destinée à aider les banques qui voient fuir leurs dépôts sur des instruments financiers nuls de tout rapport (le Monde du 12 juin), cette réforme a pour but d'autoriser les établissements de crédit, la Caisse des dépôts et peut-être même la Banque de France et le Trésor à faire passer de 10 à 25 % le montant des titres qu'un même émetteur est autorisé à introduire dans l'actif d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

A l'origine, cette modification des règles de sécurité ne devait être appliquée que par les établissements jouissant d'une « bonne note » attribuée par une agence indépendante. Toutes les sicav monétaires ne sont pas en effet d'une égale qualité. Autoriser des établissements plus ou moins bien gérés à modifier les règles de répartition des risques pouvait à terme porter préjudice à des épargnants mal avertis. La bonne nota-

tion avait donc pour fonction d'informer les investisseurs. Mais le Conseil d'Etat ayant critiqué cette notion de « bonne » notation, le décret a supprimé toute idée d'appréciation. Désormais, toute modification dans la composition d'une sicav est autorisée à la seule condition d'« avoir obtenu une notation établie par une agence de notation agréée par le ministre de l'économie et des finances ».

Pour se repérer parmi les milliers de valeurs d'OPCVM actuellement commercialisées, le grand public et les trésoriers d'entreprise devront donc devenir de fins connaisseurs financiers. Ils ne prendront connaissance de la qualité des différentes sicav qu'à la condition d'éplucher eux-mêmes leur composition. Le seul garde-fou qu'institue le décret est d'obliger les OPCVM qui modifient leur panier d'actifs à « publier chaque trimestre la composition de leur actif en faisant distinctement apparaître les titres visés par cette disposition ».

Certes, rien n'empêche les organismes de placement collectif et les trésoriers d'entreprise d'organiser eux-mêmes un système de bonne ou mauvaise notation. Mais cela suppose une organisation collective dont le milieu est loin de disposer naturellement et surtout des investissements importants en hommes et en matériel.

Y. M.

Société de capital-développement

Siparex a été introduite sur le second marché de Lyon

Société de capital-développement, Siparex a été introduite sur le second marché de Lyon, mardi 11 juin, selon la procédure d'offre publique de vente. 12,80 % de la demande a été cotée à 132 francs.

LYON

de notre bureau régional La qualité première de l'énarque Dominique Nouvellet, c'est sans doute l'entregent. Afin de paraître devant la communauté financière, dans l'enceinte de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Lyon, le gérant de la société de capital-développement Siparex, en poste depuis treize ans déjà, avait su réunir, lundi 3 juin, une « brochette » de patrons sans équivalent depuis la création du second marché, en 1983.

Au fil d'une décennie, cet inlassable et souriant précurseur de quarante-neuf ans a su convaincre 328 actionnaires, au Koweït aux Etats-Unis, au Japon et au Canada - d'apporter des fonds à sa grande œuvre. Le portefeuille de participations, toujours minoritaires, a atteint une épaisseur confortable. Il comprend, au 31 décembre 1990, environ 160 sociétés, pour une valeur comptable de près de 420 millions de francs. Et 130 millions de francs de plus-values latentes... M. Nouvellet a fondé un Club Siparex dans lequel se rencontrent des patrons de renom et volontiers discrets, comme M. François Michelin. Une société sœur est née à Zurich et l'équipe lyonnaise cogère un fonds de capital-développement franco-américain.

Juste retour des choses, pour qui fut ainsi chargé de modérer les effets du centralisme financier, Siparex a élargi, en dernier lieu, son cercle de famille à une société de capital-développement établie dans la région parisienne. Le gérant, comme il se nomme lui-même, a fini par tant croire en son affaire, qu'il s'est résolu un jour à quitter son statut de fonctionnaire en détachement.

Rentabilité et image

L'entrée en Bourse de Siparex survient à un moment étrange, où la place de Lyon est simplement en quête d'une identité, depuis l'unification du marché financier. Comme les autres Bourses de province, elle est devenue une simple porte d'accès vers l'épargne publique et non plus un lieu de cotation. Elle s'en est assez mal ressentie. C'est pourquoi, dans la « City » locale, une question brûle les lèvres, à l'adresse de Siparex : « Pourquoi viens-tu si tard ? ». Selon M. Nouvellet, il fallait un peu de temps pour faire ses

preuves, dans une activité nécessairement « à moyen terme », puis, qu'en moyenne, les participations sont détenues cinq ans. Mais, l'expérience venant, le mot « capital-risque » a pratiquement disparu du lexique maison.

Depuis 1978, Siparex n'a perdu sa mise que neuf fois, en raison de défaillances de ses « protégés ». Et 85 cessions de titres lui ont permis de distribuer plus de 200 millions de francs de dividendes, en atteignant, selon la société de Bourse Michaux, « une rentabilité remarquable ». Prudence dans les engagements ne vaut cependant pas totale sagesse du langage. Ayant acquis au fil du temps une forte notoriété personnelle, M. Nouvellet ne s'est pas fait que des amis en déclarant, à propos de sa profession : « Ce n'est pas un métier d'amateurs. Notre image, nous l'avons construite et nous l'avons payée. Il sera difficile pour nos confrères d'atteindre une réputation si forte avant beaucoup d'années ». Cette phrase-là a retenti comme un défi.

GÉRARD BUÉTAS

Prise de pouvoir de Quadral à la CSEE

La société Quadral, devenue le 7 mai dernier la Banque Saga le principal actionnaire de la CSEE (Compagnie des signaux et équipements électroniques) en acquérant en Bourse 23 % du capital, a pris le pouvoir dans cette entreprise spécialisée dans la communication informatique, l'électronique de défense et les transports, lors de son assemblée générale annuelle. Mardi 11 juin, cette société de placement en valeurs mobilières a placé ses actionnaires au poste d'administrateurs de la CSEE. Entrent au conseil d'administration, MM. Alain Mallart (président de Novalliance), Claude Eric Paquin (président de Midland Bank), Philippe Perre (directeur général de la Banque Saga), Alain Duménil (président d'AD capital), Yzid Sabeg président de Quadral et directeur général d'AD capital. M. Sabeg remplace M. Pierre Pélioso à la présidence du groupe qui occupait depuis 1987. Mais ce dernier en reste administrateur.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde AFFAIRES

NEW-YORK, 11 juin ↑

La reprise freinée

Un mouvement de reprise s'est produit mardi à Wall Street. Les ventes bénéficiaires de dernière minute ont freiné l'élan du marché. A la clôture, l'indice Dow Jones, qui avait en instantané repassé la barre des 3 000 points (3 002,46), s'est établi à 2 995,91 avec un gain limité à 10,51 points (+ 0,35 %).

Le bilan général a toutefois été de qualité supérieure à ce résultat, puisque sur 2 041 valeurs traitées, 1 200 ont progressé, tandis que 841 baissaient et que 492 reproduisaient leurs cours précédents.

D'après les spécialistes, la grande Bourse new-yorkaise a rebondi en raison avec le raffermissement du marché obligataire, rassuré, semble-t-il, par le léger décalage enregistré sur les taux d'intérêt à long terme, mais aussi avec le décalage de la notation au sujet de la situation sociale avec les turbulences en cours. Méfiance à l'égard du nouveau premier ministre, dont il n'est pas encore entré en fonction, et la poursuite de la politique économique de son prédécesseur. Méfiance au sujet de la situation sociale avec les turbulences en cours. Méfiance vis-à-vis de l'Europe, moins unie qu'il n'y paraît. Bref, de la méfiance à la prudence, il n'y a qu'un pas, une prudence dont les effets se trouvent encore marqués par l'attentisme. Sous les « Grises », tout le monde s'interroge sur le taux d'augmentation des cotisations sociales, sur les derniers indicateurs de la récession américaine publiés dès jeudi 13 juin, sur la capacité de résistance de Wall Street. La Bourse est longue, sans parler de la déception causée par l'annulation dans l'immédiat de toute mesure d'assouplissement du crédit.

VALEURS	Cours de 10 juin	Cours de 11 juin
Alcoa	89 1/8	87
AT&T	36 1/4	36 3/4
Banque	47 5/8	48 1/4
Chapman & Cutler	30 5/8	30 3/4
De Pire de Hankook	48 1/2	47 1/4
Eastman Kodak	42 1/8	42 1/2
Exxon	58	58 1/2
Ford	34 1/4	35 1/8
General Electric	34 1/4	34 1/2
General Motors	41 3/4	42 1/2
Goodyear	34 1/4	32 3/8
IBM	102 1/2	102 1/4
ITT	61 1/8	60 7/8
McDonald	85 1/8	85 3/8
Pepsi	81 1/4	81 1/8
Schleicher	81 1/4	81 1/8
Texas	81 1/4	81 1/8
USA Corp. et Allstate	102 1/2	102 1/4
Union Carbide	20 1/4	20 1/8
USX	NC	NC
Windsor	29 3/4	29 1/8
Xerox Corp.	52 1/8	53 1/4

LONDRES, 11 juin ↑

Vive progression

Les valeurs se sont envolées mardi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 30,7 points soit un gain de 1,2 % à 2 542,6 points. Les valeurs ont enregistré le 16 avril dernier (2 553,3). Le volume des échanges est passé de 372 millions de titres, lundi, à 508 millions.

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

PARIS, 12 juin ↓

Repli

La hausse n'aura fait qu'une brève apparition à la Bourse de Paris. La tendance s'est, en effet, mercredi, tournée. Seulement à l'effritement pour les premières cotations (- 0,27 %), elle se mettrait ensuite plus franchement à la baisse et dès le début de l'après-midi, l'indice CAC 40 se trouvait à plus de 0,80 % au-dessous de son niveau précédent. Plus tard dans la journée, son retard était ramené à 0,76 %.

Les investisseurs seraient-ils à nouveau perdus la foi ? A dire vrai, la méfiance n'a jamais quitté le palais Brongniart. Méfiance à l'égard de la croissance, car même si la reprise se profile outre-atlantique, elle n'est pas encore prête à donner ses premiers résultats en France. Méfiance à l'égard du nouveau premier ministre, dont il n'est pas encore entré en fonction, et la poursuite de la politique économique de son prédécesseur. Méfiance au sujet de la situation sociale avec les turbulences en cours. Méfiance vis-à-vis de l'Europe, moins unie qu'il n'y paraît. Bref, de la méfiance à la prudence, il n'y a qu'un pas, une prudence dont les effets se trouvent encore marqués par l'attentisme. Sous les « Grises », tout le monde s'interroge sur le taux d'augmentation des cotisations sociales, sur les derniers indicateurs de la récession américaine publiés dès jeudi 13 juin, sur la capacité de résistance de Wall Street. La Bourse est longue, sans parler de la déception causée par l'annulation dans l'immédiat de toute mesure d'assouplissement du crédit.

Les investisseurs seraient-ils à nouveau perdus la foi ? A dire vrai, la méfiance n'a jamais quitté le palais Brongniart. Méfiance à l'égard de la croissance, car même si la reprise se profile outre-atlantique, elle n'est pas encore prête à donner ses premiers résultats en France. Méfiance à l'égard du nouveau premier ministre, dont il n'est pas encore entré en fonction, et la poursuite de la politique économique de son prédécesseur. Méfiance au sujet de la situation sociale avec les turbulences en cours. Méfiance vis-à-vis de l'Europe, moins unie qu'il n'y paraît. Bref, de la méfiance à la prudence, il n'y a qu'un pas, une prudence dont les effets se trouvent encore marqués par l'attentisme. Sous les « Grises », tout le monde s'interroge sur le taux d'augmentation des cotisations sociales, sur les derniers indicateurs de la récession américaine publiés dès jeudi 13 juin, sur la capacité de résistance de Wall Street. La Bourse est longue, sans parler de la déception causée par l'annulation dans l'immédiat de toute mesure d'assouplissement du crédit.

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

PARIS, 12 juin ↓

Petite baisse

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a clôturé mercredi en baisse de 179,50 yens (- 0,7 %) à 24 482,68 yens. Après une ouverture en hausse grâce à la recherche de bonnes affaires, le Nikkei prenant 213,73 yens, des ventes d'arbitrage ont ensuite inversé la tendance. Les échanges ont été très réduits, 188,7 millions pour la séance entière de mardi.

VALEURS	Cours de 11 juin	Cours de 12 juin
Alcoa	1 180	1 180
Amgen	1 180	1 180
Bank of America	1 180	1 180
Boeing	1 180	1 180
Chrysler	1 180	1 180
De Pire de Hankook	1 180	1 180
Eastman Kodak	1 180	1 180
Exxon	1 180	1 180
Ford	1 180	1 180
General Electric	1 180	1 180
General Motors	1 180	1 180
Goodyear	1 180	1 180
IBM	1 180	1 180
ITT	1 180	1 180
McDonald	1 180	1 180
Pepsi	1 180	1 180
Schleicher	1 180	1 180
Texas	1 180	1 180
USA Corp. et Allstate	1 180	1 180
Union Carbide	1 180	1 180
USX	1 180	1 180
Windsor	1 180	1 180
Xerox Corp.	1 180	1 180

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

LONDRES, 11 juin ↑

BOURSE DU 12 JUIN

Règlement mensuel													Comptes-rendus et 13 15 16				
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-
4085	CANEX	4025	4040	4036	-0.49	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	230	Electrolux	280	261	268	-0.77
916	B.N.P. T.P.	885	898	890	+0.11	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	167	Electrolux	167	168	168	0.00
1300	Remak T.P.	1261	1250	1260	+0.87	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	345	Electrolux	345	345	345	0.00
1751	Wise Port. T.P.	1615	1610	1602	-0.50	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	247	Electrolux	247	215	210	-0.48
1120	Wise Port. T.P.	1140	1140	1140	0.00	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	51	Electrolux	51	51	50	-0.19
770	ADCOX	801	801	801	0.00	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	20	Electrolux	20	20	20	0.00
715	Alu. Uptide	682	680	676	-0.34	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	402	Electrolux	402	404	403	-0.08
1035	Alu. Uptide	682	680	676	-0.34	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	258	Electrolux	258	258	258	0.00
1035	Alu. Uptide	682	680	676	-0.34	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	382	Electrolux	382	382	382	0.00
1035	Alu. Uptide	682	680	676	-0.34	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	77	Electrolux	77	78	78	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P.	1639	1706	1688	-0.59	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	100	Electrolux	100	100	100	0.00
2180	A.I.S.P																

COMPTANT

[illegible]**SICAV**[illegible]

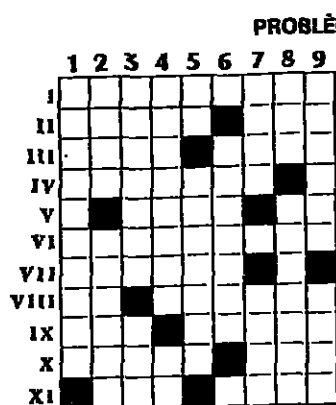
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 5540

VERTICALEMENT

1. Certaines sont remplies de vers. - 2. Prouve qu'il y a un acquittement. Peuvent être prises à coups de canon. - 3. Bien coiffé. Dans un alphabet étranger. - 4. Ont un chef. En France. - 5. Pronom. Qui apporte un apaisement. - 6. Pour se mettre au travail, il peut attendre d'avoir du chagrin. - 7. Comme certains États. Peut être une jolie coupe. - 8. Pour boucher. Comme des mains d'innocents. - 9. Mise à la hauteur. Montagne de Grèce.

Solution du problème n° 5539

HORIZONTALEMENT

1. Peut être assimilé à un avertissement. - II. Peut s'accrocher à un épi. Où il n'y a rien à prendre. - III. Quand on le prend, on note. Est parfois de passage. - IV. Un jeu qui n'est pas fait pour les chiens. - V. Place de l'étoile. Saint. - VI. Où l'on ne trouve plus d'arpegeuses. - VII. Une vraie boucherie. - VIII. Symbole. Endroit où il est facile de tourner. - IX. On se découvre quand il arrive. Un principe pour le parfumeur. - X. Ville d'Algérie. Prend sur lui. - XI. Tapis. Présente sur un plateau.

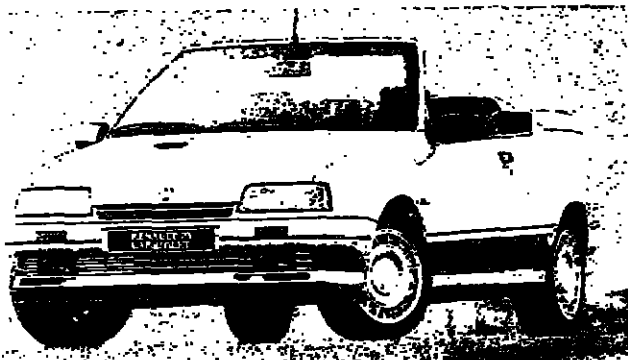
VERTICALEMENT

1. Ecrivain. - 2. Diane. Eon. - 3. Ino. Terres. - 4. Seul. P.V. Ici. - 5. Opéon. Un. - 6. Nh. Vou. Ase. - 7. Ivre. Sels. - 8. Pleuse. Bon. - 9. Es. Rustine.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Le temps des cabriolets



D'Alfa Romeo, qui lance un spider « Beauté » inspiré par Lætitia Scherrer à l'intention des femmes au volant, à Audi, qui nous annonce la commercialisation d'une voiture décapotable construite sur la base de son coupé, on ne compte plus les cabriolets dans les catalogues de 1992. Le cabriolet est désormais le modèle « obligé » chez un constructeur. La version à quatre roues motrices avait été la coqueluche des années passées et Citroën va dans ce type de véhicule livrer à l'automne une AX particulièrement réussie.

Aujourd'hui, c'est plutôt le deux ou quatre places ouvert au vent qui excite les constructeurs européens autant que les japonais (Mazda notamment). Il faut dire que le marché, plus riche dans les pays du nord de l'Europe que dans ceux du sud, incite les marques à produire des versions décapotables à partir de berlines existantes soit à créer des modèles originaux. De 36 000 unités vendues en 1985 à 99 000 en 1990, les cabriolets, s'ils ne font pas pour autant les beaux jours des firmes automobiles, car ils sont chers à fabriquer, assurent une preuve de savoir-faire qu'attend une clientèle généralement aisée et sensible aux effets de mode.

Dans le lot des dernières productions il faut faire une place à part à deux marques. L'une c'est, Venturi, pour ses luxueux spiders construits à la main ou presque à Couëron, près de Nantes, sur base mécanique 6 cylindres turbo PRV (210 et 260 chevaux... 510 000 francs et 595 000 francs). L'autre, c'est Renault, pour une 19 entièrement transformée et dont la « caisse » est produite par le carrossier allemand Karmann.

Deux moteurs sont disponibles pour cette nouvelle venue de la Régie, l'un de 1721 cm³, l'autre de 1784 cm³, deux mécaniques connues de Renault et qui sortent 95 ch et 137 ch. C'est dire le souffle heureusement servi par une boîte bien étagée (ou automatique à quatre rapports), c'est dire aussi la réserve de puissance disponible.

Roues indépendantes et barres anti-roulis tant à l'avant qu'à l'arrière font de l'ensemble un modèle de stabilité malgré l'absence d'arcade. Le châssis a été renforcé dans sa rigidité et les panneaux latéraux doublés d'une traverse supplémen-

taire. Ces apports divers donnent un poids supérieur de 100 kg à celui d'une 19 de base. Un cabriolet n'incite pas toutefois (à cause des turbulences) à des vitesses exagérées et l'on ne note pas de consommations supérieures à la normale malgré ce surcroît de charge.

Dernier atout pour le cabriolet Renault, la ligne de la voiture et la relative aisance avec laquelle on peut escamoter la capote, dont le rangement demande (toutefois) six opérations.

CLAUDE LAMOTTE

► Livraison début juillet. Prix : entre 140 000 F et 160 000 F.

► Tout pour le camion. - Après la vogue des dragsters et autres hot rods, les courses de camions sont la nouvelle coqueluche des sports mécaniques. Des « monstres » suralimentés s'affrontent sur tous les circuits d'Europe. Ces formule 1 du diesel attirent la grande foule autour des circuits : cinquante mille spectateurs ont pu voir triompher le Lucas Volvo White piloté par R. Walker au Castellet, à l'occasion du 8^e Grand Prix Camions, les 1^{er} et 2^e juin derniers. Avec un CX de 0,38, cette cabine (sans camions) passe de 0 à 170 km/h en 13 secondes malgré ses 5,5 tonnes. Le moteur diesel à injection électronique développe lui « modestement » 325 ch à 2100 t/mn pour 10,3 litres de cylindrée...

► L'âge d'or des françaises. - L'autodrome de Linas-Montlhéry accueille les 29 et 30 juin le Grand Prix de l'Age d'Or Lanvin. Les années 30 sont au programme des courses de cette édition 91. L'an passé, l'Age d'Or avait attiré plus de 35 000 spectateurs, une affluence qui place ce rendez-vous des amateurs de véhicules d'époque et de compétition (VEC) parmi les trois premières manifestations automobiles de France. Pas moins de 3 000 véhicules, pour la plupart construits avant 1965, sont attendus à Montlhéry. Les automobiles sportives françaises sont à l'honneur avec un défilé réunissant des Bugatti, Delage, Delahaye, Panhard et autre Facel-Vega. (Prix des places, samedi ou dimanche : 100 francs, week-end : 130 francs.)

CARNET DU Monde

Naissances

- Evelyne et Olivier STIRN ont le bonheur d'annoncer la naissance de leur fils

Emmanuel,

le 11 juin 1991.

171, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

- M. et M^{me} Marc LONDÉCHAL sont heureux d'annoncer la naissance de

Gwenaelle,

le 12 juin 1991.

72, rue Aimé-Faquin, 73000 Chambéry.

- S. CASSIN et M. AGULLO

partagent avec Julia, Joaquin et Thomas la joie d'annoncer les naissances de

Maxime et Ornella,

le 6 juin 1991 à Clamart.

Remerciements au docteur J.-C. Pons et à l'équipe de l'hôpital Antoine-Béchère.

- M. et M^{me} Eric PETCO et Maxime

ont la joie de vous annoncer la naissance, le 17 mai 1991, de

Morgane.

95, rue de Colombes, 92400 Courbevoie.

Mariages

- Ethel et David ERICH, Simone et Charles GUERIN, Annette et Jean GUERIN, Michael GUERIN,

ont la joie d'annoncer l'embarquement pour une belle et passionnante aventure de leur petit-fils, fils et frère avec

Marie BONNAFFE,

le 15 juin 1991, à 15 heures, en Landunvez (Finistère).

Tous leur souhaiteront bon vent et larges espaces.

20, rue Saint-Antoine, 91150 Etampes. Naves village, 07140 Les Vans.

Décès

- Les parents et la famille de Bertrand AUTHIER, ancien élève de l'ENS, chargé de recherches au CNRS,

ont la grande douleur de faire part de son décès, survenu à Grenoble, le 7 juin 1991, à l'âge de trente et un ans.

Les obsèques ont été célébrées le 10 juin, en la chapelle de l'hôpital de La Tronche, dans l'intimité familiale.

- Le président, le directeur et le personnel de l'Office national de la chasse, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Louis BOULDOIRE, ingénieur d'agronomie,

survenu accidentellement, le 9 juin 1991.

Ses obsèques seront célébrées le 13 juin, à 16 h 30, en l'église de Fajolles (Lot).

- Rita Bruller, son épouse, Jean-Louis, François, Bertrand, ses fils, leurs épouses et ses petits-enfants,

Jean-Pierre Fort, son neveu, son épouse, leurs enfants et petits-enfants, Jacqueline Lepoigneux, sa sœur, son époux, leurs enfants et petits-enfants,

Ses plus chers amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année de

Jean BRULLER, dit VERCORS, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres, médaille de la Résistance, médaille de la Ville de Paris,

né le 26 février 1902 à Paris-15^e, le 10 juin 1991, à son domicile, 58, quai des Orfèvres, Paris-1^{er}.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse, le 14 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'association des Amis de Jean Prévert a la grande tristesse de faire part du décès de son président, Jean Bruller,

VERCORS.

(Lire page 12.)

- M^{me} Jean Devaux, son épouse, M. et M^{me} Jean Aubert, M. Bertrand Devaux, M. et M^{me} Patrice Devaux, M. et M^{me} Jean-Pierre Dubel, M^{me} Laurence Devaux, ses enfants, Pascal, Béatrice et Florence Aubert, Christelle, Richard et Sandra Devaux, Nicolas, Cécile, Antoine et Charles Dubel, ses petits-enfants, M^{me} Pierre Devaux, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Rollin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Carpentier, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et les familles Barnault, Hortaville, Lascoux et Douche,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DEVAUX, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, ancien élève de l'École polytechnique,

décédé à Saint-Cloud le 11 juin 1991, dans sa quatre-vingt-neufième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 juin, à 9 h 30, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle. L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Gervais-les-Trois-Clochers (Vienne), précédée d'une cérémonie en l'église, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

40, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.

- Valence. L'île-Rousse (Corse).

M^{me} Joseph Fioravante, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph FIORAVANTE, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite agricole, ingénieur en chef du génie rural, ingénieur en chef du service régional d'aménagement des eaux Rhône-Alpes (e.r.),

Ses obsèques auront lieu ultérieurement à L'île-Rousse (Corse).

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- La Rochelle.

M^{me} Raymond Létard, son épouse, M. et M^{me} Philippe Létard, Les docteurs Thierry et Héliène Létard,

M^{me} France Létard, M^{me} Sophie Létard et M. Francis Formel, son fiancé, Florian, Vincent, Erwan et Claire, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Agnès Létard, Le bûcheron Bertrand et M^{me} et leurs enfants, M^{me} Annie Chouvel, M. et M^{me} Paul Chouvel et leur fils,

Les familles Vieux-Rochas, Hardy, Lameyre et Fabrigue, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Raymond LÉTARD, ancien interne des hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique à la faculté de médecine de Paris,

survenu le 9 juin 1991 dans sa soixante et unième année, muni des sacrements de l'Eglise, à 10 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 13 juin en l'église de la Genette, à La Rochelle, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie, par avance, toutes les personnes qui s'associeront à son deuil.

23, rue Saint-Claude, 17000 La Rochelle.

- M^{me} Jacques Mitterrand, M. et M^{me} Jean-Jacques Mitterrand Et leurs enfants Olivier et Sandra, M. et M^{me} Michel Mitterrand, M. et M^{me} André Duny Et leurs enfants Dominique et Aurélien,

Toute la famille ainsi que ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MITTERRAND, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, officier de l'Ordre de l'Empire britannique, grand-maître du Grand-Orient de France

de 1962 à 1964 et de 1969 à 1971, conseiller de l'Union française de 1948 à 1958,

survenu à Paris le 5 juin 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 14 juin, à 10 h 15, au cimetière du Père-Lachaise (entrée place Gambetta, Paris-20^e), où l'on se réunira.

(Le Monde daté 9-10 juin.)

- Cathie Muhrad-Greif, Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Hadassa MUHLRAD,

survenue le 8 juin 1991, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Inhumation le 12 juin, à 16 heures, au cimetière parisien de Thiais.

- Colette Vincent, son épouse, Michel et Danielle, Jean et Marthe, Jacques, Dominique et Pascale, ses enfants, Didier et Xanthippe, Pascal et Raphaëlle, Nathalie et Céline, ses petits-enfants, Les familles Guénod, Bénard et Hervieu, font part du décès de

Pierre VINCENT, agrégé de l'Université, professeur honoraire au lycée Buffon,

survenu le 5 juin 1991 à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 10 juin, au cimetière de Grandchain (Eure).

32, rue Dareau, 75014 Paris.

M^{me} Eric Weil, M^{me} Jean-Jacques Roubaud, M. et M^{me} Roger Weil, M. et M^{me} Alain Roubaud, M. et M^{me} Pierre Plasse, Juliette et Laurent Weil, Vincent, Camille et Raphaëlle Plasse, Chloé et Alix Roubaud, ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 6 juin 1991, de

M. Eric WEIL,

leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 11 juin, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

PARIS EN VISITES

JEUDI 13 JUIN

« Les ateliers de frappe de la Monnaie de Paris dans le bâtiment dix-neuvième siècle d'Antoine », (finis à trente personnes), 14 h 30, 11, quai de Conti.

« La bibliothèque Forney et ses fonds d'art décoratif », (limité à trente personnes), 15 heures, 1, rue du Figueur (Monuments historiques).

« De la rue du Dragon aux hôtels du Malakoff », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (Paris pittoresque et insolite).

« L'hôtel de Lamoignon et son décor du dix-septième siècle » (limité à trente personnes), 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Paris Livre d'histoire).

« La civilisation grecque au Musée du Louvre », 14 h 30, pôle carré de la pyramide (Le Cavalier bleu).

« La Conclargerie, du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romani).

« L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-septième siècle », 14 h 30, métro Pont-Neuf (M. Poirier).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 40, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Vivantes).

« Les salons de l'hôtel de Ville », (inscription au 43-27-69-70), 14 h 30, entrée rue Lobau (S. Rojanc).

« Exposition le Trésor de Saint-Denis au Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

« La cathédrale Notre-Dame. Histoire et symboles de l'architecture gothique », 14 h 30, devant le portail central (Arts et spectacles).

« Dernière visite avant démolition des demeures dix-neuvième siècle de Berry », 14 h 45, métro Dugommier (M. Benassat).

« La cathédrale russe : histoire de la religion orthodoxe », 15 heures, 12, rue Daru (P.-Y. Jaslet).

« L'hôtel de Masse (société des gens de lettres) et le château d'eau de Marie de Médicis », 15 heures,

- Paddy O'Hanlon-Saarbach, Heidi, Stefan, René, Stafford, Lara et William, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Harry SAARBACH,

survenu le 9 juin 1991.

Une messe sera célébrée le samedi 15 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas de Ville-d'Avray.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- 1981-1991. Dix ans déjà que disparaissent.

Suzanne PRESSBURGER.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

- Il y a cinq ans, le vendredi 13 juin 1986,

le prince Mario RUSPOLI, comte, régent du Collège de psychiatrie, passait à l'Orient éternel.

Que tous ceux qui l'aiment continuent à le faire vivre aujourd'hui.

Soutenances de thèses

- Université Paris-I, Sorbonne, le vendredi 14 juin 1991, à 9 heures, amphithéâtre Lefebvre, 1, rue Victor-Cousin, M. Claude Singer soutiendra la thèse : « L'Université et les juifs, la remise en question de l'intégration en France de 1940 à 1944 ».

- Université Lyon-I, le lundi 17 juin 1991, à 15 heures, amphithéâtre de physique nucléaire, campus La Doua, Villetaneuse, Jean Guillard : « Etude des stocks lacustres par écho-intégration ».

- Université Paris-IV, Sorbonne, géographie et aménagement, le mardi 18 juin 1991, à 10 h 30, centre administratif de la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, salle des Actes, par Maria Gravari sous la direction de Jean Bastie et Bernard Dezert : « La mer retrouvée : Baltimore et autres reconquêtes de fronts d'eau urbains ».

- Université Paris-IV, Sorbonne, le mercredi 19 juin 1991, à 15 heures, salle Louis-Liard, Magd. Masry : « L'Égypte 1919-1930. Héritage et mouvement ».

CONFÉRENCES

École européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 16 h 30 : « La Nouvelle-Zélande en 1991 », table ronde précédée d'un exposé de S.E. M. Judith Trotter, ambassadeur de Nouvelle-Zélande (Institut du Pacifique).

30, avenue George-V, 14 heures : Rimbaud, l'heure de la fuite », Alain Borer raconte, film de S. Saliman (Espace Kronenbourg Aventure).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La troisième grande de la musique européenne contemporaine avec Schoenberg et Stravinsky : Eric Satie », par D. des Brosses (Maison de l'Europe).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Cycle « Actes de lire » : Homère, J.R. et quelques autres de la culture ».

► Chine populaire deux ans après Tiananmen : bilan et perspectives en Chine, en URSS et dans d'autres pays socialistes ou socialisés : tel sera le thème du colloque des 14 et 15 juin au centre culturel Les Fontaines.

► Renseignements et inscriptions de toute urgence : Les Fontaines-séances, boîte postale 219 - 60631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »

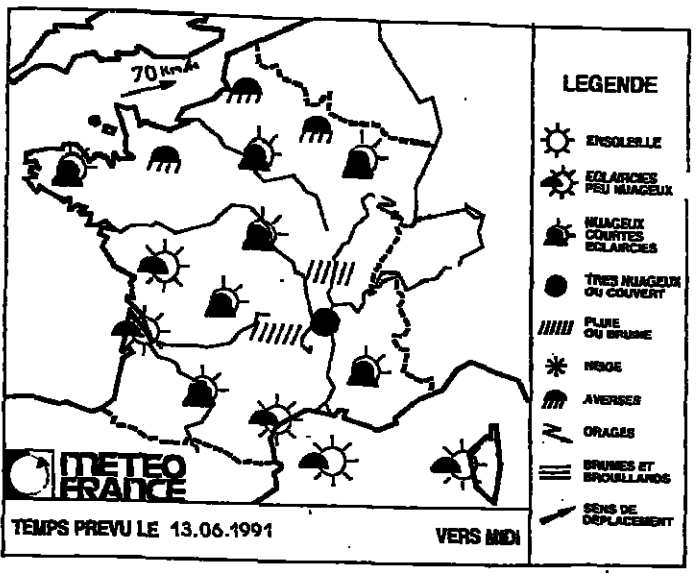
Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES PORTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weckerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

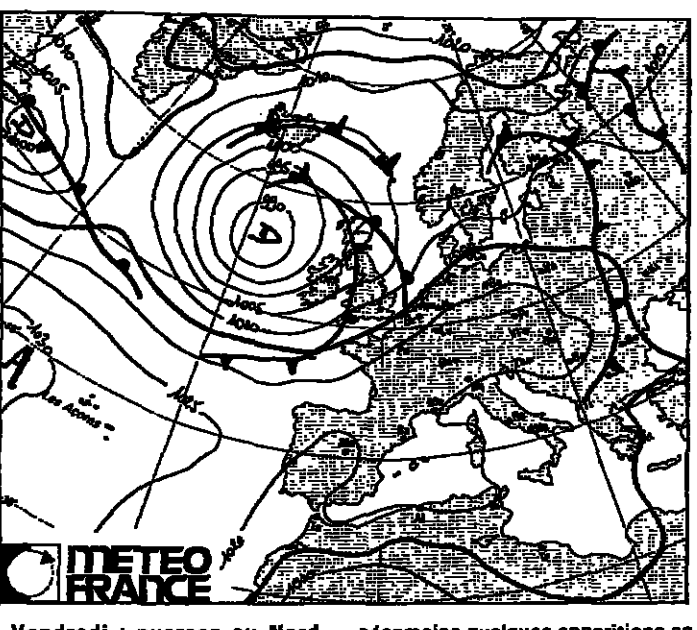
حکومت اسلامی

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 13 juin 1991
Nuages et ondées



SITUATION LE 12 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi : averse au Nord, orages au Sud. Sur la Bretagne, la Normandie, le Nord-Picardie, les Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Centre, Ile-de-France, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, après la dissipation assez rapide des brumes, lacs de brouillard ou nuages bas, le ciel sera variable, avec quelques éclaircies mais surtout des passages nuageux accompagnés d'averses.

Ces averse seront fréquentes sur les régions situées au nord de la Seine et parfois accompagnées de rafales de vent.

Sur Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Bourgogne, Franche-Comté et Rhône-Alpes, la pluie sera au menu au lever du jour, le soleil fera néanmoins quelques apparitions en cours de journée. A partir de midi, des orages isolés se produiront sur les Pyrénées, l'Auvergne et les Alpes.

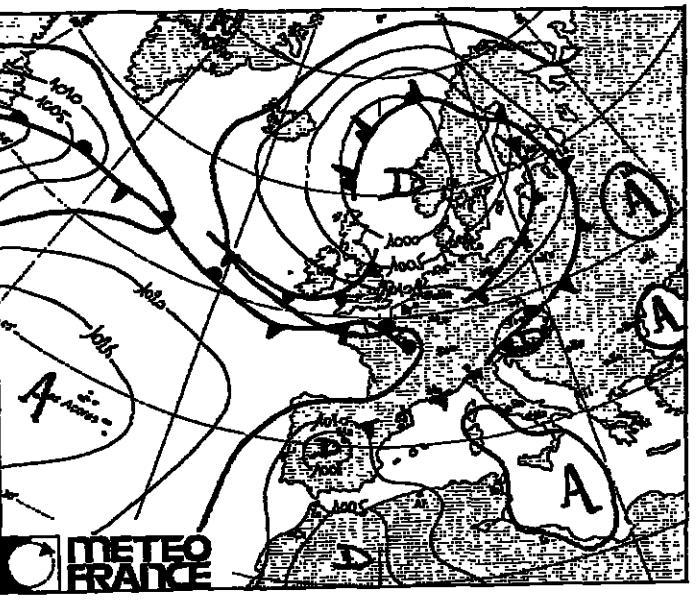
Sur le pourtour méditerranéen, le temps sera clément, avec quelques belles apparitions du soleil.

Samedi, peu de changement par rapport à la veille : les éclaircies seront plus larges près du littoral atlantique et les averse moins fréquentes sur le Nord.

Les températures minimales seront comprises entre 8 degrés et 16 degrés des côtes de la Manche au pourtour méditerranéen.

Les températures maximales s'élèveront entre 16 degrés et 26 degrés de la Bretagne à la côte d'Azur.

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs horaires relevées entre le 11-6-1991 à 18 heures TU et le 12-6-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALACO	22	11	D	TOULOUSE	22	9	D	LUXEMBOURG	17	9	N
BARCELONE	22	11	D	TOURS	20	12	C	MADRID	20	12	D
BORDAUX	22	11	D	POINTE-AUTRE	-	-	-	MARRAKECH	23	16	D
BRESEY	16	12	P	PARIS	18	12	C	MEXICO	-	-	-
CADIX	19	12	P	STRASBOURG	20	10	N	MILAN	26	17	C
CHERBOURG	17	13	P	ALGER	23	15	B	MONTREAL	26	21	N
CLEMONTE-FR	22	9	N	AMSTERDAM	16	13	C	MOSCOW	23	14	N
DJON	21	8	C	ATHENS	28	19	D	NAIROBI	23	16	C
GENEVE	25	11	D	BANGKOK	-	-	P	NEW-DELI	33	25	P
LYON	18	13	C	BELGRADE	26	14	D	OSLO	13	7	B
PARIS	18	10	N	BERLIN	17	12	N	PALMA-DE-MAJ	26	12	D
LYON	22	9	D	BREXELLES	18	14	C	PEKIN	26	18	D
MARSEILLE	26	14	N	COPENHAGUE	16	8	D	RIO-DE-JANEIRO	19	18	C
NANTES	19	8	N	DALAK	22	20	D	ROME	23	16	D
NICE	22	19	C	DJEBEL	26	17	D	SINGAPOUR	27	19	C
PARIS-MONTS	19	13	C	GENEVE	22	10	D	STOCKHOLM	17	10	C
PAU	21	11	D	HONGKONG	32	28	C	SYDNEY	20	16	A
PERPIGNAN	25	12	D	ISRAEL	26	16	D	TOKYO	31	22	D
RENNES	19	13	C	LA CAIRE	32	20	D	TUNIS	29	18	D
ST-ETIENNE	21	8	N	LASSONNE	29	17	D	VARSOVIE	22	10	C
STRASBOURG	22	10	D	LONDRES	16	13	C	VENISE	24	15	D
				LOS ANGELES	20	16	N	VIENNE	22	10	D
a	br	c	d	n	o	p	t	*			
averse	brume	couvert	ciel dégage	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

La montagne de Jeanne

SON père l'avait dit : « Ma Jeanne, elle n'était pas derrière la porte le jour de la distribution. » L'expression, bourbonnaise, signifie que l'enfant a reçu son lot de dons.

Jeanne Moreau, effectivement, n'était pas derrière la porte et ne l'est pas plus aujourd'hui. Elle est toujours là. Au point qu'on s'en étonne parfois et que cet étonnement lui est un agacement. « Et bien oui, je suis là puisque je vis. Il y a une convention sociale qui fait que les gens considèrent la vie comme une montagne. Une partie de la vie, tu la montes. Et le reste du temps, une fois que tu es arrivée au sommet, vers les quarante piges, tu ne peux que descendre. Comme si la mort était en bas. Non, la vie peut être une élévation constante. »

La vie est belle comme un film de Franck Capra. Ou comme la montagne de Jeanne. Et c'était une bonne idée de la part des responsables de « Cinéma, cinémas 2 » que de faire un bout de trajet avec elle, vers l'aéroport de Nice. Jeanne Moreau sortait du Festival de Cannes, de l'escalier d'honneur, de la chambre de palace, des conférences de presse.

Et là, dans la voiture, entre deux cigarettes vite grillées pour nourrir la voix rauque, l'actrice, au charme indéfinissable de parfum, s'est offert le luxe d'un point fixe. Jeanne Moreau, elle le dit et cela se voit, a atteint une forme de bonheur, de sérénité enviables. « Je suis bien là où je suis. Toujours. Moi, j'apprécie tous les moments qui passent. J'ai découvert très jeune que, là où cela fait mal, c'est là où il faut passer. Un athlète te dira ça. Si tu recherches le plaisir simplement, ça va, tu baisses les bras. » Pour n'avoir jamais été caline, pour avoir su dominer la lassitude du corps, Jeanne Moreau est toujours là. Et bien là, quarante ans après son premier Cannes ! Le sera-t-elle, Irène Jacob, qui, pour son premier grand rôle, son premier bal, a décroché la timbale ? Le prix d'interprétation féminine lui est tombé dessus, comme « quelque chose d'heureux et d'impressionnant », comme un bonheur éblouissant. Elle a des mots ingénus, d'ingénus, pour dire sa surprise, « tous ces médias ». Surtout, elle est toujours là, cette star-surprise qui, au lendemain de Cannes, est rentrée chez ses parents, émerveillée d'entendre le téléphone sonner, de voir les télégrammes affluer ? « Comme pour un mariage ! ». Sue Lyon fut, elle, la Lolita de Stanley Kubrick. Elle avait depuis disparu, emportée. « Cinéma, cinémas 2 » l'a retrouvée. Lolita, en pleine régression entre ses souvenirs et ses nouours, avait bien vieilli !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ● On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 12 juin

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
20.50 Variétés : Sacré soirée. 22.45 Documentaire : Crimes et passions. 2. La Cicatrice. 23.45 Divertissement : Le Bébête Show (rediff.). 23.50 Journal, Météo et Bourse. 0.15 Au trot.	21.00 Cinéma : Jours tranquilles à Clichy. □ Film franco-italo-allemand de Claude Chabrol (1989). 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Rosalie fait ses courses. ■■ Film allemand de Percy Adlon (1988). Avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold. 0.30 Cinéma : Mystery Train. ■■ Film américain de Jim Jarmusch (1989). Avec Youki Kudoh, Masatoshi Nagase, Screamin' Jay Hawkins (v.o.). 2.15 Rapido spécial (rediff.). 2.40 Sport : Basket américain.	21.00 Documentaire : Allemagne, Allemagne. 22.35 Cinéma : Senso. ■■ Film italien de Luchino Visconti (1954).
A 2	LA 5	FRANCE-CULTURE
20.45 Feuilleton : Les Grandes Familles. (2 parties, rediff.). 22.15 Téléfilm : Vipère au poing. (rediff.). 23.40 Journal et Météo. 0.00 Série : Le Saint (rediff.).	20.50 Histoires vraies. Documentaire : Justice en France. La justice passe. 1. L'Instruction. 22.15 Débat. Thème : Justice, et si un jour vous étiez pris dans l'engrenage. 0.00 Journal de la nuit.	20.30 Tire ta langue. Du bon usage de la perle. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe. 22.40 Les nuits magnétiques. Quand le jardin s'effondre... Du jour au lendemain. 0.05 Musique : Coda. 0.50 Rock père et fils.
FR 3	M 6	FRANCE-MUSIQUE
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Où va l'Union soviétique ? Avec une interview d'Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des affaires étrangères. 22.20 Journal et Météo. 22.40 Magazine : Faut pas rêver. Argentine : les îles du Tigre ; Malte : les chevaliers de l'Ordre ; France : icône, image divine ou sacrée. 23.35 Magazine : Minuit en France. Le Festival international des francophonies en Limousin. 0.30 Musique : Carnet de notes.	20.35 Téléfilm : La Plage aux fantômes. 22.15 Téléfilm : Rêve de femme. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Dazibao. 0.10 Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.	20.30 Concerts d'archives (donné le 1 ^{er} mars 1952) : A. Laurontin, ouverture, de Schumann ; Symphonie n° 5 en mi mineur op. 64, de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la NBC, dir. Guido Cantelli ; (donné le 3 mars 1946) : Sérénade, ouverture, de Haendel ; Symphonie n° 3 en ré majeur D 200, de Schubert ; Ma mère l'oye, suite, de Ravel, par l'Orchestre de la NBC, dir. Erich Kleiber. 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct des Alligators à Paris : le pianiste Laurent de Wilde avec Thomas Bramerie, contrebasse, et Jean-Pierre Arnaud, batterie.

Jeudi 13 juin

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.). 15.20 Tiercé-quoté + à Enghien. 15.30 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête. 16.30 Club Dorothée. 17.25 Série : Chips (rediff.). 18.15 Jeu : Une famille en or. 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.15 Jeu : La Route de la fortune. 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 23.55). 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages. Thème : « Ve-t-on jeter le bac aux ordes ? » Avec Lionel Jospin. 0.00 Journal, Météo et Bourse. 0.25 Au trot. 0.50 Série : Mémoires (rediff. et à 5.35). 1.10 TF 1 nuit. 7 Arts à la Une. 1.45 Feuilleton : C'est déjà demain. 2.05 Info revue.	17.25 Amuse 3. 18.10 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Divertissement : La Classe. 20.45 Cinéma : Pain et chocolat. ■■ Film italien de Franco Brusati (1974). Avec Nino Manfredi, Anna Karina, Johnny Dorelli. 22.40 Journal et Météo. 23.00 Cinéma : Mort à Venise. ■■■ Film italien de Luchino Visconti (1971). Avec Dirk Bogarde, Silvana Mangano, Björn Andresen. 1.05 Musique : Carnet de notes.	23.30 Magazine : A la cantonade. 23.45 Journal de la nuit. 23.55 Demain se décide aujourd'hui. 0.00 Le Club du Télé-achat. 0.30 Rediffusions.
A2	LA 5	FRANCE-CULTURE
13.50 Feuilleton : Générations. 14.30 Série : Histoires de voyous. 18.15 Série : Arsène Lupin. 17.10 Magazine : Giga. 18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.35 Série : Alf (rediff.). 19.05 Série : Mac Giver (rediff.). 20.00 Journal et Météo. 20.40 INC. 20.45 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Bernard Bénédict. Spécial Coluche. La Traversée du périple, de Jean-Jacques Dufour et Pascal Stelletta ; témoignages de Romain Bouteille, Rufus, Maryse, Thierry Lhermitte, Louis Faurès, Valéry Giscard d'Estaing. 22.00 Cinéma : Un été d'orages. ■ Film français de Charlotte Brandström (1989). Avec Judith Godrèche, Stanislas Carré de Malberg, Murray Head. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Documentaire : La Culture en chantiers. 5. Devenir, de Frédéric Compain. 0.25 Série : Le Saint (rediff.).	17.40 Als Jérôme... ? 18.05 Canaille peluche. 18.30 Ça cartoon. 18.50 Top albums. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : La Fille chinoise. □ Film franco-chinois d'André Koob (1989). Avec Bruce Lee, Bepe Chierici, Fanny Aubert. 21.45 Flash d'informations. 21.55 Cinéma : Clara's Heart. ■■ Film américain de Robert Mulligan (1988). Avec Whoopi Goldberg, Michael Ontkean, Kathleen Quinlan (v.o.). 23.40 Sport : Handball. France-URSS, match amical, en différé du stade Pierre-de-Coubertin. Sport : Golf. Première journée de l'US Open.	16.15 Concert : Songs for Drella. Lou Reed et John Cale, 1989. New-York. 17.20 Téléfilm : Liberté, liberté. 18.55 Documentaire : Dix jours... quarante-huit heures. 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 23.00). 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. 21.00 Magazine : Avis de tempête. 22.50 Cinéma d'animation : Images. 23.05 Une leçon particulière de musique avec José Van Dam.
FR 3	FRANCE-MUSIQUE	
13.35 Série : Chers détectives. 14.30 Magazine : Regards de femme. 15.05 Magazine : Océaniques (rediff.). 16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.	20.30 Concert (en direct de l'Eglise Saint-Louis des Invalides) : Trois mots pour voir de femmes a cappella op. 39, Symphonie n° 2 pour chœur et orchestre op. 52, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Alexander Gibson. 23.07 Poussières d'étoiles.	

La grève des contrôleurs aériens d'Alsace-Mos

Deux vols sur trois annulés à Paris

La grève des contrôleurs de la navigation aérienne du centre d'Alsace-Mos (Esma) a fortement perturbé, le mercredi 12 juin, le trafic aérien dans le nord de la France et sur les aéroports parisiens. Le mot d'ordre de grève avait été lancé par la CGT pour obtenir des augmentations salariales en raison de la cherté de la vie en Ile-de-France et de l'augmentation du trafic.

Les services de la navigation aérienne ont été contraints de réduire des deux tiers les vols prévus. Toutes les compagnies ont été affectées. British Airways a supprimé sept Paris-Londres sur dix. Alitalia a conservé seulement sept Paris-Rome sur vingt-quatre. Sabena a annulé ses passagers en autocar entre Bruxelles et Paris.

UTA et Air France ont maintenu la totalité de leurs long-courriers. En revanche, Air France a dû supprimer deux vols moyen-courriers sur trois. Air Inter a assuré 60 % de son programme, et notamment les vols vers la Corse et Strasbourg. Les liaisons sont demeurées normales au départ des villes du sud de la France.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Islam : « Les musulmans et la politique », par Maxime Rodinson ; Bibliographie : « L'Etat du Maghreb »..... 2

Luttes d'influence en Inde : Les prétendants au poste de premier ministre s'affrontent..... 4

Les expropriations au Nicaragua : Tensions entre les sandinistes et le Mexique..... 6

La réunion de l'Internationale socialiste : Le dialogue entre israéliens et Palestiniens a tourné court..... 6

Les débats parlementaires : Assemblée nationale : l'opposition envisage de déposer une motion de censure. Sénat : la droite et les communistes s'opposent au projet de réforme de l'administration territoriale..... 8

L'accord entre l'UDF et le RPR : Première réunion publique nationale des formations de l'opposition..... 9

Justice : Un rapport du Sénat dénonce l'attitude du pouvoir exécutif..... 11

ÉDUCATION • CAMPUS

« L'inquiétante anarchie des formations à la gestion » : Nouvelle-Calédonie : les mirages du bac pro • Collège sous haute tension à Bobigny..... 13 à 16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

« L'inauguration du nouveau Jeu de paume » : Duras Song • La sélection cinéma, théâtre, musique, danse, arts, spectacles..... 17 à 28

SECTION C

Union économique et monétaire : La Grande-Bretagne assouplirait sa position sur la monnaie unique..... 31

Balance américaine : Les États-Unis ont enregistré un excédent des paiements courants au premier trimestre..... 31

Services

Abonnements..... 30
Annonces classées..... 33 à 35
Automobile..... 38
Carnet..... 38
Marchés financiers..... 36-37
Météorologie..... 39
Moto croisée..... 38
Radio-télévision..... 39
La télégraphie du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 juin 1991 a été tiré à 511 939 exemplaires.

D'ici à la rentrée 1995

Près de quarante mille places supplémentaires dans les lycées d'Ile-de-France

M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France a annoncé, mardi 11 juin, la création de 39 500 places supplémentaires dans les lycées de la région d'ici à 1995.

A la rentrée 1993, ce sont cinq nouveaux lycées et 13 300 places qui devraient être créés, puis neuf nouveaux lycées et 12 700 places pour la rentrée 1994 et enfin six nouveaux lycées et 9 900 places pour la rentrée 1995.

Sur l'ensemble de la période 1986-1995, c'est ainsi 126 000 places nouvelles qui auront été ouvertes dans les lycées, soit un chiffre un peu supérieur à l'augmentation prévue des effectifs (117 000 élèves). Cet écart devrait permettre un « desserrement » des effectifs dans certains établissements particulièrement encombrés.

Au-delà de cet effort d'investissement, le conseil régional entend

surtoit travailler à un rééquilibrage en faveur de l'enseignement professionnel qui ne parvient pas à attirer suffisamment d'élèves et dont les établissements sont « sous-utilisés », a expliqué M. Pierre-Charles Krieg.

Malgré l'augmentation des capacités nouvelles d'accueil dans ce secteur, les deux dernières rentrées ont en effet été marquées par une baisse importante des effectifs dans les lycées professionnels puisque 5 900 élèves de moins que prévu y ont été accueillis. Pendant les trois prochaines années, 1991-1993, cette tendance devrait s'accentuer. Pour les élus régionaux, il est donc nécessaire « de poursuivre la transformation des lycées professionnels d'Ile-de-France en lycées polyvalents », afin de faciliter les réorientations et de multiplier les possibilités de poursuite d'études au sein d'un même établissement. Il convient en outre d'accompagner cette politique par des actions d'information « de

grande ampleur » en direction des collégiens et des lycéens.

Le Conseil régional entend poursuivre aussi le développement des formations post-baccalauréat, notamment les sections de techniciens supérieurs (STS) et les classes préparatoires aux grandes écoles dont la région a la charge. Le programme prévoit, à cet égard, la création d'ici à 1995 de 17 000 places nouvelles. Mais le conseil régional attire l'attention des pouvoirs publics sur le déséquilibre, « qui ne fait que s'accentuer » entre la capacité d'accueil des Instituts universitaires de technologie (IUT) et celle des STS. Le plan gouvernemental « Universités 2000 » qui prévoit, selon le président du conseil régional, de créer soixante nouveaux départements d'IUT en Ile-de-France est jugé « positif » mais il ne suffira pas, selon lui, à réduire ce déséquilibre.

Ch. G.

Les difficiles relations franco-japonaises

Deux camions d'une organisation d'extrême droite japonaise, héraissés de mégaphones, ont diffusé des slogans, mercredi 12 juin, devant l'ambassade de France à Tokyo contre les récentes déclarations de M^{me} Edith Cresson, qui avait dénoncé l'agressivité économique du Japon. Appartenant à Issui-kaï, un petit groupe de jeunes exaltés, une dizaine de manifestants, ont exigé des excuses de la France tout en clamant : « Non, nous ne sommes pas de petits bonshommes jaunes ! ». Pendant ce temps, à Washington, la CIA a pris publiquement ses distances mardi à l'égard d'un rapport qu'elle avait commandé sur le Japon, et qui mettait en garde contre la volonté de ce pays de dominer économiquement le monde (le Monde du 11 juin).

Ne pas se tromper d'ennemi

TOKYO

de notre correspondant

Le discours politique n'est pas toujours le dernier refuge de la rigueur intellectuelle. L'expérience prouve que tous les arguments sont bons, ou presque, du moment qu'ils portent, même s'ils sont quelque peu primaires. Il en est cependant qu'il faut manier avec prudence : encourager dans l'opinion des réactions émotionnelles, sinon racistes, en faisant vibrer la fibre nationaliste est un risque qu'il faut savoir mesurer avant de le prendre. C'est ce qu'a fait le grand ministre japonais de M^{me} Cresson, qui paraît marier l'amalgame avec une certaine désinvolture lorsqu'elle parle du Japon ?

Ces « Japonais » en quête de domination, encore faudrait-il préciser de qui il s'agit, et ne pas identifier un peuple à ses entreprises. Mais il est vrai que, dans les déclarations du premier ministre japonais, les intérêts nationaux et ceux de ses travailleurs, dont elle affirme défendre l'emploi, semblent parfois confondus avec ceux de certaines entreprises.

Sans doute faut-il contenir l'expansionnisme des grands groupes industriels nippons, mais on ne peut confondre leur stratégie avec les objectifs de tout un peuple. Expansionnistes, les entreprises japonaises le sont assurément. Mais il est pour le moins

curieux d'entendre ce même patronat français qui, il y a dix ans, se pâmaient devant le modèle japonais et prétendaient s'inspirer de ses méthodes de gestion, dénoncer ce dynamisme.

Les industriels français risquent aujourd'hui d'en faire les frais. Mais s'ils étaient eux-mêmes en position de force, comme le sont les industriels nippons dans certains secteurs, ne feraient-ils pas exactement comme eux ? Le fair-play dont il se targuent pour dénoncer la « rapacité » de leurs homologues japonais peut laisser sceptique.

Certains groupes japonais investissent parfois massivement dans des secteurs industriels. Mais c'est oublier que s'ils peuvent acheter entreprises, œuvres d'art ou châteaux, c'est que ceux-ci sont à vendre. C'est cette réalité qui est regrettable plus que le fait que ce soient des Japonais qui les achètent.

En se trompant d'« ennemi », en confondant un peuple et sa classe dirigeante, M^{me} Cresson affaiblit le dossier qu'elle prétend défendre. Elle risque en outre, au nom de ces « intérêts nationaux » qu'elle invoque, d'encourager, dans les deux pays, des réactions émotionnelles, toujours difficiles par la suite à contrôler.

PHILIPPE PONS

■ PHILIPPINES : Une ville de 300 000 habitants sous la menace du volcan Pinatubo. — Le volcan philippin Pinatubo a été secoué, mercredi 12 juin, par de très violentes explosions accompagnées de projections de cendres formant un énorme champignon visible à Manille pourtant éloignée d'une centaine de kilomètres. Les Américains ont complètement évacué les équipes de garde et d'entretien qu'ils avaient laissées à la base. Clark d'où étaient déjà partis, le 10 juin, 14 500 personnes. La base est située à une trentaine de kilomètres du Pinatubo. Près d'elle, il y a la ville d'Angeles qui compte plus de 300 000 habitants, pour lesquels aucune mesure n'a été décidée.

Au Japon, l'éruption de l'Unzen continue. Pour la première fois, le volcan a projeté, dans la matinée du 12 juin, des débris assez gros sur le centre du port de Shimabara situé à environ sept kilomètres du cratère. — (AFP, AP, Reuters.)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans les journées ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

CEMAM NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde AFFAIRES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dis-moi vous

Je me suis mise dans un de ces pétrins, vous pouvez pas savoir ! Moi qui tutoie tout le monde, j'ose plus me montrer. C'est totalement démodé. Si, si, c'était marqué dans le Figaro Madame, ça fait soixante-huit ans, ça fait ringard, bref, ça ne se fait plus. Ça fait Front pop, ça fait prolo, bref, ça ne se fait pas. Suis-je sorte aussi ? J'y voyais un privilège, le privilège de l'âge, privilège désuet vu qu'à notre époque, l'âge, ça ne se porte pas non plus.

Dépassée la Grande Illusion, et Fresnay snobant Gabin : Je dis vous à ma mère, je dis vous à ma femme. Maintenant on le dit également à ses enfants. Alors là, faut reconnaître : Je vous en prie, Henri, ne m'obligez pas à vous donner une gifle, c'est moins choc mais c'est plus chic que : Dis donc, Riri, c'est pas bientôt fini ? Tu le veux, ta chèque !

Même les gens organisateurs du Club Med sont pris de vouvoyer, de voussoyer, pardon, la clientèle, vous vous rendez compte un peu ! Seul dérapage autorisé, les mecs ne s'en privent

pas, la brusque beacule, sous la courtoisie, du « vous » au « tu ». Signe d'emportement passionné, ça fouette les ardeurs de la partenaire et ça permet de couper à une déclaration bien plus contraignante que celle des impôts.

L'ennui, c'est qu'à l'atelier ou au bureau, le passage brutal du « tu » au « vous », ça n'existe pas, ça vexa : Pourquoi tu me dis : Vous allez bien ? Au lieu de : Ça va, toi ? Tu vois double ? Non ? Alors, tu vois rouge ? T'es fêlée ? Non plus ? Alors, tu vois grand ? Madame prend des airs ?

Le seul moyen de s'en tirer, c'est de cultiver, pareil qu'au dodo, du « tu » au « vous », en se reprenant aussitôt. Et de renouveler le traitement. Sans oublier d'augmenter chaque fois la dose. Question vocabulaire et question grammaire : Quand vous aurez fini de faire du gringue à ta secrétaire, tu seras bien gentil de m'en faire une copie, si c'est pas trop vous-te demander. Suffit pas de se mélanger les pronoms, faut encore se prendre les pieds dans les temps, histoire de permettre aux collègues de retaper, sans le noter, votre nouvelle « adresse » !

URSS

105 millions d'électeurs russes choisissent leur président

Les électeurs russes ont commencé à voter mercredi matin 12 juin pour la première élection au suffrage universel d'un président russe. M. Boris Eltsine, l'actuel président du Parlement russe étant donné comme favori.

Le territoire de la Fédération de Russie couvre onze fuseaux horaires, du Kamchatka, en Extrême-Orient, à l'endave de Kaliningrad à l'ouest ; les premiers résultats partiels devraient être connus jeudi. Mais la commission électorale a annoncé qu'elle donnerait

un premier résultat, non définitif, lundi prochain seulement, et le résultat final le 22 juin. Quelque 105 millions d'électeurs ont à choisir entre six candidats, dont quatre au moins ont aucune chance. La victoire finale de M. Eltsine ne fait de doute pour personne, mais l'incertitude demeure sur son succès dès le premier tour : le président du Parlement a pour cela besoin de la majorité absolue des voix ; dans le cas contraire, un deuxième tour serait organisé dans deux semaines. — (AFP.)

ÉGYPTE

Le retour du « Petit Roi »

Le fils du roi Farouk, qui, durant onze mois, en 1952-1953, fut le souverain nominal de l'Égypte sous le nom de Fouad II, vient de retourner dans son pays pour la première fois depuis son départ en exil avec ses parents lors du coup d'État des « officiers libres ».

Fouad, prince du Saïd et enfant unique de Farouk et de sa seconde épouse, la reine Nariman, naquit en 1952 au moment de l'incendie du Caire. Après l'abdication de son père en juillet de la même année, le nourrisson fut officiellement proclamé chef de l'État égyptien tandis qu'un conseil de régence était créé. De là vient le surnom de « Petit Roi » qui lui est resté. Ce n'est qu'un an après, à la mi-1953, lorsque les esprits y eurent été habitués, que fut renversée de jure la dynastie inaugurée en 1906 par Mehmet Ali (connu en Égypte sous le nom de Mohamed Ali), officier d'origine turque commandant un régiment albanais dans la vallée du Nil.

D'abord de nationalité monégasque, l'ex-roi Fouad II se vit restituer son passeport égyptien après avoir adressé un don pour l'armée égyptienne à la suite de la guerre contre Israël.

J.-P. P.-H.

Les minoritaires de la FEN dénoncent une « logique d'exclusion »

La mise à l'écart de M. Yannick Simbron (le Monde du 12 juin) suscite des réactions au sein des tendances minoritaires de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Dans un communiqué intitulé « Faire du neuf dans la FEN », le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), principale composante de la tendance Unité et action (UA) proche des communistes, et deuxième syndicat de la FEN, parle de « violation des statuts » de la Fédération et d'un « coup de

force » manifestant « la crise d'orientation d'un appareil aux abois ». « La logique d'exclusion poursuivie par ses projets de reconstitution met en péril la FEN, la déstabilise et n'épargne même plus sa direction », poursuit le SNES. De son côté, la tendance Autrement (6,7 % des voix), estime que les adhérents de la FEN ont « moins besoin d'un nouveau secrétaire général que d'une nouvelle orientation syndicale qui prenne vraiment en charge les préoccupations des syndiqués ».